This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

UPL

PROPERTY OF
University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

RÈGNE

DE

LOUIS XVIII,

OU

HISTOIRE POLITIQUE ET GÉNÉRALE

DE L'EUROPE

DEPUIS LA RESTAURATION,

AVEC LE DÉVELOPPEMENT DES PRINCIPES QUI SONT DEVENUS LA BASE DE LA POLITIQUE DE LA SAINTE-ALLIANCE ;

PAR M. BARBET DU BERTRAND,

SECONDE ÉDITION.

TOME SECOND.

PARIS.
CHEZ L'ÉDITEUR, RUE DE VALOIS, N° 2,
MAISON DE L'ATHÉNÉE ROYAL;
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA FRANCE
ET DE L'ÉTRANGER.

1825.

D
383
.P21
v.2

IMPRIMERIE DE DAVID,
RUE DU FAUBOURG POISSONNIÈRE, N° 1.

RÈGNE

DE

LOUIS XVIII,

OU

HISTOIRE POLITIQUE ET GÉNÉRALE

DE L'EUROPE

DEPUIS LA RESTAURATION.

25. M.r Cann.
26 M.r de Vil
27. Boyer, S
28. Sr Gal. A

PORTR

1

13 14

119
3472
2v

RÈGNE
DE LOUIS XVIII,

OU

HISTOIRE POLITIQUE ET GÉNÉRALE
DE L'EUROPE,

DEPUIS LA RESTAURATION.

SUITE DU CONGRÈS DE VÉRONE.

CHAPITRE XXXVI.

L'Angleterre, par sa conduite au congrès, met à découvert les secrets de sa politique.

Nous allons entrer dans les plus grands détails sur l'assemblée de Vérone; nous y trouvons en action les ressorts qui font mouvoir les cabinets des principales puissances; les souverains y restent toujours unis sous le le bouclier tutélaire de la Sainte-Alliance; mais les personnages qui semblent ne former qu'un même groupe dans le vaste ta-

bleau de l'Europe commencent à prendre une physionomie particulière ; les traits personnels à chaque individu se détachent de la masse, et l'Angleterre se place sur le devant du tableau sans se confondre avec les autres alliés.

Cette assemblée, suite de ces réunions politiques qui ont eu lieu périodiquement entre les souverains depuis 1815, s'en distingue par des résultats qui devront avoir la plus grande influence sur le système politique de l'Europe.

Les cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, réunis à celui des Tuileries, avaient toujours suivi la même ligne politique qu'ils s'étaient tracée au congrès de Vienne, et qu'ils avaient reproduite avec une nouvelle solennité à celui de Laybach. Ils déclarèrent en 1822, ainsi qu'ils l'avaient fait en 1815 et 1820, que les seules constitutions légitimes étaient celles que les souverains, jouissant de leur pleine liberté, octroyent à leurs peuples. En dehors de ce principe ils ne virent que des éléments révolutionnaires, ou des obligations imposées par la violence. En 1815, ayant garanti le pacte que la France

avait reçu de son roi, ils manifestèrent la plus énergique opposition à ces théories sur la souveraineté du peuple, qu'une cohue législative avait proclamées pendant l'interrègne des cent jours. A Laybach, en 1821, les augustes alliés n'hésitèrent pas dans leurs unanimes anathèmes contre les tribuns armés de Naples et de Turin.

La révolution d'Espagne ayant aggravé, par les attentats du 7 juillet, les inquiétudes qu'elle inspirait, les souverains se réunirent à Vérone, pour délibérer ensemble sur les nouveaux dangers qui menaçaient la tranquillité du continent. L'Angleterre parut dès-lors s'isoler de ses alliés, en refusant son adhésion authentique aux principes qu'ils proclamaient. C'était au congrès de Laybach que le cabinet britannique avait laissé apercevoir cette espèce de tergiversation dans la franche profession du symbole monarchique auquel venaient de se rallier les souverains. Sans désavouer positivement cette doctrine, *que la toute-puissance législative n'a d'autre source légitime que l'initiative royale*, l'Angleterre a refusé d'en signer le formulaire à Laybach. A

Vérone, prenant un ton plus élevé, opposant ses principes et ses traditions législatives à une aussi grande question, elle a manifesté ses craintes de voir contester les droits de cette dynastie à laquelle elle doit un siècle et demi de gloire et de prospérités.

Cependant, pour écarter de l'auguste maison de Brunswick la défaveur d'une élection populaire, on a toujours fait valoir que la déchéance de Jacques II avait été simplement l'effet de son abdication, et que si la succession au trône qu'il laissait vacant n'avait pas suivi la ligne directe, c'est que la légitimité du prince de Galles avait été contestée. C'était comme filles du dernier roi qu'avaient régné successivement les princesses Marie et Anne. Si le nom de Guillaume avait été associé à celui de la première, c'était sur le champ de bataille de la Boïne que le victorieux Guillaume avait improvisé ses droits. Mais Anne régnant de son chef, comme fille des Stuarts, n'avait vu que son premier sujet dans le prince de Danemarck, son époux.

C'était en vertu du même principe héréditaire que l'électeur d'Hanovre, Georges Ier,

avait été appelé au trône, comme représentant les droits de sa mère, la princesse Sophie, arrière-petite-fille de Jacques I.er.

On ne peut se dissimuler que toutes ces assertions sont une violence faite à l'histoire, pour lui faire porter la livrée du parti dominant.

Jacques II n'abdiqua pas, mais il fut expulsé. Les doutes jetés sur la naissance du prince de Galles, son fils, sont une grossière insulte à l'égard d'une reine qui fit l'admiration de son siècle, par les vertus chrétiennes dont elle donna l'exemple dans le sein de l'adversité.

La révolution de 1688, comme toutes les autres, eut donc pour auxiliaires les plus absurdes suppositions : mais le temps a consacré ses résultats. La Providence a retiré dans le sein de ses miséricordes jusqu'au dernier rejeton de la famille infortunée des Stuarts ; ainsi les droits de la légitimité ne peuvent plus être contestés en faveur de l'auguste dynastie de Brunswick.

Cependant, ne pouvant pas avoir perdu le souvenir de son origine, elle se refuse aux

anathèmes que les autres souverains ont proclamés contre ces doctrines populaires qui ont ombragé son berceau. Certes, la cour de Londres n'est pas plus disposée que celles de Berlin, de Saint-Pétersbourg et de Vienne, à relever les faisceaux tribunitiens, pour en reconnaître la suprématie démocratique; mais la souveraineté du peuple étant en quelque sorte le mannequin de son enfance, elle voudrait la voir dans un sanctuaire impénétrable, dont le voile restât toujours baissé. Voilà le motif de sa réserve silencieuse, lorsque le congrès de Laybach a produit dans tout son éclat l'astre de la royauté, comme remplissant de ses rayons tous les espaces de l'orbite social.

Tels sont, sous le rapport du dogme politique, les motifs de cette grande réserve du cabinet anglais dans les importantes questions agitées à Laybach et à Vérone. Mais nous trouverons une autre explication à cette conduite de l'Angleterre. Son intérêt, comme puissance prépondérante, doit lui créer une politique particulière, d'après laquelle, sans se mettre en opposition formelle avec les autres cours, elle ne peut se lier à toutes leurs

vues et suivre leur même direction. L'Angleterre aime mieux se mettre en dehors du cercle dont elle peut exclusivement occuper le centre. Elle croit au-dessous d'elle de ne paraître qu'un segment dans la circonférence.

Lorsque l'empire napoléonien tenait dans l'asservissement ou dans l'inquiétude tous les royaumes de l'Europe, l'Angleterre se trouvant en position de n'être pas subjuguée, réunissait autour d'elle tous les éléments d'opposition et tous les moyens de résistance qui pouvaient exister encore sur le continent. Tout ce qui n'était pas subjugué par la France se confédérait avec sa rivale, se plaçait sous sa direction immédiate. Cette puissance prodiguait les subsides; mais les Etats qui se mettaient à sa solde lui abandonnaient leurs ports, leurs vaisseaux; et leurs places de commerce devenaient pour elle autant de comptoirs pour son commerce.

Le colosse français s'étant écroulé en 1814 et 1815, le léopard britannique, qui luttait avec lui depuis 25 ans, eut en quelque sorte le droit de faire flotter le drapeau victorieux au-dessus de ces étendards qu'il avait relevés

du sein de l'avilissement : le cabinet de Londres semblait une planète, dont les autres Etats ne paraissaient que de simples satellites. Toute l'Europe récemment affranchie s'était imposé à l'égard de l'Angleterre le joug de la reconnaissance. L'influence du ministère britannique était donc devenue prépondérante à Saint-Pétersbourg comme à Berlin, à Vienne comme à Madrid. Au congrès de Vienne, l'Angleterre semble remplir les fonctions d'arbitre suprême : c'est elle qui dicte les conditions de Paris; elle prescrit des bornes aux prétentions des vainqueurs, et c'est à elle que s'adressent les réclamations des vaincus. On peut dire qu'à cette époque elle exerçait une véritable jurisdiction sur le reste de l'Europe.

Après les événements de 1814 et 1815, les divers Etats du continent ayant repris leur indépendance, l'Angleterre n'exerça plus une action aussi directe sur leur système politique. Il s'établit d'autres points d'appui à l'égard des Etats du second ordre. La Russie domina par sa prépondérance la Pologne et les contrées de l'Orient qui l'avoisinent : l'Autriche reprit son antique ascendant sur les destinées de l'Ita-

lie, et la Prusse étendit son patronage depuis l'Elbe jusqu'à la Meuse. Enfin la France, garantie par ses rapports intimes avec les cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, put aussi devenir un membre actif de la Sainte-Alliance, et ses intérêts commerciaux cessèrent d'être subordonnés à la direction exclusive du gouvernement anglais.

Prudente dans sa marche, circonspecte dans ses vues, elle s'occupa de sa marine, appuya sur des bases solides son crédit public, et, par le sage développement de ses forces militaires, reprit son ancien rang parmi les grandes puissances. Ce nouvel état de choses ne laissa plus sous le patronage spécial de l'Angleterre, que les Pays-Bas et la Péninsule hispanique.

Des mouvements révolutionnaires éclatant presqu'en même temps en Orient, en Italie et dans les Espagnes, le système politique de l'Europe en reçut une plus grande activité. Les puissances avaient appris par leurs infortunes passées à redouter le génie révolutionnaire, quelque peu formidables que fussent ses premières apparences. Aussi les souve-

rains furent unanimes dans leurs dispositions pour réprimer les premiers écarts des peuples mutins, et les ramener à ces principes de l'essence monarchique qui ne peuvent être altérés sans que les bases de la société européenne soient ébranlées, et que tous les trônes du continent chancèlent. Le gouvernement britannique, qui, derrière l'Océan, semble à l'abri de ces tempêtes qui menaçaient les autres contrées de l'Europe, parut cependant céder à ce sentiment d'inquiétude générale. On se rappèle que, dans les premiers temps de l'insurrection des Grecs, il ne parut pas favorable à la cause des Hellènes.

Sans prendre une part directe au congrès de Laybach, il en consacra les résultats par l'adhésion la moins équivoque; mais il ne voulut pas reconnaître le symbole politique qui y fut professé.

Lorsque les affaires d'Espagne se compliquant, nécessitèrent la réunion du congrès de Vérone, l'Angleterre ne put dissimuler plus long-temps les sentiments de sa dissidence.

Ce fut donc au milieu des nuages dont alors

s'environna le cabinet britannique, qu'au mois d'octobre 1822 eut lieu cette assemblée de Vérone à laquelle l'Europe inquiète attachait les plus grandes espérances.

CHAPITRE XXXVII.

Intérêts généraux et variés des puissances au congrès de Vérone.

Les affaires d'Orient et celles d'Espagne devaient fixer la principale attention des souverains et du corps diplomatique.

La question de l'affranchissement des Grecs, sous l'influence armée des principales puissances du continent, présente, dans les circonstances actuelles, de si graves conséquences, qu'elle est encore regardée comme insoluble. De tous les Etats du continent, la France est celui que sa position doit rendre plus circonspect pour prendre un parti décidé dans les affaires de l'Orient. Le titre de roi très-chrétien et de fils aîné de l'Eglise semble

imposer à notre prince l'obligation de se *croiser* en faveur des martyrs de la foi chrétienne; mais alors il se met en opposition avec ces principes d'ordre politique sur lesquels Dieu même a fondé la garantie du bonheur des peuples.

Placé entre des souvenirs amers et des espérances exaltées, entre l'amour d'un peuple généreux et les *répugnances* d'un parti, qui, malgré son apparente popularité, ne veut pas sacrifier à la patrie les illusions de sa grandeur passée, le roi de France doit nécessairement se montrer très-réservé dans sa marche politique. Il a derrière lui les vastes ruines d'une révolution dont il a été la première et la plus auguste victime. Ses regards parcourent-ils toute l'étendue de cet horizon qui se développe devant lui, il voit à l'Orient comme au Midi les symptômes de nouvelles révolutions, non moins actives et non moins effrayantes.

Si, comme digne héritier de Saint Louis, il lève l'oriflamme sacrée, pour marcher en Grèce contre les Musulmans, ne semble-t-il pas justifier la cause de l'insurrection en

Espagne ? Ne devient-il pas indirectement l'allié de Riégo et de ses cortès audacieuses ?

Ces considérations, qui ont paru très-graves au ministère français, n'ont pu rester étrangères aux autres puissances du continent. Les rois n'ont point oublié que rien n'est plus contagieux que la fièvre des révolutions : les peuples, loin de chercher à s'y soustraire, se précipitent au devant de ses accès lorsqu'il y a le plus léger point de contact. Si le sentiment de la religion et le cri de l'humanité appèlent l'intérêt de l'Europe chrétienne en faveur de la cause des Grecs, le pétillement des étincelles révolutionnaires qu'on entend de toutes parts fait craindre qu'en relevant le religieux *labarum* de Constantin, nous ne donnions une espèce de sanction à l'étendard tricolore des carbonari et des descamisados.

Les souverains pouvaient-ils perdre de vue tous ces factieux espagnols, italiens et français, qui n'attendent qu'impatiemment l'occasion de rallumer leurs torches incendiaires à ce feu sacré de l'indépendance qui se

ranime sur les tombes vénérées de Thémistocle et de Léonidas? D'autres causes du plus grand intérêt politique peuvent accroître l'indécision des rois alliés à l'égard du parti à prendre sur les affaires de l'Orient.

L'expulsion des Turcs amènerait nécessairement des résultats qui feraient changer de face à l'Europe. L'empire de Constantin devenant la plus belle et la plus populeuse des provinces russes, qui pourrait résister au monarque régnant également sur le Bosphore et le Danube, comme sur le Volga et le golfe de Finlande? La France, l'Autriche et la Prusse ne seraient plus à son égard que des puissances secondaires. L'Allemagne morcelée en plusieurs Etats, indépendants autant qu'ils sont jaloux les uns des autres, serait bientôt couverte par les flots de ce torrent, qui se déborderait sur toute l'Europe civilisée. L'Angleterre, ne trouvant plus d'appui sur le continent, serait réduite à ses îles; un pavillon devenu rival du sien flotterait en triomphe sur toutes les parties de la Méditerranée : car la flotte russe, réunie à

celle des Grecs, deviendrait une force maritime en état de lutter avec succès contre les escadres britanniques.

Ainsi l'antique Croissant se trouvant relégué dans l'Asie, il n'existerait plus de balance politique en Europe: car qui pourrait faire désormais équilibre avec une masse de soixante-dix millions de sujets, tous guerriers et tous enivrés de la soif des conquêtes ?

Nous cesserons donc d'être surpris de la réserve avec laquelle le congrès de Vérone s'est occupé des affaires de la Grèce. Cependant l'état de l'Orient semblait d'abord le principal objet de sa réunion. On s'attendait à le voir se prononcer sur cette importante question, agitée depuis deux ans dans les cabinets des princes comme dans le sein de nos familles. L'opinion générale était que les souverains chargeraient la Russie de secourir les Grecs, et d'imposer à la Porte la nécessité de se montrer moins barbare et plus juste à l'égard d'une portion aussi nombreuse de ses sujets,

Mais la politique n'a pas qu'un seul point de vue : l'horizon qui l'environne est immense,

et dans son étendue il renferme une longue progression de causes et d'effets qui se dérobent aux regards du vulgaire. Il ne suffit pas de plaindre les Grecs, et d'accuser leurs inexorables oppresseurs : il ne faut pas aussi provoquer contre soi l'éclat de nouvelles tempêtes; il ne faut pas déchirer son propre sein pour mieux s'apitoyer sur les maux de son voisin.

Le congrès de Vérone a donc paru presque neutre sur cette cause des Grecs qui devait exclusivement l'occuper. Il n'a laissé pénétrer ses intentions que par la publication de la seule pièce officielle dont nous donnons ici l'extrait.

« Au moment où le congrès de Laybach » allait être terminé, un nouvel incident » survint. L'esprit de sédition, après s'être » manifesté en Espagne et en Italie, parvint » à se déclarer à l'Orient de l'Europe. Lorsque les troupes stationnées à Naples et à » Turin subjuguaient les forces de l'insurrection la plus astucieusement combinée, » le feu de l'insurrection a éclaté au centre » des provinces turques. Ces mouvements, qui

» ont eu lieu en même temps, démontrent
» suffisamment qu'ils partent d'une même
» source, parce que les malheurs qui ont
» frappé l'humanité dans des lieux divers, et
» qui étaient accompagnés des mêmes formes
» et des mêmes discours, quoique dans le
» fait le motif fût différent, ont prouvé
» clairement qu'ils dérivaient d'une source
» commune.

» Comme les hommes qui ont été les
» auteurs de cette machination espéraient,
» par ce moyen, jeter plus facilement la
» division dans l'assemblée des souverains,
» et détourner des forces dont le secours
» peut devenir aujourd'hui nécessaire dans
» d'autres parties de l'Europe pour repousser
» de nouveaux dangers, leur espoir est déçu,
» puisque les souverains sont occupés à
» détruire le principe et la source des
» insurrections, en quelque lieu et sous
» quelques formes qu'elles éclatent.

» Ils se sont empressés, après examen,
» de les condamner d'un commun accord.
» Mus par le même désir, et pour remplir
» le vœu qui les anime tous, ils ont re-

» poussé toute idée qui pourrait les détour-
» ner du but qu'ils se proposent ; mais en
» même temps, écoutant la voix de la
» conscience et des devoirs sacrés, ils dé-
» fendent les droits de l'humanité, en
» s'occupant à protéger ceux qui n'étaient
» que les victimes innocentes de cette en-
» treprise digne de blâme.

» Les différents points qui ont été agités
» entre les cinq grandes cours dans cet in-
» tervalle de temps, qui était le plus hono-
» rable de leur alliance, ont confirmé clai-
» rement la bonne harmonie des souverains
» sur l'état politique des nations orientales.
» En conséquence, le congrès de Vérone
» n'avait rien autre chose à faire que de
» confirmer rigoureusement les intentions
» énoncées ci-dessus. Ainsi les puissances
» amies de la Russie peuvent se flatter que,
» par le moyen de leur coopération com-
» mune, elles surmonteront tous les obs-
» tacles qui pourraient retarder d'un instant
» la réalisation de leur vœu. »

Tel est l'unique document qu'on put recueillir, sur les affaires de l'Orient, de

ce congrès dont elles devaient occuper les principales discussions. La Russie eut la sagesse de prévenir par sa magnanime modération les inquiétudes qu'elle inspirait. L'insurrection des Grecs paraissant appartenir aux mêmes principes qui mettaient en danger les monarchies du midi de l'Europe, les souverains alliés s'aperçurent du piége adroit que leur tendait le génie des révolutions. Il avait évoqué, pour les séduire, tous les souvenirs héroïques de l'antiquité; et, afin de paraître encore plus imposants, ces souvenirs apparaissaient au milieu des pleurs de la religion persécutée, et des gémissements de l'humanité outragée. On faisait retentir autour d'eux les cris forcenés des barbares Musulmans, brûlant les églises, égorgeant les pontifes, portant la destruction dans le sein des populations entières. On flattait astucieusement l'orgueil de la Russie : on exagérait ses droits, on lui créait des prétentions; on cherchait même à tenter cet impassible cabinet de Vienne, qui depuis trois siècles semble toujours être sur la même ligne que lui a tracée le puissant génie de Charles-

Quint. Les *carbonari* et les *libéraux* s'applaudissaient d'avoir su faire de la religion leur auxiliaire, afin de forcer les princes à devenir, sur les rives du Bosphore et du Danube, les champions armés de la cause insurrectionnelle.

Avant même leur réunion à Vérone, les augustes alliés s'aperçurent du piége qui leur était tendu. Dès-lors l'attention fut dirigée vers les affaires d'Espagne, et les princes parurent plus que jamais décidés à ne pas s'écarter des principes qu'ils avaient si solennellement proclamés à Laybach. C'est à Vérone que nous allons voir se développer les conséquences de ce système politique que la Sainte-Alliance semble avoir pris exclusivement pour base.

Il faut maintenant nous occuper des divers détails que va nous présenter le tableau historique du congrès.

La France, menacée directement par ses nombreux points de contact avec l'Espagne, était principalement intéressée à se déclarer contre les principes révolutionnaires qui venaient de changer la forme politique de cette monarchie : elle était alors dans la

position où l'Autriche, en 1819, s'était trouvée à l'égard des insurgés napolitains.

Le cabinet de Vienne avait, il est vrai, par le traité du mois de juin 1818, garanti le roi de Naples, non-seulement dans l'intégrité de ses provinces, mais encore dans la plénitude des prérogatives de son trône : il ne devait donc être fait aucun changement dans les institutions du royaume, sans l'adhésion positive du gouvernement autrichien. Cette puissance prévoyait que les troubles qui éclateraient à Naples ou à Palerme pourraient avoir leurs échos dans Venise, Milan ou Florence. L'intervention armée de l'Autriche pour ramener la tranquillité dans le royaume des Deux-Siciles, ne trouva pas de contradicteurs dans le congrès de Laybach. La Russie fit même avancer en Pologne cent mille hommes, pour les tenir à la première réquisition du cabinet de Vienne. Pour l'Angleterre, elle garda le silence, sans désapprouver cependant les mesures qui venaient d'être prises.

A Vérone, les circonstances assignaient au cabinet français l'initiative que l'Autriche

avait exercée à Laybach. Puisque l'orage venant d'Espagne se portait principalement sur la France, plus voisine du danger, c'était à cette puissance qu'il appartenait de jeter les premiers cris d'alarmes, et de réclamer cette solidarité politique à laquelle les membres de la Sainte-Alliance sont engagés les uns à l'égard des autres.

On fait aux puissances alliées le reproche d'avoir fini par méconnaître le gouvernement des cortès, après avoir reçu ses ambassadeurs, et avoir long-temps entretenu auprès de lui des ministres accrédités. L'observateur impartial doit rendre justice à la circonspection des souverains : comment ne pas y voir un éclatant hommage rendu à l'indépendance des nations? Jusqu'au déplorable événement du 7 juillet 1822, les nouvelles institutions de l'Espagne se trouvaient liées aux auspices mêmes de la royauté. La sanction de Ferdinand semblait consacrer les actes législatifs des cortès. On ne pouvait se dissimuler qu'une faction puissante s'était élevée au-dessus du trône; mais les prérogatives du monarque étaient restées intactes. Le système représentatif avait

reçu les droits de cité parmi les rois de l'Europe ; l'Espagne était libre d'en adopter les conséquences. Un cercle constitutionnel venait d'être tracé autour du trône; mais ce trône restait encore debout sur ses bases antiques. Ferdinand avait adhéré aux obligations qu'une nouvelle charte lui avait imposées ; mais, libre de sa personne, il conservait encore tout l'extérieur de la puissance royale: il pouvait changer à son gré ses ministres et ses ambassadeurs ; les généraux étaient nommés par lui ; on l'avait même vu dépouiller de leur commandement militaire et envoyer en exil les Riégo, les Mina, les Empécinado et les l'Abisbal ; sa sanction était nécessaire à la promulgation des lois, et son *veto* avait neutralisé quelques actes des cortès. Enfin, Ferdinand, dans le sein de sa cour, avait encore l'extérieur d'un puissant monarque. D'ailleurs l'Espagne, reléguée à l'extrémité de l'Europe, se trouvait séparée des autres États par les deux mers et par les Pyrénées. L'épidémie révolutionnaire, dont elle éprouvait déjà de si violents symptômes, semblait se concentrer sur son territoire. La contagion n'était

pas parvenue à ce dégré d'intensité qui pût faire craindre que la communication compromît la sûreté des nations voisines. Aucune puissance n'avait légitimement sur elle cette action de garantie que l'Autriche, par le traité de 1815, s'était réservée formellement à l'égard du royaume des Deux-Siciles. Enfin, les hautes-puissances, jalouses d'écarter tout ce qui pouvait porter atteinte au maintien de cette heureuse paix dont l'Europe, épuisée à la suite d'une guerre de trente ans, avait si grand besoin, s'étaient liées entre elles par leurs propres transactions. L'article 4 de l'acte important qu'elles avaient souscrit à Aix-la-Chapelle, leur interdisait de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un Etat sans que le souverain ne vînt lui-même prendre part à leurs délibérations. C'était ainsi que le roi de Naples avait été invité de se rendre à Laybach pour délibérer avec ses augustes alliés sur les mesures que réclamait l'état d'anarchie où se trouvait son royaume. Le même congrès de Laybach n'avait décidé l'occupation du Piémont par l'armée Autrichienne que d'après la réquisition formelle que lui en avait

adressée le roi Charles-Félix, alors à Modène.

Avant la fameuse journée du 7 juillet, cet état de choses n'existait pas encore à l'égard de l'Espagne. Le gouvernement de ce royaume avait subi de grands changements, mais la majesté du trône n'y était pas méconnue. On craignait d'ailleurs qu'une excommunication politique trop hâtive ne portât à des actes désespérés un peuple fier, et prévenu contre toute influence étrangère. Des ménagements de la nature la plus délicate, que semblait réclamer la position de la France, influèrent beaucoup sur cette longanimité des princes alliés.

CHAPITRE XXXVIII.

Intérêts particuliers de la France. Dissidence du cabinet Britannique.

Une intervention armée ne pouvait avoir lieu que par l'initiative de la France, voisine immédiate de la Péninsule. Mais plusieurs causes, qui tenaient aux infortunes passées de cette mornarchie, semblaient lui imposer la nécessité d'une longue paix. Un gouvernement tourmenté dans son intérieur, entravé dans ses plans par les prérogatives de la tribune; toujours inquiété dans son personnel, soit par des insinuations malveillantes, soit par des accusations directes; toujours occupé à dissiper des ombrages et à justifier ses vues,

n'avait plus assez de moyens de force à sa disposition pour les porter au dehors. On devait donc reculer devant les résultats d'une guerre extérieure qui se combineraient avec ces éléments d'opposition intestine.

Les Souverains alliés ne pouvaient se dissimuler que l'arche sainte de la paix continentale résidait en France et que la garde en était sous la surveillance du cabinet des Tuileries. Les mouvements de ce cabinet avaient leur réaction sur tous les points du continent. Lorsqu'il était inquiet pour lui-même, il n'existait plus de parfaite sécurité pour les autres Etats. L'Europe politique forme un cercle dont la France est le centre. L'Autriche, la Prusse et la Russie avaient eu en vue leur propre sécurité, en ramenant la France sous le gouvernement pacifique et paternel de ses Bourbons. Ils sentaient que le maintien de ce nouvel ordre de choses devenait le point essentiel qui devait faire taire toutes les autres considérations. Les membres de la Sainte-Alliance paraissaient ainsi plus disposés à laisser momentanément fléchir un de leurs principes, qu'à voir le

gouvernement français compromettre sa sûreté; ils abandonnèrent donc à sa prudence la solution d'une question aussi délicate.

La funeste journée du 7 juillet 1822 ayant détruit toute apparence de liberté pour Ferdinand VII, les Bourbons sentirent que l'énergie devait dominer tous leurs autres sentiments. L'époque se présentait où la solidarité qui existe parmi les membres d'une même dynastie, leur imposait des obligations devant lesquelles ne pouvaient reculer des princes du sang d'Henri IV.

Ce fut alors que le cordon sanitaire fut changé en armée d'observation, et qu'on donna plus de consistance au parti royaliste, qui avait réuni quelques troupes en Navarre et en Catalogne; une régence fut établie à la Seu d'Urgel, qui eut ses ministres et ses généraux.

Les Bourbons français jugèrent que le moment était venu de prouver à l'Europe que la force de leur gouvernement tenait désormais à l'assentiment des peuples et à l'affection de l'armée, et que les bienfaits d'une administration qui comptait déjà huit années

d'existence, avaient enfin triomphé des prestiges d'une révolution mensongère.

Les factieux de l'intérieur, désespérés de cet ascendant que prenait sur l'opinion le gouvernement légitime, avaient essayé de prolonger ses inquiétudes, en le harcelant par de petits complots qui semblaient naître les uns des autres. Plus la France, agissant de concert avec la Sainte-Alliance, annonçait des dispositions énergiques contre les insurgés d'Espagne, plus le parti des mécontents jetait çà et là des brandons enflammés pour multiplier les points de conflagration séditieuse. Mais tous ces coupables essais devinrent autant d'occasions qui prouvèrent que l'ancien pacte d'affection s'était renouvelé entre le monarque français et ses peuples. On dépensa beaucoup de millions pour former quelques mutineries; un petit nombre de gendarmes suffirent pour les réprimer. Enfin nos princes purent se convaincre que le cœur du soldat était à eux sans réserve, et que la population entière n'était rien moins que disposée à renoncer aux bienfaits de la restauration.

Le gouvernement ayant puisé une force nouvelle dans le sein même de ces épreuves par lesquelles on avait essayé de compromettre son existence, sentit qu'il pouvait porter toute son attention au dehors. Alors il fit connaître qu'il se croyait en état de remplir les obligations que lui imposaient ses affections de famille, la dignité de sa dynastie, et l'intérêt du royaume. Il ne refusa donc plus cette initiative que ses alliés avaient abandonnée à son absolue discrétion.

Louis XVIII, pouvant se tenir désormais assuré de la fidélité des troupes, du dévouement de la noblesse, de la confiance des capitalistes et des grands propriétaires, et de l'affection de ses peuples, reprit cet extérieur de puissance qui, dans d'autres temps, avait fait tenir aux rois de France le premier rang parmi les grands potentats. Aux congrès de Vienne et d'Aix-la-Chapelle, Louis avait été comme à la suite de la Sainte-Alliance; mais, au congrès de Vérone, il se plaça, pour ainsi dire, à la tête du système politique, il en dirigea tous les mouvements, et son opinion y devint prépondérante.

Ce fut d'après les énergiques dispositions qu'il manifesta, que la question sur les affaires d'Orient fut encore ajournée.

Alors s'évanouirent les craintes qu'on se plaisait à exagérer sur les vues ambitieuses de la Russie. Alexandre, qu'on représentait comme voyant dans Constantinople une proie assurée, fit céder à la politique de la France les ressentiments qu'il pouvait avoir contre la Porte-Ottomane. En vain présentait-on, pour l'entraîner à de faciles conquêtes, les auspices de la religion dont il est le suprême protecteur, et tous les prestiges de ce testament de gloire que semblait lui avoir légué Catherine II son illustre aïeule, le magnanime Czar ne vit que l'affermissement des principes monarchiques. L'Autriche et la Prusse, qu'on prétendait se livrer aux sentiments d'une secrète jalousie contre ce glorieux essor qu'allait prendre la France, se réunirent franchement avec la Russie pour applaudir au monarque français qui se disposait courageusement à une lutte décisive contre ce monstre des révolutions, venant de bouleverser la Péninsule occidentale de

l'Europe. Ce fut alors qu'éclata la dissidence du ministère britannique. Cette influence sur l'Espagne, que les circonstances tendaient à donner à la France, parut contrarier particulièrement le cabinet de Saint-James. Depuis l'avènement du petit-fils de Louis XIV au trône de Charles-Quint, l'Angleterre a toujours cherché à isoler les deux branches régnantes de l'auguste dynastie. Aussitôt que Ferdinand fut délivré de sa prison de Valencey, l'Angleterre s'empressa d'exiger de lui qu'il ne renouvélerait pas avec la France ce pacte de famille dont elle avait éprouvé les résultats dans la guerre qui se termina par la paix de 1782. Les forces maritimes réunies des deux puissantes monarchies qui obéissaient aux Bourbons avaient fait perdre aux flottes britanniques l'empire de la Méditerranée, et lui avaient vivement disputé celui de l'Océan. En 1779, les vaisseaux anglais avaient fui devant les escadres combinées de France et d'Espagne. L'Angleterre ne peut se dissimuler que ces deux royaumes, gouvernés par un même système politique, et unis par les rapports les plus intimes, peu-

vent mettre sur mer des forces en état de faire chanceler les bases mobiles de sa puissance navale.

Quelle immense étendue de côtes sur les deux mers offrent la France et l'Espagne confédérées ! Quelle pépinière de matelots ne doit pas fournir leur marine marchande ! L'Angleterre en eut une si sérieuse frayeur qu'en 1780 elle ne parut pas éloignée d'abandonner Gibraltar : elle en fit même secrètement la proposition formelle ; mais les cabinets de Versailles et de Madrid ne parurent pas alors sentir tous les avantages de leur position.

En 1820, la révolution espagnole ayant éclaté, le ministère britannique prévit que la France, rendue à sa première vigueur, finirait par reprendre sur l'Espagne sa première influence. Les deux Etats se trouvant unis de nouveau par les rapports les plus intimes, cette suprématie maritime dont la Grande-Bretagne était si jalouse pouvait être compromise. Alors l'Angleterre était forcée à se résigner à la plus exacte réciprocité dans toutes ses stipulations commerciales ; elle

voyait s'échapper les derniers restes de ce patronage tutélaire que l'Europe entière avait même recherché lorsqu'elle avait à subir l'altière domination d'un *moderne Attila*.

On dit que c'est la perspective d'un tel avenir qui a brisé l'*âme* jusqu'alors si forte de lord Castelreagh, connu dans les derniers temps sous le titre de marquis de Londondery ; on connaît la fin malheureuse de cet habile ministre, qui s'est suicidé au moment où il faisait ses *dispositions* pour se rendre au congrès de Vérone. Ce ministre s'était plus d'une fois prononcé contre toute transaction avec les principes et les institutions de la révolution française. Il s'était déclaré, il est vrai, dès le commencement des affaires d'Espagne, contre le principe de l'intervention armée, mais en termes vagues : sans vouloir signer le symbole politique proclamé solennellement par le congrès de Laybach, il n'en avait pas rejeté la doctrine. Voulant envelopper de tous les mystères de la diplomatie une question aussi délicate, lord Castelreagh, dans une note du 19 juillet 1821 aux cours alliées, insinua que la réunion d'un

congrès dans de telles circonstances ne pouvait être qu'une indiscrétion politique. Il exposait que les mesures à prendre relativement à la révolution d'Espagne devaient être seulement l'objet de communications confidentielles entre les divers cabinets.

Sur la fin de 1822, M. Cannings, entrant au ministère, s'est annoncé par une marche plus décidée. Ne se trouvant pas, à l'égard des divers cabinets de la Sainte-Alliance, dans la même position que son prédécesseur, n'étant pas lié comme lui par les antécédents les plus intimes, il a voulu faire revenir l'Angleterre à un système qui, se détachant des intérêts généraux du continent, parût tenir davantage à l'intérêt national. Le principe de l'intervention armée a été positivement désavoué, et on a feint de croire que le congrès n'était réuni que pour décider si les circonstances permettaient de mettre un terme prochain à l'occupation militaire de Naples et de Turin.

Telles furent les difficultés diplomatiques qui se manifestèrent de la part du cabinet anglais, avant même l'ouverture du congrès. Nous n'avons jusqu'ici présenté que des considéra-

tions politiques qui tiènent à sa convocation ; mais l'histoire de cette célèbre assemblée semble ne consister que dans le développement de ces aperçus : le grand intérêt qu'elle présente tient aux débats politiques qui l'ont précédée, et aux résultats dont elle a été suivie.

Les préliminaires du congrès eurent lieu à Vienne. C'est là que furent décidées les questions sur lesquelles on avait à délibérer. Tout y fut négocié personnellement entre les empereurs François et Alexandre.

CHAPITRE XXXIX.

Bases des délibérations arrêtées à Vienne. Réunion du Congrès.

Dès la fin d'août 1822, l'empereur de Russie s'était rendu à Vienne : il y passa tout le mois de septembre. Les conférences qui eurent lieu dans cette capitale de l'Autriche aplanirent bien des difficultés, concilièrent bien des prétentions, en même temps qu'elles servirent de prétexte à l'ombrageuse jalousie d'une grande puissance. Enfin on y traça le cercle où se renfermerait le congrès, et on y rédigea les décisions qu'il devait revêtir seulement du protocole diplomatique.

Dans ces conférences il fut beaucoup ques-

tion de l'Angleterre, et cette puissance cependant n'intervint pas directement dans les débats; toutes les questions furent agitées et résolues par les deux empereurs, et l'ambassadeur français remplit un rôle très-actif auprès de ces deux souverains. D'abord il avait été résolu de faire intervenir à ces conférences un ministre accrédité de la Porte; mais cette invitation adressée au Grand-Seigneur ne fit qu'irriter son orgueil. Lord Strangford, qui de Constantinople se rendait alors à Vienne, avait reçu avant son départ, du reis-effendi, une énergique protestation contre toute intervention dans les affaires d'Orient de la part des membres de la Sainte-Alliance qui devaient se réunir à Vérone. Le ministère ottoman prétendait qu'aucun monarque de l'Europe n'avait le droit de soumettre à son arbitrage les différents qui pouvaient s'être élevés dans l'intérieur de l'empire. Lord Strangford s'était réduit à demander l'envoi d'un ministre ottoman sur la frontière, pour y conférer avec un envoyé russe : le reis-effendi s'y était également refusé.

Les illustres négociateurs de Vienne con-

vinrent que les circonstances ne permettaient pas de faire une trop sérieuse attention à cette arrogance d'un gouvernement barbare, qui méconnaissait toutes les convenances pratiquées entre les Etats civilisés. Les mesures à prendre à l'égard de l'Espagne devinrent alors le principal objet de discussion. On prétend qu'elles furent assez vives entre les souverains de la Russie et de l'Autriche : le premier voulait que la Sainte-Alliance déployât les forces les plus imposantes contre les insurgés de la Péninsule, pour venger la majesté des rois avilie par la détention de Ferdinand VII et de tous les princes de sa famille. L'empereur d'Autriche, pour détourner du reste de l'Europe tout ce qui pouvait en troubler la tranquillité, et, en même temps, afin de prévenir toutes les réclamations du cabinet anglais, prétendit qu'il fallait attendre les changements désirés dans la situation de l'Espagne, des courageux efforts du parti royaliste.

Il paraît que la conduite ferme autant que prudente du ministère français parvint à concilier les vues de l'Autriche et de la Russie,

et à les réunir dans les résolutions qui furent adoptées solennellement à Vérone. Il fut convenu que, si la réponse à un *ultimatum* qui serait proposé n'était pas satisfaisante, les puissances cesseraient toute communication avec le gouvernement des cortès, et que tout ce qui tenait à des mesures hostiles serait abandonné à la discrétion de la France.

Le ministère britannique n'apprit pas sans surprise la direction qu'avaient prise ces conférences entre les principaux membres de la Sainte-Alliance. Il prévoyait que leur résultat ferait nécessairement dominer dans la Péninsule l'intérêt français; et c'était l'objet de toutes ses inquiétudes. On pense qu'il fut alors tenté de s'isoler de toutes les opérations du congrès; aussi fut-il réellement question de suspendre le départ de lord Wellington, qui devait représenter à Vérone son gouvernement.

C'est ainsi qu'on explique cette lenteur que le noble lord mit dans son voyage. Personne ne crut à l'indisposition qui devint un prétexte de ses délais. Quoiqu'il en soit, les Empereurs différèrent leur départ pour Vé-

vinrent que les circonstances ne perme
pas de faire une trop sérieuse attenti
arrogance d'un gouvernement b
méconnaissait toutes les conve
quées entre les Etats civilisés
prendre à l'égard de l'Espa
le principal objet de dis
qu'elles furent assez viv
de la Russie et de l'
voulait que la Sai
forces les plus i
de la Péninsu
rois avilie p
et de tous
reur d'A
l'Euro
tran
pré

dans les résolutions qui furent
nuit dans les résolutions qui furent
nellement à Vérone. Il fut con-
...ne à un ultimatum qui re-
...pas satisfaisante, les puis-
...communication avec
..., et que tout ce
...ne serait dan-

...uguste
...ui son nom
dans les fastes de la
...écenne.

...que la réunion des princes fût co
...e, le prince de Metternich écrivit
circulaire confidentielle aux divers meml
de la confédération germanique, pour é
gner toutes les inquiétudes qu'on commen
à leur inspirer sur l'objet du congrès; il

rone, attendant d'un jour à l'autre l'arrivée à Vienne du plénipotentiaire anglais. On dit même que ces délais paraissant trop se prolonger, commençaient à fatiguer la patience des augustes souverains. Enfin lord Wellington arriva le 30 septembre. Après quelques conférences, où furent traitées les matières les plus importantes, les princes et les ministres se disposèrent au départ pour Vérone.

Vérone, dans le pays vénitien, grande et belle ville sur les rives de l'Adige, jouit d'une célébrité qui date depuis plusieurs siècles; car elle a donné naissance à un grand nombre de ces hommes illustres dont les sciences et les arts s'honorent en Italie. L'auguste assemblée qui porte aujourd'hui son nom doit aussi l'immortaliser dans les fastes de la diplomatie européenne.

Avant que la réunion des princes fût complète, le prince de Metternich écrivit une circulaire confidentielle aux divers membres de la confédération germanique, pour éloigner toutes les inquiétudes qu'on commençait à leur inspirer sur l'objet du congrès; il les

assura que les affaires d'Allemagne seraient entièrement étrangères aux délibérations de cette assemblée. Quoique partis de Vienne les 3 et 4 octobre, les empereurs d'Autriche et de Russie ne se rendirent à Vérone que du 16 au 17; le plénipotentiaire anglais ne tarda pas à les y suivre. L'arrivée du prince de Metternich et du prince royal de Prusse avait précédé celle des augustes souverains.

Le roi de Prusse, qui s'était fait représenter aux conférences de Vienne par le prince héréditaire, se rendit à Vérone à petites journées, par l'Alsace et la Suisse.

Le roi du Piémont arriva le 30 octobre, et celui de Naples le 3 novembre. Le congrès se tenant en Italie, Ferdinand, malgré son grand âge et le faible état de sa santé, voulut s'y rendre. Il y était appelé autant par ses affections de famille que par les intérêts de son royaume; car il désirait le voir allégé du fardeau des charges militaires qu'il avait à supporter. Le roi Charles-Félix avait également ce dernier motif à traiter au congrès.

Ainsi qu'il avait été fait à Laybach, il se rendit de Vienne à Vérone un directeur prin-

cipal de la haute police, pour y prendre toutes les dispositions relatives à la sûreté des illustres étrangers; la garnison fut composée de l'élite des troupes qui se trouvaient à Milan; plus de 40,000 hommes furent réunis dans les environs de la ville où le congrès devait se réunir.

Le corps diplomatique s'y trouva à peu près ainsi composé de la part des grandes puissances.

Autriche. — Le ministre des affaires étrangères, prince de Metternich, le baron de Lebzeltern, le comte de Spiéglel et le chevalier de Gentz.

France. — Le ministre des affaires étrangères vicomte de Montmorency, les ambassadeurs français à Londres et à Naples, MM. les vicomte de Chateaubriand et comte de Serre; comme adjoints à la légation, le baron Rayneval, le comte de Caraman et le duc de Rauzan.

Russie. — Le ministre d'état comte de Nesselrode, le comte Pozzo-di-Borgo, le sénateur Tatischeff, le comte de Mocenigo, le lieutenant-général Czertnitscheff, le comte de

Liéwen, le grand chambellan prince de Wolkonsky, et plusieurs autres conseillers d'Etat et adjudants-généraux jouissant de la confiance de l'empereur, comme les princes Osarowski et Menzikoff.

Prusse. — Le chancelier prince de Hardenberg, le ministre d'État comte de Bernstorff, et le prince de Hazfeld.

Angleterre. — Le duc de Wellington, plénipotentiaire, secondé par M. Lamb et lord Burghess.

Le cardinal Spina et le prince Ruffo y vinrent, l'un de la part de la cour de Rome, et le second de la part de celle de Naples.

La diplomatie russe n'avait jamais été si nombreuse : Alexandre semblait avoir réuni tout son conseil. Cependant le comte de Nesselrode fut le seul ministre dirigeant; lui seul eut le secret des opérations du congrès. Il était lié de la manière la plus intime avec le prince de Metternich, principal ministre du cabinet autrichien. Cette union des ministres prouve l'accord qui régna entre les deux gouvernements.

Il ne faut pas négliger les observations sui-

vantes : le comte Capo-d'Istria qui avait eu une si grande influence dans les premières négociations que les affaires de la Grèce amenèrent entre les cours de Saint-Pétersbourg et de Constantinople, ne parut point au congrès, et pendant la session il voyagea comme simple particulier. Le comte Golowskin, ambassadeur russe auprès du gouvernement autrichien, fut rappelé, et remplacé par le sénateur Tatischeff. Le marquis de Londondery, frère du célèbre lord Castelreagh, ambassadeur à Vienne, revint à Londres presque aussitôt l'ouverture du congrès; enfin, le plénipotentiaire français, M. le vicomte de Montmorency, fut de retour à Paris vers le 12 novembre, quoique le congrès se prolongeât jusqu'à la mi-décembre. A son retour, il fut élevé à la dignité de duc; mais M. le vicomte de Chateaubriand, qui l'avait remplacé pour ainsi dire au congrès dans la direction des affaires de France, devint bientôt après son successeur dans le ministère des relations étrangères.

Un homme de lettres français se rendit à Vérone sans y avoir aucun caractère; ce-

pendant il y acquit une espèce de célébrité. M. Achille de Jouffroy est connu en France par d'excellents articles qu'il publie dans la *Gazette de France*, dont il est un des rédacteurs. On dit qu'il fut envoyé à Vérone par le directeur de ce journal, pour transmettre des notes sur les opérations du congrès; cette assertion est au moins ridicule; M. de Jouffroy se rendit à Vérone comme attaché au cabinet particulier de M. de Montmorency. L'espèce de bruit que fit cet écrivain tient à une lettre de la nature la plus confidentielle qu'il adressait au ministre français, son noble protecteur. Cette lettre fut rendue publique par l'indiscrétion sans doute d'un employé de la légation. Le journal d'Augsbourg la publia; en France, les gazettes de l'opposition s'en emparèrent, et lui prodiguèrent les couleurs de la plus caustique malignité.

Cette lettre porte la date du 22 septembre; on y parle un peu librement de M. de Chateaubriand, qui venait d'arriver pour prendre part aux opérations du congrès. On le représente comme un zélé propagandiste des chartes constitutionnelles, et voulant toujours

substituer des théories à ces vieilles institutions martelées en quelque sorte sur l'enclume des siècles.

Il est certain que de légères nuances d'opinion divisaient alors en France le ministère. Il s'y était formé deux partis, qui voyaient sous un aspect différent la question assez épineuse à traiter sur les affaires d'Espagne. D'un côté, on croyait qu'il fallait, par une lutte décisive, en finir avec le monstre des révolutions, qui, tantôt sous une forme, tantôt sous une autre, bouleversait ou inquiétait l'Europe depuis un si grand nombre d'années. Ce parti eût voulu qu'aussitôt le 7 juillet, notre armée d'observation se fût portée sur Madrid, pouvant être appuyée dans sa marche par le parti royaliste qui avait alors sur pied des forces assez nombreuses. Le ministre des affaires étrangères, M. de Montmorency, était de ce parti. D'un autre côté, des hommes d'Etat, éprouvés par un dévouement non équivoque à la cause monarchique, désiraient aussi ardemment le rétablissement de l'autorité royale en Espagne; mais ils pensaient qu'on pou-

vait obtenir ce grand résultat sans avoir recours aux chances toujours dangereuses d'une guerre ouverte. Ils craignaient qu'un coup de canon tiré sur les rives de la Bidassoa n'eût des échos trop prolongés sur les divers points de l'Europe.

Ce parti concilie, à un sentiment d'horreur pour toutes les révolutions soldatesques ou démocratiques, des dispositions follement prononcées pour favoriser les libertés publiques. Il s'oppose à la destruction du système représentatif lorsqu'il se trouve en pleine activité, parce que sa ruine de vive force entraînerait de nouvelles secousses et de longs déchirements; mais il ne veut pas tolérer dans ce système ces déviations qui tendent à compromettre la plénitude des prérogatives royales. A la tête de ce parti on distinguait M. de Villèle. Ainsi, d'un côté on parle de brusquer avec audace les événements, et de marcher pour ainsi dire au pas de charge contre les révolutions; et d'un autre, on veut épuiser toute les ressources de la prudence, pour éviter les malheurs d'une nouvelle guerre.

Ces nuances d'opinion qui se manifestèrent dans le ministère français, et auxquelles on vit bien que M. de Jouffroy faisait allusion dans sa lettre confidentielle, se reproduisirent d'une manière bien distincte parmi les membres du congrès. L'Angleterre, se livrant avec ardeur aux vues de cette prudence temporisatrice, se mit en opposition formelle avec les dispositions des autres puissances alliées : aussi les libéraux crurent l'avoir pour auxiliaire. Folles espérances! Une des monarchies de l'Europe les plus anciennement constituées peut-elle sérieusement se déclarer en faveur des insurrections populaires? Un roi d'Angleterre tient autant qu'un autre prince à l'auguste caractère dont il est revêtu. Pour bien juger cette opposition du gouvernement britannique, on doit nécessairement revenir à ces considérations que nous avons déjà présentées comme spécialement liées à l'intérêt de sa politique particulière.

Achevons cette esquisse que nous avons commencée sur l'état personnel du congrès.

Il avait été question, dans les conférences

de Vienne, de réunir en confédération, sous la protection de l'Autriche, les divers Etats de l'Italie : c'est sans doute ce projet qui fit venir à Vérone un plénipotentiaire du Saint-Siège, le cardinal Spina, le grand-duc de Toscane et l'archiduchesse Marie-Louise, duchesse de Parme. Mais l'Autriche, apercevant que ce projet d'une confédération italienne devenait l'objet de graves inquiétudes, et donnait lieu à de vives réclamations, eut la sagesse d'y renoncer, tant elle craignait de distraire l'attention de ce qui devait être l'objet essentiel des délibérations du congrès.

Le général Frimont et le général Bubna tous les deux commandant, le premier l'armée d'occupation de Naples, et l'autre celle du Piémont, reçurent l'ordre de se rendre à Vérone, afin de rendre compte de la situation morale et politique de ces deux monarchies; le congrès ayant à examiner si leur entière émancipation pouvait convenir à l'état actuel des choses.

L'Ordre de Malte était le seul monument qui nous restât de l'ancienne chevalerie. Il

est comme éteint par l'établissement des Anglais dans cette île, dont ils se sont déclarés les maîtres. Cependant l'Ordre s'est toujours flatté de revenir en possession de son ancien domaine, et de se voir réintégré dans son existence politique. Il a cru que les circonstances lui devenaient favorables. La Russie étant bien loin de se trouver en bonne intelligence avec la Porte, devait être disposée à relever ces antiques remparts que les Musulmans ne regardaient qu'avec épouvante. Le commandeur Antoine Busca, lieutenant du magistrat souverain de l'Ordre, s'empressa donc de se rendre à Vérone pour réclamer en faveur de son Ordre l'intérêt des souverains. On lui fit un accueil distingué; les empereurs d'Autriche et de Russie parurent dans les dispositions les plus bienveillantes, et témoignèrent même leur désir de voir le rétablissement de cet Ordre illustre. Mais les difficultés parurent insurmontables; car il aurait fallu que l'Angleterre consentît à la restitution de Malte. La Grande-Bretagne s'est-elle jamais dessaisie d'une station maritime, surtout d'une station qui lui présente autant d'avan-

tages que l'île de Malte? Il a bien été question d'abandonner à l'Ordre la Sardaigne ; mais où prendre une indemnité équivalente pour le roi Charles-Félix? Les négociations du commandeur Busca furent donc sans résultat.

Le gouvernement de la Grèce se croyant légitimé par ses dernières victoires, avait envoyé en Italie des ministres qu'il se proposait d'accréditer auprès du congrès. La cour de Rome avait bien reçu ses députés; le cardinal Spina, se rendant à Vérone, leur avait promis de les y faire admettre; mais il ne réussit pas dans les démarches qu'il fit auprès du prince de Metternich. La reconnaissance des envoyés d'un État insurgé contre son souverain, devenait un désaveu trop formel des principes qui faisaient la base du congrès. Les députés de la Grèce n'obtinrent pas même la permission d'entrer à Vérone comme simples individus.

La sagesse humaine est rarement parfaite dans toutes ses conséquences : le congrès venait de prouver combien il était fortement attaché à tout ce qui tenait au symbole politique de la légitimité : cependant le fils de

celui qu'une révolution a porté sur le trône de Suède, arrive à Vérone; il y est reçu avec tous les égards dus au fils d'une tête couronnée. Les souverains lui rendent la visite qu'ils en ont reçue : il a sa garde d'honneur comme tous les princes de familles régnantes; et pendant le peu de jours qu'il passe à Vérone, il est fêté par les souverains et leurs ministres.

CHAPITRE LX.

Premières opérations du Congrès.

Le congrès se trouvant à peu près complet le 19 octobre, les séances commencèrent. Les conférences eurent lieu régulièrement tous les deux jours ; elles furent présidées par le prince de Metternich ; le conseiller aulique, chevalier de Gentz, y tint la plume comme aux autres réunions politiques.

Le principal ministre du cabinet autrichien commença par soumettre à l'auguste assemblée un document renfermant cinq articles principaux : les deux premiers étaient relatifs aux mesures à prendre à l'égard des royaumes de Naples et de Turin ; les affaires d'Espagne étaient l'objet du troisième, et

par les deux autres, le ministre appelait l'attention sur les sociétés secrètes. La question qui regardait l'Espagne obtint la priorité. Il fut déclaré même qu'elle serait la partie essentielle dont le congrès aurait à s'occuper. Ainsi se trouvèrent écartées les affaires d'Orient.

Le duc de Wellington s'opposa vivement à une telle décision. Il fit valoir l'instruction précise qu'il avait reçue de sa cour le 27 septembre, lorsqu'il était en route pour se rendre au congrès. Tels étaient les termes de cette instruction :

« S'il y a un projet arrêté pour intervenir » par la force des armes ou par des menaces » dans la lutte actuellement engagée en » Espagne, les ministres de S. M. sont telle- » ment convaincus de l'inutilité et du dan- » ger de toute intervention semblable, et elle » paraît si vicieuse en principe, et tellement » impraticable dans l'exécution, que, lors- » que l'occasion s'en présentera, j'engagerai » Votre Grâce à déclarer que S. M. ne pren- » dra aucune part à cette intervention, quel- » que chose qu'il arrive.

» Ces instructions, ajouta le plénipotentiaire » anglais, n'étaient ni restreintes ni modifiées, » mais positives et absolues. Le gouvernement » de Sa Majesté britannique était si loin de » s'attendre à une proposition de cette nature » de la part de la France, qu'il avait de fortes » raisons de croire que cette puissance était » la dernière de qui on pouvait appréhender » qu'elle vînt. »

Ainsi la discussion s'établit dans la plupart des conférences entre les ministres de France et d'Angleterre.

Les notes de M. le vicomte de Montmorency furent des plus énergiques pour insister sur une intervention directe. Mais, d'un autre côté, l'opposition du duc lord Wellington se manifesta d'une manière si positive, qu'elle suspendit quelque temps la décision des souverains.

Le cabinet britannique voulait qu'on se tînt, à l'égard des pays en révolution, à un simple état d'observation, afin de les empêcher d'étendre, au-delà de leur propre territoire l'épidémie politique dont ils étaient infectés.

CHAPITRE XLI.

La France, au congrès de Vérone, fait connaître les bases de sa politique.

Cependant les dispositions de la France, en réclamant une intervention spéciale, étaient très-modérées : elle ne demandait qu'une simple modification à la constitution des cortès, qui y restreignît l'effet des principes démocratiques; elle exigeait surtout que le roi Ferdinand, rendu à l'exercice de sa liberté personnelle, pût concourir à la confection des lois qui devaient assurer la tranquillité de ses Etats et le bonheur de ses peuples.

Mais les insurgés, opposant l'orgueil national à toute influence étrangère, non seulement se refusèrent à la plus légère modification dans leur acte constitutionnel, mais demandèrent avec arrogance que la France commençât à retirer sur-le-champ l'armée d'observation qu'elle avait réunie sur les frontières.

Cette réponse hautaine des cortès fut reçue à Vérone le 23 octobre. L'effet qu'elle

produisit fut d'attacher intimement les souverains aux vues du gouvernement français. Ils déclarèrent unanimement que trois cas devaient amener nécessairement la déclaration des hostilités de la part de la France, de concert avec ses alliés.

Le premier, que l'Espagne voulût chercher à propager les opinions politiques de son gouvernement actuel, et à adopter des mesures capables de porter le désordre en France! Le second était le renversement du roi d'Espagne, ou un acte de violence commis contre sa personne ou sa famille. Le troisième, une tentative de la part du gouvernement pour changer la dynastie régnante.

L'ambassadeur de France déclara que, d'après la première de ces trois hypothèses, son gouvernement, se trouvant exposé d'une manière plus imminente aux funestes résultats de la révolution d'Espagne et aux suites de la guerre civile qui venait d'éclater dans ce malheureux pays, avait à soumettre au congrès les questions suivantes :

1.° Dans le cas où la France serait dans la nécessité de rappeler son ministre de Ma-

drid, et d'interrompre toutes ses relations diplomatiques avec l'Espagne, les hautes puissances seraient-elles disposées à adopter des mesures semblables, et à rappeler leurs ambassadeurs ?

2.° Si la guerre éclatait entre la France et l'Espagne, sous quelle forme et par quels actes les hautes puissances offriraient-elles à la France un secours moral qui pourrait transmettre à ses mesures la force et l'autorité de leur alliance, et inspirer une crainte salutaire aux révolutionnaires de tous les pays ?

3.° Quelle était enfin l'intention des hautes puissances sur l'étendue et la forme du secours materiel qu'elles seraient disposées à donner à la France, si une intervention active devenait nécessaire de sa part ?

Les ministres d'Autriche, de Russie et de Prusse ayant reçu ces notes, s'empressèrent de prouver leur parfaite harmonie avec les principes et les vues du gouvernement français, en répondant à son ambassadeur que, dans le cas où la France serait obligée de rompre ses liaisons avec l'Espagne, leurs gouvernements promettaient de suivre son

exemple. Le [illegible]e Vellington alléguant ses instructions précises sur une neutralité absolue, se vit obligé de protester contre les mesures hostiles indiquées par ces réponses, et contre toute intervention dans les affaires d'Espagne.

D'après ces actes du congrès qui ne laissaient aucun doute sur l'accord qui régnait dans les vues des hautes puissances continentales, le prince de Metternich fit, le 25 octobre, la proposition d'adresser au gouvernement espagnol un *ultimatum* sur les dispositions absolues qu'il devait consentir ou rejeter; il ajouta que, dans le cas d'une réponse négative, il serait décidé d'interrompre toute communication avec l'Espagne insurgée, de rappeler les ambassadeurs des diverses cours; et de laisser à la France le soin de tenter les derniers moyens d'éviter la guerre, ou de la faire avec le développement de toutes ses forces. Cette proposition du ministre autrichien fut unanimement adoptée. L'*ultimatum* fut rédigé au nom de toutes les puissances du congrès, et les ministres le signèrent par ordre alphabétique. Ce proto-

cole est devenu en usage [illegible]uis que les princes, se regardant comme des frères, se traitent entre eux sur le pied de la plus parfaite égalité. Ils ont ainsi mis de côté l'ancien protocole, pour ne pas donner prétexte à la plus légère discussion sur la préséance. On sait que ce point, en apparence si vain, est devenu souvent la cause de différends très-sérieux, et même de guerres sanglantes.

En attendant cette réponse définitive des cortès, qui devait tarder au moins un mois, le congrès fut comme suspendu relativement aux affaires importantes qui l'occupaient principalement. Aussi le roi de Prusse et le grand-duc de Toscane quittèrent Vérone le 5 novembre, et partirent, le premier de ces princes pour Rome, qu'il désirait visiter, et le second pour Florence. Le duc de Wellington et le vicomte de Montmorency s'en retournèrent également quelques jours après. M. de Chateaubriand eut alors à Vérone le caractère de plénipotentiaire français.

L'empereur Alexandre fit une excursion jusqu'à Milan, d'où il revint le 18.

Cependant le congrès ne restait pas inac-

tif : le ministère russe suivait ses négociations avec la Porte. Un grand changement qui venait de survenir dans le ministère ottoman, faisait croire que les affaires allaient prendre une nouvelle direction, et que la Russie parviendrait à faire admettre sa médiation pacifique.

L'empereur d'Autriche avait de fréquentes entrevues avec les rois de Naples et du Piémont, à la suite desquelles l'évacuation entière de ce dernier royaume fut décidée; mais le carbonarisme à Naples donnait encore quelques motifs d'inquiétude pour le maintien de la tranquillité : il ne parut pas prudent de retirer entièrement l'armée d'occupation; il fut seulement arrêté de la réduire de 17,000 hommes : son effectif avait été de 40,000

La France suivit ses négociations avec Madrid, en même temps qu'elle avait à soutenir avec le cabinet de Londres la discussion la plus animée. La grande question sur l'intervention dans les affaires d'Espagne en était toujours l'objet; car, plus le gouvernement britannique voyait que l'intérêt français acquérait de la prépondérance, plus il travaillait

à produire un changement dans les affaires, qui, dissipant les inquiétudes des alliés, introduisant dans la constitution des cortès les modifications désirées, rendît inutile l'intervention de la France, et replaçât l'Espagne sous l'ancien patronage de l'Angleterre.

CHAPITRE XLII.

Conclusions du Congrès et sa séparation.

Tel était le but constant de toutes les négociations du cabinet de Londres, et de tous les mouvements que se donna lord Wellington.

Ce fut dans ces vues que le noble duc donna mission à son adjudant lord Fitzroy-Sommerset, de se rendre à Madrid, afin de voir les principaux du parti constitutionnel, et de leur persuader que leur propre intérêt devait les ramener à un système plus modéré. Il le rendit porteur d'un *mémorandum* ou instruction spéciale, relativement aux avis qu'il voulait donner à ceux qui étaient à la tête des affaires. On ne peut qu'applaudir à l'esprit de sagesse qui règne dans ces avis. Le

noble duc, sans provoquer la destruction d'une charte constitutionnelle qu'il est loin d'approuver, démontre seulement que certaines modifications lui deviènent indispensables; car, dit-il, si les innovateurs continuent de trop restreindre les prérogatives du trône, ils affaiblissent les seules garanties qui peuvent assurer les libertés publiques, et privent le gouvernement national de la seule force qui peut le faire respecter au-dehors.

Lord Wellington, rappelant son attachement à la nation espagnole, les gages multipliés qu'il lui en a donnés, et les services importants qu'il lui a rendus, dit qu'il se croit en droit de lui donner quelques conseils pour écarter d'elle les périls qui la menacent. Cette pièce intéressante, que tous les journaux ont insérée, porte la date du 12 novembre : il paraît que le plénipotentiaire l'a signée le jour même qu'il partait de Vérone.

Tous ces efforts que l'intérêt le plus affectueux faisait tenter pour ramener les constitutionnels à des dispositions moins exaltées,

furent sans effet. On pense bien qu'il en fut de même de toutes les notes qu'adressa le cabinet français pour épargner à l'Espagne les malheurs d'une guerre qui semblait devenir inévitable.

L'ULTIMATUM des puissances alliées fut donc rejeté. Alors les souverains n'eurent plus rien à ménager ; la scission absolue avec le gouvernement des cortès fut prononcée, et les diverses cours rappelèrent les ambassadeurs qu'elles avaient à Madrid.

Avant de se séparer, le congrès rendit public, sous la date du 14 décembre, le document officiel par lequel il expose à l'Europe entière toutes ses opérations, et les principes qui n'ont pas cessé de le diriger. Nous avons donné plus haut la partie de ce document qui regarde les affaires d'Orient ; nous allons faire connaître maintenant tout ce qui, de cette pièce importante, se rattache à cette décision solennelle sur la révolution d'Espagne, qui termina les travaux de cette auguste assemblée.

Dispositions de la circulaire diplomatique du 14 décembre 1822, relatives aux affaires d'Espagne.

« D'autres événements, dignes de toute la » sollicitude des monarques, ont fixé leurs » vues sur la position déplorable de la Pé- » ninsule occidentale de l'Europe.

» L'Espagne subit le sort réservé à tous » les pays qui ont eu le malheur de cher- » cher le bien dans des voies qui n'y condui- » sent jamais. Elle parcourt aujourd'hui le » cercle fatal de sa révolution, d'une révo- » lution que des hommes égarés ou pervers » ont prétendu représenter comme un bien- » fait, comme le triomphe même d'un siècle » de lumières. Tous les gouvernements ont » été témoins des efforts que ces hommes » ont faits pour persuader à leurs contem- » porains que cette révolution était le fruit » nécessaire et heureux des progrès de la » civilisation, et le moyen par lequel elle a » été opérée et soutenue, le plus bel élan » d'un patriotisme généreux.

» Si la civilisation pouvait avoir pour but
» la destruction de la société, et s'il était
» permis d'admettre que la force militaire
» pût s'emparer impunément de la direc-
» tion des empires dont elle n'est appelée
» qu'à maintenir la paix intérieure et exté-
» rieure, certes, la révolution espagnole au-
» rait des titres à l'admiration des siècles, et
» la révolte militaire de l'Ile-de-Léon pourrait
» servir de modèle aux réformateurs. Mais la
» vérité n'a pas tardé à reprendre tous ses
» droits ; et l'Espagne a fourni, aux dépens
» de son bonheur et de sa gloire, un bien
» triste exemple des conséquences infaillibles
» de tout attentat contre les lois éternelles
» du monde moral.

» Le pouvoir légitime enchaîné, et servant
» lui-même d'instrument pour renverser
» tous les droits et toutes les libertés légales;
» toutes les classes de la population boule-
» versées par le mouvement révolutionnaire;
» l'arbitraire et l'oppression exercés sous
» la forme de la loi; un royaume livré à
» tous les genres de convulsion et de désordre;
» de riches colonies justifiant leur émanci-

» pation par les mêmes maximes sur les-
» quelles la mère-patrie a fondé son droit
» public, et qu'elle tenterait en vain de
» condamner dans un autre hémisphère;
» la guerre civile consumant les dernières
» ressources de l'Etat : tel est le tableau que
» nous présente la situation actuelle de l'Es-
» pagne ; tels sont des malheurs qui affligent
» un peuple loyal, et digne d'un meilleur
» sort; telle est enfin, la cause directe
» des justes inquiétudes que tant d'éléments
» réunis de troubles et de confusion ont dû
» inspirer aux pays immédiatement en
» contact avec la Péninsule. Si jamais il s'est
» élevé au sein de la civilisation une puis-
» sance ennemie des principes conserva-
» teurs, ennemie surtout de ceux qui sont la
» base de l'union européenne, c'est l'Espagne
» dans sa désorganisation présente. Les mo-
» narques auraient-ils pu contempler avec
» indifférence tant de maux accumulés sur un
» pays, et accompagnés de tant de dangers
» pour les autres !

» N'ayant à consulter, dans cette grave
» question, que leur propre jugement et

» leur propre conscience, ils ont dû se demander si, dans un état de choses que chaque » jour menace de rendre plus cruel et plus » alarmant, il leur était permis de rester » spectateurs tranquilles, de prêter même, » par la présence de leurs représentants, la » fausse couleur d'une approbation tacite » aux actes d'une faction déterminée à tout entreprendre pour conserver son funeste pouvoir. Leur décision n'a pu être douteuse; leurs » ministres ont reçu l'ordre de quitter la Péninsule. Quelles que puissent être les suites » de cette démarche, les monarques auront » prouvé à l'Europe que rien ne peut les engager à reculer devant une détermination » sanctionnée par leur conviction intime. Plus » ils vouent d'amitié à S. M. C., et d'intérêt au bien-être d'une nation que tant de » vertus et de grandeur ont distinguée dans » les diverses époques de son histoire. Plus ils » ont senti la nécessité de prendre le parti auquel ils se sont arrêtés et qu'ils sauront » soutenir.

» Vous vous convaincrez, par le précédent exposé, que les principes qui ont

» constamment guidé les monarques dans les
» grandes questions d'ordre et de stabilité
» auxquelles les événements de nos jours ont
» donné une si haute importance, n'ont
» point été démentis dans leurs dernières
» transactions : leur union, essentiellement
» fondée sur ces principes, loin de s'affai-
» blir, acquiert d'époque en époque plus
» de cohésion et plus de force. L'Europe doit
» enfin reconnaître que la marche suivie
» par les monarques est également en har-
» monie avec l'indépendance et la force des
» gouvernements, et avec les intérêts bien
» entendus des peuples.

» Les vœux des monarques ne sont dirigés
» que vers la paix; mais cette paix, bien que
» solidement établie par les puissances, ne
» peut répandre sur la société la plénitude
» de ses bienfaits, tant que la fermenta-
» tion qui agite encore les esprits dans
» plus d'un pays, sera entretenue par les
» suggestions perfides, et par les tentatives
» criminelles d'une faction, qui ne veut
» que révolutions et bouleversements.

» Les mesures les plus sages des gou-

» vernements ne prospéreront; les amélio-
» rations les mieux combinées ne seront
» couronnées de succès; la confiance, enfin,
» ne renaîtra parmi les hommes, que lors-
» que ces fauteurs de trames odieuses seront
» réduits à une impuissance complète; et
» les monarques ne croiront pas avoir rem-
» pli leur noble tâche, avant de leur avoir
» arraché les armes qu'ils pourraient tour-
» ner contre la tranquillité du monde. »

Sous la même date du 14, parurent les lettres que les souverains de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie écrivaient à leurs ambassadeurs à Madrid; les causes de leur rappel s'y trouvaient développées.

On remarqua dans le style de la dépêche russe plus d'acrimonie, et des dispositions plus décidément hostiles. Celle du cabinet autrichien parut un peu moins absolue dans ses expressions; le ton de la Prusse fut absolument le même que celui qu'avait pris la Russie; l'Angleterre renouvela ses premières protestations à l'égard du document officiel du 14 décembre; la France ne le signa pas, parce que devant tenter en-

core de nouvelles démarches conciliatrices, elle voulait retarder le rappel du comte de la Garde, son ambassadeur à Madrid.

Cette assemblée de Vérone a par ses résultats une si grande influence sur le système politique de l'Europe, que le cabinet de Saint-Petersbourg qui, comme dans les congrès précédents, y joua le rôle que lui donnent sa grande puissance, ses vues élevées et les services éminents qu'il a rendus à la cause européenne, vient de s'identifier de nouveau avec les opérations de cette assemblée. Dans son journal officiel du 12 juin, il a publié un document qui a fixé l'attention de tous les publicistes.

La France a dû exécuter le mandat dont l'a chargée le congrès, pour rétablir sur ses bases antiques et vénérées la monarchie espagnole. La Russie a bien voulu céder aux considérations d'une inquiétude ombrageuse pour ne pas couvrir de ses bataillons la Péninsule insurgée. Elle a laissé à la France, son intime alliée, l'honneur d'entrer seule en lice. Mais son bras robuste, consentant à ne pas s'armer du glaive des batailles, a

voulu prendre la plume polémique pour soutenir la cause en faveur de laquelle devaient combattre les Bourbons français. On verra dans ce document, dont nous allons présenter un simple extrait, quel hommage la magnanime Russie rend au caractère de la nation française. Le jugement qu'elle porte sur la conduite et sur le système politique du cabinet de Londres, frappera par sa justesse tous ceux qui, à diverses époques de nos troubles, ont étudié la marche du gouvernement britannique. Ce jugement est sans amertume; il semble porté par une puissance amie qui sait apprécier les vues profondes du ministère anglais et la réserve que lui commande la position particulière où il se trouve.

« L'occupation de la capitale de l'Espagne » par les troupes de S. M. le roi de France » nous semble être le moment de démon- » trer jusqu'à l'évidence, quelle a été la sa- » gesse des résolutions prises au congrès de » Vérone.

» Il n'y a encore que quelques mois, » il existait, sur deux points de l'Europe, de » puissants motifs de craindre que cette por-

» tion du globe ne fût replongée dans toutes
» les horreurs d'une révolution générale :
» l'un de ces points était la Péninsule his-
» panique, l'autre la France.

» La dernière, par son importance, méritait
» surtout de fixer l'attention des souverains.

» Qu'était-ce, en effet, que la France
» en 1822? Un volcan sur lequel on ne
» pouvait marcher qu'en tremblant. Tout
» faisait craindre qu'il n'en sortît des torrents
» de lave comme en 1790.

» On pouvait déjà prévoir de nouvelles guer-
» res dont la durée était incalculable. L'Es-
» pagne et le Portugal pouvaient faire
» cause commune avec la France révolution-
» naire. L'occident de l'Europe s'engageait
» dans une lutte effroyable avec l'Orient,
» et l'Allemagne devenait nécessairement le
» théâtre de la désolation et du carnage.
» Ce qui était aperçu par de simples parti-
» culiers ne pouvait échapper à la pénétra-
» tion des cabinets.

» Il devenait de plus en plus visible que
» les éléments d'une nouvelle révolution
» fermentaient en France, non seulement

» parmi les citoyens, mais même dans le sein
» de l'armée, qui devait être la sauve-garde
» du trône. Le clément souverain de la
» France se vit contraint de recourir à des
» mesures de rigueur. Il vit avec douleur
» que tous ses efforts pour ramener la paix
» entre ses sujets n'avaient point les succès
» qu'ils auraient eus indubitablement chez
» d'autres nations. Les maximes les plus anar-
» chiques étaient soufflées par les vents
» d'ouest par-dessus les Pyrénées. Elles
» avaient pénétré jusque dans l'esprit de cer-
» tains personnages qui étaient appelés dans
» les conseils de la France. En un mot, les
» fruits que Louis XVIII devait attendre de
» ses soins assidus, étaient menacés d'être
» anéantis avant leur maturité.

» Un tel état de choses ne pouvait se
» soustraire aux regards des souverains, et
» particulièrement de notre empereur (Alexan-
» dre) dont tous les vœux sont si fortement
» prononcés pour le repos de l'Europe. La
» situation de la France et de l'Espagne dut
» donc être l'objet principal des délibéra-
» tions du congrès de Vérone.

» Il fut reconnu, d'un accord unanime,
» que l'occident de l'Europe menaçait le
» monde d'un nouveau déluge : il n'y avait
» plus à discuter que le choix des moyens de
» prévenir ce fléau.

» Le problème était, certes, d'une haute
» difficulté : il s'agissait d'employer une na-
» tion, non encore tranquillisée, à ramener
» le calme chez une nation voisine.

» Pour parvenir à la solution du problème,
» on eut recours à l'étude de l'histoire et du
» caractère de la nation française. On recon-
» nut que, lorsqu'elle est livrée aux nobles tra-
» vaux de la guerre, elle y porte toute l'acti-
» vité de son esprit, et oublie aussitôt ses
» dissensions intestines. Les faits, depuis
» quelques mois, mettent cette grande vé-
» rité dans une nouvelle évidence. Le Fran-
» çais est flatté de se voir jouer le rôle
» glorieux qui lui appartient en Europe,
» et il contemple avec une vive satisfaction,
» à la tête d'une armée toute nationale (ce
que n'étaient pas les armées hétérogènes
» de Bonaparte), un prince destiné par sa
» naissance à porter le sceptre avec l'épée.

» Le Français voit enfin, avec un juste
» orgueil, que l'Espagnol, tout brave qu'il
» est, doit lui céder encore le prix de la
» vaillance.

» Après s'être occupé de la France, le
» congrès devait porter ses regards sur l'Es-
» pagne. Etait-il possible, à moins de renon-
» cer à toutes les résolutions prises en com-
» mun depuis 1815, de laisser la grande
» Péninsule occidentale en proie à toutes les
» convulsions de l'anarchie révolutionnaire ?
» D'ailleurs, l'immense majorité de la nation
» espagnole appelait l'Europe à son secours :
» peut-on en douter, quand on voit l'armée
» française reçue partout en Espagne comme
» le serait un ange libérateur ?

» Le ministre anglais, comte de Liver-
» pool, s'est permis de blâmer le roi Fer-
» dinand VII, de n'avoir point réalisé les
» promesses qui avaient été faites en son
» nom en 1814. Nous craignons que le noble
» lord n'ait pas bien pesé les difficultés sans
» nombre, qu'eût offertes l'introduction
» d'un nouveau système en Espagne, au
» moment même où elle venait de combattre

» avec tant d'opiniâtreté pour le maintien
» de ses antiques institutions. Cette obser-
» vation nous conduirait à chercher les cau-
» ses de la différence d'opinions qui a éclaté
» entre le comte de Liverpool et ses collègues,
» différence non moins sensible à l'égard des
» autres ministres qui ont pris part au con-
» grès de Vérone. Il nous suffit de remar-
» quer que les papiers mêmes que le ministère
» britannique à déposés sur le bureau des
» deux chambres du parlement, prouvent
» que l'Angleterre ne doit pas se montrer
» moins ennemie des révolutions que toute
» autre puissance. Pourquoi, d'ailleurs, a-
» t-elle fait tant d'efforts pour déterminer les
» cortès à changer de fond en comble leur
» absurde constitution?

» Les cortès n'écoutant aucune remon-
» trance, le roi Ferdinand réduit en capti-
» vité, la France ne se trouvait-elle pas,
» relativement à l'Espagne, absolument dans
» la même position où l'Autriche s'était vue
» relativement à Naples? L'intervention de
» Louis XVIII, fut donc non seulement
» reconnue comme légitime; mais même

» tous les souverains ses alliés le prièrent de
» l'exercer avec promptitude et vigueur.

» L'Angleterre elle-même ne nia point le
» droit d'intervention de S. M. T. C. Elle
» n'argumenta que sur le mode, c'est-à-dire
» sur l'entrée des troupes françaises. Au mi-
» lieu de tous les discours qui ont été tenus
» au parlement, une seule pensée domine :
» c'est la crainte que le triomphe de la
» France ne ramène le système de politique
» qui a tant contrarié les intérêts de l'An-
» gleterre (1).

» Mais toutes ces déclamations ne sont
» qu'un vain bruit, et il est aujourd'hui
» bien certain que la guerre d'Espagne n'al-
» lumera aucune autre guerre sur le globe.

---

(1) Nous avons essayé de démontrer que le seul et véritable motif des tergiversations du cabinet britannique, et des déclamations indécentes dont la France a été l'objet dans le parlement, était la crainte du renouvellement du fameux *pacte de famille*. On voit que le publiciste russe est du même avis.

» Nous n'hésistons donc pas à dire que
» les magnanimes résolutions prises à Vé-
» rone par les souverains alliés, ont sauvé le
» genre humain des fléaux dont il était de
» nouveau menacé.

» Quant à ce qui concerne la Russie, elle
» contemplera toujours avec un juste orgueil
» cette période de son histoire; elle rendra
» hommage à la grandeur d'âme de son mo-
» narque, qui, oubliant ses intérêts person-
» nels, ne fait servir sa vaste puissance
» qu'à consolider la paix et la tranquillité de
» l'univers. »

CHAPITRE XLIII.

Nouveaux mystères dont s'environne la politique relativement aux affaires d'Espagne.

D'APRÈS les dispositions manifestées au congrès de Vérone, on ne doutait plus de la guerre entre la France et l'Eespagne. On semblait impatient de voir les Bourbons prendre une attitude militaire, et les petits-fils de Louis XIV se mettre en ligne sur le champ des combats à la tête des vieux soldats de Napoléon. La bravoure personnelle est comme un héritage de famille parmi les princes Bourbons. Désireux de la gloire militaire: tous, à l'exception de Louis XIV, se sont toujours montrés encore plus avares du sang des peuples.

Cette longue guerre de la révolution qui,

par des chances si variées, avait long-temps tenu incertaines les destinées de l'Europe, devait faire craindre à Louis XVIII de rouvrir des plaies profondes qui commençaient à se cicatriser : il offrit donc à l'Espagne toutes les concessions qui pouvaient se concilier avec la majesté du trône et la garantie des libertés nationales.

Mais, pour faire respecter ses vues pacifiques, et prouver qu'elle ne refusait pas de s'exposer aux chances de la guerre, la France prit sur ses frontières l'attitude la plus imposante. Tout l'hiver de 1823 fut employé à des préparatifs hostiles et à des négociations; les routes étaient couvertes de bataillons se rendant à marches forcées dans les environs de Bayonne et de Perpignan; et la correspondance était des plus actives entre le gouvernement des cortès et le ministère français. L'Angleterre, pour s'en tenir aux conséquences de son système de neutralité, paraissait improuver les préparatifs hostiles de la France; mais elle faisait insinuer aux révolutionnaires espagnols de se rapprocher davantage des modifications constitution-

nelles que l'Europe alarmée exigeait d'eux.

Ainsi les événements décisifs se préparèrent dans le silence du cabinet : l'Angleterre surtout épaissit les ombres de ce mystère dont la politique parut s'environner. Les conjectures n'eurent aucun objet positif pour se fixer : en France même l'opinion fut incertaine, et le gouvernement tarda quelque temps à faire connaître ses vues. Le *journal des Débats*, qui semblait alors le confident des pensées que le ministère veut laisser pénétrer, mit en discussion sérieuse le projet de la guerre d'Espagne, pour en développer tous les dangers. Cet article (*) étonna, ou plutôt déconcerta toutes les conjectures ; cependant les préparatifs sur la frontière se pressaient avec une nouvelle activité ; tout devint énigmes autour de nous. La politique

(*) Il ne faut pas perdre de vue que ce journal était sous l'influence spéciale de M. de Chateaubriand, et cet homme d'Etat, alors membre du ministère se déclara un des plus chauds partisans de la guerre d'Espagne.

en Angleterre fut encore bien plus difficile à suivre dans ses ambiguïtés et dans sa marche tortueuse ; elle parut d'abord mettre tout en mouvement en faveur des cortès. La révolution espagnole était préconisée emphatiquement dans les deux chambres du parlement et dans les cercles ministériels ; cependant l'union ne cessait pas d'être de la plus affectueuse intimité entre la cour d'Angleterre et les hautes puissances de l'Europe.

Sir William A. Court, l'adversaire le plus subtil des révolutionnaires, et qui, dans son ambassade à Naples, leur avait montré combien il leur était peu favorable, était ministre accrédité auprès des cortès, et cependant on savait qu'il avait toute la confiance de Ferdinand.

Les journaux de Londres annonçaient de nombreux auxiliaires qui devaient remplir les cadres des insurgés espagnols ; un général anglais, Robert Wilson, qui, dans les guerres contre Napoléon, s'était acquis une espèce de réputation militaire, se vantait de venir, à la tête de dix mille de ses compatriotes, se mesurer contre les armées françaises ; des souscriptions étaient ouvertes avec emphase et

promettaient des millions; enfin tous les ateliers d'armes de la Grande-Bretagne devaient être à l'entière disposition des cortès. Cependant les deux chambres remirent en vigueur le bill contre le recrutement au service des puissances étrangères : tous ces dons magnifiques et tous ces puissants renforts se bornèrent à cinq ou six mille livres sterlings, et à un seul débarquement furtif de 500 fusils; le présomptueux Wilson, échappant en fugitif à la surveillance de son gouvernement, ne vint offrir aux cortès d'autre assistance que celle de sa personne, accompagnée de deux aides-de-camp.

Peut-on se refuser à croire que, si le cabinet de Londres eût réellement favorisé de ses vœux la révolution espagnole, sa conduite eût été différente ? n'eût-il pas alors éludé les dispositions de sa neutralité? Dans la guerre de l'indépendance américaine, le gouvernement français ne lui avait-il pas révélé le secret d'aider puissamment une insurrection dont on veut profiter, en affaiblissant une puissance rivale? La cause monarchique était évidemment compromise

par le dévergondage effréné de la révolution d'Espagne. Il convenait aux principes de la dynastie hanovrienne, qui, depuis un siècle, s'est établie en Angleterre sur les ruines de la maison royale des Stuarts, de se déclarer neutre; mais Georges ne pouvait désirer de voir ébranler le trône sur lequel il est assis; la cause des rois de l'Europe devenait donc la sienne. Ainsi, ses vœux intimes étaient pour la restauration de Ferdinand; mais sa position dans l'Europe, et son respect forcé pour les maximes qui constituaient en Angleterre les droits de sa dynastie, ne lui permettaient pas de l'opérer directement. Comment n'aurait-il pas senti le ridicule, l'inconvenance et le danger de faire cause commune avec les complices des *radicaux* et les disciples des *carbonari* italiens?

Il entrait sans doute dans les vues de l'Angleterre d'écarter la France d'une intervention armée qui pouvait ressusciter sa marine, ranimer son énergie nationale, la replacer enfin au rang des puissances prépondérantes; aussi l'Angleterre se flatta-t-elle de pouvoir paci-

fier l'Espagne par la seule influence de ses conseils. Elle fit agir le nom illustre de lord Wellington, si puissant dans la Péninsule, pour présenter aux cortès l'image séduisante de ses deux chambres, et toute la popularité de sa constitution; mais des factieux qui tiènent leur roi captif, peuvent-ils devenir dociles aux conseils de la sagesse? Ils insultent à la raison qu'ils voient désarmée : ils ne se soumettent qu'à la force.

Le cabinet britannique se résigna donc à rester spectateur passif d'événements qu'il ne pouvait maîtriser par la seule impulsion de sa diplomatie.

La Russie se montra contraire à toute transaction avec les principes du nouvel ordre de choses en Espagne. Elle voulait que toutes les forces de la Sainte-Alliance fussent dirigées contre cette hydre renaissante des révolutions. Tous les rois devaient entrelacer leurs bras pour étouffer à l'instant le monstre. Loin d'entraver la France par des réserves d'une politique tergiversante. Le cabinet de Saint-Pétersbourg la fortifia dans

son énergie, par des promesses qui n'auraient pas été sans effet si les chances de la guerre eussent trompé l'espoir de la valeur française. La Prusse manifesta les mêmes dispositions. L'Autriche, non moins éloignée de tout rapprochement avec les principes révolutionnaires des cortès, laissa entrevoir cependant le désir d'atteindre par des moyens pacifiques le but qu'on se proposait par l'intervention armée de la France. Peut-être que cet accord intime entre les cours de France et de Russie peut rendre ombrageuse sa prévoyance; mais elle fit généreusement taire toutes ces considérations d'une vague inquiétude, pour s'unir franchement aux grandes mesures dont l'exécution était confiée au monarque français.

CHAPITRE XLIV.

De l'intérieur de l'Espagne, depuis le fameux 7 juillet jusqu'au commencement des hostilités.

Tandis que la France se dispose à faire valoir d'une manière active son intervention pour la délivrance du roi Ferdinand, nous devons jeter un dernier coup-d'œil sur l'intérieur de la malheureuse Espagne.

Depuis la journée du 7 juillet, on ne peut plus regarder ni les démarches, ni les discours imposés à Ferdinand VII., comme des actes de sa volonté. Il était absolument étranger aux proclamations, et même aux nominations qui se trouvaient consacrées par son nom. Sa présence dans le sein des cortès, rappelait

la contrainte de ces rois français de la première race que des audacieux maires du palais traînaient à leur suite dans les assemblées du Champ-de-Mai. Nous passerons ainsi sous silence le discours qu'on fit prononcer au roi captif, à l'ouverture de la session des cortès extraordinaires, qui eut lieu dans les premiers jours d'octobre. Nous nous garderons bien de nous occuper des débats de cette assemblée, qui, par la dissolution du gouvernement constitutionnel en Espagne, ont perdu toute espèce d'intérêt ; malgré la diffuse éloquence des Arguelles et des Galiano, les fastes des assemblées délibérantes n'auront rien à y recueillir d'important. La révolution d'Espagne, dans toute son effervescence, n'a pu créer un de ces puissants génies, qui, comme notre Mirabeau ou les Gracques de l'ancienne Rome, peuvent du haut de la tribune gouverner à leur gré les passions de tout un peuple. Le divin Arguelles, l'impétueux Galiano, et même le prudent Martinez-la-Rosa, n'ont été que de faibles orateurs, comme ils ont paru de médiocres hommes d'Etat.

Le seul document que les débats des cortès peuvent offrir à l'observateur politique est cette tendance de toutes les assemblées populaires à l'esprit tyrannique, qu'elles se déguisent à elles-mêmes parce qu'elles affectent de n'y voir que des mesures de salut public. Elles cherchent toujours la liberté dans tous les extrêmes du despotisme ; elles rendent l'arbitraire plus subtil dans ses arguties, parce qu'elles lui font parler mensongèrement le langage toujours imposant de la loi.

L'histoire des cortès depuis le 7 juillet, nous retrace donc celle de notre assemblée législative immédiatement après le 10 août ; alors on s'essayait à la cruauté, en étendant les vexations de l'arbitraire sur les affections domestiques, les habitudes privées et les rapports de la vie sociale. Encore quelques mois, et les mesures d'une politique acerbe feront place aux proscriptions les plus effrénées.

La convention espagnole n'eut pas l'occasion de parcourir toute cette gradation dans la théorie révolutionnaire ; la campagne qui s'ouvrit en avril, l'arrêta au milieu de sa

course. Elle n'eut que le temps de se livrer à toutes ces brillantes théories qui sont comme le *prélude obligé* de toutes les assemblées populaires; mais elle commença son apprentissage pour ce régime atroce qui suivit, en Angleterre et en France, la déchéance de Charles I.er et de Louis XVI : on établit des catégories de suspects; on organisa les proscriptions; on parla beaucoup de justice en établissant le système des spoliations. Nous ne reproduirons pas les questions diverses qui furent agitées avec toute l'emphase de l'hypocrisie factieuse. Les actes des cortès et les harangues de leurs orateurs, ne sont que des répétitions de ce mélange d'enthousiasme généreux et de frénésie furibonde, de soupçons ombrageux et de confiance présomptueuse, que nous présentent les fastes de l'anarchie chez tous les peuples en révolution. Les événements furent plus rapides que les calculs des révolutionnaires espagnols. L'armée libératrice qu'envoyait la France, avait passé la *Bidassoa*, lorsque les cortès, en insultant tous les trônes, dédaignaient de se mettre sur la défensive.

Cependant les débats de cette assemblée semblent encore dignes de quelque attention par le tableau qu'on y trouve de la situation militaire de l'Espagne et de son état financier. C'est dans cet aperçu qu'on peut se faire l'idée de la stupide imprévoyance de ces tribuns inconsidérés. Devant se préparer à une lutte terrible pour la défense de leurs nouvelles institutions, ils ne s'occupèrent que d'entraver leur propre gouvernement dans tous les moyens qu'il présenta pour remplir le vide existant dans le trésor et dans les cadres de l'armée. La dépense excédait la recette de 162 millions; et les cortès ne cherchèrent qu'à se populariser par la réduction des impôts; on plaça toutes ses espérances dans un emprunt de cent millions, dont l'annonce retentit en Europe, avec la plus ridicule ostentation. On s'applaudissait de voir une maison de banque française (celle de MM. Hardouin) se charger courageusement de cet emprunt. Les actions jetées à vil prix sur les places de commerce, ne profitèrent qu'à l'actif génie de l'agiotage. Les écus démonétisés en France, affluèrent en Espagne,

pour en ressortir, convertis en piastres de bon aloi. L'or et l'argent disparurent presque entièrement ; et le gouvernement espagnol n'eut pour dernière ressource que des *bons* qui perdaient 70 pour cent de leur valeur nominale. Ces étranges hommes d'Etat crurent se tirer d'affaire en rappelant fastueusement les vertus de ces dictateurs romains qui mangeaient dans des gamelles de bois. On affecta d'accuser d'exagération les moyens fiscaux, proposés par un ministère qui ne pouvait plus déguiser à ses propres yeux les profondeurs de l'abîme ouvert par son imprudence. On supprima les dîmes ; on abolit les redevances féodales ; on diminua l'impôt foncier ; enfin on ferma les yeux sur les infractions aux ordonnances sur les douanes.

La même imprévoyance se manifesta pour toutes les dispositions qui tendaient à porter l'état militaire à son complet effectif. Le pied de paix pour les troupes était de 66 mille hommes : ce nombre parut exorbitant lors même que la France augmentait l'armée d'observation qu'elle avait réunie sur la frontière. Il fut décrété que l'armée serait

réduite à 62,000; et le ministère, dont toutes les mesures portaient ombrage, ne put réunir en ligne que 54 mille hommes; encore se vit-il privé des moyens d'assurer la solde, de réparer les fortifications des places, d'établir des magasins, et d'assurer le service militaire en cas de guerre.

Telle a toujours été la direction suivie avec la plus imbécille persévérance par la révolution espagnole, lors même que reculant devant l'armée victorieuse de la France, elle s'est vue refoulée jusque dans cette Ile-de-Léon où elle avait pris naissance.

Toutes les autres causes tenant à cet extravagant système, se développeront lorsque nous suivrons dans sa marche rapide, le prince valeureux qui fut chargé de venger en Espagne la cause des rois.

Le parti royaliste ne manifestant une opposition armée que sur les provinces frontières, ne put balancer les forces du parti constitutionnel qui avait pour lui tous les régiments de ligne. Les royalistes réduits à de simples milices volontaires, composées de villageois, ne se trouvaient pas en état de tenir

la campagne. Leurs milices indisciplinées se débandaient après une première affaire. Ne recevant pas de solde, elles retournaient dans leurs foyers aussitôt qu'elles avaient passé quelques jours sous le drapeau. Incapables de soutenir un siège ou de suivre les opérations de l'attaque régulière d'une place, elles ne pouvaient servir que pour un coup de main. C'était ainsi que dans son enfance Rome faisait la guerre. Le parti contitustionnel avec ses troupes régulières, où la discipline compensait les désavantages du nombre, put rapidement pousser devant lui de tels adversaires; aussi ne tarda-t-il pas à les rejeter jusque sur le territoire français. Une espèce de mésintelligence se faisait aperceevoir entre les chefs : la plupart de ceux-ci affectaient une dédaigneuse insubordination à l'égard de la régence, dont les membres, à l'exception du baron d'Eroles, n'avaient pas une assez grande importance personnelle ; enfin on ne peut se dissimuler que la plupart de ces capitaines royalistes, au rang desquels je place le Trapiste, Misas, Romanillo, Quésada, Mirallès et même Bessières, n'étaient que de

courageux partisans. Aucun d'eux ne montra la capacité d'un général d'armée, ni le génie d'un homme d'Etat. On voit rarement dans leurs plans d'attaque et de défense, des dispositions habilement combinées ou adroitement conduites. On peut dire que tous ces chefs de l'insurrection royaliste en Espagne se montrèrent bien inférieurs à nos Vendéens. Les Charette, les Laroche-Jaquelin, les Cathelineau, etc., etc., furent réellement des hommes de guerre. Ils gagnèrent presque toutes les batailles qu'ils livrèrent; ils se battaient avec dévouement; et leur dévouement était de l'héroïsme tel qu'on n'en trouve des exemples que dans les beaux siècles de la Grèce et de Rome.

On ne peut établir ainsi de parallèle entre ces dignes Français et les royalistes espagnols. Mais nous devons nous montrer indulgents pour ces serviteurs de Ferdinand VII, qui firent pour la défense de la cause monarchique tout ce que leur permettait l'indolence de leur caractère national. Cependant le début des royalistes fut des plus heureux, et fit naître les plus brillantes espérances. Ils occu-

paient Puycerda, Urgel, Balaguer, Castelfollit et Méquinenza. Ils tenaient assiégés Figuières, Vich, Sellent et Cardona.

L'autorité de la régence établie à Urgel, quoique jalousée par les chefs de son parti, était reconnue dans tous les cantons des provinces insurgées; son armée était d'environ vingt-six mille hommes. Vainqueurs à San-Ramon, les royalistes venaient de remporter encore un assez grand avantage à Tolva. Le colonel constitutionnel Tabuença, engagé dans des défilés impraticables, fut obligé de mettre bas les armes, après avoir perdu une partie de son monde, toute son artillerie et tous ses bagages.

Ce succès fut le dernier des royalistes. Mina venant d'arriver à Lérida, résolut de pousser la guerre avec vigueur : il fut secondé d'un côté par Milans et Rotten, et de l'autre, par Cotta. Ce dernier, chef de milices, naguères arrêté pour son exaltation et son insubordination, et mis en liberté, leva plusieurs bataillons qui formèrent comme une nouvelle armée du côté de Vich.

Mina ayant de tels renforts à sa disposi-

tion, et comptant en ligne près de 20 mille hommes, se porta entre Calaf et Cervera, contre le baron d'Eroles, qui se trouvant engagé avec des forces trop supérieures, se retira par la conque de Tremp et chercha à s'appuyer sur la Seu d'Urgel. Le chef constitutionnel se proposa de finir la guerre par des coups aussi rapides que décisifs. Il résolut ainsi d'effrayer ses ennemis, par la destruction de Castelfollit de Lobregat, que l'on regardait comme le berceau de l'insurrection royaliste. Arrivé sous les murs de cette place, sans que les corps de Romagosa, Mirallès et Romanillo y missent obstacle, il fit attaquer les tours par la sape et la mine. L'explosion en fit écrouler deux. Le général constitutionnel se logea sur leurs débris : quatre à cinq cents d'entre les assiégés ne voyant aucune espérance de conserver la place, profitèrent, pour s'échapper, d'une nuit obscure et d'une pluie abondante. Soixante hommes de la garnison, qui restèrent, furent passés au fil de l'épée, par l'ennemi victorieux. On massacra le curé du lieu, et tous les moines qui s'y trouvè-

rent; la ville fut saccagée de fond en comble, abandonnée aux flammes et rasée jusqu'aux fondements. Du milieu de ses ruines, Mina publia une proclamation, dans laquelle il menaçait d'un pareil sort toutes les villes du parti royaliste qui se défendraient contre un corps de constitutionnels, supérieur en nombre à la moitié de la population. Cette proclamation, qui rappelait l'usage féroce des anciens Tartares, fut affichée dans toute la Catalogne.

De Castelfollit, le vainqueur marcha rapidement contre le baron d'Eroles qui était accouru pour sauver la place, ou recueillir les débris de sa garnison. La rencontre eut lieu entre Torca et Sanahuja. L'action fut des plus vives, mais elle fut encore à l'avantage des constitutionnels. Les royalistes taillés en pièces, furent poursuivis jusqu'à Sanahuja. Mina se porta sur Balaguer, dont il s'empara sans résistance; les royalistes au nombre de mille hommes, s'étaient empressés de s'en retirer, abandonnant toute leur artillerie et leurs bagages.

Les affaires de la régence n'étaient pas en

meilleur état dans la Navarre; le constitutionnel Espinosa poussait de position en position le général Quésada, qui perdit 7 à 800 hommes; tout son corps d'armée, composé de paysans, fut dispersé, et le général dut se sauver à Bayonne, où il trouva un ordre de la régence de remettre son commandement au général Alexandre O'Donnel frère du comte de l'Abisbal.

Pour comble de malheurs, la bande que le curé Mérino avait levée dans la Vieille-Castille, avait été détruite dans les environs de Lerme et de Roa.

Après tant de revers, la régence ne se crut plus en sûreté dans sa résidence d'Urgel. Son parti semblait désespéré; tous ses généraux mis en fuite, n'étaient plus en état de tenir la campagne; Mirallès et l'intrépide Bessières étaient réduits à l'inaction.

Dans ce fâcheux état des choses, la régence s'était retirée à Puycerda. Ce fut dans cette ville, que pour fournir aux dépenses de l'armée, et pour alimenter des familles nombreuses qui venaient se refugier auprès d'un gouvernement à la veille de manquer lui-

même d'asile, elle ouvrit cet emprunt de 80 millions de réaux, dont fut chargé le banquier français Ouvrard. Ce fut cet emprunt publié dans Paris qui donna lieu à une plainte portée devant les tribunaux, par l'ambassadeur des cortès, le duc de San-Lorenzo; cette action judiciaire n'eut pas de suite, parce que, le jour même où elle devait être plaidée, l'ambassadeur espagnol avait reçu son congé; toutes relations diplomatiques ayant cessé avec le gouvernement des cortès.

Cependant l'actif Mina continuait à voir la fortune favoriser toutes ses opérations; il eut constamment l'avantage sur le baron d'Eroles qui, ne se laissant pas abattre par tant de revers, ne perdait pas l'espérance de relever le parti royaliste.

Ce courageux défenseur de la monarchie, vit toutes ses propriétés livrées aux flammes par les constitutionnels Milans et Rotten, qui s'acharnèrent à l'entière destruction de tout ce qui pouvait appartenir à ce général possédant des biens immenses dans cette partie de la Catalogne. Enfin il fallut céder à l'ascen-

dant des constitutionnels victorieux sur tous les points. La régence sortit de Puycerda le 18 novembre, huit jours après qu'elle s'y était établie, et se retira à Llivia, sur l'extrême frontière : elle entra en France le 28 novembre. Elle se fixa d'abord dans un village, ensuite à Perpignan, et enfin le 7 décembre à Toulouse, où cessa son existence politique.

Le Trapiste, obligé lui-même d'abandonner la Catalogne, se trouvait dans cette ville le 19 novembre, il y vivait en simple religieux dans la maison de son ordre. Une foule de personnes attirées par la célébrité de cet homme extraordinaire, asssistaient aux offices des religieux parmi lesquels on le voyait dans son habit monastique, profondément recueilli et priant avec ferveur. L'histoire doit des éloges au courage de ce moine guerrier. Mais son zèle fut-il selon l'esprit de l'Eglise? Les mains qui s'élèvent sur l'holocauste de paix, doivent-elles se rougir du sang des hommes et s'armer du glaive des combats ! Le siècle dernier vit le pieux archevêque de Cambray sur un champ de ba-

taille, mais ce fut pour y désarmer la fureur des victorieux, chercher sur le champ de carnage, des victimes à sauver et des malheureux à secourir.

La régence dissoute, et la plupart de ses généraux dispersés, les événements de l'intérieur de l'Espagne cessent d'offrir le plus léger intérêt jusqu'à la guerre de la restauration.

Les cortès étalèrent la plus grande forfanterie républicaine; tous ces fiers rebelles semblèrent à la tribune se disputer la palme d'un courageux martyre : on sait qu'il en arriva comme des héros de Naples. Le courage de la tribune est devenu la fable de nos temps modernes.

Abandonnons à ses ridicules, cette jonglerie trop indigne de la gravité de l'histoire.

Dans la Navarre, les royalistes tentèrent bien encore quelques efforts; l'intrépide Bessières, par un coup de main hardi, osa se porter jusqu'à sept lieues de Madrid, et faire trembler les geôliers de l'auguste captif; mais toutes ces tentatives furent malheureuses : c'était à un fils de France que

le Dieu de Saint Louis réservait la délivrance de l'Espagne et le rétablissement d'un roi de la maison des Bourbons. Nous allons nous attacher à ce grand événement, en laissant de côté tous les minutieux détails de ce tripotage démocratique, dont les cortès continueront jusqu'à la fin de nous donner la parade.

CHAPITRE XLIV.

La France se décide pour la guerre. Le duc d'Angoulême en a la direction. Etranges résultats de la forfanterie des rébelles dans leurs moyens de résistance.

Aussitôt la dissolution du congrès de Vérone, on parla toujours du maintien de la paix. Les tribunes législatives, les journaux et les pamphlets firent de la question de la guerre, une thèse qu'on soutint, de part et d'autre, avec toute l'aigreur de la controverse. Cependant la diplomatie, sur qui avait soufflé l'esprit du congrès, fit des démonstrations sérieusement hostiles. Le ministère des cortès, dans ses réponses aux notes des hautes puissances,

fit voir par son insolent laconisme, ou par l'impertinence de son langage provocateur, qu'il était très-indifférent au gouvernement espagnol d'avoir ou non des relations diplomatiques avec les autres cours du continent.

Cependant l'Autriche laissa le secrétaire de sa légation comme chargé d'affaires. Ce fut les 14, 15 et 16 janvier (1823) que les ambassadeurs de Prusse, d'Autriche et de Russie quittèrent successivement Madrid.

La France resta la dernière, voulant, avant de fulminer ses anathèmes, épuiser tous les moyens de conciliation; ce fut seulement le 29 que se retira son ambassadeur, le comte de Lagarde.

Dans tout ce mouvement de la diplomatie, il est une observation que l'impartial génie de l'histoire ne manquera pas de recueillir. Le 14 janvier, le jour même où les diverses légations commencèrent à effectuer leur départ de Madrid, les cortès, par un décret qui n'occasionna pas une longue discussion, souscrivirent à toutes les prétentions élevées par l'Angleterre pour les préjudices qu'elle pouvait avoir éprouvés son commerce maritime par

suite des prises qui lui avaient été faites, et du blocus de la terre-ferme.

Un fonds de 40 millions de réaux fut assigné pour cet objet; et l'usufruit commercial de l'importante île de Cuba, la seule des possessions d'outre-mer qui restât à l'Espagne, fut encore abandonné aux spéculations mercantiles de la Grande-Bretagne.

Tel était l'objet secret de la mission de lord Fitz-Roi Sommerset, qui venait d'arriver à Madrid. Cependant le cabinet de Londres prodiguait les démonstrations de la neutralité la plus désintéressée. Il affectait d'offrir à la France une médiation qu'il savait bien ne pouvoir être acceptée; l'offre en fut réitérée trois fois, deux par le duc de Wellington, et une fois par sir W. A. Court.

Le gouvernement français ne pouvait s'écarter des obligations sacrées que lui imposaient la dignité de sa couronne, cette espèce de solidarité naturelle qui existait entre les branches régnantes de la dynastie de Louis XIV, et les engagements qu'il avait contractés à Vérone envers les souverains ses alliés.

Ce fut le 23 janvier que fut décidée, d'une manière positive, la grande question de la guerre contre l'Espagne. A l'issue du conseil, des courriers furent expédiés à toutes les principales cours de l'Europe, pour leur faire part des dispositions hostiles que les circonstances commandaient. Le duc d'Angoulême fut publiquement désigné pour diriger la guerre de la restauration.

Pendant la désastreuse époque de 1815, le prince avait fait apercevoir que ses mœurs simples et candides s'alliaient à ce grand caractère qui fait les héros.

Napoléon ayant violé son ban, avait repris le diadême impérial, et se trouvait maître de toute la France.

Le duc d'Angoulême veut résister seul à l'ascendant victorieux de l'usurpateur; n'ayant avec lui que trois régiments restés fidèles, il tient courageusement la campagne contre des forces décuples des siennes. La défection lui enlève une partie de sa petite armée; il se trouve cerné n'ayant plus que 1,200 braves autour de lui. Il peut échapper à l'ennemi qui le presse, mais alors il aban-

donnerait ses fidèles compagnons, à la discrétion d'un vainqueur irrité. Il aime mieux partager l'infortune de ceux qui se sont dévoués à sa personne, et se refuse à tous les moyens d'une facile évasion : il capitule, les armes à la main, comme Saint Louis dans les plaines de Massoure. Voilà ce qui s'appèle se conduire en prince français, et se montrer un héros dans le sein du malheur.

Tel fut le capitaine que le roi de France chargea de l'importante expédition d'Espagne. L'attention que le gouvernement porta à compléter tous les corps militaires, ne lui fit pas négliger notre marine, car elle devait être d'une grande utilité dans cette guerre. Il fallait pourvoir à la fois, à la sûreté des côtes du royaume, à celle de notre commerce sur tous les points du globe, et au blocus des places maritimes de la Péninsule que nos troupes allaient investir du côté de la terre.

Pour y parvenir, le nombre des bâtiments armés fut porté de 90 à 150, et celui des marins embarqués de 8,000 à 19,000; des convois furent organisés le long des côtes du royaume, pour mettre le cabotage à l'abri

de toute insulte; d'autres se formèrent pour conduire dans nos colonies et en ramener nos navires marchands.

Les divisions stationnaires dans le Levant, en Afrique, à la Martinique, au Brésil et dans le grand Océan, n'ont pas été rappelées : elles se sont seulement affaiblies momentanément des bâtiments qui devaient servir d'escorte aux navires rassemblés sur ces divers points : leur présence a d'ailleurs suffi pour faire respecter le pavillon français. La division des Antilles, en se portant dans les nombreux canaux de cet archipel, a déterminé les gouverneurs des îles espagnoles à renoncer à toute idée d'hostilité, et à maintenir l'état de paix dans ces parages, en attendant l'issue de la guerre.

Deux nouvelles stations navales ont dû être établies, l'une dans la Méditerranée, l'autre dans l'Océan, pour prendre une part plus directe aux opérations militaires en Espagne.

La première a eu particulièrement à surveiller les approches de Barcelonne, de Tarragone, et des autres places de la Catalogne.

La seconde a successivement étendu ses croisières devant Saint-Sébastien, Santona, la Corogne, puis à Cadix, où vers la fin de septembre on comptait trois vaisseaux, onze frégates, huit corvettes ou bricks, et sept autres bâtiments plus petits.

Le service de l'escadre devant Cadix dut être aussi fatigant que difficile. Il fallait empêcher le ravitaillement de la place, en s'opposant au passage des navires et des barques de toute grandeur qui cherchaient à s'introduire dans la baie et dans le canal de Santi-Pétri. L'escadre avait continuellement à parlementer avec des neutres pour les écarter, sans user avec eux d'aucune violence; mais il fallait surtout qu'elle se tînt toujours prête à repousser toute tentative qui aurait pour but d'emmener le roi captif et sa famille en Afrique.

Cette surveillance de tous les instants avait à s'exercer le long d'une côte sans abri, battue par la mer du large.

L'attaque de l'Ile-Verte devant Algésiras, celle du fort Santi-Pétri, le bombardement de Cadix exécuté sous la protection de l'es-

cadre par une flotille improvisée à Séville et à San-Lucar, sont des faits que l'histoire s'empressera de recueillir. Les deux derniers surtout sont d'autant plus honorables pour la marine française, que les Anglais, commandés par leur fameux amiral Nelson, avaient échoué en 1797 dans une tentative semblable.

Pendant qu'un tel orage menaçait le gouvernement constitutionnel de l'Espagne, les cortès semblaient braver le danger, et paraître n'avoir rien à redouter d'une invasion que tout devait leur faire prévoir; les rebelles étaient enivrés de leurs récents et faciles succès contre le parti royaliste qu'ils croyaient avoir pour toujours anéanti. Tel fut le sens du discours qu'ils forcèrent le roi de prononcer dans la séance du 28 janvier.

Des événements assez heureux favorisaient alors leur jactance; le 3 février Mina venait d'entrer en vainqueur à Urgel, après s'être rendu maître des forts; Bessières, arrêté dans sa marche audacieuse sur la capitale, avait vu son corps d'armée dispersé à Guadalaxara.

Le baron d'Eroles ne trouvant plus dans la Péninsule un seul poste où il pût tenir, avait été obligé de se retirer en France. Il était venu au mois de février à Paris, concerter le plan d'une nouvelle campagne, et prendre les ordres du prince qui devait commander l'expédition.

La présomption des cortès n'eut alors plus de bornes. Les chefs de la faction portèrent la folle confiance en leurs propres forces, au point de mépriser l'alliance défensive que leur firent proposer leurs frères, les révolutionnaires de Portugal. Il était beaucoup question d'une étroite union entre les deux gouvernements, qui, complices des mêmes attentats, étaient liés par des intérêts communs et avaient une même cause à défendre. On parla d'une armée de 30 mille Portugais auxiliaires, qui devaient entrer en Espagne et former une ligne de défense contre l'invasion des Français; mais l'antipathie qui depuis long temps divise les deux peuples de la Péninsule, fit naître tant de difficultés sur leurs prétentions réciproques, qu'ils ne purent être d'accord, et le traité

d'union était à peine ébauché, que les Français avaient passé la Bidassoa et s'approchaient de Madrid. Sur ces entrefaites, les affaires prirent une nouvelle face en Portugal; l'édifice révolutionnaire s'écroulant de lui-même, le roi avait paisiblement repris les rênes de la puissance souveraine. Ainsi les cortès durent renoncer au puissant secours qu'ils espéraient de cet Etat voisin.

D'autres chances plus défavorables encore, vinrent déconcerter les mesures sur lesquelles les cortès avaient fondé leurs principales ressources. Elles comptaient que le crédit des banquiers étrangers viendrait suppléer à la pénurie entière de leurs finances. Les caisses étaient vides; la rentrée des impôts devenait nulle: car le premier fruit qu'une nation insurgée, s'empresse de recueillir, est son affranchissement de toutes charges publiques.

La jeunesse des villes ne refusait pas le service militaire, mais ces nouvelles levées ne trouvant aucun cadre pour les recevoir et se voyant obligées de se nourrir à leurs frais, ne tardèrent pas à se disperser; ainsi ces millions d'Espagnols qui devaient pren-

dre les armes pour la défense de leur constitution, se réduisirent à quelques guérillas éphémères, qui se débandaient aussitôt qu'ils avaient perdu de vue le clocher de leur village.

Les cortès mêmes ne purent effectuer la levée de 27,000 hommes de troupes régulières, que le parti démocratique avait encore eu bien de la peine à consentir. Après avoir épuisé tous les efforts, on parvint à porter l'effectif de l'armée de ligne à 70 mille hommes environ.

Ces forces combattant sur leur territoire, et favorisées par tous les avantages de la localité, pouvaient balancer les succès de la campagne, si elles eussent été dirigées avec sagesse; mais on ne vit de toutes parts, que les embarras de la confusion, les tâtonnements de la méfiance, et les désordres de l'anarchie.

Tous les généraux étaient rivaux les uns des autres, et chacun d'eux s'attacha aux principales divisions qui se formèrent, après le 7 juillet, dans le parti révolutionnaire; car il s'éleva dans le sein des cortès, quatre

sectes politiques toutes ennemies de Ferdinand, mais se disputant chacune l'exercice du pouvoir. Ces divers partis étaient : les *Anilleros*, *les Communéros*, *les Francs-maçons* et les *Exaltés*. Les mêmes factions s'étaient établies à l'armée : Morillo, l'Abisbal, Ballestéros et Mina, se partagèrent les troupes, et s'attachèrent chacun à des nuances politiques différentes. Les deux premiers, sans beaucoup s'embarrasser de la constitution, voulaient gouverner la cour par la terreur, et forcer Ferdinand à s'abandonner à leur direction. Ballestéros avait été poussé par les événements, beaucoup plus loin qu'il ne le voulait : il aurait servi franchement le parti révolutionnaire qu'il avait embrassé, si on eût consenti à lui en abandonner la dictature. Mina tirant l'épée contre son roi, en avait jeté loin de lui le fourreau, et seul il est resté conséquent avec ses principes démocratiques. Quiroga et Riégo, qui avaient été les premiers artisans de la révolution, sentant leur incapacité pour les grands événemen's qui se préparaient, s'étaient laissé glisser

dans les rangs subalternes de leur propre parti.

Les quatre commandants généraux se partagèrent les provinces et les troupes, sans concerter entr'eux les opérations qui pouvaient tendre à la défense commune. Aucun n'annonçait des dispositions pour seconder les mouvements de ses autres collègues. Se cantonnant dans le district qui leur était affecté, ils agirent dans la plus entière indépendance des cortès et du ministère constitutionnel. Les trois premiers, cherchant à se fortifier dans les places les plus susceptibles d'une plus longue défense, semblèrent conserver une espèce de neutralité, pour attendre à se décider, d'après les événements, sur le parti en faveur duquel ils devraient se déclarer.

Mina seul, dans la Catalogne qui lui était départie, s'occupa sérieusement de faire la guerre avec vigueur; on peut dire que sa conduite militaire fut celle d'un habile partisan. Il fut vaillamment secondé par ses principaux lieutenants Milans et Llobera et par le suisse Rotten.

Le plan de campagne pour la défense du territoire espagnol contre l'invasion, fut en raison de cette disposition des principaux chefs; toutes les troupes disponibles furent disséminées dans douze à quinze places fortes de la Catalogne, de la Navarre, des Asturies et des Galices.

Ces mesures pour un système de défense contre une invasion, faisaient concevoir aux constitutionnels des espérances de succès qui s'attachent toujours en pareil cas à une prudente temporisation, si on peut conserver un corps de troupes toujours harcelant l'ennemi dans sa marche, l'inquiétant sur ses flancs, interceptant ses communications pour l'arrivée de ses convois. Ce fut ainsi que François I.er ruina complètement la belle armée de Charles-Quint, qui, pénétrant par la Provence, croyait marcher à une conquête assurée, parce qu'il ne rencontrait devant lui aucune force capable de lui disputer le passage.

Mais l'exécution d'un tel plan ne pouvait se concilier avec la dislocation des troupes que nécessitaient la dissidence politique en-

tre les généraux, leur rivalité mutuelle et leur indépendance absolue de toute autorité centrale. L'Abisbal et Morillo avaient honte du rôle qu'ils s'étaient imposé. Ils n'attendaient que l'occasion de s'assurer l'impunité, ou de sauver leur honneur et leurs titres par une transaction avantageuse. Ballestéros voulant tenir également en échec le parti des cortès et celui de la restauration, ne fit aucun mouvement pour préserver la capitale, pour s'opposer à la marche de l'armée française sur l'Andalousie, enfin, pour tenter sur les derrières de l'ennemi, une diversion qui pouvait avoir les résultats les plus décisifs. Tous ces chefs se méprisaient cordialement, et ne dissimulaient pas leur dédain pour le ministère qu'ils avaient eux-mêmes formé de leurs propres créatures.

Mina dans la Catalogne, plus isolé des opérations de ses autres collègues, ne voulant jamais transiger avec l'autorité royale qu'il avait si gravement outragée, joua franchement son jeu. Garnissant de ses troupes les plus éprouvées les principales forteresses de sa vice-royauté, il tint la campagne avec

un corps de 3 à 4000 hommes qu'il portait avec la rapidité d'un oiseau de proie sur tous les points où il pouvait attaquer avec avantage son ennemi.

CHAPITRE XLV.

Campagne brillante du duc d'Angoulême. Rapide conquête de l'Espagne. Rétablissement du roi Ferdinand VII.

Le prince français fit ses dispositions d'après ce qu'il connaissait de la situation où se trouvait le pays qu'il allait envahir ; il donna tout à la prudence, comme s'il devait se mettre en garde contre les vicissitudes de la guerre : cependant il se proposa de brusquer les événements, avec cette intrépide impétuosité qui ne laisse pas à un ennemi incertain et intimidé le temps de se reconnaître. Il lui importait de frapper de stupeur les hésitations de l'Abisbal, à qui

se trouvait confiée la défense de la capitale; il savait que Morillo était impatient du joug des cortès, il fallait donc se présenter à ce général avec tous les prestiges de la victoire, afin de lui faire regarder la cause des révolutionnaires comme désespérée et l'entraîner ainsi, comme malgré lui, sous les drapeaux de la légitimité. Enfin, il entrait dans les vues profondes du prince, de laisser se morfondre dans le royaume de Grenade, l'humeur arrogante de Ballestéros, aussi peu disposé à seconder les opérations de ses collègues, qu'il était peu porté à favoriser les étrangers venant ouvrir de vive force la prison de l'infortuné roi d'Espagne.

Le succès de cette entreprise dépendait peut-être d'une sage réserve que devait garder le vainqueur, même en poussant ses avantages avec activité. N'eût-il pas été dangereux de porter au désespoir les généraux ennemis et de les mettre dans la nécessité de suspendre leurs ressentiments mutuels, d'oublier leurs dissidences politiques, et de réunir leurs forces pour leur intérêt commun ? Un d'eux pouvait être tenté de jouer le rôle de libéra-

teur de son pays, en réunissant les troupes éparpillées dans les diverses forteresses, pour en former un corps d'armée imposant, et ramener ainsi le système de guerre défensive à ses véritables principes. Alors une bataille, même douteuse, pouvait compromettre la fortune de l'armée envahissante, surtout lorsqu'elle se trouvait à une grande distance de ses frontières. Voilà ce que l'on pouvait craindre de l'actif Mina, sur qui étaient fixées toutes les espérances des consitutionnels; on regarda donc comme essentiel de l'occuper tellement dans la Catalogne, qu'il ne pût rompre la barrière d'airain dont on l'environnait. Cette opération fut confiée au doyen des maréchaux de France, au maréchal Moncey, ce digne représentant de la gloire de notre vieille armée.

Le maréchal tint sans cesse en haleine l'habile Espagnol, et l'amusa par des affaires de poste qui tournaient presque toujours à notre avantage.

Le maréchal Lauriston, à la tête d'un corps de réserve, se tenait à portée du maréchal Moncey, pour lui prêter la main, si

les circonstances l'exigeaient, et pour faire le siège en règle de Pampelune qui était régardée comme la clef de l'Espagne. L'armée de réserve se trouvant donc entre la Navarre et la Catalogne, provinces remplies de places fortes, cette position était devenue très-essentielle pour assurer les communications de notre principale armée, qui se trouvait dans le cœur du royaume.

Le duc d'Angoulême, après le passage de la Bidassoa, divisant en trois corps les troupes que le blocus à faire des diverses forteresses lui laissait disponibles, se porta dans le cœur de la monarchie sur trois lignes différentes. Les généraux Molitor et Bourke, commandaient chacun une de ses grandes divisions, et le prince restait au centre des opérations, à la tête de la principale. Les généraux Laroche-Jaquelin et Bourmon conduisaient son avant-garde, et nettoyaient la route par laquelle le prince se portait, en quelque sorte par journées d'étape, sur la capitale.

Les cortès et le gouvernement constitutionnel, malgré leurs rodomontades, s'étaient

bien gardé d'y attendre l'arrivée des Français; avant même le passage de la Bidassoa, l'évacuation de Madrid avait été décidée, et on s'était retiré à Séville.

Les Français ayant fait leur entrée dans la capitale, les cortès les défièrent de pénétrer dans l'Andalousie, où devaient les attendre de nouvelles fourches caudines; mais, pendant que les factieux faisaient retentir la Péninsule du bruit de leurs forfanteries, ils évacuaient Séville pour chercher un dernier asile derrière les remparts de Cadix, qui fut proclamé l'inébranlable rocher de la révolution.

Ferdinand, espérant alors sa prochaine délivrance et la chute du parti qui l'opprimait, crut que la nécessité des circonstances ne lui imposait plus une résignation aussi passive. Il refusa de signer l'acte de sa translation. La reine, cédant à toute son indignation contre ses geôliers, leur déclara que la violence seule pourrait l'arracher de son palais.

Tous les membres de la famille royale manifestèrent la même opposition. Dans le sein

même des cortès la voix de la modération se fit entendre, mais elle fut bientôt étouffée. Les plus infâmes outrages furent prononcés contre la personne du roi, à la tribune législative. Regardant dérisoirement son refus de souscrire aux ordres absolus des cortès, comme un effet d'une aliénation mentale, on réclama l'application de cet article de la constitution, qui a prévu le cas de la démence de la part du chef du gouvernement.

Ferdinand, qu'on s'obstinait à regarder comme libre dans les clubs libéraux d'Espagne, de Londres et de Paris, fut solennellement suspendu de l'exercice des fonctions royales, et une régence fut constituée jusqu'à ce que l'attentat régicide de la translation à Cadix fût consommé. Ce fut alors que se développèrent les heureuses conséquences de ce plan d'opérations, si sagement conduit par le prince français. Sa marche de Madrid à Séville, fut aussi rapide qu'elle l'avait été de la Bidassoa à la capitale; mais alors les événements devinrent actifs. Les scènes de ce drame héroïque parurent plus

remplies, et tout annonça que l'action dramatique se précipitait vers son dénouement.

Dès l'approche des Français, l'Abisbal qui commandait dans la capitale, et qui dans le cours de sa vie politique avait changé de parti chaque fois qu'il en avait espéré son avantage, parla hautement de modifications à faire à la constitution, et du changement à opérer dans le personnel du ministère; mais portant dans son retour à ses devoirs cet esprit brouillon qui ne sait pas même faire le bien avec sagesse, toutes les mesures qu'il annonça sans les avoir prudemment préparées, tournèrent contre leur indiscret auteur. Ses troupes se soulevèrent contre lui. Conspué par son parti, méprisé par son roi qu'il avait si souvent trahi, il vint mendier en France un entier oubli de sa personne et de son nom.

Morillo bientôt après, soutint avec plus de noblesse le rôle de transfuge. Il avait à se faire pardonner sa coupable conduite au 7 juillet, où il avait massacré les gardes du roi sous les yeux même de son souverain; il voulut donc se présenter au général français,

en chef de parti qui sent toute son importance. Il parvint à se faire suivre d'une partie de son armée : San-Yago, Vigo et la Corogne, où commandaient ses créatures, et dont il avait composé la garnison de soldats qui lui étaient dévoués, reçurent les troupes françaises, d'après la capitulation souscrite par le chef politique de la province.

Ainsi se termina glorieusement ce siège de la Corogne, auquel on attachait de bien plus grandes difficultés que celles qui arrêtaient les Français devant les places de Saint-Sébastien et de Pampelune. Après Cadix, on regardait la Corogne comme le plus formidable rempart de l'Espagne insurgée.

Les cortès avaient quelque temps hésité entre cette ville et la première, pour en faire leur dernier rempart, et s'y refugier avec leur auguste captif. Sa position sur l'Océan est des plus avantageuses, soit pour la défense en cas de guerre, soit pour les rapports commerciaux pendant la paix. L'art et la nature semblent avoir réuni leurs efforts, pour en rendre l'accès difficile à une armée assiégeante; aussi les approches régulières

que nos troupes firent de la place, donnèrent lieu à de vives actions où quelquefois le succès fut balancé. Les insurgés avaient réuni tous leurs efforts pour se fortifier sur ce point important. Le fameux Robert Wilson s'y rendit avec ses deux aides-de-camp. Ils composaient les seules forces auxiliaires qu'il avait pu amener au secours de ses alliés. Le héros de la révolution, Quiroga, sentant que le moment était venu de se montrer enfin homme de guerre dans son parti, s'y était renfermé. Mais, lorsqu'il vit que l'esprit de la garnison était peu disposé pour servir les vues anarchiques des cortès, il craignit de trouver sur les brèches de la Corogne les palmes du martyre : n'ambitionnant pas de surmonter sa couronne civique d'une auréole aussi sanglante, il concerta avec le général anglais Wilson, les moyens de leur commune évasion. L'Anglais, dont on ne peut révoquer en doute la vaillance, ayant été blessé assez griévement dans une sortie, et prévoyant l'impossibilité d'une longue résistance, consentit facilement à se soustraire à la chance si dangereuse pour lui de se voir prisonnier de

guerre. Nos deux ardents révolutionnaires, après avoir encouragé les habitants de la place et les soldats de la garnison à se faire tuer jusqu'au dernier d'entre eux pour la plus belle des causes, parvinrent à s'échapper. L'Espagnol s'embarqua pour l'Angleterre; mais Wilson, s'opiniâtrant a ne pas désespérer du sort d'une révolution qu'il avait prise sous sa protection à la face de l'Europe, courut s'enfermer dans Cadix.

Ce fut alors que le prince français crut qu'il était temps de presser la reddition des places qu'il s'était contenté de tenir en simple état d'observation. A l'exception de l'Ile-de-Léon et de la Catalogne, où l'infatigable Mina, quoique malade à Barcelonne, faisait toujours tête au maréchal Mancey, tout le reste de la Péninsule était soumis aux armes victorieuses du duc d'Angoulême. Les plus fameux chefs des bandes révolutionnaires étaient prisonniers, ou obligés de se cacher dans les creux des rochers. Le *Pastor*, cet ancien berger dont on avait fait tant de bruit, s'était laissé prendre; L'*Empécinado* fuyait presque seul de village en village; *San-Miguel*

ne se trouvait guère dans une position plus heureuse ; enfin Ballestéros commandant la seule armée qui restât aux cortès hors de l'Ile-de-Léon, venait de se soumettre.

Ce général, qui se croyait devenu réellement un grand homme de guerre, pour avoir pris d'assaut le palais de son roi, dans le sein de la capitale, voulut essayer sa capacité militaire contre une belle division de l'armée française, qui marchait en Andalousie sous les ordres du général Molitor. Ballestéros était supérieur en nombre à son ennemi. Maître du choix de ses positions, il ne négligea rien pour se procurer la victoire; mais toutes ses belles dispositions ne purent tenir contre l'intrépidité française. Les vieilles troupes espagnoles furent obligées de reculer devant nos jeunes conscrits, et Ballestéros éprouva qu'il avait en tête les compatriotes et les émules des conquérants de Saragosse, et des héros de la journée d'Albufuera. Vaincu, mais non écrasé, il lui restait encore 15,000 hommes, avec lesquels il pouvait faire retraite et tenter une trouée jusqu'à la Catalogne, pour se réunir à Mina.

Voilà ce que nous avions à craindre, si l'Espagnol eût été un Sertorius, ou plutôt s'il eût été formé à l'école de la stratégie française; mais Ballestéros, déconcerté dans ses idées présomptueuses par cette première défaite, montra quelques dispositions à négocier avec le vainqueur. Il était dans l'intérêt du duc d'Angoulême, qui se trouvait devant Cadix, d'aplanir toutes les difficultés qui pouvaient le distraire d'un siége aussi important, et qui devait terminer la guerre; il fit donc à Ballestéros les conditions les plus honorables : la soumission du général espagnol fut celle d'un chef de parti, qui reste toujours armé dans ses cantonnements.

Mais sa neutralité absolue suffisait dans l'état présent des choses, et on s'en contenta. La prise de Cadix, la délivrance du roi et le rétablissement du gouvernement légitime, devaient faire tomber toute l'importance de ce fier rebelle, et n'en plus faire qu'un sujet à la merci de la clémence de son roi.

Mérida, Tortone, Hostalrich, Figuières, Saint-Sébastien et Pampelune, se rendirent

dans l'espace à peu près des six dernières semaines qui ont précédé la fin de la guerre. Enfin le fameux Riégo tomba lui-même au pouvoir des troupes de la régence et bientôt après il périt sur l'échafaud.

Ainsi s'évanouirent toutes les espérances des libéraux de Paris, et des radicaux de Londres. Les chances de la reproduction de la fièvre jaune, trompèrent les brillants prestiges que se plaisait surtout à caresser la philantropie des philosophes français du parti de l'opposition. C'était avec des tressaillements de joie, qu'on avait senti ces premières chaleurs de juillet, qui devaient devenir si meurtrières pour nos compatriotes. La plume libérale semblait se tremper avec délices dans les bubons de la peste, pour en décrire tous les prochains ravages, dans le camp des victorieux. Tous les fléaux de la contagion devaient se déborder de la Catalogne, pour nous poursuivre jusqu'à Séville; *l'esprit du siècle* allait bientôt planer en triomphe, sur les cadavres de cent mille Français abattus par la peste, après avoir si glorieusement vaincu sous les ordres d'un

Bourbon. Nos sensibles philosophes pleuraient de tendresse, en croyant voir l'approche d'aussi patriotiques désastres. Mais le ciel fut d'une sérénité désespérante; il sembla conspirer avec l'intrépidité française, pour assurer le triomphe d'une cause à laquelle l'autel et le trône étaient également intéressés.

Une pluie légère vint par intervalles rafraîchir l'atmosphère, pour en éloigner tous les miasmes malfaisants. Nos troupes, toujours en bon état de santé, se livrèrent avec allégresse à des sentiments d'héroïsme, que leur inspiraient le prince et tous les officiers généraux. On remarqua que jamais armée, dans une guerre d'invasion, n'avait compté moins de malades. Ainsi les magnifiques rêves de nos libéraux, n'étaient que des rêves mensongers : ils s'enfuirent tristement par la porte d'ébène. Mais l'approche de l'équinoxe, qui ramène des vents si furieux dans les mers dont est environné Cadix, put encore devenir l'objet des vœux patriotiques des libéraux. D'impétueux ouragants devaient disperser nos vaisseaux, et ruiner

pour long-temps notre marine renaissante. Alors Cadix devenait imprenable, et la cause de la révolution n'était pas perdue ; le beau fait d'armes qui nous avait rendus maîtres du Trocadéro, devenait sans résultat; la prise du fort Santi-Petri n'était plus qu'un léger accident qui pouvait se réparer. Mais Jupiter et Neptune, pour parler le langage mythologique, furent fidèles au Mars français. La mer resta aussi calme qu'elle pouvait l'être dans cette saison; au moins elle nous laissa le temps d'établir nos batteries formidables sous les murs de Cadix, et de le forcer, par la crainte d'une entière destruction, à capituler le 30 septembre.

Ce siège de Cadix ne fut pas aussi long que celui de Troie, mais il mérite autant que lui d'être chanté par un autre Homère. Le duc d'Angoulême y développa l'expérience consommée d'un vieux guerrier, et s'y exposa en soldat qui a besoin de gagner ses grades sur le champ de bataille: on dut croire qu'il était né sous la tente militaire, et que depuis l'enfance il était familier avec toutes les privations des camps. On le vit bivouaquer

sur la terre nue, afin de ne s'épargner aucune des fatigues qu'il était forcé de faire supporter à ses troupes. Depuis Henri IV, on n'avait pas encore vu à l'armée un prince Bourbon si proche du trône, se nourrir et se battre comme un simple grenadier. Jusque dans les grands dangers auxquels son devoir de général l'exposait quelquefois sous le canon d'une place aussi forte que Cadix, il montra cette aimable gaîté qui, dans tous les temps, caractérise l'intrépidité française. Lors de l'affaire du Trocadéro, où la victoire fut si glorieuse pour nos armes et si décisive par ses résultats, le prince se trouvant en observation dans un poste avancé, un boulet de canon laboure la terre presque sous ses pas; les officiers-généraux qui l'accompagnent lui font des représentations sur le péril auquel il vient d'être exposé.

« Avouez au moins, Messieurs, dit le » prince en riant, que je ne pouvais » mourir en meilleure compagnie. » Il continua toujours sa marche comme s'il eût eu le mot de la Providence, qu'une vie aussi

précieuse à tant de peuples n'était point à la merci d'un boulet de canon.

Un tel général devait être l'idole de ses troupes, et le favori de la victoire; aussi Cadix, ce boulevard inexpugnable de la révolution, contre lequel avaient échoué les armes de Napoléon, se vit bientôt réduit à implorer la clémence du héros français, et à lui livrer la personne royale, dont la délivrance devenait le prix d'une aussi heureuse campagne.

Ce fut le premier octobre que la révolution espagnole cessa d'exister, et que Ferdinand, après trois ans de captivité, se vit rendu à la plénitude de ses droits souverains.

Alors cessèrent toutes ces résistances, qui depuis quelques mois avaient fait naître tant de folles espérances.

Ce farouche Mina, sans rien perdre de sa rudesse républicaine, eut le bon esprit de reconnaître l'œuvre de la Providence dans le rétablissement de l'autorité légitime. Il sentit combien deviendrait funeste pour lui-même la prolongation d'une guerre civile, où il

aurait à lutter contre les forces réunies de l'Espagne et de la France : il ouvrit donc aux Français les forteresses de la Catalogne. Mérida, Lérida, et surtout Barcelonne, obtinrent toutes les conditions qui pouvaient sauver l'honneur des garnisons, et dissiper les inquiétudes des citoyens. Mina ne se dissimulant pas qu'il ne pouvait plus respirer le même air que son roi, qu'il avait si outrageusement traité, se condamna à un exil dont ses vainqueurs ont dû lui savoir gré. Rotten, Milans et Llobéra, ses compagnons d'armes, quittèrent comme lui le sol où la religion relevait ses autels, où la monarchie légitime se trouvait replacée sur ses bases antiques.

Les membres exaltés des cortès, tous ces rodomonts de tribune, qui, devant les dieux de la patrie, avaient juré de ne pas survivre à la perte de la liberté, s'enfuirent tout tremblants sur le rocher de Gibraltar, demandant un asile à ce gouvernement dont l'apparente neutralité les avait encouragés peut-être dans leur rebellion. Enfin il ne resta plus rien de cet édifice constitutionnel qui

pendant trois années avait pesé avec tant d'orgueil sur la terre de l'Espagne.

Le roi Ferdinand rétabli sur son trône, le prince français regarda comme terminée sa glorieuse mission : il s'empressa de se dérober à l'éclat de son triomphe. Laissant au roi d'Espagne à peu près trente mille hommes pour corps d'armée d'occupation, il revint à Paris avec cette modestie qui rappèle le souvenir des héros de l'ancienne Rome.

Il n'entre pas dans notre plan de nous occuper de ce qui s'est passé en Espagne depuis la restauration. Les événements du jour appartiènent aux journaux ; il faut qu'ils aient en quelque sorte filtré au travers des canaux de l'opinion avant que l'histoire puisse les mettre en œuvre.

L'œuvre de la restauration cependant n'est pas complète pour la malheureuse Espagne ; le torrent des révolutions entraîne encore loin d'elle ses colonies qui s'en trouvent détachées depuis plus de dix ans.

Nous n'en avons pas parlé jusqu'à présent,

pour ne pas interrompre la partie de notre narration qui avait pour objet l'histoire particulière de la métropole, mais le tableau que nous offrent aujourd'hui ces colonies devient trop intéressant pour que nous ne l'exposions pas quelques instants aux regards de nos lecteurs.

Le Portugal, par ses possessions du Brésil, se trouve tellement lié à ces événements de l'Amérique méridionale, que nous croyons convenable de comprendre l'aperçu historique sur la dernière révolution de cette monarchie dans le cadre que nous destinons aux colonies insurgées.

CHAPITRE XLVI.

RÉVOLUTION DE PORTUGAL.

Caractère du roi Jean VI. Temps de gloire pour le Portugal. Quelle fut la cause de sa nouvelle révolution.

Dans la constitution espagnole, le peuple ne s'était placé qu'au second rang de la hiérarchie politique, et n'avait pas cessé d'en conserver le premier à son roi, reconnaissant toujours en lui l'essence de la souveraineté. Mais la révolution du Portugal s'empressa de renverser toutes les digues, d'envahir tous les pouvoirs; et la royauté, se trouvant isolée de toutes les institutions constitutionnelles, n'était plus qu'un office honoraire. Quelle grande leçon présente aux rois cette

nouvelle révolution! Elle vient de prouver, pour la troisième fois depuis 30 ans, que la plus grande simplicité dans les mœurs, et que les intentions les plus paternelles ne mettent jamais un monarque à l'abri des ouragants démocratiques.

Le roi Jean VI avait toujours pris soin d'éloigner de sa personne les imposants alentours de la souveraine puissance. Lorsque, pendant le règne de sa mère, il gouvernait en qualité de prince régent, on le vit, sans gardes et même sans suite, se montrer en public. On était tenté de croire qu'il connaissait personnellement le moindre de ses sujets, tant il mettait d'affabilité dans le salut qu'il lui rendait! Que de fois on le rencontra dans ses promenades, donnant le bras à la reine son épouse, comme un simple particulier!

Jamais monarque de nos temps modernes n'avait rappelé davantage ces anciens rois pasteurs dont la mythologie a fait des demi-dieux. Et c'est ce père du peuple à qui l'on a osé violemment imposer un diadème qui n'était qu'un tissu d'opprobres et d'humiliations!

Jamais la révolution n'avait eu moins de prétextes ; et cependant, au lieu d'être timide dans ses premiers pas, elle s'annonce dès son début avec toute l'impudeur du crime vieilli dans la perversité. Dès que dans l'insurrection, il commence à marcher sur les traces du peuple espagnol, le Portugais le laisse bien loin de lui dans les larges sentiers de l'anarchie ; et, pour son premier acte politique, il donne à l'Europe le scandale de voir le dogme de la souveraineté du peuple solennellement proclamé à la face du trône.

Le Portugal est à peu près à l'Espagne ce que l'Ecosse est à l'Angleterre. Il semble, par sa position géographique, devoir obéir au même prince et reconnaître les mêmes lois. Cependant, comme l'Ecosse jusqu'à l'accession de ses Stuarts au trône britannique, le Portugal a toujours formé un royaume séparé.

Un caractère particulier a toujours fait distinguer le Portugais de l'Espagnol. S'il en parle le langage, c'est avec un idiôme qui lui est propre. Au premier aperçu, il semble en avoir les mœurs et le caractère ; mais que

de nuances bien prononcées empêchent qu'on puisse le confondre avec ses voisins ? Le peuple de la Lusitanie a plus d'orgueil et moins de vanité que l'Espagnol ; sans paraître aussi mutin, il se montre plus jaloux des droits de son indépendance. L'Espagnol dédaigne le travail, laisse inculte le sol fertile dont la nature l'a doté, abandonnant à d'autres le soin de mettre en œuvre les laines soyeuses de ses nombreux mérinos ; mais le Portugais, actif et industrieux, a fait en quelque sorte un paradis terrestre de la belle contrée qu'il habite. Il semble se complaire dans ses vignobles, que couronnent des forêts d'orangers. Les mines qu'il exploite au Brésil ne lui font point perdre de vue ses vins exquis, dont il approvisionne principalement l'Angleterre. Ce peuple enfin connaissait son bonheur, il savait en jouir, lorsque le démon des conquêtes poussa jusqu'à lui ce nouvel Attila, que les nations modernes peuvent bien appeler le *fléau de Dieu*. Cependant le Portugal, la plus faible des monarchies européennes par son étendue et sa population, d'abord envahie, a su vaincre

ses conquérants, et même les rejeter au-delà de ses frontières : il a vu capituler toute une armée française. Depuis cette mémorable journée, Napoléon, malgré toute sa jactance militaire, n'a pu *arborer ses aigles sur les tours de Lisbonne*. Lors même que toutes les provinces espagnoles étaient occupées par l'ennemi vainqueur, le Portugal, devenant comme un camp de réserve, conservait à la Péninsule un dernier espoir de recouvrer son indépendance.

Cette petite monarchie, alors l'admiration de l'Europe, rappelait ces temps déjà reculés de sa gloire, où ses flottes parcouraient en triomphe toutes les mers de l'Asie, où son Albuquerque portait la terreur de ses armes dans toutes les provinces populeuses dont autrefois Alexandre avait formé son Empire.

Croirait-on qu'au 15.e siècle, peu d'années avant le règne brillant de Charles-Quint, le Portugal, aujourd'hui si dédaigné comme puissance militaire, s'éleva subitement au rang des plus puissants empires? Les plus grands monarques de l'Asie étaient devenus

les vassaux de son roi; les rives de l'Inde, comme celles du Gange, tremblaient à l'aspect de ses armes. Alors les princes qui régnaient à Ispahan ou à Delhi croyaient que le maître de Lisbonne était le dominateur de l'Europe entière.

Aussi lorsque de nos jours on l'a vu repousser avec succès des légions partout ailleurs invaincues, il a paru digne de reproduire la brillante époque de son ancienne illustration. Cependant le glaive du conquérant l'avait alors frappé au cœur; car, il faut le dire, le premier anneau de la révolution portugaise tient au départ de la cour de Lisbonne pour le Brésil. Cette translation du gouvernement présente les apparences d'une grande faute de prévoyance politique, et nous avons besoin de faire connaître toutes les circonstances qui en ont imposé la nécessité au prudent roi du Portugal.

Napoléon, maître des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Italie, crut avoir besoin de la Péninsule espagnole, pour arrondir cet empire d'Occident, dont il avait proclamé le rétablissement. Jaloux de la gloire militaire

de Charlemagne et de Louis XIV, les plus illustres potentats qui aient régné sur la France, il voulait humilier ces Pyrénées où Charlemagne avait perdu son titre d'invincible, et honorer ses armes d'une conquête que le vainqueur des Saxons avait inutilement tentée. D'un autre côté, Louis XIV, dont le brillant règne offusquait davantage l'ambition de l'audacieux soldat, malgré les grands revers des dernières années de son règne, était parvenu à faire monter son petit-fils sur le trône des Espagnes : Napoléon ne pourra-t-il pas reproduire en sa faveur un aussi glorieux événement ?

Qui croirait que, dans les vertiges de son ambitieuse ivresse, il semblait avoir le pressentiment que la guerre dans la Péninsule dévorerait ses armées les plus belliqueuses, et porterait une grande atteinte à sa réputation militaire ? Il conçut le projet d'*escamoter* pour ainsi dire, une contrée dont la conquête effrayait son audace : il se flatta d'atteindre facilement ce but, en abusant de son intime alliance avec le cabinet de Madrid, pour faire occuper militairement l'Espagne comme

point d'appui dans la guerre qu'il déclarait au Portugal. Cependant la cour de Lisbonne n'avait rien négligé depuis long-temps pour ne donner aucun prétexte au conquérant. Elle s'était résignée à l'obéissance la plus passive à l'égard des dispositions de ce fameux décret de Milan sur le blocus continental. Les ports de Lisbonne et d'Oporto avaient été fermés au commerce anglais : cette mesure ne satisfaisant pas l'impérieux Napoléon, on avait mis sous le séquestre toutes les marchandises appartenantes aux négociants de la Grande-Bretagne; enfin le roi Jean VI avait reçu l'ordre de déclarer la guerre à l'Angleterre.

Cette docilité était loin d'être agréable au cabinet de Saint-Cloud, qui ne voulait qu'un prétexte pour attaquer le Portugal; car il désirait principalement faire tomber entre ses mains la marine de ce royaume : elle serait devenue un puissant renfort pour la sienne, tellement maltraitée par les flottes anglaises, qu'elle n'avait plus de vaisseaux de ligne en état de tenir la mer.

Le cabinet de Londres pressentit les desseins de Napoléon, Ses liaisons avec la cour

Lisbonne devinrent alors plus secrètes, mais sans être moins actives. L'attitude hostile que dut prendre le Portugal à l'égard de l'Angleterre n'était qu'un jeu auquel le forçait sa position. Cependant, d'après cette apparence de dispositions hostiles, lord Strangford, ministre britannique à Lisbonne, avait demandé ses passe-ports; mais restant sur l'escadre anglaise qui, commandée par sir Sidney-Smith, bloquait étroitement l'embouchure du Tage, il avait continué de s'entendre avec le ministère portugais.

L'armée française, ayant traversé l'Espagne comme un pays ami, venait de faire son entrée dans le Portugal, et se dirigeait à marches forcées sur Lisbonne. Toute résistance à cette formidable invasion devenait impossible; la famille royale, la flotte, la monarchie, tout allait devenir la proie du conquérant. L'Angleterre perdait un fidèle allié, de riches comptoirs et la plus importante station sur la mer atlantique; la maison de Bragance se trouvait à la merci d'un ennemi dont l'ambition était sans bornes, et l'audace entreprenante sans aucune pudeur.

Cet ennemi affectait des ressentiments bien vifs, afin de se donner un prétexte dans l'odieuse spoliation qu'il méditait. L'Angleterre vit qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour mettre à l'abri la flotte, et soustraire la famille royale à la plus humiliante position. Il fut alors résolu de transporter au Brésil la cour, les vaisseaux et tous les trésors qu'on pourrait embarquer.

Ce fut le 29 novembre 1807 que le prince régent, sa famille et son ministère s'embarquèrent; et le 30, l'armée française, forte de 40,000 hommes fit son entrée dans Lisbonne. La flotte portugaise, qui fit voile vers le Brésil, était composée de 36 bâtiments, dont huit vaisseaux de ligne et plusieurs grosses frégates. Les dispositions avaient été prises avec tant de hâte, qu'on fut obligé de laisser dans le port de Lisbonne quatre vaisseaux de ligne hors de service, et qu'on n'eut pas le temps de réparer. A la sortie du Tage un des vaisseaux de ligne de la flotte se trouvant endommagé par un coup de vent, fut conduit dans un port de la Grande-Bretagne.

C'est ainsi qu'eut lieu la translation dans le Brésil du siège de la monarchie. La postérité portera des jugements différents sur cet acte d'un héroïque désespoir. Jean VI sauva l'honneur de sa couronne ; mais, par cette translation, il favorisa le développement d'une révolution dont les effets ont fait disparaître jusqu'à la dernière trace de l'ancienne gloire de la nation portugaise.

Le siège du gouvernement étant transféré au Brésil, le Portugal s'est vu déchu de son titre de métropole, et réduit en quelque sorte au rang de simple province de l'une de ses colonies. La jalousie la plus active s'est manifestée entre ces deux parties de la monarchie. L'une, fière de sa récente suprématie, a paru jouir avec un certain orgueil de sa fortune inattendue; et l'autre n'a pu supporter avec résignation sa dégradation politique. Elle a donc prêté un accès facile aux prestiges séducteurs de la révolution espagnole. Impatiente de faire sentir les effets de son ressentiment au gouvernement dont elle se croyait abandonnée, la nation portugaise s'est jetée avec ardeur dans le parti révolu-

tionnaire. En effet, nous verrons ce ressentiment contre le Brésil se montrer à découvert dans la législation adoptée par le congrès de Lisbonne, pour l'administration de cette colonie : on y privera Rio-Janéiro de son ancienne jurisdiction territoriale sur les autres provinces ; on élévera à son rang Bahia et Fernambouc, enfin on cherchera à morceler cette vaste contrée en juntes indépendantes les unes des autres : toute la nouvelle législation semblera n'avoir pour but que de punir le Brésil d'avoir été quelque temps le siège de l'administration générale de la monarchie, et de s'être attribué les droits et les honneurs de son ancienne métropole.

Si nous considérons la révolution portugaise dans ses causes premières, nous verrons, ainsi que nous l'avons déjà dit, qu'aucun pays monarchique n'a eu moins de griefs à faire valoir en s'insurgeant contre son roi.

La confiance s'était tellement établie entre le prince et les sujets, que depuis 1697, on avait oublié de convoquer les cortès ; le roi et son peuple cessaient d'avoir besoin, pour

s'entendre, de ces intermédiaires législatifs. Ces espèces de tribuns du peuple, que chaque ville avait sous le titre de *juiz-do-povo*, pour défendre ses intérêts contre les envahissements du trône, n'étaient plus que des magistrats honoraires sans aucune fonction.

Depuis vingt ans l'inquisition était sans exercice, et ses tribunaux restaient inactifs, quoique la licence de la presse pût devenir l'objet de sa juste sévérité. Le traité de 1703 avait soumis le commerce au monopole anglais; mais, si le Portugal était devenu comme une espèce de comptoir de la Grande-Bretagne, cette influence étrangère, en dirigeant les spéculations privées, leur offrait l'aliment le plus actif et les débouchés les plus avantageux.

Aussi la catastrophe qu'éprouva Lisbonne au milieu du dernier siècle avait été promptement réparée; et, du sein de ses vastes ruines, la capitale du Portugal était apparue, aux regards de l'Europe étonnée, plus magnifique que jamais.

Dans aucun pays l'opulence n'était plus

somptueuse, et l'aisance plus générale. Ses rapports commerciaux avec l'Angleterre y faisaient affluer les plus riches productions des deux mondes. Le Portugal était comme un vaste magasin, où la nation la plus commerçante du monde tenait en dépôt toutes les denrées précieuses qu'elle tirait de ses immenses domaines de l'Asie, pour en approvisionner le reste de l'Europe. Tels sont les jours de bonheur et de prospérité qu'une révolution insensée avait fait évanouir.

Cet état de prospérité ne parut point un obstacle à ceux qui avaient le désastreux projet de confondre dans un même embrasement le paisible Portugal avec l'Espagne, au sein de laquelle ils étaient parvenus à lancer leurs torches incendiaires.

Les mesures furent prises de longue main pour opérer ce nouveau bouleversement. On connaissait tout le parti qu'on pouvait tirer de l'absence du gouvernement; on stimula les prétentions ambitieuses de la plupart des grands du royaume, qui, se trouvant loin de la cour, voyaient avec peine tous les honneurs et toutes les dignités se concentrer

dans le Brésil, où le monarque résidait depuis six mois. La paye de l'armée était arriérée, les caisses militaires étaient vides, et les soldats presque nus.

CHAPITRE XLVII.

Détails sur le mouvement insurrectionnel. Rivalités entre les juntes d'Oporto et de Lisbonne.

CONSTITUTION PROVISOIRE.

Ce fut au milieu des régiments réunis à Oporto que se manifestèrent les premières étincelles de cette insurrection; mais son éclat fut prématuré : car l'époque en était fixée à Lisbonne au 15 septembre, et le mouvement eut lieu le 24 août 1820 à Oporto.

A cinq heures et demie du matin, le château situé à l'embouchure du Douro annonce la révolution par la décharge de toute son

artillerie. La garnison et les milices prènent aussitôt les armes; à huit heures, elles se mettent en marche, et font halte à la place de l'Hôtel-de-Ville. A dix heures, les magistrats s'assemblent. Pendant cet intervalle, la proclamation insurrectionnelle est affichée dans tous les quartiers de la ville par un sergent escorté de huit soldats. Toutes les autorités de la ville se hâtent de leur côté de faire chacune sa proclamation particulière. Les rues d'Oporto en sont bientôt tapissées; partout on annonce la nécessité de changer sans délai la forme du gouvernement, et de publier une nouvelle constitution; mais on veut, en attendant, se rallier à celle des cortès espagnoles, Enfin, en moins de quatre heures, Oporto présente une face nouvelle: l'évêque, le gouverneur militaire, et la plupart des plus notables personnages de la ville prènent part à ce mouvement. Le colonel Sepulveda, voulant jouer le rôle qui avait si bien réussi en Espagne à Quiroga, se déclare le chef de l'insurrection; il est secondé par le lieutenant-colonel Cabreira, non moins remuant et non moins ambitieux que lui.

Don Antoine Silveira, frère du général de ce nom, se joint à ces chefs de parti; et, tous les trois, ils dressent dans la matinée du 24 août, une formule de serment qu'ils font signer à l'évêque, au *juiz-do-povo*, au président de l'université de Coïmbre, et à plusieurs riches négociants de la ville. Tous les chefs de cette insurrection se rendent au balcon de l'hôtel-de-ville; la formule du serment y est lue à la multitude, qui l'accueille par les acclamations d'usage. Un gouvernement provisoire est formé sur-le-champ; le peuple retourne paisiblement à ses occupations, et les troupes, rentrant au quartier de Saint-Ovide, y déposent leurs armes, et portent en triomphe les colonels Sepulveda et Cabreira qu'elles proclament leurs généraux.

Les officiers anglais, qui se trouvent en assez grand nombre à Oporto, sont consignés dans leur domicile, et tous ceux qui avaient des emplois militaires sont remplacés par des nationaux; il faut avouer cependant qu'aucun ne perdit la vie dans ce mouvement, et que les propriétés anglaises furent assez généralement respectées.

L'insurrection d'Oporto se propagea rapidement dans toutes les provinces voisines : celles de Léria, de Cormon et d'Abrantès s'empressèrent d'envoyer leur acte d'adhésion. Trois régiments de ligne, deux bataillons de milice, formèrent le noyau de l'armée des rebelles; le régiment de Santarem vint bientôt s'y réunir. Le 20.e régiment, étant abandonné de ses chefs, mit à sa tête deux officiers anglais pour aller offrir ses services à la junte d'Oporto.

La régence, à qui le roi en s'embarquant pour le Brésil avait confié les rênes du gouvernement, déploya l'activité la plus énergique pour arrêter, dès le principe, les progrès de cette insurrection. Mais le général Vittoria, qu'elle envoya pour s'y opposer, fut abandonné par ses troupes, qui allèrent grossir le nombre des rebelles. Cependant la cause royale pouvait encore mettre sur pied des forces assez importantes pour réduire les insurgés; elle croyait pouvoir compter sur le général d'Amarante, qui avait réuni 5 à 6,000 hommes. Les provinces de Beira, d'Alentejo, des Algarves, et de Trans-los-

Montes, étaient restées fidèles. Les villes de Guimarens et de Viamera refusèrent de recevoir les insurgés; enfin le général Pamplona, à la tête d'un corps de troupes assez nombreux, se chargea de seconder les dispositions du général d'Amarante.

La junte d'Oporto sentit le danger où la plaçait ce développement subit de forces qui s'avançaient contre elle. Elle chercha des ressources dans tous les moyens qui pouvaient exalter l'esprit d'insurrection, et 5,000 ouvriers, s'inscrivant dans ses milices, lui offrirent un puissant renfort. Le succès aurait été au moins douteux, si le général Pamplona eût pu agir; mais l'esprit d'insurrection avait gagné ses troupes, qui le laissèrent presque seul. Alors le général d'Amarante ne pouvant tenir contre un ennemi trop supérieur en nombre, l'armée de la junte fut maîtresse de la campagne, et se trouva bientôt aux portes de Lisbonne, sans avoir eu besoin de brûler une amorce.

La junte s'était établie à Coïmbre, pour être au centre des opérations militaires, et se trouver plus a portée de seconder le parti

qu'elle avait dans la capitale. La régence du royaume crut alors que la prudence lui imposait l'obligation de transiger avec le parti révolutionnaire. Elle suspendit donc pour six mois de leurs emplois tous les officiers anglais qui avaient de l'activité dans divers corps militaires, et proposa d'envoyer au Brésil prendre les ordres du roi pour les changements qui seraient reconnus nécessaires dans la forme du gouvernement. Ces mesures étant loin d'arrêter l'effervescence des rebelles, que le succès rendait plus audacieux et plus entreprenants, la régence se décida à convoquer les cortès par une proclamation qui fut signée du Cardinal-Patriarche, du comte de Freire, et d'Antonio Gomez Ribeiro. Mais ce n'est point par de tels moyens qu'on peut arrêter un torrent révolutionnaire dans son débordement. Il renverse et entraîne tout ce qui existe, pour ne laisser après lui que des ruines. Les chefs de la révolte demandent à grands cris la dissolution de la régence, et l'embarquement de ses membres pour le Brésil : dès ce moment, ils ne dissimulent plus leur in-

tention d'établir sur les ruines de l'ancien gouvernement, un nouvel ordre de choses, dont ils seraient exclusivement les maîtres.

Tout était disposé dans la capitale pour seconder leurs vues : car les agitateurs, se voyant appuyés par l'armée d'Oporto, qui se trouvait campée sous les remparts de la ville, sentirent que l'occasion était venue d'éclater. La révolution commença donc dans Lisbonne le 15 septembre, jour qu'on avait fixé depuis long-temps, mais que l'impatience des factieux d'Oporto avait devancé. Ainsi, le 15, la garnison, excitée par un quartier-maître, et commandée par un simple lieutenant-colonel, se porta sur la place publique du Roscio, en faisant entendre les cris de *vive le Roi* et de *vive la Constitution*. Pour mieux faire paraître l'inconséquence de leur conduite, ils proclament des principes qu'ils violent avec la plus insultante dérision ! Ils crient *vive le Roi*, en s'insurgeant contre la puissance royale; ils invoquent les auspices de la constitution, et détruisent l'antique édifice des lois auxquelles obéissaient en paix leurs ancêtres; ils prodiguent des serments sacriléges en-

vers une constitution étrangère, qu'ils ne connaissent pas; ils en font le cri de ralliement de l'anarchie.

La soldatesque révoltée mande sur la place publique le *juiz-do-povo*, magistrat du peuple, autrefois craint et révéré. On l'investit d'une espèce de dictature, en l'environnant de tous les attributs de l'autorité suprême. Le *juiz-do-povo*, devenu l'organe passif de la multitude, qui se déclare dans le plein exercice de la souveraineté nationale, proclame la dissolution de la régence et de suite il compose un gouvernement provisoire. La multitude lui désigne, au milieu des clameurs les plus bruyantes, ceux qui doivent composer la junte. Les élus du peuple sont l'évêque, M. Feire, qui ne craint pas de profaner son auguste caractère en s'offrant aux suffrages de soldats révoltés; on lui adjoint le comte de Sampayo, commandant général de la cavalerie, Azevedo, lieutenant-général d'artillerie, le comte de Penafiel, de Rezende et Braancamp fils. En entendant proclamer ce dernier nom, on demande, au milieu du plus grand tumulte, si c'est Braancamp le père

que l'on propose. On l'avait fait passer pour suspect dans l'esprit du peuple, à cause de la sagesse de ses principes. Le *juiz-do-povo* parvint à rétablir le calme au milieu de cette cohue de *souverains* en désignant Braancamp le fils, qui avait épousé la fille de M. de Narbonne, ancien aide-de-camp de Napoléon, et qui, par sa conduite exaltée et ses dehors constitutionnels, avait cherché à capter la faveur populaire.

Mais ce mouvement de la capitale, au lieu d'avancer les affaires des insurgés, fut sur le point de les détruire entièrement. Car la junte d'Oporto, réclamant tous les bénéfices d'une révolution dont elle avait couru les premiers dangers, refusa d'entrer en partage du pouvoir avec la junte que la capitale venait d'établir. D'un autre côté, cette dernière voulait constituer seule le gouvernement, et donner des ordres à la junte d'Oporto. Celle-ci, que les troupes nombreuses qu'elle avait autour d'elle, rendaient audacieuse, menaça la capitale d'en forcer l'entrée, et de faire agir contre elle le droit de conquête : de fréquents messages eurent lieu

entre les deux juntes rivales; de chaque côté on soutint ses prétentions avec assez d'aigreur. Les factieux d'Oporto avaient à craindre cette prépondérance qui semble inséparable du titre de ville capitale, que Lisbonne avait pour elle, et qui pouvait entraîner le reste du royaume. Cependant les droits de la junte qui avait commencé la révolution, n'étaient pas sans quelque apparence spécieuse; ils étaient appuyés énergiquement par des troupes déterminées à soutenir de vive force leur ouvrage, et à maintenir, dans l'exercice du pouvoir, des hommes qui devaient leur être dévoués, puisqu'ils étaient les *élus* de leur premier choix.

La crainte qu'avaient l'une de l'autre les deux juntes, leur tint lieu de prudence. Elles se firent des concessions mutuelles, et toutes les deux convinrent de ne former qu'une seule junte suprême de gouvernement. Cet important article se trouvant réglé, la junte d'Oporto, suivie d'une partie des troupes, fit, le 28 septembre, son entrée solennelle dans Lisbonne, et se réunit à celle de la capitale pour ne plus en être distincte.

Cependant l'insurrection de la capitale n'avait pas été aussi paisible que celle d'Oporto. La populace d'une grande ville ne se voit pas subitement affranchie du frein des lois, sans s'essayer à la liberté par les excès effrénés de la licence. Le plus épouvantable massacre signala, pour Lisbonne, le premier jour de sa révolution: 2000 personnes y perdirent la vie. Le plus grand nombre des victimes fut parmi les Anglais, établis depuis longtemps dans la ville; la garnison anglaise qui tenait le fort de Saint-Julien se hâta de s'embarquer pour Gibraltar, avec tous ceux de sa nation qu'elle put sauver. Trois frégates, se trouvant en armement dans le port de Lisbonne, prirent à bord le comte de Palmella et les autres membres de la régence, et firent voile pour Rio-Janéiro; elles y portèrent au roi l'affligeante nouvelle de la révolution du Portugal.

Ce prince crut que des mesures aussi promptes qu'énergiques pourraient encore arrêter dans son principe ce mouvement révolutionnaire : il expédia de suite pour Lisbonne le *Vengeur* vaisseau de guerre anglais,

sur lequel s'embarqua le général Béresford, que le roi investit des pouvoirs les plus étendus. Il lui fut confié des fonds considérables, afin de payer l'arriéré de l'armée, et de tenter par la persuasion ou par des largesses, de faire rentrer les troupes sous les drapeaux de leur légitime souverain.

Le 11 novembre 1820, le *Vengeur* fut en vue du port de Lisbonne, et le maréchal fit ses dispositions pour son débarquement, comme s'il devait s'opérer sans obstacles. Mais il fut malheureusement trompé dans son attente; et la nouvelle de son arrivée parut à la junte le danger le plus imminent pour son autorité éphémère. Elle se hâta de conjurer l'orage, en se constituant en rébellion ouverte envers son roi, par le refus formel qu'elle fit de recevoir le général qui se présentait en son nom; l'intendant de la police, et plusieurs fonctionnaires, tant militaires que civils, qui avaient paru conserver dans la révolte une conscience timorée, furent destitués. Tous les officiers qui s'étaient rendus à bord du vaisseau où se trouvait le maréchal, pour lui présenter leurs hommages,

furent exilés du Portugal. On obligea le maréchal de Béresford de faire voile sur-le-champ pour l'Angleterre. Mais auparavant on s'empara des fonds qu'il avait apportés ; la somme se montait à 108,000 piastres fortes, sur lesquelles on lui en laissa seulement 2,000 ; on fit embarquer avec lui les lieutenants-généraux Archibaldo, Campbell, Richard, Blunt et un colonel anglais.

Cette grande victoire que les factieux venaient de remporter sur l'autorité royale, mit la division dans le gouvernement même qu'ils venaient d'établir. La mutinerie éclata principalement parmi quelques chefs des troupes d'Oporto, toujours mécontents d'avoir admis des nouveau-venus au partage des bénéfices d'une révolution que seules elles avaient commencée. On prit le prétexte de se plaindre de la lenteur avec laquelle la junte suprême régénérait la nation ; on sema des inquiétudes sur la prochaine arrivée du prince royal don Pedro, qu'on disait envoyé par le roi son père pour châtier la nation, et la remettre de vive force sous le joug. On parvint enfin à intimider la junte, qui fut forcée

de s'adjoindre quatre nouveaux membres que les factieux lui désignèreut; la constitution des cortès espagnoles, fut proclamée la loi fondamentale du Portugal.

Telle fut l'œuvre factieuse que consommèrent, le 16 novembre, les plus exaltés révolutionnaires de l'armée d'Oporto, ayant à leur tête don Silveira, vice président de la junte suprême, qui, mécontent de son rang, aspirait au premier; mais tout cet échafaudage s'écroula dès le troisième jour. Tous les corps militaires qu'on n'avait pas fait entrer dans le secret de ce mouvement, se déclarèrent vivement contre ces résultats. Cent cinquante officiers, pour manifester plus formellement leur opposition à ce nouvel ordre de choses, donnèrent leur démission. Le commerce, la magistrature et les principales corporations protestèrent contre les innovations qui venaient d'avoir lieu. Enfin, le 19, l'armée presqu'entière signa une déclaration portant que toute intervention militaire dans les actes de l'administration civile était essentiellement illégale. Cette déclaration vigoureuse étant signifiée à la junte suprême. les nouveaux

membres donnèrent leur démission, les anciens reprirent sans contradiction les rênes du gouvernement. Les choses revinrent ce qu'elles étaient avant qu'on eût proclamé la constitution espagnole, qui ne fut plus qu'un simple provisoire jusqu'à la réunion du congrès *souverain* de la nation. Car c'est le nom qu'on donna à ces premières cortès de la révolution, qui furent aussitôt convoquées. On prit, pour base des nominations à faire, un député sur 30,000 âmes de population; ce qui devait porter à cent le nombre des membres du futur congrès.

Les juntes électorales réunies, les choix tombèrent, à peu d'exceptions près, sur des personnes qui s'étaient hautement prononcées pour la révolution. Il s'y trouva, comme en Espagne, beaucoup de militaires, d'avocats, et même de prélats.

L'installation des cortès, fixée aux premiers jours de janvier 1821, eut lieu le 26. Le comte de Sampayo, vice-président du tribunal suprême, faisant le discours d'ouverture, y proclama comme les deux principes fondamentaux de la félicité publique, l'obéissance

au roi Jean VI et à sa dynastie, et la profession pure et sincère de la religion catholique. Mais le premier acte des cortès fut d'assurer aux principaux factieux la part que chacun d'eux s'était faite en se partageant les dépouilles de la puissance royale. Ainsi les membres de la junte provisoire furent maintenus en exercice, soit dans la régence, soit dans le ministère; on ne manqua pas de faire alors le plus pompeux éloge de leur dévouement à la patrie, et de leur zèle pour le bien public.

Il fallut ensuite légitimer les actes d'insurrection du 24 août et du 15 septembre; ces actes furent déclarés religieux et nationaux, comme ayant réintégré le peuple portugais dans l'exercice inaliénable de sa souveraineté.

Les cortès improvisèrent les articles fondamentaux du symbole politique, auquel on devait plus tard donner la forme d'une constitution. La première partie de ce projet fut semblable à cette exposition de principes devenue le protocole obligé de toutes nos modernes constitutions.

C'est ainsi que s'y trouvent consacrés les droits de la liberté individuelle, de l'égalité devant la loi, et de la libre expression de la pensée; mais l'arbitraire de la faction dominante n'en fut pas moins actif, toute opinion dissidente n'en fut pas moins tyranniquement proscrite, et l'égalité ne fut pas moins illusoire pour tous ceux qui n'étaient pas en faveur auprès des chefs de la faction.

La seconde partie de la constitution portugaise se distingua par des principes d'anarchie plus prononcés que chez tous les autres peuples qui ont tenté de se faire l'application des vagues doctrines de ce système représentatif que nous avons successivement transmis à Madrid, à Naples et à Turin.

Cette partie de la charte portugaise, tenant plus intimement aux ambitions personnelles, excita des débats très-animés. Cependant le principe de la souveraineté du peuple passa sans aucun obstacle comme un dogme anciennement reconnu; mais on discuta vivement sur tout ce qui tenait à la division du pouvoir législatif, et aux attributions de la puissance royale. Un orateur (M. Pinheiro

Azevedo), présenta d'une manière assez spécieuse la reconnaissance d'un troisième pouvoir, qui serait l'intermédiaire entre le gouvernement et la législature. Le monarque devrait constituer ce troisième pouvoir, qui surveillerait et dirigerait l'action des deux autres. Le prince aurait eu auprès des cortès l'initiative de la proposition des lois, et le *veto absolu* sur tous les actes de la législation; le gouvernement, comme partie exécutive résidant dans le ministère, aurait été *contrôlé* par le prince, qui pourrait en infirmer ou sanctionner les actes. La source de la toute-puissance découlerait donc du trône, qui se trouverait constitutionnellement au-dessus de toutes les suprématies nationales.

Ainsi se trouvait conservée cette unité monarchique sans laquelle tout système représentatif ne peut être qu'un tourbillon de fantastiques illusions. Une telle conception était trop sage pour être favorablement accueillie par les cortès. Un autre orateur (M. Xavier Aranzo), voulut au moins amener l'assemblée à faire un premier pas vers la raison, en proposant la division de la

législaturé en deux chambres : la première serait composée des élus de la nation; la deuxième formée, sous le nom de *Sénat*, de 60 des plus éminents personnages, aurait une espèce de prépondérance législative; mais cette idée d'une chambre des pairs fut vivement repoussée comme une monstruosité politique : on frappa d'un aussi violent anathème la proposition du *veto absolu* de la part du roi. Enfin, l'assemblée se décida pour une large démocratie, où la royauté ne serait qu'un élément imperceptible. On s'en tint, pour la législature, à une seule chambre. Un bien innocent *veto*, n'ayant qu'un effet suspensif pour un mois, devint la seule part qu'on fit au trône.

La constitution établit un assez grand nombre de circonstances où le prince s'exposait à la déchéance. Les rois de Sparte, que les éphores pouvaient envoyer en prison et condamner à une amende, avaient déjà prouvé qu'une république peut tolérer un trône dans son forum, sans que le *démon* de la démocratie puisse en prendre ombrage.

CHAPITRE XLVIII.

La révolution s'étend au Brésil. Apparente adhésion du roi. Retour de ce prince en Europe.

Tandis qu'on élevait à Lisbonne l'échafaudage d'une constitution démocratique, les miasmes de cette peste politique avaient rapidement traversé l'Atlantique. Après avoir ravagé Madère, la contagion atteignit le Brésil.

Dès le 1.er janvier 1821, elle avait éclaté à Para, capitale de la province de ce nom, ville grande, populeuse et commerçante, située à l'embouchure de la rivière Tocantin. Le mouvement insurrectionnel eut l'effet d'une

simple parade ; trois régiments qui s'y trouvaient, l'artillerie, la cavalerie, les milices, la magistrature et le bourgeois, tout fut d'accord ; il n'y eut pas l'effusion d'une seule goutte de sang ; on cria *vive la Constitution* qui n'existait pas, et *vive le roi Jean VI*, tandis que tous les bras se levaient pour faire écrouler son trône. Il en fut à peu près ainsi quelques jours après à Bahia, seconde ville du Brésil pour le rang, et la première pour son importance commerciale. Le capitaine-général comte de Palma essaya cependant de s'opposer à cette explosion, qu'il avait prévue d'après tout ce qui se tramait entre les troupes et les autorités civiles. Il s'était hâté d'écrire au gouvernement de Rio-Janéiro, pour en obtenir des instructions et des renforts ; mais les conjurés se gardèrent bien d'en attendre la réponse. L'art de conspirer contre un gouvernement anciennement établi s'est grandement perfectionné par cinquante ans de cette pratique continuelle à laquelle s'exercent à l'envi l'une de l'autre la plupart des nations modernes ; aussi, jusque dans les colonies américaines, les révolutionnaires excellent à

profiter rapidement de l'à-propos d'une circonstance. Les complots populaires commencent presque partout par de sourds murmures, qui se changent bientôt en éclats bruyants, pour frapper avec la rapide explosion de la foudre. Ainsi un seul jour suffit dans Bahia pour y faire une révolution complète. Deux lieutenants-colonels, Dom Manuel-Pierre de Freitas et François-Paul d'Oliveras, commencèrent et finirent l'affaire avec les régiments qu'ils commandaient; les autres corps militaires s'étant réunis à eux comme à Porto, les officiers se constituèrent en conseil militaire supérieur; de concert avec le sénat de la ville et les négociants, ils nommèrent sans désemparer une junte suprême du gouvernement. Le soir même de ce jour, 10 février, le comte de Palma fut arreté chez lui, et, dans la résistance que firent ses domestiques, cinq à six de ceux-ci furent tués ou blessés. Obligé de céder à une telle violence, le comte se laissa conduire à la place du palais, où, pour sauver ses jours, que menaçait une multitude furieuse, il signa son adhésion au gouvernement des cortès portugaises, et au

nouvel ordre de choses; tous les habitants prêtèrent le serment constitutionnel, au milieu des réjouissances; des banquets, des illuminations et des feux d'artifices eurent lieu. Enfin on abjura les doctrines monarchiques aux acclamations de *vive le Roi*. Lorsqu'on se fut bien donné du *royalisme constitutionnel à la mode*, les affaires reprirent leur cours comme s'il n'était rien arrivé. Ces nouvelles, portées à Fernambouc, y firent prévoir une révolution prochaine; mais à Rio-Janéiro, sous les yeux même de la cour et du gouvernement, le triomphe des factieux fut promptement décidé.

Le danger devenait imminent, le conseil délibéra lorsqu'il n'était plus permis d'être maître de son choix dans le parti qu'on avait à prendre. Le comte d'Arcos voulait que, sans tergiversation, on cédât au système des cortès, afin que le roi, par ces apparences populaires, se mît avec sa famille à l'abr d'une émeute populaire. Mais le comte Palmella crut qu'en temporisant avec adresse, on parviendrait à se soustraire à la difficulté des circonstances. Les mesures dilatoires res-

semblent trop à de la prudence pour n'être pas accueillies par ceux qui cherchent à se faire illusion sur la profondeur des abîmes dont ils se trouvent environnés. Le roi fit donc, le 24 février, publier une déclaration portant qu'il allait envoyer à Lisbonne le prince héréditaire, don Pierre d'Alcantara, afin de juger quelle organisation politique il convenait de donner au royaume. En même temps, comme les lois et les institutions de la métropole pouvaient bien ne pas convenir aux provinces d'outre-mer, S. M., par un autre décret, ordonnait la réunion, à Rio-Janéiro, des mandataires de toutes les communes du Brésil, des Açores, de Madère, pour délibérer avec le roi sur les moyens d'appliquer au Brésil la constitution des cortès, avec les modifications qui seraient jugées nécessaires. Ces mesures dilatoires pouvaient-elles convenir à l'impatience des conjurés? On résolut donc de brusquer l'événement; l'audace est le grand moyen des révolutionnaires.

Le 26 février 1821 au matin, le roi étant à sa maison de plaisance de San-Christovao, les troupes de toutes les armes furent con-

duites par des majors et d'autres officiers inférieurs, sur la place du Grand-Théâtre; on y plaça du canon à toutes les issues; en même temps il fut convoqué un conseil populaire, composé de tous les chefs de la faction. Au premier bruit de cette nouvelle, le prince royal accourt sur la place; on le reçoit au milieu des cris de *vive le Roi, vive la Constitution!* Il promet de porter lui-même les vœux du peuple au pied du trône. Des clameurs bruyantes se font entendre pour demander la révocation du décret du 24 février, et la proclamation de la constitution. La résistance étant devenue dangereuse pour la sûreté du prince, entouré de furieux qui méconnaissaient le respect dû au fils de leur souverain, il promet de remplir les désirs du peuple. Enfin, après bien du tumulte et plusieurs voyages que le prince fit de la place au château de San-Christovao, il paraît au grand balcon du théâtre, et publie lui-même le décret royal de l'acceptation de la constitution. Les factieux profitant de ce premier avantage, ne laissent pas refroidir l'ardeur de la multitude. A la tête de la populace, ils se

rendent à San-Christovao, ramènent le roi comme une victime à son palais de Rio-Janéiro. Les blancs s'étaient attelés à sa voiture, ils furent ensuite remplacés par des noirs, ce qui donnait à cette marche l'aspect le plus sinistre. Les plus tumultueuses acclamations retentissaient aux oreilles du roi, qui dut être bien effrayé d'un tel triomphe.

Arrivé au palais, après s'être remis de ses vives émotions, le monarque infortuné fut obligé de paraître au balcon sous lequel la multitude était rassemblée. Il assura d'une voix tremblante, qu'il donnait son libre assentiment à la constitution. La reine, quoique malade, ainsi que les princesses, furent mandées et obligées de paraître sur le balcon. Elles agitèrent leurs mouchoirs en honneur de la constitution. L'épouse du prince royal, l'archiduchesse Léopoldine, était en ceinte; l'effroi d'une telle scène hâta son accouchement, qui eut lieu quelques jours après, le 6 mars.

Le même jour, le roi changea son ministère, et le composa de ceux qui lui furent désignés par le peuple. Les nouveaux ministres

furent MM. Pineiro-Ferreira, Quintello et le vice-amiral de Thores. Le comte d'Arcos, qui avait paru caresser le parti révolutionnaire, n'avait pu cependant se concilier la confiance de la multitude; aussi se vit-il exclu, quoiqu'il se fût flatté d'être mis à la tête des affaires.

Les jours suivants, il parut plusieurs décrets, qu'on peut regarder comme la conséquence directe d'un tel état de choses. La censure fut abolie, et les juntes d'élection furent convoquées pour la nomination des députés du Brésil aux cortès de Lisbonne. Le plus important de ces décrets fut celui qui annonçait que le roi, pour donner d'une manière plus solennelle son approbation à la constitution, avait résolu de s'embarquer pour le Portugal et de se rendre dans le sein des cortès.

En effet, cette résolution parut au roi la seule qui pût lui convenir dans la position difficile où il se trouvait.

Il voyait enveloppées dans un même incendie les deux parties de son empire, situées en Europe et en Amérique. Il n'y restait

plus un seul canton où il pût déposer le palladium de la royauté. Il ne se dissimulait pas qu'en abandonnant à lui-même le Portugal, il perdrait pour jamais cet antique héritage de sa maison. D'un autre côté, la translation de la famille royale et du gouvernement en Europe, dans les circonstances nouvelles où se trouvait le Brésil, amènerait nécessairement la scission de cette importante colonie avec la mère-patrie; cependant la conservation du Brésil devenait précieuse pour sa famille, si le système révolutionnaire prenait dans le Portugal une consistance définitive. Ce royaume acculé sur les bords de la mer, dans un coin de l'Europe, n'a sur le continent de point de contact qu'avec l'Espagne, qui lui avait transmis cette fièvre contagieuse dont elle-même était dévorée. La dynastie de Bragance s'y trouvait à l'entière merci des révolutionnaires, sans que l'assistance d'aucune puissance continentale pût lui devenir efficace. Il lui importait donc essentiellement de conserver cette belle colonie du Brésil qui, en 1807, devenue son refuge, lui avait encore offert un assez vaste royaume à

gouverner. Le roi, dans l'un ou l'autre de ces deux partis à prendre, trouvait de graves inconvénients; car l'un ou l'autre entraînait le sacrifice d'une moitié de l'empire portugais. Un expédient assez naturel dut se présenter à son esprit; ce fut de diviser ses espérances et les chances du danger, en laissant le prince royal à la tête du gouvernement du Brésil, et de se rendre lui-même dans ses Etats européens. Jean VI, de concert avec son fils, qui semblait mériter toute sa confiance, se décida pour cette expédient.

Il semble que le malheureux Jean VI prévoyait qu'il faisait, dans son embarquement pour Lisbonne, le sacrifice de sa liberté; car, avant de se séparer du prince héréditaire, il convint avec lui de toutes les mesures à prendre, s'il se voyait imposer en Portugal le joug avilissant de la révolution. D'après les instructions déposées par cet auguste et malheureux père dans le sein de son fils confident de toutes ses pensées, le prince héréditaire dut faire tout ce qui lui deviendrait possible pour conserver le Brésil à la

maison de Bragance. La scission même avec la métropole lui fut prescrite, si la rigueur des circonstances en faisait une nécessité politique. Ainsi le prince royal fut autorisé à se déclarer en révolte ouverte contre les cortès, à méconnaître même les ordres qui paraîtraient émanés du roi son père, et à constituer le Brésil en état indépendant, si la conservation de cette importante colonie dépendait d'une défection aussi fortement prononcée.

Les événements ne tarderont pas à nous convaincre combien était fondée cette prévoyance de l'infortuné monarque, et combien étaient sages les instructions secrètes que l'intérêt de sa dynastie lui fit laisser à son fils.

La résolution prise par le roi de s'embarquer pour ses Etats d'Europe, jeta dans les esprits une inquiétude générale. Elle s'aggrava surtout lorsque, dans les préparatifs du départ, on vit porter à bord de la flotte beaucoup d'espèces monnoyées et de choses précieuses pour l'usage de la famille royale à Lisbonne.

On voyait avec peine que, dans cette cir-

constance, le comte d'Arcos eût été rappelé au ministère; ce comte, voyant que le masque populaire dont il s'était d'abord revêtu n'avait pu lui concilier la confiance de la multitude, paraissait revenu de bonne foi à ses premiers sentimens pour la cause royale. Ce personnage d'une grande force de caractère et d'une grande sagacité, avait dans les affaires le coup-d'œil le plus subtil, pour en saisir tous les détails; aussi savait-il tirer avantage des événements en apparence les plus désespérés. L'acquisition d'un tel personnage devenait précieuse dans la position où le gouvernement royal allait se trouver au Brésil; il venait donc d'être mis à la tête du ministère, au grand mécontentement des constitutionnels, qui n'avaient pas voulu d'abord l'admettre dans leurs rangs.

Les esprits étaient ainsi disposés, lorsque, le 21 avril, la junte d'élection se trouvant réunie à la Bourse de Rio-Janéiro, afin de procéder à la nomination de 9 députés aux cortès, il s'éleva dans cette assemblée des discussions sur les dangers auxquels le Brésil allait être exposé par le départ du roi. On

résolut de lui envoyer une députation, pour lui proposer un gouvernement provisoire, dont le prince régent n'aurait été en quelque sorte que le principal ministre.

Cette députation, arrivée à San-Christovao vers minuit, obtint d'abord du roi un accueil assez favorable, et une espèce de consentement; mais le prince héréditaire déclara courageusement qu'il n'était point disposé à se laisser dépouiller de la plénitude de cette puissance royale dont il allait devenir dépositaire par le départ du roi son père. Ainsi il fut convenu qu'il n'y aurait aucun changement dans la forme actuelle du gouvernement, jusqu'à ce que la constitution de Portugal fût terminée, et qu'on en eût régularisé l'application à l'administration du Brésil. Des ordres furent alors donnés pour faire évacuer la Bourse, où les électeurs restaient à délibérer, en attendant qu'on déférât à leur demande.

Après une sommation faite aux électeurs et aux citoyens qui s'y étaient réunis en grand nombre, de se retirer, les militaires qui avaient reçu l'ordre de s'y porter, commen-

cèrent à faire une décharge sur la porte de la Bourse; puis, pénétrant dans la salle, et chargeant tout ce qui se trouvait sur leur passage, ils tuèrent environ 40 personnes, en blessèrent 2 à 300, en arrêtèrent un grand nombre, et forcèrent le reste à se jeter par les croisées sur le rivage de la mer, où plusieurs furent noyés.

Le roi profita de l'espèce de stupeur que cet acte de vigueur avait répandue dans tous les esprits, pour opérer, le 26 avril, son embarquement, auquel les factieux n'osèrent s'opposer. Jean VI emmena avec lui sa famille, ses ministres, les membres du corps diplomatique, les députés de Rio-Janéiro et toute sa maison; on porte à 3 ou 4000 le nombre des personnes qui retournèrent avec le roi en Europe.

Quatre jours avant ce départ, un décret royal avait investi de la régence le prince héréditaire. Les premiers jours de son administration furent paisibles; mais le calme tenait à ce silence de deuil et de consternation, qu'avait produit la terrible exécution du 21 avril. Ce morne silence inquiétait le

prince régent; aussi s'empressa-t-il, pour adoucir les esprits, de s'environner des formes les plus populaires. On le vit s'appliquer à réformer les abus, à diminuer les dépenses de sa cour, et à surveiller par lui-même toutes les branches de l'administration; il abolit le droit vexatoire que payait le sel en passant d'une province à une autre, et prit diverses mesures pour l'amélioration de l'agriculture. Mais les ressentiments des factieux, pour être plus concentrés, n'en étaient pas moins actifs; ils les propageaient de proche en proche, et finirent par y associer tous les corps militaires, et les chasseurs mêmes, qui avaient été employés dans la journée du 21 avril.

Enfin le 5 juin 1821, éclate la nouvelle conspiration : les troupes portugaises et brésiliennes, réunies dans la capitale, se portent vers le palais, et les chefs des factieux présentent au prince les cinq résolutions suivantes.

1.° S. A. R. prêtera de nouveau serment aux bases de la constitution, déjà adoptée en Portugal.

2.° Elle remplacera dans le ministère, par

Pierre Alvarez Dinez, le comte d'Arcos devenu odieux au peuple, pour avoir ordonné le massacre du 21 avril.

3.° Il sera créé une junte de neuf membres sans l'assentiment de laquelle aucune loi ne pourra être promulguée, ni aucune affaire décidée.

4.° S. A. R. en aura la présidence, et conservera toujours le titre de prince régent, qui lui a été conféré par le roi.

5.° La junte ne sera responsable de ses actes qu'aux cortès.

Le prince, d'après les instructions que Jean VI son père lui avait laissées, devait se résigner à tous les sacrifices, pour maintenir sur le Brésil les droits de la maison de Bragance. Il crut que, dans la situation où se trouvaient les esprits, il lui importait de se montrer populaire, et de regagner l'affection des Brésiliens, surtout en paraissant s'unir franchement à toutes leurs idées de régénération politique. En se liant aux intérêts de la colonie, il ne pouvait manquer de faire tourner à l'avantage de son autorité toutes les fautes qu'il espérait de la conduite hautaine

et impérieuse des cortès de Lisbonne. Don Pierre ne fit donc aucune difficulté pour donner son entière adhésion aux différentes dispositions de l'acte qui venait de lui être présenté. Le jour même il changea son ministère au gré des désirs qui lui avaient été manifestés; il donna des ordres pour la nomination des membres de la junte, qui fut installée le 16 juin : enfin il fit embarquer le comte d'Arcos pour Lisbonne, et persévéra dans ses efforts pour gagner la confiance publique. Il eut soin cependant de faire répandre d'adroites insinuations contre cette influence exclusive que s'arrogeait la mère-patrie, à l'égard d'une colonie aussi importante que le Brésil.

Les cortès du Portugal ne manquèrent pas de seconder les vues secrètes du prince régent, par la conduite la plus inconsidérée; il nous faut donc reporter notre attention vers Lisbonne, où nous allons voir se développer les causes qui doivent donner une nouvelle forme politique au Brésil, en lui faisant abjurer enfin les principes extravagants de la démocratie.

CHAPITRE XLIX.

Conduite insolente des cortès de Lisbonne envers le roi. Docile résignation de ce prince.

La nouvelle du retour du roi avait mis le parti révolutionnaire en alarmes à Lisbonne et dans tout le Portugal. Ce retour était inattendu; aussi le crut-on lié aux plus sinistres desseins. Cependant le roi, connaissant toute la circonspection dont il avait besoin avec des esprits si ombrageux, avait fait désavouer toute adhésion aux principes établis à Laybach, contre les révolutions d'Italie, d'Espagne et de Portugal; mais les assurances qu'il avait fait donner n'avaient pas dissipé la méfiance des cortès. Ce sentiment trouva un prétexte pour éclater dans la lettre que le mi-

nistère adressait à l'assemblée, afin d'annoncer le retour du roi. Les expressions qui semblaient annoncer le langage d'un souverain, telles que *nosso senhar*, *meos vassalos*, *approvar et sanctionnar*, excitèrent les plus vives réclamations. Il n'y eut pas jusqu'à l'archevêque de Bahia qui ne se récriât contre leur inconvenance.

Aussi, sans aucune opposition, les cortès protestèrent à l'unanimité contre ces expressions de la dépêche royale : portant plus loin l'aigreur du ressentiment, elles décrétèrent que le roi ne pourrait débarquer avec des forces étrangères, et sans avoir prêté serment à la constitution. Il fut de plus décidé : 1.° que S. M. ne pourrait donner d'emploi à aucun étranger, destituer ou changer les commandants militaires de Lisbonne et de Porto, et le surintendant de la police du royaume, sans le consentement des cortès; 2.° qu'il ne serait jamais permis à aucune personne de la cour de débarquer; 3.° que S. M. pourrait pour son débarquement choisir l'heure qui lui paraîtrait la plus convenable, pourvu que ce fût avant midi; en attendant,

les cortès se déclarèrent en permanence, et la régence fut revêtue de pouvoirs illimités.

Telles sont les mesures de précaution pres qu'hostiles, auxquelles donna lieu le mouillage de la flotte royale, dans le port de Bellem, le 3 juillet. Elle était partie le 26 avril de Rio-Janéiro.

Le roi se trouvait dans une position si difficile, qu'il fut contraint d'accéder à ces décrets injurieux, et à ces mesures dictées par la méfiance la plus insultante. Cependant il y eut des pourparlers, et des messages du ministère aux cortès; mais les factieux, qui se sentaient en pouvoir de tout entreprendre contre leur roi, se gardèrent bien de laisser modifier aucune des dispositions rigoureuses qu'ils imposaient.

Enfin le 4 juillet, vers midi, le roi et les infants don Miguel et don Sébastien débarquèrent et se rendirent d'abord à la cathédrale où l'on chanta le *Te Deum*, ensuite à la salle des cortès, où le roi réitéra sur le livre des saints évangiles son serment à la constitution. Le président adressa un discours à S. M., et le roi se contenta de lui

remettre sa réponse par écrit, ensuite il se retira.

Cette réponse, lue après la sortie de S. M., excita des murmures. Le roi y présentait le pouvoir législatif comme résidant essentiellement dans l'union du monarque avec les députés élus par le peuple; cette déclaration parut attaquer les prétentions des cortès de concentrer en elles seules les principes et l'exercice de la souveraineté. Aussi considéraient-elles la royauté comme une agence subordonnée dans l'exécution, et n'ayant, pour ainsi dire, qu'une participation honorifique dans la confection des lois. Le discours du prince fut accusé d'hérésie constitutionnelle; les articles 21, 23 et 24 de l'acte fondamental de la constitution, réservant aux cortès l'essence de la représentation nationale et le pouvoir législatif.

Le roi ne voulut point élever, sur une telle question, des débats dont le résultat ne manquerait pas de compromettre encore plus gravement la majesté du trône. Il reçut donc avec docilité la leçon que venaient de lui donner les cortès, en déclarant qu'ayant

adopté de la manière la plus absolue les bases constitutionnelles, il désavouait expressément toutes les phrases de son discours qui pourraient faire naître des doutes, ou porter quelque ombrage.

Il sentait la nécessité de se résigner à sa mauvaise fortune, sans avoir avec les cortès la plus légère discussion; aussi la meilleure intelligence parut s'établir entre le monarque et les représentants de la nation. Jean VI pouvait-il se dissimuler qu'il était un captif couronné? il s'abstint donc de participer activement à tous les actes du gouvernement.

Mais, avant de mettre sous les yeux du lecteur l'épisode le plus inconcevable que puisse offrir l'histoire des scandales politiques, il nous faut revenir sur quelques détails qui tiènent au développement du caractère de la révolution portugaise.

Au moment où le roi mit le pied sur le continent, il y avait une querelle fort vive entre le corps diplomatique et la régence. Le 9 mars, lors des réjouissances publiques qui eurent lieu à Lisbonne, pour l'adoption des bases de la constitution, la po-

pulace avait brisé les vitres du palais de la légation romaine, parce qu'il n'était pas illuminé. La régence en avait fait des excuses au ministre de la cour de Rome et à tout le corps diplomatique, promettant de prendre des mesures pour empêcher de pareils désordres. Mais, quelque temps après, les mêmes insultes avaient été faites à l'hôtel du chargé d'affaires d'Autriche, M. Berks.

Sur ces entrefaites, les ministres étrangers qui étaient à Rio Janéiro revinrent avec le roi; ils se réunirent tous pour demander une réparation éclatante, déclarant qu'ils étaient dans l'intention de ne pas illuminer leurs hôtels pendant les réjouissances qui devaient avoir lieu le 24 août pour célébrer l'anniversaire de la révolution d'Oporto. Enfin, après un mois d'explications et de notes qui furent échangées entre eux et le ministère portugais, ils demandèrent leurs passe-ports, et s'embarquèrent le 22 août, avec toute eur suite diplomatique.

Cet événement, qu'on pouvait regarder comme le prélude d'une prochaine rupture, n'eut pas d'autres suites que de laisser va-

cantes les légations russe et autrichienne. Les cortès alors, prenant le prétexte de l'économie, supprimèrent les ambassades et décidèrent qu'il n'y aurait plus que des chargés d'affaires auprès des principales cours.

Malgré l'harmonie qui semblait régner entre les cortès et le pouvoir exécutif, les ministres eurent de violentes attaques à soutenir contre les chefs du parti populaire. Entre les décrets rendus à cette époque, et qui portaient l'empreinte d'une défiance injurieuse envers le roi, l'histoire doit citer celui qui annulla toutes les promotions faites à bord du vaisseau, qui avait ramené S. M. en Europe.

Après avoir ainsi humilié le monarque, les cortès dirigèrent toute leur jalouse activité contre le Brésil. Bahia, qui depuis long-temps disputait à Rio-Janéiro le titre de ville capitale de la colonie, refusait de reconnaître comme régent le prince héréditaire; prétendant qu'il n'appartenait pas au roi, mais aux cortès, de nommer une régence, elle regardait comme constitutionellement nul le décret du 22 avril. On applau-

dit à Lisbonne à cette conduite de la junte de Bahia. Pour la soutenir dans sa rivalité contre Rio-Janéiro, on priva cette dernière ville de sa haute cour de justice, de sa chancellerie, de sa junte de commerce, et de tous les grands établissements qui depuis 1807 en avaient fait une capitale. Enfin, pour détruire entièrement cette jurisdiction centrale qu'elle exerçait sur tout le Brésil, on divisa l'administration de cette colonie en diverses juntes de provinces, toutes égales entre elles. Non seulement la régence dont le prince royal était investi fut révoquée, mais encore il fut enjoint au prince, par un décret du 29 septembre, de quitter le Brésil et de voyager pendant deux ans *incognito* en Angleterre, en France et en Espagne, afin de s'y former à l'étude des gouvernements constitutionnels.

Le principal objet des cortès était d'anéantir toute espèce d'unité politique dans le Brésil, afin que cette colonie, livrée à des dissensions intestines, ne pût former un état indépendant de la métropole; on voulait encore neutraliser la puissante opposition que l'on craignait de

la part du prince royal, et lui faire abandonner une position où il pouvait braver la puissance des cortès, et devenir l'appui de tous les mécontents; mais ces mesures produisirent un effet tout contraire.

Dès que la nouvelle s'en répandit dans les diverses provinces du Brésil, elle développa l'esprit d'indépendance qui commençait à s'y manifester: ce fut surtout à Rio-Janéiro, dont ils détruisaient la suprématie, que les décrets des cortès trouvèrent la plus vive opposition.

CHAPITRE L.

Le Brésil se sépare de la métropole et proclame son indépendance.

Depuis la nouvelle révolution du mois de juin 1822, le prince royal y était devenu populaire; ses droits se trouvant compromis aussi bien que ceux de la colonie, son intérêt parut se confondre avec les ressentiments publics : aussi, lui fut-il adressé de toutes parts des représentations, pour le prier de ne pas abandonner par son départ le Brésil à la tyrannie des cortès de Lisbonne.

Le régent céda facilement à des remontrances qui secondaient si bien ses vues ; il se réserva de transmettre aux cortès des observations sur la véritable situation du pays,

qu'elles paraissaient méconnaître. En attendant, il suspendit l'exécution de leurs décrets; refusant surtout d'obéir aux ordres absolus qu'il avait reçus, pour son retour en Europe, il se maintint dans l'exercice d'une régence à laquelle se rallièrent tous les Brésiliens que la tyrannique partialité de la métropole avait aigris. Ce fut alors qu'il s'occupa des dispositions les plus sérieuses pour effectuer une scission que l'état des choses lui faisait regarder comme inévitable. Il commença par apaiser les démêlés que la rivalité ou des différences dans les opinions firent naître entre quelques provinces. Ces démêlés mêmes n'étaient pas sans effusion de sang, comme à Fernambouc et à Gazane: dans certains cantons on désirait l'établissement d'une république; et, pour y parvenir, on tendait à soulever la population noire, qui se trouve, surtout dans la province de Fernambouc, au-dessus de toute proportion avec celle des blancs; mais la sagesse et la fermeté du jeune prince parvinrent à déjouer des menées aussi dangereuses. Il fit espérer aux noirs une émancipation qui, ménagée avec prudence, de-

viendrait le prix de leur fidélité ; ensuite la douceur de son administration lui gagna la confiance et l'affection de la plupart des indigènes.

Un autre point essentiel pour le maintien de son autorité, était l'embarquement des troupes portugaises, qui pouvaient prendre parti pour les cortès. L'exécution d'une telle mesure était des plus délicates; les divers régiments peu disposés à leur retour en Europe, se réunirent en corps d'armée, pour résister de vive force aux ordres du prince, dont alors ils cessaient de reconnaître l'autorité. Don Pierre fit marcher contre eux de nombreuses milices et du canon. La plupart de ces troupes, ou furent intimidées par ce développement de forces, ou n'osèrent tirer l'épée contre le fils de leur souverain : elles consentirent enfin de monter à bord des vaisseaux qui devaient les ramener en Europe. La même chose eut lieu dans la suite pour les troupes portugaises qui se trouvaient à Monte-Video, lorsque cette province sollicitait son union avec l'empire brésilien. Les vœux des habitants pour cet embarquement devinrent unanimes et si

menaçants, que les troupes n'osèrent s'y refuser; il ne serait plus resté un seul soldat Européen dans toute cette vaste contrée, si Bahia, jalouse de l'ascendant que prenait plus que jamais Rio-Janéiro, n'eût pas refusé avec une insolence factieuse son adhésion à ce nouvel ordre de choses. Elle affecta même la plus entière obéissance aux cortès de Lisbonne, afin de donner toutes les apparences d'un dévouement constitutionnel à sa rebellion contre le prince régent; et s'opposant au départ des troupes portugaises qu'elle possédait, elle se forma une junte de gouvernement particulier. Madeira de Mello, son gouverneur, bon officier, mais d'un caractère remuant, mécontent peut-être de n'avoir pas été admis dans la confidence du prince régent, prit hautement le parti de la province de Bahia : six cents hommes, que ne tarda pas à lui envoyer le ministère de Portugal, portèrent ses troupes européennes à l'effectif de 1,500 soldats; il put y joindre 2,000 hommes de milices.

Placé à 300 lieues de distance de Rio-Janéiro, et les communications s'y trouvant dif-

ficiles comme dans toutes les autres contrées de l'Amérique, où la population industrieuse n'est pas encore assez nombreuse pour se livrer à ces longs travaux que nécessitent les grandes routes, Madeira eut tout le loisir de faire ses dispositions de défense.

Depuis la déclaration de l'indépendance du Brésil, le prince avait fait tous ses efforts pour soumettre le rebelle; il y avait eu plusieurs engagements sérieux où le succés avait été balancé. Madeira était même parvenu à soulever une partie de la province de Paraïba. Mais, se repentant bientôt de sa défection, Paraïba n'avait pas tardé à rentrer dans l'obéissance du prince royal. Des forces nombreuses se réunirent contre Bahia et tout fit alors présumer que cette fière cité ne pourrait lutter long-temps contre le reste de la colonie, d'autant plus que les cortès de Lisbonne semblaient l'abandonner à ses propres forces. Cependant le ministère portugais avait parlé de lui envoyer quelques secours ; il avait été question de 2,500 hommes qui se trouvaient à bord des vaisseaux mouillés dans le Tage. Le général Luiz de Rego devait com-

mander l'expédition. Le ministère, afin de donner plus d'importance à ses vues pour la soumission du Brésil, avait composé une régence qui devait faire partie de l'expédition; trois secrétaires d'état lui étaient même adjoints, afin qu'au débarquement le Brésil reçût d'Europe un gouvernement monté de tous ses ressorts et qui pût agir de suite. Mais tous ces grands projets s'évanouirent; on envoya bien quelques faibles détachements à Bahia qui ne purent être d'un grand secours. Une guerre de manifestes et de pamphlets, qui n'exigeait pas autant de préparatifs, se fit avec chaleur entre la métropole et sa colonie.

Le prince royal écrivit et fit insérer dans la gazette de Rio-Janéiro des lettres très-hostiles aux cortès. Ces lettres avaient précédé celles des 19 et 21 juin, où le prince gardait encore quelque mesure en annonçant à son père que la nécessité des circonstances lui imposait de reconnaître l'indépendance du Brésil, et d'employer tous ses moyens pour la maintenir contre ceux qui voudraient y porter atteinte.

Les cortès ayant mis de côté le respect qu'elles lui devaient comme au fils de leur souverain, le prince ne dissimula plus les sentiments d'indignation et de mépris que lui inspirait cette assemblée de factieux.

Dans sa proclamation aux Brésiliens et dans son manifeste contre le Portugal adressé aux cours étrangères, Don Pedro s'exprime à l'égard des révolutionnaires, de leurs attentats et de leurs innovations, en termes les plus outrageants que puissent inspirer la haine et le désir de la vengeance. Dans l'amertume de son ressentiment, il n'épargne pas même les anciens conquérants du Brésil; il remonte jusqu'à la découverte qu'en fit l'aventurier Cabral pour y faire l'exposé de tous les griefs de cette partie de l'Amérique du sud contre le Portugal.

Ce même jour du 6 août où il publia ces violents manifestes, il rendit un décret pour déclarer ennemies toutes les troupes qui débarqueraient au Brésil sans son consentement positif : il leur enjoignait de se rembarquer de suite.

Ayant appris que les cortès de Lisbonne

venaient de le traiter en rebelle, et prenaient à son égard des dispositions hostiles, il voulut, le 15 septembre, réitérer la proclamation solennelle de l'indépendance du Brésil. Passant en revue ses troupes sur la grande place de Rio-Janéiro, il ôta de son chapeau la cocarde constitutionnelle, et attacha à son bras gauche une écharpe verte avec une raie jaune, portant cette divise : *Indépendance ou la mort!*

Le lendemain on ne vit plus dans toute la ville de Rio-Janéiro une seule cocarde constitutionnelle : les militaires, les citoyens, même les femmes, tous s'empressèrent de porter l'écharpe verte. Par un décret du 21, le prince voulut que ce signe devînt national; il ordonna même l'expulsion de tout individu qui l'insulterait ou refuserait de le porter.

Les simples titres de protecteur et de prince régent qu'il avait portés jusqu'alors, restaient encore comme les symboles de ces rapports politiques qui avaient uni le Brésil à la monarchie portugaise; ainsi le gouvernement de Lisbonne paraissait avoir sur

l'ancienne colonie des droits qui n'étaient que suspendus. Dans cet état précaire, les apparences présentaient toujours les Brésiliens comme un peuple d'insurgés, qui pouvait rentrer un jour sous l'obéissance de son ancien souverain. Le prince royal, pour convaincre le monde entier que la scission avec la métropole était désormais irrévocable, voulut que l'indépendance du Brésil apparût sous une forme politique qui ne laissât aucune espérance aux opposants.

L'étendue de ce pays le place parmi les plus grands Etats du monde. Le prince régent crut que le titre d'*empereur* ne paraîtrait pas trop présomptueux pour le chef de cette importante contrée; il l'accepta donc, du choix unanime des Brésiliens.

Don Pedro prévoyant que le diadème impérial dont il venait de ceindre son front, devait rendre inévitable la guerre entre le Brésil et l'ancienne métropole, ordonna le premier décembre, jour de son couronnement solennel, le séquestre, ou, pour mieux dire, la saisie de toutes les propriétés des sujets portugais dans le Brésil.

CHAPITRE LI.

Courageuse résistance de la reine. Fin inattendue des troubles. Le Portugal revient de son plein gré à l'obéissance de son roi.

Pendant que le Brésil cherchait à repousser les clameurs anarchiques de la révolution pour reproduire dans son sein les auspices tutélaires de la monarchie, le Portugal continuait à se livrer à tout le dévergondage de la démocratie.

Les cortès venaient enfin de terminer cette constitution, qui depuis vingt mois était l'objet de si tumultueux débats. Chaque jour on fulminait à la tribune les plus véhéments anathèmes contre le Brésil et contre son prince,

on forçait l'infortuné Jean VI à joindre sa voix à ces clameurs accusatrices contre un fils devenu l'honneur et la dernière espérance de sa famille.

D'après la constitution récemment promulguée, de nouvelles cortès devaient être réunies le premier novembre. Jean VI, honteux du rôle qu'on lui avait prêté, prit le prétexte d'une indisposition pour refuser d'en faire l'ouverture en personne. L'infortuné monarque était alors accablé des douleurs domestiques les plus aiguës: les factieux lui envioient les consolations qu'il trouvait dans l'intérieur du palais qui lui tenait lieu de prison. Ne pouvant se venger des mépris de son fils, c'était contre la reine qu'ils dirigeaient tous les cruels raffinements de leur hypocrisie constitutionnelle. On voulait que la princesse déclarât, par un serment solennel, son adhésion à la nouvelle constitution. La reine, ne se trouvant pas liée aux sacriléges de la révolution d'une manière aussi spéciale que son auguste et malheureux époux, refusa courageusement le serment que l'on se pro-

posait d'arracher à sa faiblesse. Voici la lettre que, dans cette occasion, elle fit écrire au président des cortès :

Lettre du chancelier de la reine au président des cortès.

« Seigneur,

» Dona Caroline Joachime, reine de » Portugal, des Algarves, et d'outre-mer, » ma souveraine dame et maîtresse, ne » consent pas à prêter serment à la consti- » tution, par des motifs qui ont leur source » dans sa conscience et dans sa dignité; elle » aimerait mieux abandonner le territoire de » ce malheureux pays, que d'accéder par le » serment à des lois que S. M. ne trouve ni » sensées ni même innocentes; elle espère » qu'on lui rendrait alors ses deniers dotaux, » afin qu'elle puisse aller vivre et mourir en » personne royale, en lieu d'assurance, à » l'abri d'une assistance étrangère à sa mai- » son, en paix, Seigneur, avec sa religion » qu'elle préfère à la couronne, avec la

» loyauté bien connue de sadite majesté, qui
» la dirigera jusqu'à la mort. »

Cette lettre, dont la communication fut donnée aux cortès dans la séance du 4 novembre, excita dans l'assemblée les orages les plus violents contre le noble caractère de la princesse. On força le roi à mettre à exécution contre la compagne de ses royales douleurs et de ses tribulations, les articles de la constitution qui prononcent le bannissement contre toute personne qui refuse son adhésion aux nouvelles institutions. Le décret royal pour le bannissement de la reine fut accueilli par les féroces acclamations des factieux. La reine était alors malade; on prit l'avis de dix médecins, pour constater cet état d'indisposition; enfin, d'après leur rapport, il fut accordé à la princesse de se retirer jusqu'à son rétablissement à la maison royale de Ramalhao; mais on lui refusa sa demande d'y garder auprès d'elle les infantes ses filles.

La lettre que la princesse écrivit au roi, en recevant le décret royal de son exil, est une pièce historique trop importante pour n'être pas transcrite en entier.

« Sire :

» J'ai reçu hier dans la nuit, par les mains » d'un de vos ministres, l'ordre de quitter vos » Etats : ainsi, c'est pour m'envoyer dans » l'exil que vous me faites descendre du trône » où vous m'aviez appelée ; du fond de mon » âme, je vous pardonne, et je vous plains ; » tout mon mépris, toute ma haine, seront » pour ceux qui vous obsèdent et qui vous » trompent ; sur la terre d'exil je serai plus » libre que dans vos palais ; j'emporte ma » liberté : mon cœur n'est point esclave, il » n'a point fléchi devant les orgueilleux sujets » qui ont osé vous imposer des lois, qui ont » voulu forcer ma conscience à prêter un » serment que ma conscience réprouve ; je » n'ai point cédé à leurs menaces ; j'obéis à » une voix du ciel qui me dit que si le temps » des grandeurs est passé pour moi, celui de » la gloire commence.

» Epouse soumise, je vous obéirai, Sire ; » mais j'obéirai à vous seul, à vous seul je » dirai que mes souffrances et les rigueurs » de la saison rendent dans ce moment mon

» départ impossible. On n'a point exigé de
» vous que vous ordonniez ma mort; bientôt
» je partirai : mais pour trouver un asile tran-
» quille, où porterais-je mes pas? le pays où je
» suis née est, ainsi que le vôtre, en proie aux
» révolutions; mon frère (1) est comme vous,
» captif couronné, et c'est en vain que sa
» jeune épouse demande à venir pleurer avec
» moi dans une pieuse retraite! Vous ne
» refuserez pas que mes filles m'accompa-
» gnent; parmi les lois qui vous sont impo-
» sées, il n'en est pas qui arrachent les en-
» fants à leur mère; et si mes droits comme
» reine sont méconnus, ceux de mère seront
» peut-être respectés! A l'approche du prin-
» temps, je quitterai vos Etats, cette terre
» où j'ai régné, où j'ai fait quelque bien : j'irai
» partager les dangers de mon frère, je lui
» dirai : ils n'ont pu me fléchir; je suis exilée,
» mais ma conscience est pure; car je me suis
» souvenue du sang qui coule dans mes veines.

---

(1) Ferdinand VII, roi d'Espagne.

» Adieu, Sire, je vous laisse vieux et
» infirme sur un trône chancelant ; en m'é-
» loignant de vous, ma douleur est grande,
» votre fils n'est pas avec vous, et les mé-
» chants vous en séparent bien plus encore
» que les mers : la couronne souillée pèse sur
» vos cheveux blancs : ah ! que le Seigneur,
» par qui règnent les rois, veille sur vous
» et confonde vos ennemis ! partout où elle
» sera cette épouse que vous exilez, partout
» elle priera pour votre majesté, elle deman-
» dera à Dieu qu'il vous donne de longs jours
» et qu'il rende enfin au pays dont je suis
» chassée, le bonheur et la paix.

» Moi, la Reine. »

Plus les cortès multipliaient les outrages envers la royauté, plus elles cherchaient à se mettre à l'abri contre les justes ressentiments des hautes puissances continentales, qui avaient pris sous leur garantie l'inviolabilité des institutions monarchiques ; les troupes que la France tenait réunies sur les frontières de l'Espagne les inquiétaient ; car le Portugal ne se dissimulait pas que sa révo-

lution ayant sa source dans celle d'Espagne il devait en partager le sort.

La faction qui dominait à Lisbonne s'était, dès le commencement du nouvel ordre de choses, fortement élevée contre l'influence du commerce anglais, et le désavantage de ces anciens traités qui ne faisaient du Portugal qu'un simple comptoir. Le ressentiment national s'était manifesté par plusieurs actes de violence à l'égard des sujets anglais, établis soit à Oporto, soit à Lisbonne. Cette vengeance avait ensuite pris un caractère légal par la révocation de toutes les concessions et de toutes les prérogatives qui avaient jusqu'alors favorisé le commerce anglais. Les droits d'importation furent portés jusqu'à 60 pour cent.

Il semblait que le cabinet de Londres prévoyait que la révolution amènerait des circonstances où le Portugal serait encore obligé de se mettre à sa merci : il opposa donc la plus patiente résignation à toutes ces vexations qu'il attribuait avec raison à une effervescence momentanée. Lorsque le 22 août, l'Autriche et la Russie rappelèrent leurs ambassadeurs,

l'Angleterre, qui avait des griefs bien plus graves à faire valoir, se garda bien de suspendre ses relations diplomatiques; imitant la condescendance des Hollandais au Japon, elle sembla méconnaître les articles les plus vénérés de son symbole politique, pour les sacrifier à son intérêt commercial. Par sa patience à supporter les affronts, elle finit par apprivoiser les révolutionnaires de la Péninsule, et par leur persuader que son alliance pourrait les sauver de la crise qui les menaçait. Jamais le cabinet anglais n'a montré plus de circonspection et plus d'adresse que dans les circonstances actuelles.

Il persiste toujours dans ce système qui, depuis un siècle, semble lui avoir assuré une prépondérance décisive parmi les puissances de l'Europe. Sous le vicomte de Bolingbroke, il soutint par le traité d'Utrecht la France sur le penchant de sa ruine; mais il obtint la démolition du port de Dunkerque, qui lui portait ombrage. Sous Robert Valpole, il empêcha la Suède d'être accablée par l'ascendant que venait de prendre Pierre I.er; mais il fit accorder les plus grands avantages

à la navigation anglaise dans la Baltique. On n'a point oublié le rôle important qu'il joua dans la guerre de 7 ans où il s'obstina à soutenir, contre l'Europe entière, le grand Frédéric. Les immenses avantages du traité de 1763 furent la récompense de sa conduite habile; ce fut à cette époque qu'il jeta les fondements de ce vaste et riche empire qu'il s'est créé dans les grandes Indes. Sous le ministère de l'illustre Chatam et de son fils, qui fut encore bien au-delà de la réputation de son père, il profita des troubles qui successivement éclatèrent en Russie et en Suède, pour s'assujétir exclusivement le commerce de tout le nord de l'Europe.

Après une lutte aussi courageuse que constante de trente années, il vient de forcer le torrent de la révolution qui s'était débordé sur toute l'Europe, de revenir sur lui-même et ensuite de disparaître du sol qu'il désolait depuis de si longues années. L'Angleterre ne craignait pas que l'inondation pût l'atteindre; mais tous ses rapports politiques étaient en souffrance, et ses intérêts commerciaux se trouvaient menacés d'une ruine prochaine.

Il importe à l'Angleterre qu'aucune puissance en Europe ne puisse s'élever au-dessus de toute concurrence pour pouvoir aspirer à la domination du continent. Ce système d'équilibre dont elle tient la balance d'une main aussi ferme, fait sa gloire, en même temps qu'elle y trouve sa sécurité.

Les factieux de l'un et l'autre État de la Péninsule ont pressenti ces dispositions du cabinet de Londres. Aussi, depuis surtout qu'il a été question du congrès de Vérone, ils ont regardé la politique britannique comme un bouclier qu'ils pouvaient opposer aux attaques des autres puissances continentales.

Le Portugal et l'Espagne se sont donc jetés, pour ainsi dire, à la merci de l'Angleterre. Ils ont souscrit à toutes ses prétentions, sans oser à peine discuter les énormes sacrifices que l'avide insulaire leur avait commandés. Les cortès de Madrid ont accédé à la demande de près de 200 millions de créances équivoques ou d'indemnités les plus exagérées. Elles ont accordé jusqu'à l'occupation militaire et commerciale de la Havane, la seule possession américaine qui restât à

l'Espagne. Quel poste important que la Havane pour l'active et ambitieuse Angleterre ! par elle, se trouvant pour ainsi dire à cheval sur le détroit des Florides et sur le golfe de Honduras, elle s'y constitue en sentinelle observatrice à l'égard des États-Unis en même temps qu'elle peut s'y mettre en mesure de dominer les communications que les Etats formés des colonies espagnoles peuvent avoir avec l'Europe. Tel était le secret de cette conscience timorée, que faisait valoir le gouvernement anglais dans la questiou qu'on agitait alors sur les droits d'une intervention armée.

La protection du cabinet de Londres à l'égard du Portugal se trouva encore bien plus chèrement achetée; la faction qui s'était d'abord si vivement prononcée contre toute influence étrangère sur le commerce national, et qui s'était même conduite avec des apparences hostiles envers le gouvernement anglais, se replaça d'une manière plus spéciale sous l'action du commerce britannique. Le traité de 1703 fut remis en vigueur avec une extension encore plus exclusive;

enfin tout le Portugal devint un faubourg de l'Angleterre, où elle avait ses pressoirs et ses magasins d'entrepôt.

Pour le prix de tant de concessions, les cortès de Lisbonne, alarmées sur l'attitude menaçante de la France, exigèrent une déclaration solennelle du cabinet de Londres, pour annoncer à l'Europe sa protection spéciale à l'égard de son intime alliée. Ce furent les conséquences de cette déclaration dont on réclama l'application à la cause de l'Espagne.

Mais l'opinion commençait à se fatiguer de la turbulence des factieux; on regrétait le calme heureux dont on avait joui sous l'administration paternelle du roi le plus débonnaire qui eût encore occupé le trône du Portugal. La plupart des généraux avaient honte d'obéir aux maitres ignobles qu'ils s'étaient donnés.

La reine, sœur de Ferdinand roi d'Espagne, avait toute la fierté de son frère; mais son caractère hautain ne savait point se plier à cette résignation que lui commandaient les circonstances. Ne perdant pas l'espérance de briser l'audace des révolutionnaires et de faire écrouler l'édifice monstrueux qu'ils avaient

élevé sur les ruines de l'antique monarchie, elle encourageait du lieu de son exil les mécontentements qui se manifestaient dans l'armée et dans toutes les classes de la nation. Don Miguel, celui de ses enfants qu'elle affectionnait davantage, partageait ses sentiments contre le nouvel ordre de choses. Don Miguel, jeune prince de 25 ans, portait le courage jusqu'à la témérité; ainsi que sa mère il avait peine à dissimuler l'indignation que lui inspirait la position humiliante où le parti dominateur avait fait descendre le roi son père infortuné.

Cependant la reine, malgré l'exaltation de ses sentiments, conduisit avec adresse son système d'opposition. Afin d'affaiblir cette idée de puissance irrésistible que les cortès inspiraient, elle mit en avant le comte Amarante, qui commandait dans la province de Tra-los-Montes; il était sincèrement dévoué à la cause monarchique et aux vues de la reine. Le comte se déclara donc ouvertement contre le nouvel ordre de choses. Ayant gagné quelques bataillons, il forma un corps d'armée et agit hostilement contre les troupes des cortès. Cet essai ne fut pas heureux et

la plupart des régiments restèrent fidèles à leurs drapeaux.

Alors les insurgés royalistes de l'Espagne venaient de succomber dans la Navarre et dans la Catalogne.

Le militaire portugais, croyant au triomphe du parti constitutionnel dans la Péninsule, n'osait pas déserter les drapeaux révolutionnaires des cortès. Le comte Amarante, réduit à un petit nombre de serviteurs dévoués, ne pouvait tenir la campagne devant un ennemi trop supérieur en forces : il se vit obligé de se retirer en Espagne.

L'entrée des Français dans la Péninsule, les rapides progrès qu'ils y firent, les vues sages et conciliatrices qu'annonçait le prince français qui dirigeait l'invasion, tous ces événements inattendus firent prévoir la chute du parti révolutionnaire en Espagne et ranimèrent l'espérance des royalistes portugais et de leur reine courageuse. Cette princesse pratiqua de nouvelles intelligences dans les régiments ; les militaires commencèrent à retirer leur affection d'une cause que la gloire semblait désavouer. La reine et le prince son

fils virent alors accroître rapidement le nombre de leurs partisans.

Enfin les opinions se manifestèrent partout d'une manière si favorable pour les royalistes, qu'ils se crurent en position de pouvoir attaquer ouvertement le parti constitutionnel. Ainsi la contre-révolution commença le 27 mai; et le 2 juin, le roi était rétabli dans la plénitude de sa puissance.

Le général Sampayo donna le signal de ce mouvement aussi heureux qu'il parut hardi. Il était envoyé par le gouvernement dans la province de Beyra pour y contenir les restes du parti du comte d'Amarante. A peine est-il à quelques lieues de Lisbonne qu'il déclare sa défection.

Il fut bientôt joint par le prince Don Miguel, qui s'était fait suivre par 30 hommes à cheval et 360 soldats. Arrivé à Villa Franca, Don Miguel y fait proclamer l'abolition de la constitution, et se porte ensuite hors la ville, sur la route de Santerna; mais, auparavant, il avait écrit de Villa-Franca la lettre suivante à son père.

« Mon seul chagrin est d'être sorti du pa-
» lais de V. M. sans votre permission.
» Mais, ne pouvant l'obtenir de votre
» prudence, et ne pouvant plus long-temps
» voir l'avilissement du trône, j'ai pris un
» parti que V. M. comme roi ne saurait dé-
» sapprouver. Nous devons conserver in-
» tacte la majesté royale, c'est un dépôt
» qui nous est confié. J'espère que Dieu
» nous aidera et que comme père vous
» me donnerez votre bénédiction, quoique
» comme roi, vous puissiez être obligé
» à des actes extérieurs contraires à votre
» cœur royal.

» Je baise les mains de V. M. »

Aussitôt que la nouvelle de la défection du prince fut répandue, les mécontents ne craignirent plus de se déclarer. Beaucoup de détachements militaires vinrent le joindre le lendemain de l'insurrection. Les cortès forcèrent le roi à renouveler le ministère; mais deux des nouveaux ministres, ceux de la guerre et des affaires étrangères, se dérobèrent dans la nuit de Lisbonne et vinrent auprès du prince.

Le général Pamplona les avait précédés : le 29, Sepulveda, auteur de la première révolution d'Oporto, abandonna le parti des cortès. Enfin, le premier juin, le roi ne craignit plus, sous le prétexte d'une revue, de se rendre à Villa-Campa avec un régiment et une partie de sa garde.

Ce fut alors qu'il y eut de fréquents messages entre les deux partis. Les ministres récemment nommés et pris dans le sein des cortès, donnèrent leur démission. La municipalité, le 2, députa au roi pour l'engager à rentrer dans la capitale. Le même jour les cortès, dont les membres les plus compromis s'étaient déjà refugiés à bord des frégates anglaises, déclarèrent suspendue leur session, et protestèrent contre toute atteinte qui pourrait être portée à la constitution de 1822.

Le 3, nouvelle proclamation du roi, où le prince cessant de garder des mesures envers le parti révolutionnaire, dévoile toutes ses turpitudes, les outrages personnels qu'il en a reçus et fait voir toutes les monstruosités politiques, de l'étrange constitution qu'il avait

imposée au royaume : cependant il promet à ses peuples des institutions en harmonie avec l'état actuel de la civilisation.

Cette proclamation fut reçue avec des transports de joie qui parurent unanimes.

La journée du 4 fut consacrée aux préparatifs pour la rentrée solennelle du roi qui avait été fixée au jeudi 5 juin, octave de la Fête-Dieu. On voulut confondre la splendeur de la cérémonie religieuse qui avait lieu ce jour là, avec l'éclat des réjouissances publiques.

Le 8, le comte Amarante qui avait si bien mérité de son roi, revint à Lisbonne où il fut reçu avec toute la pompe d'un triomphe militaire.

On peut bien croire, d'après le caractère personnel de la reine, et d'après la part qu'elle et son fils avaient prise dans le mémorable événement de la restauration, que la princesse voulait jouir de son ouvrage et se faire accorder une grande influence dans le gouvernement. Mais son esprit vindicatif trouva dans les sentiments du bon roi Jean VI une opposition qu'elle n'avait pas prévue. La reine

voulait l'échafaud, la prison ou le bannissement pour tous ceux qui avaient pris part à la révolution : mais le roi cherchait à soumettre les plus rebelles par la force de ses bienfaits; il voulait dépopulariser la révolution, en faisant apparaître sur le trône toutes les vertus de la popularité.

Il se forma donc deux partis dans la cour: il n'arrive que trop souvent que le prix du combat divise les victorieux.

Cette lutte qui venait d'éclater dans le sein de la cour de Lisbonne a pensé amener la destruction de la maison de Bragance et la ruine de la monarchie. Enfin Jean VI, retrouvant dans sa famille ces afflictions dont son peuple avait déchiré son âme, vient de se voir obligé de bannir sa femme de sa présence et de faire voyager son fils dans le pays étranger. Nous nous félicitons de ce qu'il n'entre point dans notre tâche de révéler des détails et de retracer des scènes où le sentiment se trouve si péniblement contristé. Car l'honnête homme a le cœur navré de voir de si nobles affections royales aux prises les unes

contre les autres, au lieu de se réunir dans cet accord touchant des bénédictions de tout un peuple qui leur doit la fin de ses douleurs et de son oppression.

CHAPITRE LII.

Événements dans le Brésil depuis que le Prince royal s'est laissé proclamer empereur.

Le Portugal et le Brésil, abjurant les principes de la révolution, revenaient aux doctrines monarchiques; mais l'un et l'autre avaient pris une voie trop différente pour s'y rencontrer. Le Portugal était de bonne foi dans sa conversion politique, et se regardait comme heureux de retrouver ce trône antique qui avait ombragé le berceau de tant de générations.

Le Brésil, repoussant les fallacieux prestiges de la démocratie, ne restait pas moins

jaloux de son indépendance, et persistait avec une nouvelle énergie dans sa scission avec la mère-patrie.

Sentant la nécessité de confier ses destinées aux puissantes garanties de la monarchie, et conservant les plus affectueux sentiments pour la famille de ce bon roi Jean VI, qui pendant plusieurs années en avait fait le siège de son gouvernement véritablement patriarcal, le Brésil voulut prendre dans sa famille un prince qui ne régnât que pour lui seul et renonçât à toutes ses prétentions sur les possessions que sa dynastie pouvait avoir en Europe.

Afin qu'il n'eût rien de commun avec le prince de sa famille qui régnerait en Portugal, on voulut lui décerner un titre particulier et dont l'éclat lui tînt lieu d'indemnité pour le sacrifice qu'on lui imposait. Ainsi on proclama empereur le fils aîné du roi Jean VI qu'on adopta.

Don Pedro, prince héréditaire du Portugal, fut la victime dévouée que réclama l'orgueilleuse colonie. Le prince était resté dans son sein comme un otage précieux. On doit se rap-

peler que les deux chefs de la maison royale de Bragance, le père et le fils, avant de se séparer, étaient convenus de se résigner aux nécessités les plus dures et les plus impérieuses, pourvu que la conservation du Brésil à la dynastie en fût le résultat.

Don Pedro se laissant donc aller aux flots des événements qui le portaient au trône impérial du Brésil, n'a pu perdre de vue l'héritage le plus riche auquel lui donne des droits certains, son titre de prince royal de Portugal. Pourrait-il hésiter dans son choix entre un royaume florissant et une vaste contrée encore à demi-sauvage? mais, en se refusant aux vœux des Brésiliens, la maison de Bragance perdrait peut-être pour toujours un de ses domaines les plus importants. Sa position était devenue si délicate que, pour remplir les instructions confidentielles de son père, il devait affecter à son égard tous les dehors d'un souverain indépendant.

Don Pedro ne se dissimulait pas que sous le diadème impérial il n'était que l'agent passif d'un parti puissant dont l'influence absolue sur toute la colonie ne pouvait être

neutralisée que par tous les moyens d'une prudente dissimulation devenue nécessaire.

Don Pedro s'applique donc à jouer son rôle d'empereur de manière à diriger adroitement la puissance souveraine dont on l'avait revêtu, contre les partis qui n'avaient pour objet que la scission définitive de la colonie. Il prévoit que s'il parvient à donner de la force à son gouvernement, en paraissant flatter les préventions des Brésiliens contre la métropole, il affranchit sa domination de toutes les clameurs insurrectionnelles. Il se met en mesure d'attendre du bénéfice du temps ce qui doit faire l'objet de ses secrètes espérances. Devenu maître, souverain absolu du Brésil, il pourra peut-être plus tard aplanir tous les obstacles qui aujourd'hui ne lui permettraient pas de réunir le sceptre du Brésil à celui du Portugal et de transférer à Lisbonne le siège de son gouvernement.

C'est donc sous ce véritable aperçu que nous devons juger la conduite de Don Pedro comme empereur.

Aussitôt son avénement, qui eut lieu

le 12 octobre 1822, jour de l'anniversaire de sa naissance, il renouvela son ministère. Se faisant déclarer grand-maître de la franc-maçonnerie, il en fit fermer bientôt toutes les loges. Il parut abandonner toute sa confiance aux deux frères Andrade, qui jouissaient d'un grand crédit dans le parti qui s'était déclaré pour l'indépendance de la colonie.

Il avait besoin de ce parti pour réprimer l'esprit républicain qui se manifestait à Fernambouc. Cette province paraissait disposée à ne pas reconnaître son nouveau titre: elle voulait former un État particulier. Sa soumission jusqu'à présent n'a été qu'apparente; encore en a-t-elle fait l'objet de capitulations impérieusement exigées et de concessions privilégiées que le prince a dû souscrire. La population de cette province étant essentiellement commerçante semble tendre particulièrement à l'état républicain. Elle ne croit pas que l'éclat de ce gouvernement impérial, pesant plus directement sur elle, puisse la dédommager du sacrifice de ses immunités.

Ses négociants vivant en petits caciques dans leurs plantations ou leurs manufactures,

ne sont point tentés du rôle de courtisans auprès du monarque que s'est donné Rio-Janéiro.

Le nouvel empereur avait un autre objet d'inquiétude dans Bahia où le général Madeyra continuait à se défendre avec courage en bravant toutes les forces de la colonie. Heureusement que lord Cochrane vint offrir le secours de son escadre qui mit enfin un terme à ce siège dont la durée faisait peu d'honneur aux armes brésiliennes.

Lord Cochrane qui portait à Rio-Janéiro le titre de marquis, est un des plus singuliers aventuriers du siècle. Du parti des radicaux en Angleterre, il s'est fait chasser du parlement et bannir du royaume pour des délits concussionnaires dont il n'a pu se justifier. Se mettant indistinctement à la solde des républiques où à celle des princes, il a déserté le service du Chili pour venir offrir ses services à l'empereur Don Pedro. Nommé grand-amiral du Brésil, il a été chargé de la réduction de Bahia. On ne peut nier qu'il ne se soit acquitté avec courage de cette opération difficile. Ayant paru devant la

place vers la fin d'avril, il la pressa si vigoureusement que, vers la mi-juin, Madeira voyant sa garnison réduite aux abois, et dédaignant de capituler avec les Brésiliens, fit ses dispositions pour s'embarquer avec ses troupes à l'improviste, se dérober aux poursuites de lord Cochrane, et gagner ainsi les mers d'Europe.

Effectivement, le 2 juillet, Madeyra parvenant à dérober ses mouvements à la connaissance du général brésilien Lima qui l'assiégeait par terre, après avoir embarqué tous les Européens, l'argenterie dont il avait dépouillé les temples, et tous les objets de valeur dont il avait pu s'emparer, il est parti pendant la nuit avec son escadre composée de vaisseaux de guerre et de bâtiments marchands au nombre de 61 voiles. Il a trompé quelques instants la surveillance de lord Cochrane; mais l'amiral anglo-brésilien s'aperçoit bientôt de cette évasion : s'étant mis à la poursuite des fugitifs, il atteint le convoi, s'empare de 21 bâtiments; mais il ne peut joindre le vaisseau de ligne le *Jean VI* chargé de tous les trésors de Bahia.

La soumission de cette place importante était devenue un événement d'autant plus favorable que Don Pedro délivré de l'embarras que lui causait depuis long-temps l'opiniâtre résistance de Bahia, put se livrer aux soins de son gouvernement que menaçaient des factions intestines. Car le nouvel ordre de choses déplaisait autant à ceux qui tenaient à la métropole, qu'aux colons qui désiraient des institutions républicaines à l'exemple des autres provinces de l'Amérique du sud qui avaient secoué le joug de l'Espagne.

La nouvelle administration trouvait des ennemis non seulement dans les cortès recemment réunies, mais encore jusque dans le ministère. Les deux frères Andrade, en qui le prince croyait avoir des serviteurs dévoués, n'étaient pas fâchés de lui susciter des embarras et de tenir les partis en haleine, afin de se faire regarder comme nécessaires.

Ils n'entretenaient le prince que de conspirations prêtes à éclater; en même-temps, ils encourageaient dans les cortès tous les germes d'opposition; ils parvinrent à faire refuser au

prince le *veto absolu* qu'il réclamait comme une des prérogatives les plus importantes de la souveraineté.

Un accident fâcheux arrivé le 30 juin 1822 à l'empereur, donna de nouvelles espérances aux factieux. Don Pedro étant tombé de cheval parut si grièvement blessé qu'on le crut en danger. Alors toux ceux qui ne perdaient jamais de vue la chimère d'une république, ne dissimulèrent plus leur projet; tous ceux qui en voulaient aux Andrade profitèrent de la circonstance pour les pousser brusquement hors des affaires.

Une lettre anonyme fut écrite à l'empereur dans les termes les plus violents pour le menacer d'attentats contre ses jours s'il ne renouvelait pas son ministère et n'éloignait pas de sa personne les frères Andrade. Ceux-ci s'en prévalurent pour faire naître dans l'esprit du prince de nouveaux ombrages, en signalant à ses ressentiments tous ceux dont ils étaient jaloux. Ils répandirent à ce dessein le bruit d'une grande conspiration qui devait changer entièrement la forme du gouvernement.

De nombreuses arrestations eurent lieu sous un tel prétexte. Ces mesures de rigueur s'étendirent sur le général Nobrega, deux jours auparavant ministre de la guerre; Perreira, président du sceau; Barbosa, rédacteur d'un journal très-répandu, enfin sur plus de vingt personnes tenant le premier rang : Mai, rédacteur de la Malaguetta, qui avait attaqué vivement les ministres sur cette conspiration, fut assassiné chez lui par six hommes armés. Enfin la cour suprême saisie de cette affaire, trouva qu'elle n'était qu'un assemblage de faussetés et de calomnies, et fit mettre en liberté tous les détenus.

Don Pedro fut justement irrité contre les frères Andrade qui venaient de compromettre ainsi son autorité. Commençant à se douter de leurs menées factieuses, il fit éclater toute son indignation contre ces ministres qui naguères étaient ses favoris les plus intimes.

Voulant, par un grand coup d'autorité, se débarrasser en même-temps des tracasseries qu'il trouvait dans les cortès et s'affranchir de la constitution qu'on venait de publier et

dont plusieurs articles lui déplaisaient, il donne une face nouvelle aux affaires par la subite dissolution des cortès, la révocation de leur acte constitutionnel et la déportation des frères Andrade ainsi que de sept à huit autres de leurs partisans les plus dangereux. Cette espèce de révolution eut lieu le 16 novembre 1823. L'empereur en même temps, pour calmer la grande effervéscence qu'elle produisait dans tous les esprits, fit espérer les dispositions les plus populaires dans son gouvernement; il annonça son intention d'offrir aux libertés publiques la garantie d'une nouvelle constitution qui concilierait tous les intérêts et dissiperait toutes les craintes.

Effectivement, un mois s'est à peine écoulé, que le prince a tenu sa parole en publiant sa nouvlle constitution où l'on a mis en action tous les principes de ce *représentatif* devenu pour les deux mondes l'*évangile du jour*.

Cependant le grand coup d'état du 17 novembre a trouvé sur plusieurs points du Brésil de nombreux contradicteurs, et l'empereur n'a fait que d'offrir de nouveaux pré-

textes au parti d'opposition. Sa position jusqu'ici n'en paraît pas améliorée, et les destinées du Brésil en sont devenues plus incertaines.

Nous nous sommes abstenus de parler jusqu'ici des troubles survenus dans l'Amérique espagnole et de ceux qui agitent la Grèce, parce que nous nous proposons de traiter séparément et sans interruption ces objets importants qui se trouvent intimement liés aux affaires de l'Europe.

CHAPITRE LIII.

AMÉRIQUE ESPAGNOLE.

Considérations politiques sur sa révolution.

Sur la fin du quinzième siècle, un navigateur hardi découvre au-delà de l'Atlantique un nouveau continent, de nouvelles mers et de nouveaux archipels. C'était une partie du monde restée jusqu'alors inconnue à celle que nous habitons. Mais celui devant qui l'univers entier n'est qu'un point dans la sphère illimitée de sa puissance, avait aussi donné cet autre monde à l'homme, sa créature privilégiée. Christophe Colomb trouva donc dans ces terres qu'il découvrit une population

nombreuse, divisée comme parmi nous en diverses nations, mais avec des mœurs, des habitudes et des rites religieux tout différents des nôtres. Cette différence fut regardée comme un titre naturel de suzeraineté à l'égard des habitants de l'ancien monde. L'heureux navigateur en jugea ainsi; il crut que toutes les mers qui voyaient pour la première fois le pavillon européen, appartenaient essentiellement au monarque dont il portait la couleur. Ce fut bientôt un principe en Europe, que chaque terre découverte devenait la propriété légitime du prince qui envoyait un de ses capitaines en prendre possession. On bâtissait à la hâte un fort en bois, pour signe de haut domaine, qui s'étendait sur la contrée entière avec ses lacs, ses fleuves et toutes les îles environnantes. C'était ainsi que se constituaient les droits de souveraineté ou de colonisation. Ce fut une frénésie parmi les nations européennes d'aller pour ainsi dire à la chasse de nouveaux royaumes dans un autre univers; car l'opinion se répandit que c'était exclusivement pour servir de métairie à l'heureuse Europe que l'hémisphère américain

avait été créé. Les Espagnols, ayant secondé l'entreprise audacieuse de Christophe Colomb, se trouvèrent les premiers en date; aussi s'arrogèrent-ils d'abord des droits exclusifs sur tout le Nouveau-Monde.

Cependant les Portugais qui avaient devancé les Espagnols, dans les premiers essais d'une navigation lointaine, se présentèrent pour avoir leur part dans le partage : l'Angleterre, qui jetait les premiers fondements de sa puissance maritime, se hâta d'envoyer quelques aventuriers, pour jeter la ligne dans ce vaste océan de royaumes, et lui en pêcher aussi quelques-uns. Elle se trouva donc en concurrence avec l'Espagne et le Portugal. La première de ces puissances, qui avait déjà lancé après Christophe Colomb, ses Pizarre et ses Fernand-Cortès, armés des foudres les plus destructeurs de la guerre, et qui avait établi ses titres dans le sang de plusieurs millions d'indigènes, croyait avoir acquis sans partage le domaine de tout ce nouvel hémisphère. Mais le pape Pie IV, annonçant que toutes terres nouvellement découvertes étaient, par le droit divin, sous la jurisdiction

du Saint-Siège, voulut, par un arbitrage paternel, mettre d'accord ces nations rivales; prenant une mappemonde, il traça des lignes qui renfermaient des régions plus vastes que nos plus puissants royaumes, et, avec quelques traits de crayon, il disposa de la propriété d'un monde entier. Entre les trois nations rivales, l'Espagne fut la plus richement partagée.

Le Pérou et le Mexique, formant deux vastes empires, et toute cette étendue de continent qui se trouve en-deçà et au-delà du golfe Darien, furent compris dans son partage; le Brésil échut au Portugal, et l'Angleterre se contenta d'avoir des comptoirs dans quelques îles; mais, sous Élisabeth et les règnes suivants, elle sut bien se dédommager, et sa puissance dans le Nouveau-Monde balança bientôt celle de la monarchie espagnole. Enfin la France s'avisa de vouloir posséder aussi des établissements, dans une contrée où il ne s'agissait que d'arborer sur un tertre le pavillon national, pour y fonder au profit de son pays les droits d'une jurisdiction souveraine; il n'est pas jusqu'au Danemarck qui ne

prétendit avoir sa petite colonie de Saint-Thomas.

La Prusse, qui n'était alors qu'un obscur électorat, n'eut pas même l'idée de se mettre sur les rangs des grandes puissances. Cependant l'Autriche qui jouissait, surtout au seizième siècle, d'une suprématie non contestée, ne possédait pas encore les Pays-Bas, qui appartenaient à la branche espagnole; elle n'avait pas fait, sur le littoral vénitien, les envahissements qui lui donnèrent par la suite quelques ports sur la Méditerranée; elle se bornait donc à sa navigation sur le Danube; n'ayant pas de marine, elle ne pouvait prétendre à des établissements d'outre mer. Elle eut moins de dépenses à faire, moins d'hommes à consommer; et, sans exploiter les riches mines du Nouveau-Monde, elle eut plus de numéraire que les autres princes de l'Europe, entre les mains desquels s'écoulaient tant de millions. Car ces nations, qui déchirèrent et se partagèrent les entrailles d'or de l'Amérique, furent obligées bientôt de suppléer par des signes fictifs à la rareté du numéraire, et ce fut chez elles

que s'établit le système d'une dette publique, qui semble une lèpre moderne, menaçant l'existence des plus anciennes monarchies. L'Autriche, toujours flegmatique, s'est donc tenue à l'abri de cette fièvre contagieuse des colonisations dans un autre hémisphère. Ne connaissant d'autres trésors que ses vignobles, ses moissons et ses manufactures; n'ayant nul besoin de ports et de chantiers, de vaisseaux et de matelots, elle a concentré toutes ses dépenses publiques dans l'entretien des ses forteresses, et dans celui de ses forces militaires. Aussi ses peuples, toujours paisibles sous le gouvernement le plus absolu dans la théorie, et le plus populaire dans son administration, n'ont connu ni les prestiges dangereux de l'opulence, ni les vices dégradants de la misère.

Il était véritablement contre la nature des choses qu'un continent presqu'aussi vaste que les autres parties du monde, se résignât à rester toujours dans un simple état de colonisation. Les richesses territoriales de l'Amérique finirent par fixer sur le sol du Nouveau-Monde, une grande partie de la population active de

l'ancien, et l'Amérique ne fut bientôt, pour ainsi dire, qu'une *doublure* de notre Europe; on y vit s'y reproduire nos habitudes, nos mœurs, nos usages, nos institutions, et jusqu'au nom de nos provinces et de nos villes.

Les colons, s'étant nationalisés dans leur nouvelle patrie, y contractèrent bientôt cette fierté qui tient au caractère commercial, et y puisèrent ce désir de l'indépendance que donne naturellement la richesse. Les rapports avec la mère-patrie n'eurent plus rien de national : bientôt on y vit disparaître les signes d'une sujétion qui cessa de paraître naturelle et légitime; dès-lors on put entrevoir l'époque où les diverses parties du continent américain tenteraient de se former en États indépendants, et qu'il n'existerait, entre notre vieille Europe et ses colonies, d'autres rapports que ceux qui naissent d'un commerce actif entre diverses nations civilisées, dépendantes les unes des autres par leurs besoins mutuels.

La révolution a commencé par les colonies anglaises, dont cependant l'union avec la mère-patrie paraisait le plus fortement constituée. Comment le royaume d'Espagne,

accablé par les chances d'une guerre malheureuse, aurait-il pu maintenir ses droits de suzeraineté, sur des colonies qui voyaient leur métropole obligée de subir le joug de l'étranger, et leur roi légitime se trouver entre les mains du conquérant le plus perfide? On sait que nous parlons de cette malheureuse époque de 1808, où Napoléon, voulant expulser les Bourbons du trône des Espagnes, parvint à faire venir en France, et à retenir prisonnière, la famille royale, à laquelle il se présentait comme un simple médiateur. Ainsi les provinces qui refusèrent de reconnaître l'autorité du roi Joseph, parurent d'abord inspirées par le plus généreux patriotisme; elles semblaient sauver d'une ruine entière l'honneur de la mère-patrie; les droits en étaient suspendus, puisque son existence politique était éclipsée. l'Amérique espagnole pouvait-elle avoir des devoirs à remplir envers l'aventurier qui, sans illustration personnelle, et poussé par des événements qui lui étaient étrangers, venait s'asseoir sur le trône antique de Charles-Quint, pour l'avilir? Rien n'est plus séducteur que les prestiges

de la liberté : les peuples comme les individus n'y renoncent pas facilement, lorsqu'une fois ils ont commencé à s'enivrer dans la coupe de telles illusions. La métropole ayant pu recouvrer son indépendance, les colonies n'en restèrent pas moins dans leur scission, et continuèrent à former des États indépendants.

On peut regarder cette révolution du continent américain, comme l'événement le plus mémorable de l'histoire moderne. On ne trouve rien, même dans les annales anciennes, qui puisse lui être comparé.

Une telle révolution changeant absolument la nature de tous les rapports que les deux hémisphères peuvent conserver entre eux, devient une source féconde d'observations et de conjectures. C'est un vaste champ ouvert à tous nos écrivains, quelles que soient les couleurs politiques qui les distinguent. Les libéraux pourront y errer à loisir dans les vastes labyrinthes de leur théorie représentative, et les partisans du gouvernement monarchique y signaler les chances dangereuses que présente presque partout l'absence de l'unité politique; l'observateur impartial res-

tera convaincu que c'est un résultat heureux pour notre vieille Europe, que de voir enfin un terme à ce dispendieux système de colonisation lointaine, qui, depuis trois siècles, la tient dans une position forcée à laquelle étaient sacrifiées ses mœurs antiques, ses finances et sa population.

Mais, il faut en convenir, occupés des mouvements de cette politique dont les effets, comme le fluide électrique, parcourent les régions les plus élevées et descendent jusqu'au dernier rang de la société, nous perdons de vue ces révolutions. Cependant l'histoire réserve de grandes leçons aux peuples mal inspirés qui, las de leur paisible bonheur sous les auspices de la monarchie, veulent se livrer aux agitations d'une liberté mensongère.

Dans d'autre temps, nos regards se dirigeraient avec le plus vif intérêt vers ces scènes immenses qui se développent sur un horizon presque sans limites, et où se forme peut-être le noyau de puissantes monarchies.

Les colonies espagnoles comptent, sur une étendue de 1900 lieues, une population de 17 millions d'habitants, dont 7 millions appar-

tiènent au Mexique, 3 à Colombie, autant au Pérou, le reste se partageant entre Buenos-Ayres et le Chili. Nous n'y comprenons pas le Brésil : cette contrée paraît s'être isolée des autres dans sa marche révolutionnaire; car c'est sous les enseignes de la royauté qu'elle marche à la république. Elle a forcé le fils de son souverain à devenir complice de ses attentats contre les antiques institutions de cette monarchie, dont jusqu'alors elle avait fait partie.

Tout ce pays que couvrent en ce moment les laves d'un volcan révolutionnaire, équivaut à la surface de l'Europe entière. Qu'il doit être important d'étudier ce spectacle que présentent 17 millions d'habitants se livrant à la merci de toutes les vicissitudes révolutionnaires ! On doit y trouver toutes les horreurs et tous les prodiges, tous les vices honteux et toutes les vertus éclatantes que peuvent produire les passions humaines dans toute la fermentation de leur effervescence.

On veut comparer la révolution que subissent aujourd'hui les colonies espagnoles, à celle qui, il y a bientôt cinquante ans, a séparé

de l'empire britannique l'Amérique septentrionale. Quelle différence cependant l'œil de l'observateur découvre dans les révolutions de ces deux parties du Nouveau-Monde ! Tout s'y trouve à l'avantage des Anglo-Américains : ils ont conquis avec le plus héroïque courage cette liberté dont ils n'ont pas cessé de se montrer dignes ; la métropole avec laquelle ils ont fait scission n'a pu leur refuser son estime, en réunissant cependant tous ses efforts pour les faire rentrer sous son joug.

Leurs mœurs étaient aussi simples que leur esprit était éclairé ; on les vit marcher à l'indépendance avec cette union fraternelle qu'aucune faction ne put altérer. Ses deux héros Franklin et Washington, rappèlent ces vertus classiques que nous nous plaisons à chercher dans les premiers âges de la Grèce. On peut dire que les noms de ces deux sages font l'illustration des événements auxquels ils restent attachés.

La révolution anglo-américaine fut conduite comme si elle eût été le résultat des méditations d'un puissant génie, qui en ayant créé tous les ressorts, en pouvait à son gré maîtriser l'action

et en assurer les résultats. Chaque canton eut ses lois et ses institutions particulières : le gouvernement fédéral acquit ainsi cette élasticité vigoureuse que le principe démocratique donne aux forces individuelles dans les cités d'une faible étendue; car tous les rapports personnels s'y trouvant en action se pressent et se fortifient les uns les autres. Mais en même temps des obligations communes rattachèrent à un même centre d'action et de puissance toutes ces républiques particulières. Le système fédéral développe tous les avantages de l'autorité monarchique, sans cependant altérer les libertés particulières de chaque cité. En cas de guerre au dehors, le président de cette ligue amphictyonique, investi d'une espèce de dictature, impose silence à toutes les rivalités locales, fait taire toutes ces jalousies ombrageuses, qui semblent inhérentes au caractère républicain : on ne connaît plus alors que cette subordination absolue qui peut seule régulariser les moyens de défense ou d'attaque.

Tant que dura la guerre de l'indépendance, Washington parut un puissant monarque

commandant à des sujets soumis. Chaque état de la confédération ne semblait qu'une province, fournissant avec zèle son contigent et ne contestant aucune des charges que le chef suprême pouvait exiger. On connaît les merveilleux résultats de cette étonnante combinaison politique. La reine des mers fut obligée d'incliner son sceptre orgueilleux et de reconnaître l'émancipation de ses colonies. L'Amérique septentrionale n'employa que six ans de guerre pour conquérir son indépendance : elle apprit de ses vainqueurs l'art de vaincre, et ses premiers revers préparèrent son triomphe.

Les colonies espagnoles, dans leur insurrection, sont loin de se présenter sur la scène avec un aussi grand caractère historique. C'est par une espèce d'instinct d'imitation de la révolution française, qu'elles pensent à faire scission avec la mère-patrie; on dirait qu'elles se laissent entraîner, comme malgré elles, par cet esprit du siècle qui fait violence à leurs habitudes paisibles, à leurs mœurs pacifiques, et à des préjugés nationaux, vénérés comme un héritage sacré transmis

par leurs ancêtres. Il faut avouer que les colons avaient besoin de remonter jusqu'au 15.e siècle pour trouver des motifs à leur défection ; rien n'était plus léger que le joug qu'ils portaient; aucune administration n'a été plus modérée que celle du gouvernement espagnol à l'égard de ses colonies américaines. Le cabinet de Madrid semblait sentir *que les Indes et l'Espagne sont deux puissances sous un même maître, mais que les Indes en forment la principale* (1). Aussi le gouvernement veillait-il sur ses possessions d'outre-mer, comme un avare fixe sans cesse ses regards jaloux sur de riches capitaux que tant de chances peuvent lui faire perdre; ou plutôt la politique espagnole a toujours flatté pour ainsi dire ses colonies, comme un faible vieillard caresse le fils dont le travail le nourrit.

L'Europe ne le sait pas assez : la sueur de

---

(1) Montesquieu, Esprit des Lois, liv. XXI, chap. 22.

l'esclavage depuis long-temps ne souille plus pour l'Espagne les richesses du Nouveau-Monde; un travail libre exploite les entrailles aussi bien que la surface de la terre. L'Indien soumis aux tributs est sujet et non serf du conquérant. Jamais le vainqueur n'environna le vaincu de tant de sauvegardes.

On peut le dire : les lois de la métropole ont été plus paternelles pour l'indigène du Nouveau-Monde, que ne le sont pour les sujets les institutions de plusieurs de nos monarchies européennes. La liberté municipale lui a été donnée; des cours supérieures n'ont d'autre objet que de commettre à la défense de ses droits le glaive de la justice. Enfin l'épiscopat semblant avoir hérité du génie médiateur de Las-Casas, lui prête depuis trois siècles le secours de sa puissante intervention.

La dotation du clergé américain ne se compose pas de biens-fonds, mais de capitaux immenses: une telle propriété dont la valeur est attachée aux besoins de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, a le rare

avantage de lier ses intérêts à la prospérité publique.

On peut assurer qu'à travers les désordres, le faste et la licence que doivent entraîner de grandes richesses, de hautes vertus ont conservé l'éclat du sanctuaire; la plupart des prélats s'y concilient le respect unanime des peuples, et il se trouve des pontifes zélés, comme les Barthélemi de Las-Casas et les Vasco de Quiroga, pour plaider à Madrid la cause des Indes et pour prêcher la concorde au milieu des Indiens; pieux phisolophes, ils veulent étendre à tous les hommes la protection des lois en même temps que les bienfaits de l'évangile.

Il est une vérité historique d'une évidence incontestable : c'est que depuis l'avènement de la maison de Bourbon, et surtout depuis le règne du sage Charles III, la population s'est accrue, les arts se sont développés, les sciences ont été cultivées, la civilisation a poussé, dans les esprits et dans les cœurs, des racines profondes. Malheureusement cette révolution française qui doit matelasser de

cadavres le sol de l'univers entier, a porté dans ces heureuses contrées ses dangereuses lumières, et le plus vaste incendie vient de s'allumer à ses feux inconnus et terribles.

L'insurrection aurait pu être facilement étouffée dans son principe, si la métropole déchirée par des factions intestines n'eût pas elle-même été hors d'état de s'occuper de se possessions d'outre-mer. Quelques régiments de ligne transportés d'Europe dans les colonies eussent ramené à l'obéissance les provinces rebelles avant que la révolte eût eu le temps d'organiser son système de défense. Ces provinces d'outre-mer connaissaient toute la faiblesse du gouvernement dont elles secouaient le joug : aussi n'annoncèrent-elles pas dans leur disposition hostile cette énergie que l'imminence du danger avait donnée aux Anglo-Américains. Ceux-ci ne firent pas un pas vers leur indépendance, qui ne fût signalé par un combat où le sort des armes ne leur fut pas toujours favorable. Pour conquérir leur liberté, ils avaient à se battre contre les dominateurs de l'Océan

et les plus terribles ennemis qu'ils pussent trouver dans l'espace entier de l'univers. Cependant leur persévérance les fit vaincre, et ils se sont montrés dignes de ce glorieux triomphe.

Les Hispano-Américains, faiblement attaqués par un peuple découragé par le joug humiliant des cortès espagnoles, se défendirent avec aussi peu de vigueur qu'ils étaient attaqués. Long-temps l'insurrection ne parut chez eux qu'une entreprise au-dessus de leur courage; aussi ne s'y portèrent-ils qu'avec une timide lenteur. Chaque province hésitant à se déclarer, attendait que la force des événements fît en quelque sorte violence à son apathie.

La guerre durait depuis plusieurs années, sans qu'on pût encore prévoir quel en serait le résultat : enfin, la révolution du mois de mars 1820, en brisant tous les ressorts politiques du gouvernement dans le sein de la métropole, a pu convaincre les colonies que l'insurrection était désormais sans danger; alors elle est devenue générale. Chaque province voulut avoir sa constitution et s'arroger

tous les attributs de la souveraineté; les pays qui avaient pris l'initiative de la révolte furent les premiers à se donner une forme de gouvernement régulier, et la république de Colombie fut créée. Buénos-Ayres suivit bientôt après un tel exemple, et se constitutionalisa. Le Mexique et le Pérou se laissèrent entraîner au torrent de ces innovations : mais toutes ces provinces, quoiqu'elles eussent été jusqu'alors unies par les rapports communs qui les soumettaient à l'Espagne, s'isolèrent les unes des autres dans leur nouveau système politique, et toutes aspirèrent à l'honneur de former un Etat particulier.

Les colonies espagnoles, d'après leur scission, forment quatre États dont chacun égale en étendue nos monarchies européennes du premier rang.

Ces quatre États sont Colombie, le Pérou, le Mexique, enfin la république de Buénos-Ayres qui comprend le Chili formant comme un État séparé. Nous allons rapidement parcourir les principaux événements qui tiènent à la révolution qu'a subie chacune de ces grandes provinces de l'Amérique espagnole.

CHAPITRE LIV.

RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE.

Bolivar. Ses premières victoires.

Parmi les colonies insurgées de l'Amérique du sud, Colombie tient le premier rang, non par sa population et son étendue, mais par l'importance qu'elle s'est acquise. Se trouvant presqu'au centre des nouveaux États qui viènent de se constituer, elle semble dominer leurs destinées et leurs rapports politiques.

Donnant en quelque sorte la main au Mexique, elle est comme adossée au golfe Darien; voisine du Perou, son action poli-

tique s'étend jusque sur la république de Buénos-Ayres qui a été comme sa première compagne dans cette longue guerre qu'elle a soutenue contre la métropole. Elle est formée du territoire qui, dans la partie supérieure de l'Amérique méridionale, s'appèle la Terre Ferme. Ses principales provinces sont le Venezuela, la Nouvelle-Grenade, le Cumana, Caraccas et Carthagène. On lui donne une population de trois à quatre millions d'âmes.

La république de Colombie ne tire pas son nom de l'une de ses villes; mais elle se l'est donné pour se placer sous les auspices du grand homme à qui nous devons la découverte du Nouveau-Monde. Plusieurs villes de l'Amérique se sont honorées du nom de Colombia, le plus beau qu'on puisse porter dans ce nouvel hémisphère. On en trouve dans plusieurs provinces des États-Unis, comme la Caroline, la Virginie et la Pensylvanie : *Colombia* est aussi le nom d'une large rivière au N. O. de l'Amérique septentrionale, et qui se jète dans l'Ohio.

Caraccas et le Venezuela s'étaient mis en révolte contre la mère-patrie, dès qu'elles

l'avaient vue subir le joug de l'étranger. Une guerre, dont les chances avaient été très-variées, était devenue le résultat d'une telle défection. Les troupes européennes, plus aguerries, eurent un avantage décidé dans les premières campagnes; mais les milices coloniales se formèrent dans l'art de vaincre par leurs défaites mêmes. Dès que le succès se balança, il fut facile de prévoir que le parti qui combattait dans ses propres foyers, ayant à sa disposition tous les moyens de se recruter et de s'approvisionner, finirait par fatiguer la patience et la valeur des troupes étrangères. Aussi l'actif Bolivar, qu'aucun revers n'avait pu décourager, triompha de la tactique de l'habile Morillo. L'Espagne n'envoyant que de faibles détachements, ses troupes étaient loin de pouvoir suffire à toutes les positions qu'elles avaient à garder dans une aussi vaste étendue de pays. Se trouvant partout inférieures en nombre, elles ne purent assurer leurs communications, et la maladie, le défaut de vivres et le découragement leur devinrent plus funestes que le fer ennemi. Morillo se montra certainement un plus grand

capitaine que Bolivar : avec une poignée de soldats, il savait se multiplier et faisait payer chèrement au général colombien chaque pouce de terrain qu'il était obligé de céder. Cependant il ne put lutter contre les difficultés de tous les genres qui se réunissaient pour l'accabler. Si la révolte de l'Ile-de-Léon n'avait pas paralysé les efforts puissants que voulait tenter la métropole, l'Espagne parvenait au recouvrement de ses colonies, et Bolivar ne serait plus aujourd'hui qu'un rebelle fugitif.

En effet, 22 mille hommes de vieilles troupes arrivant d'Europe à Morillo, Bolivar aurait-il pu tenir contre des forces si imposantes, puisque le général royaliste n'ayant jamais pu lui opposer plus de 7 à 8 mille hommes, avait si long-temps rendu incertain le sort des armes ? On prétend qu'une puissance continentale, qui peut trouver son compte dans cette défection générale des colonies espagnoles, n'est point étrangère aux causes qui ont amené la révolte de l'armée d'embarquement, et par suite la révolution d'Espagne.

Quoi qu'il en soit, Morillo voyant qu'il

n'avait plus de renforts à attendre de la métropole, désespéra de la cause qu'il avait à soutenir. Il entra donc en négociation avec l'heureux colombien par un armistice à la faveur duquel il put retourner en Europe.

Le traité de la suspension d'armes fut conclu le 25 novembre 1820. Bolivar envoya M. Zéa et deux autres commissaires, pour arrêter les bases d'une paix définitive; mais le préliminaire devant être de faire reconnaître l'indépendance de la nouvelle république, la négociation fut bientôt rompue, et la reprise des hostilités fut dénoncée par Bolivar le 10 mars 1821.

Pendant l'armistice, Morillo ayant enfin obtenu son rappel dans la mère-patrie, avait remis le commandement au général de la Torre.

On se disposa, de part et d'autre, à rentrer en campagne vers le commencement de mai.

Pendant que l'armée colombienne allait décider sur le champ de bataille la question de son indépendance, le congrès de la nouvelle république se réunissait à Rosario de Cucuta.

Le libérateur Bolivar, occupé de ses dispositions militaires, chargea Antonio-Marino, un de ses lieutenants, de faire l'ouverture du congrès. Elle eut lieu, comme c'est l'usage, par un discours où le lieutenant de Bolivar, parlant au nom de son maître, s'étendit avec exaltation sur les charmes de l'égalité et sur les hautes destinées qui attendaient la nouvelle république, sous les auspices de son glorieux chef. Il y eut, pendant trois jours, des fêtes, des illuminations et des bals.

Dans ses premières séances, le congrès porta le décret de la réunion de toutes les provinces qui avaient adhéré à l'insurrection du Venezuela. Alors il fut déclaré que le Venezuela, la Nouvelle-Grenade et le Cumana ne formeraient plus qu'un seul Etat sous le nom de *république de Colombie.*

Tandis que le congrès posait les bases fondamentales de cette fédération, Bolivar se préparait aux grands événements militaires qui devaient fixer la destinée de la nouvelle république.

Pendant tout le temps qu'avait duré la suspension d'armes, il avait considérable-

ment augmenté le nombre de ses troupes ; aussi, put-il les diviser en plusieurs corps, chargés d'agir à de grandes distances. L'un, commandé par Bermudès, occupait les côtes entre Cumana et Caraccas; un autre, sous les ordres du général Valdès, était du côté de Popayan et de Quito. L'amiral Brion croisait avec sa flotille, dans le golfe de Maracaïbo; enfin l'armée principale, forte de 8 à 10,000 hommes, et dans laquelle se trouvaient les lieutenants-généraux Paez, Cedeno et Anzoategui, était commandée par Bolivar en personne.

Deux mois se passèrent en marches et contre-marches ; les mêmes villes furent successivement occupées et ravagées par les deux partis ; mais la bataille de la Labosc gagnée par Bolivar fut décisive. Elle porta le dernier coup à la domination espagnole dans ces contrées.

Bolivar sut profiter d'un aussi grand avantage en général aussi habile qu'actif; il prit possession de Caraccas, ville à laquelle les deux partis, pendant tout le cours de cette guerre, avaient attaché la plus grande importance :

il en fit la capitale du Venezuela. Ensuite il força de capituler la forte place de la Guayra, qui obtint une capitulation honorable par la médiation généreuse de M. Jurien. Ce contre-amiral français, qui se trouvait dans ces parages, prit la garnison à bord, et la transporta saine et sauve à Puerto-Cabello. Ce noble procédé excita l'admiration des deux nations belligérantes. Bolivar offrit encore aux Espagnols un armistice, mais sous la condition qu'ils cesseraient toute opération militaire dans l'intérieur des provinces : le général de la Torre s'y étant refusé, les hostilités continuèrent; alors l'heureux Bolivar entreprit tout à la fois le siège de Carthagène, de Cumana, de Puerto-Cabello : il se rendit maître de ces places, mais la dernière prolongea jusqu'à la fin de 1823, son intrépide résistance.

A la nouvelle de la victoire décisive de Calaboso, le congrès voulut décerner, à la manière des anciens Romains, les honneurs du triomphe au général vainqueur, qui eut la modestie de s'y refuser. Cette assemblée n'ayant plus d'inquiétude sur son existence politique, put s'occuper avec assurance de

l'objet principal de sa mission, qui était de donner une constitution à la nouvelle république. Après plus de trois mois de discussion, elle fut votée article par article, et adoptée en masse dans une des dernières séances.

Cette constitution, dans son ensemble, offre beaucoup de ressemblance avec celle des Etats-Unis. Elle confie le pouvoir exécutif à un président, et le pouvoir législatif à un congrès divisé en deux corps, le sénat et la chambre des représentants. Elle abolit l'esclavage en déclarant libres les enfants d'esclaves, nés après la promulgation de la constitution, et en facilitant l'émancipation des esclaves existants, au moyen des rachats progressifs.

Ces travaux achevés, le congrès s'occupa de la nomination des membres du pouvoir exécutif. Tous les ambitieux, ayant le pouvoir suprême pour but dans la voie politique qu'ils se frayent à force d'audace et de périls, affectent de vouloir refuser des honneurs qui ne peuvent plus les fuir. A leur exemple, Bolivar ne pouvant avoir de rival assez

présomptueux pour lui disputer la présidence, mit la modestie la plus solennelle dans son refus de cette suprême magistrature. Ne serait-on pas tenté d'applaudir à l'abnégation philosophique d'un nouveau Cincinnatus, en lisant son discours au congrès, qui précéda sa résignation à se laisser revêtir de cette présidence, l'objet intime de tous ses vœux? Nous rapportons ce discours, pour faire connaître que les ambitieux du Nouveau-Monde ne le cèdent point à ceux de notre vieille Europe, dans tous les raffinements d'une modestie de parade.

« Je suis l'enfant des camps, disait au » congrès, le 1.er octobre 1821, le vainqueur » de Calaboso. Les combats m'ont porté à la » magistrature; la fortune m'a soutenu dans » ce rang, la victoire m'y a confirmé. Mais » ces titres ne sont pas ceux consacrés par la » justice, le bonheur et le vœu des na- » tions. L'épée qui a gouverné la Colombie » n'est pas la balance d'Astrée : c'est le fléau » du génie du mal que le ciel fait quelque- » fois descendre sur la terre pour châtier les » tyrans, et tenir lieu d'avertissements aux

» peuples. Cette épée sera inutile le jour
» de la paix, et ce jour sera le dernier de
» ma puissance, parce que je l'ai juré en
» moi-même; je l'ai promis à la Colombie,
» parce qu'il n'y a pas de république, quand
» le peuple n'est pas assuré de ses propres
» pouvoirs. Un homme comme moi est, je le
» sais, un citoyen dangereux dans un gou-
» vernement populaire; il menace directe-
» ment la souveraineté nationale. Je désire
» être citoyen, afin d'être libre et que tout
» le monde le soit aussi. Je préfère le titre de
» citoyen à celui de libérateur, parce que
» celui-ci émane de la guerre et l'autre des
» lois. Laissez-là tous ces honneurs dont le
» congrès veut me combler; je n'aspire qu'à
» mériter le titre d'un bon citoyen. »

Le résultat de cette harangue fut qu'on insista, pour faire violence à la modestie du général, qui ne put se soustraire davantage au pénible fardeau de la présidence.

Bolivar, consentant à recevoir en dépôt le titre et les honneurs de la suprême magistrature, le général Saint-Ander fut nommé vice-président. Le congrès alors se sépara

après une session remarquable par l'importance de son objet, et même par le talent de ses principaux orateurs.

A la fin de l'année 1821, le président Bolivar transporta le siège de son gouvernement à Santa-Fé-de-Bagota, afin d'être plus près des opérations qui devaient étendre la république de Colombie jusqu'à la mer du Sud, dans la province de Quito.

CHAPITRE LV.

Suite des victoires de Bolivar. Il paraît avoir affermi les bases de la république Colombienne.

Les succès de l'heureux Bolivar donnèrent de la consistance à la nouvelle république de Colombie. Cependant il restait à son héros bien des difficultés à surmonter. L'Espagne, depuis deux ans en proie à l'anarchie, ne pouvait plus s'occuper de ses provinces d'outre-mer; mais le général Moralès, secondé par le général de la Torre soutenait encore la cause de la métropole contre l'ascendant du général colombien.

Ce Moralès était cependant par sa naissance

étranger à l'Espagne à laquelle il faisait un si grand honneur : sa famille était de Ténériffe. Il avait résidé plus de quarante ans dans le Venezuela ; son génie était actif et son caractère ferme : s'il se fût trouvé dans des circonstances moins malheureuses, il eût pu s'élever au rang des plus grands capitaines de nos temps modernes.

N'ayant que 1500 hommes réunis avec peine après la malheureuse affaire de Calàboso, ce petit corps d'armée lui avait suffi pour rentrer en possession de Maracaïbo, menacer Carthagène et soutenir le courage de l'intrépide garnison de Puerto-Cabello dont le général colombien Paez continuait le blocus. La petite armée de Moralès se composait de noirs, de mulâtres et d'indigènes. La plupart des officiers étaient décorés de croix ou d'autres signes honorifiques dont ils se montraient très-jaloux. Ainsi c'était en flattant la vanité personnelle que l'habile Moralès donnait une nouvelle force à l'orgueil national et rendait moins pénibles les privations de tous les genres.

La plus parfaite intelligence unissait les

deux chefs espagnols. Quoiqu'ils ne pussent espèrer aucun secours de l'Europe, ils ne se trouvaient pas encore dans une position entièrement désespérée : car, dans l'intérieur du pays même, ils étaient favorisés par un nombreux parti formé de ceux qui tenaient toujours à leurs anciens rapports avec l'Espagne. On en peut juger par l'émigration considérable qu'occasionnait partout l'approche des indépendants. Caraccas seule, une des villes les plus populeuses de la nouvelle république, avait perdu plus de dix mille de ses habitants retirés dans les villes voisines ou réfugiés auprès des généraux royalistes.

Du côté de la Nouvelle-Grenade, quelques provinces, comme celle de Popayan, étaient restées fidèles à la métropole. Enfin un corps d'insurgés avait été battu dans le Guayaquil, par le commandant de Quito, et le général espagnol Crux Mourgeon, sorti de Panama avec des forces assez considérables, venait de se joindre au chef victorieux.

Tandis que l'horizon de Colombie se couvrait ainsi de nuages qui pourraient troubler le cours de sa prospérité, le congrès

s'assemblait à Santa-Fé-de-Bagota pour compléter la législation civile de la nouvelle république. On s'y livra à la manie de nos modernes assemblées politiques, de faire des lois sur les plus minutieux détails de l'administration publique.

L'assemblée la plus expéditive dans cette manipulation est celle qu'on regarde comme portant à un plus haut degré de perfection la science du gouvernement. Les représentants de Colombie, jaloux de montrer tout leur savoir faire en législation, mirent en mouvement toute la matière législative.

Dans cette foule de décrets qui furent improvisés par le congrès, nous n'en citerons qu'un, pour renouveler cette vieille observation devenue proverbiale : *que tout ce que l'on fait avec hâte ne se fait jamais avec une juste mesure*. Il fut défendu par une loi, à tout étranger, de vendre ou d'acheter des marchandises, de tenir magasin, de recevoir ou d'expédier des bâtiments. Il est difficile de trouver la raison politique d'un tel décret dans un moment où la nouvelle république avait tant d'intérêt d'attirer chez elle les étrangers.

Mais cette inconséquence ne fut pas la seule qui échappa à ces faiseurs de lois. Celle relative à l'emprunt de M. Zéa, est une autre bévue dont ne serait pas capable le plus mince économiste de notre vieille Europe. M. Zéa avait été envoyé sur notre continent en 1821; sa mission était de solliciter, des divers gouvernements, la reconnaissance de la république colombienne, et même de négocier un emprunt. Il avait profité de l'accueil affectueux que lui avaient fait les libéraux à Paris, pour contracter avec des banquiers de Londres, un emprunt de 2,000,000 sterl. ou de cinquante millions de francs. Les actions de cet emprunt étaient déjà cotées à 95, par conséquent elles jouissaient sur la place, du crédit le plus favorable. Déjà M. Zéa, avec les fonds qui en provenaient, avait expédié à son gouvernement des armes, des habits, et des effets d'équipement.

Le congrès refusa de reconnaître cette opération financière, qui lui devenait si avantageuse. On ne peut se dissimuler que le président Bolivar n'était point étranger à toutes ces fautes que, sans être censeur trop

sévère, on peut reprocher à la législation dont il était le régulateur.

Mais Bolivar réparait, comme habile capitaine, les vices de son système politique : c'était dans la victoire qu'il cherchait les plus solides garanties à l'Etat dont il voulait devenir le fondateur. Aussi, pendant que son congrès n'annonçait pas des vues très-élevées en administration, le président ouvrait la campagne sous les plus heureux auspices. Au commencement de mai 1822, après des marches pénibles dans la plus haute chaîne des Andes, il remporta entre Popayan et Quito deux victoires décisives, et le parti royaliste qui s'était flatté d'un heureux retour de fortune, se vit définitivement écrasé. Le général Crux Mourgeon sorti de Panama avec l'élite des forces qui restaient encore sous les drapeaux de l'Espagne, et qui par sa jonction avec le commandant de Quito se trouvait en état de balancer les succès de la campagne, fut tué dans la dernière affaire.

La campagne fut courte, mais décisive : les indépendants qui en eurent tout l'avantage y perdirent 7000 hommes, mais ils se trouvè-

rent en possession d'un pays immense, riche et peuplé de cinq cent cinquante mille habitants. Quito même reçut les troupes victorieuses de Colombie, et la république toucha aux frontières du Pérou, où nous verrons bientôt Bolivar étendre sa domination.

Cette conquête assurée, Bolivar se rendit le 11 juillet à Guayaquil, et y fut reçu comme un libérateur. Peu de temps après (le 25 juillet), il y vit arriver le protecteur du Pérou, le général San-Martin.

Il y avait deux ans que ces deux guerriers législateurs, partis, l'un des rives de l'Orénoque, l'autre des bords de la Plata, s'étaient donné ce glorieux rendez vous. Ils avaient traversé avec quelques milliers d'hommes les Cordillières, ces terribles Apennins du Nouveau-Monde, et avaient fait presque le tour de l'Amérique méridionale, en proclamant partout l'indépendance sur leur passage. Ils se réunissaient après avoir fondé l'un et l'autre un empire.

Bolivar était dans une situation bien meilleure que son allié : aussi affecta-t-il tout l'éclat de la supériorité dans la réception

brillante qu'il lui fit. Comme dans notre Europe, l'intérêt de la politique se confondit avec les plaisirs et les fêtes que fit naître cette réunion : aussi, dans les conférences qui eurent lieu entre ces deux plus fameux personnages du Nouveau-Monde, il fut convenu : 1.° que Guayaquil ferait partie de la république Colombienne ; et 2.° qu'il y aurait une alliance offensive et défensive entre celle-ci et le Pérou.

Pour commencer à en remplir les clauses, Bolivar promit 3000 hommes au protecteur de Lima. A l'autre extrémité de la république, les affaires des parties belligérantes étaient au même état.

L'actif Moralès trouvait dans son courage et ses talents militaires, des ressources qui le rendaient encore redoutable, malgré le petit nombre de troupes auquel il se trouvait réduit. L'art d'un grand homme de guerre, est de produire de grands résultats avec de faibles moyens : si le dieu des combats se déclare presque toujours pour les gros bataillons, une gloire immortelle attend celui qui, dédai-

gnant de compter ses ennemis, ne voit que la sainteté de la cause pour laquelle il doit combattre.

Au commencement du mois d'août, prenant avec lui 1500 hommes de ses meilleures troupes, il tombe sur un corps d'indépendants commandé par Sonblette du côté de Coro et de Valence; ensuite, par une marche aussi brusque que hardie, il se porte sur la chaîne des Cordillières qui se prolonge aux bords de la mer, et tente de faire lever le siège de Puerto-Cabello. Le général colombien Paez qui pressait vivement cette place, en abandonne momentanément le siège, et marche à la rencontre des royalistes.

Moralès avait pris une assez forte position près de Raganagua : il y eut diverses actions pour l'en débusquer. Le général Paez se trouva soutenu par trois nouveaux bataillons, arrivés à marches forcées. Alors l'intrépide royaliste, craignant d'être tourné, fut obligé de faire retraite : elle eut lieu en si bon ordre, que les Colombiens n'osèrent l'inquiéter.

Loin de se tenir pour vaincu, l'infatigable Moralès gardant toujours l'offensive, se jeta

dans la province de Maracaïbo, s'empara de la ville de ce nom qui en est la capitale, et y fit un butin considérable.

Poursuivant vivement ses avantages, il battit près de la Guardia de Carabuya, une division colombienne forte de 1500 hommes; les deux tiers furent tués ou faits prisonniers, et l'ennemi perdit tous ses bagages.

Ces succès des royalistes eurent lieu dans le courant du mois de septembre 1822.

Ce fut alors que Moralès, non content de faire revivre une ancienne déclaration de blocus des côtes de Venezuela, publia (le 15 septembre), une ordonnance portant peine de mort et de confiscation de biens, contre tous les étrangers engagés dans la cause des insurgés, qui seraient trouvés dans le pays occupé par eux.

Cette mesure dictée par le ressentiment des secours que les indépendants recevaient du dehors, donna lieu (les 10 novembre et 5 décembre) aux plus énergiques protestations de la part des commandants qui se trouvaient à la tête des forces navales de l'Angleterre et des Etats-Unis, en croisière dans ces parages.

La proclamation du général espagnol fut signalée *comme un manifeste hostile, plein d'une barbare et folle cruauté, violant les droits des nations et ceux de l'humanité.*

Le vice-amiral anglais, sir Rowley, réclama surtout la restitution des propriétés et des bâtiments appartenants aux sujets de la Grande-Bretagne, et qui pouvaient avoir été saisis. C'est d'après ces réclamations portées par le gouvernement britannique aux cortès espagnoles par Fitz-roi-Sommerset, en janvier 1823, que le gouvernement d'Espagne consentit ce principe des indemnités, pour lesquelles on décréta un fonds de 40 millions de réaux. En même temps on déclara la levée du blocus des côtes de Venezuela.

Bolivar, dans les secrètes profondeurs de son âme ambitieuse, recèle une grande pensée dont le résultat, si l'exécution en est heureuse, doit donner au Nouveau-Monde une face nouvelle et faire perdre à jamais à l'Europe les avantages de son système colonial.

Le président de Colombie trouve trop étroites pour lui, les limites de Venezuela et de la Nouvelle Grenade qui forment l'État

souverain qu'il vient de se créer : il convoite toute l'étendue des colonies espagnoles qui peuvent devenir, entre les mains d'un conquérant infatigable, le plus vaste empire du monde. Tel est l'essor hardi auquel s'essaie le génie de l'ambitieux Bolivar. Sa politique a toute la souplesse des diplomates les plus déliés de notre vieille Europe, pour se concilier l'esprit de ceux mêmes dont les affections ou les intérêts ne peuvent que difficilement se détacher de leurs rapports avec la métropole.

Il affecta donc des dispositions favorables pour se rapprocher du gouvernement de la mère-patrie, en ouvrant avec lui des négociations conciliatrices. Mais il savait bien que les bases, d'après lesquelles il voulait traiter, devaient accroître les préventions ennemies plutôt que de les détruire : car il exigeait que l'Espagne consacrât l'insurrection de ses colonies en reconnaissant leur indépendance, et traitât avec elles sur le pied de la plus parfaite égalité.

Le président, par un message du 17 avril au congrès, fit part de ses inutiles efforts

pour terminer tous les différents avec l'Espagne; il eut soin de mettre toute la modération de son côté et d'accuser le cabinet de Madrid de ne pas vouloir modifier ses prétentions outrées. Il fallut donc renonçer à tout espoir de pacification. Pour faire sentir en même temps toutes les améliorations qui résultaient du nouveau gouvernement que s'était donné la Colombie, en proclamant son indépendance, le ministre de l'intérieur fit un rapport sur la situation de la république, où furent prodiguées les plus magnifiques espérances et les louanges les plus flatteuses pour l'administration populaire du Président. On y représenta l'affranchissement des esclaves dirigé avec les plus sages gradations, comme devant alimenter l'industrie et favoriser l'accroissement de la population. On y vanta les droits de l'égalité garantis pour les Indiens, et devant les attacher aux intérêts de la république; il y fut beaucoup question de l'établissement de maisons de charité, de bureaux de bienfaisance et surtout d'écoles lancastriennes pour l'enseignement mutuel. Tous ces prestiges de la philanthropie la plus expansive se terminè-

rent par la proposition qui fut faite et adoptée, de bannir tous les Espagnols du territoire colombien. On mit en avant le prétexte de lettres interceptées, qui faisaient connaître les coupables espérances de voir un jour se rétablir le gouvernement légitime.

Les soins de l'administration intérieure ne faisaient pas perdre de vue à Bolivar, tous les moyens qui pouvaient étendre son influence sur les autres provinces insurgées, afin de les préparer à reconnaître un jour sa domination. Il rendit plus intimes ses rapports avec le Chili, flatta l'orgueil des chefs populaires de la république de Buenos-Ayres, en leur envoyant des députés qui conclurent le 8 mars un traité d'alliance défensive, entre les deux Etats : il porta surtout ses regards sur le Pérou, pour tirer parti du discrédit où était tombé le Protecteur. Le général San-Martin, qui paraissait ne pouvoir se maintenir contre l'ascendant des généraux royalistes, s'était enfin sérieusement résigné à cette retraite qu'il avait si souvent annoncée.

La mésintelligence qui venait de se déclarer entre le congrès péruvien et le nouveau

président, firent espérer à l'heureux Bolivar, que le parti des indépendants fatigué de ses divisions intestines, ayant tout à craindre des royalistes devenus victorieux sur plusieurs points, réclamerait le secours de son armée et sa puissante protection. Les résultats ne tardèrent pas à répondre à ses espérances; car aujourd'hui Bolivar se voit maître absolu de la république péruvienne. S'il parvient à subjuguer le parti royaliste qui s'y trouve encore en *position de* se faire craindre, on peut prévoir que l'empire de Bolivar pourra s'étendre jusqu'aux rives de la Plata. Le rêve de Pyrrhus peut devenir pour lui quelque chose de plus positif qu'un rêve; car le torrent de la conquête peut même envahir le Brésil où la domination de son prince n'est rien moins qu'assurée. Enfin Bolivar est en position de jouer le rôle du Napoléon du Nouveau-Monde.

Cependant, il ne tient qu'aux puissances de notre vieille Europe, de sauver l'espèce humaine de ce fléau dont elle est menacée : car tout conquérant, quoiqu'il s'annonce tout chamarré de maximes philosophiques et

de lois populaires, est un féroce mangeur de peuples. Quelques vaisseaux et quelques mille hommes fournis auxiliairement à l'Espagne, pourront faire évaporer dans les vastes déserts de l'Amérique, tout cet éblouissant héroïsme de Bolivar.

Quoi qu'il en soit, le président colombien annonce de la tenue dans ses vues ambitieuses; il ne marche en avant qu'après avoir assuré ses derrières. Appelé par les affaires du Pérou, il ne s'éloigne de la Colombie qu'après avoir jeté hors de ses frontières, les restes du parti royaliste, qui pouvaient encore se faire craindre.

Ce parti venait, dans les environs de Posto, de se montrer d'une manière inquiétante, et l'intrépide Moralès tenait toujours à Maracaïbo, malgré les efforts des généraux Paez et Burmadès. S'il pouvait parvenir à se joindre aux royalistes de Posto, la fortune militaire de Bolivar pouvait être bien gravement compromise. Il faut rendre justice à l'activité que montra le chef insurgé, dans des circonstances devenues réellement critiques ; il se rend à Posto avec la rapidité de la foudre;

les royalistes descendant des montagnes qui environnent cette ville, venaient d'y pénétrer de vive force, et d'en massacrer la garnison. Bolivar les attaque dans cette place où ils s'étaient retranchés, et parvient à les écraser, malgré la valeur et le bon ordre avec lesquels ils se défendirent. Le vainqueur en fit même l'éloge dans son rapport au congrès; il avoua que les royalistes montrèrent à Posto, un courage admirable et digne d'une meilleure cause.

Pour ne pas laisser reprendre haleine à ses ennemis, que cette dernière affaire devait déconcerter, Bolivar se porte sur Moralès; il le tourne avec tant d'habileté dans ses positions, qu'il force le général royaliste à évacuer Maracaïbo et à capituler. Cet évènement décisif eut lieu le 3 août. Moralès se rendant avec son état-major prisonnier de guerre s'est engagé à se retirer à Cuba, et à ne pas reprendre les armes contre la république de Colombie avant d'être échangé.

C'est alors que l'heureux vainqueur, ne se trouvant plus arrêté dans ses vues ambitieuses, est parti pour le Pérou à la tête de ses troupes d'élite.

CHAPITRE LVI.

LE PÉROU.

L'insurrection commence dans cette grande province.

Cette province qui fut autrefois un puissant empire, et dont la richesse en métaux précieux est devenue le proverbe de nos nations modernes, ne peut cependant se soutenir comme Etat indépendant, et d'elle-même elle se précipite sous la domination de la république colombienne.

Mais les difficultés que présentent sa situation territoriale et le mélange de sa population, paraissent insurmontables pour l'étroit

Cette révolution fit cesser toute négociation avec le général des indépendants. San-Martin, poussant vivement les hostilités, s'avança sur Lima, comptant sur les dispositions en sa faveur, d'une grande partie des habitants de la ville. Cependant, après quelques engagements peu importants, il fut obligé de renoncer à son entreprise, et de retourner sur ses pas. Après avoir donné quelques jours de repos à son armée, il revint à son premier plan de tenter un coup de main sur la capitale. Il reprenait donc la route de Lima, lorsqu'une division du vice-roi, détachée sur son flanc gauche et commandée par le général Rica-Forte, s'avança sur Pisco où commandait Arenalès, à qui San-Martin envoya en toute hâte trois bataillons; les deux corps se rencontrèrent. La partie était égale, car des deux côtés on était à peu près de même force. L'engagement fut vif, la mêlée très-sanglante; presque toute la division de Rica-Forte fut écrasée.

Cette victoire fut remportée par les indépendants, vers le milieu du mois de mai 1821. Elle dut enfler les espérances de San-Martin,

qui continua son mouvement sur Lima : il se trouva devant cette capitale à la fin de juin.

La population immense de cette ville était favorablo à la cause de l'indépendance ; elle voyait un libérateur dans San-Martin. Bientôt la disette fit éclater les murmures de la multitude contre une résistance qui se trouvait contraire à ses vœux. Les clameurs populaires devinrent si inquiétantes, que le chapitre séculier adressa des remontrances au vice-roi sur les maux dont la ville était menacée.

Le commandant royaliste Lacerna se voyant au milieu d'une population mal disposée, qu'il lui serait bientôt impossible de contenir, prit le parti de céder au malheur de sa position et de porter la guerre dans le haut Pérou ; il était homme de tête, et doué d'un grand courage ; il le prouva au milieu de tous les désavantages qui l'environnaient. Le 6 juillet, il évacua la capitale avec l'armée, ses bagages, son artillerie et la caisse militaire, laissant seulement au fort de Callao 7 à 800 hommes de garnison. Il se dirigea, en dévastant la campagne, sur la chaîne des Andes, du côté de Xauja.

San-Martin, sans être obligé de faire éprouver à Lima les maux d'un blocus, et surtout les horreurs d'un assaut, eut la satisfaction d'y entrer le 10 juillet, au milieu de ces acclamations que le peuple, enclin à flatter le pouvoir, prodigue toujours au triomphateur. Dès son arrivée, il prit le titre de protecteur sous lequel il exerça un pouvoir absolu.

Tous les gouvernements nouveaux, qui s'élèvent sur les principes de la démocratie, ont nécessairement à faire quelque concession à ces doctrines libérales auxquelles ils doivent leur existence. L'aventurier hardi qui venait de s'ériger en *protecteur* du Pérou, était trop intéressé à favoriser la population indienne, où il avait ses plus actifs partisans, pour ne pas déclarer que les esclaves nés après l'époque de la libération seraient affranchis; il abolit par les mêmes motifs ce qu'on appelait les tributs des Indiens et la corvée, et déclara que les naturels du pays ne seraient plus appelés Indiens, mais Péruviens. Enfin il abolit la constitution espagnole, comme ayant pour but de tenir des

peuples nombreux dans l'esclavage, et d'enrichir quelques parties de l'Europe, aux dépens du Nouveau-Monde.

Au milieu des fêtes qui suivirent la prise de Lima, San-Martin et lord Cochrane qui s'était associé à son triomphe, n'étaient pas sans inquiétude. Le vice-roi, retiré à Xauja, sans crainte de s'y voir attaquer, avait fait sa jonction avec le brigadier Canterac. Il se crut alors assez fort pour tenter de rentrer en possession de la capitale, ou du moins de renforcer la garnison de Callao, forteresse importante, sans laquelle le vainqueur ne pouvait être tranquille dans Lima. Canterac, chargé de cette expédition, se dirigea vers cette ville avec cinq bataillons et 700 chevaux, et réussit à jeter quelques troupes dans Callao.

Cette entreprise hardie répandit l'alarme dans Lima; on avait armé tous les noirs, dans la crainte où l'on était de voir rentrer les Espagnols. Les Péruviens s'y portèrent à mille excès contre ceux qui étaient restés; on les embarqua en toute hâte, pour les sauver de la fureur de la populace. Dans cette

circonstance, la mésintelligence éclata entre San-Martin et lord Cochrane. Jaloux de la suprême autorité que le protecteur s'était arrogée, l'amiral anglais était d'avis qu'on livrât bataille aux Espagnols, pour finir la guerre par une seule action décisive; San-Martin, plus habile général, ne voulut pas en risquer les chances, et prétendit que le défaut de vivres réduirait bientôt la garnison de Callao à capituler; en effet, ses conjectures ne tardèrent pas à se vérifier; la garnison de Callao se rendit, mais en obtenant de sortir de la place avec les armes, les bagages, les munitions et les trésors qui s'y trouvaient renfermés. Cette capitulation, qui avait eu lieu sans la participation de l'amiral, envenima la querelle; car lord Cochrane comptait faire au fort de Callao une immense capture d'argent : se trouvant trompé dans son espoir, il appareilla subitement, renvoya une partie de son escadre à Valparaïso, et s'en alla avec l'autre pour seconder les opérations de l'armée colombienne, qui se portait alors sur Guayaquil.

Débarrassé de ce turbulent et dangereux

allié, San-Martin se hâta de former une marine péruvienne, à la tête de laquelle il mit un capitaine anglais (Guise), ennemi personnel de l'amiral Cochrane; alors il poursuivit plus ouvertement le système politique qu'il avait annoncé dès son entrée dans la capitale du Pérou.

Le 8 octobre, il donna, de son *palais protectoral*, un statut provisoire pour l'administration des départements soumis à son obéissance.

Dans le préambule de cet acte, le protecteur ne dissimule pas qu'il aurait pu se donner une plus grande apparence de popularité, en faisant de magnifiques déclarations sur les droits de la nation; mais il avoue franchement que les circonstances lui font une nécessité de garder le pouvoir directorial, sans autres restrictions que celles qu'il jugera convenable de s'imposer. « Il » promet d'ailleurs, quand le Pérou sera » délivré de ses ennemis, de rentrer dans » la vie privée, et de consacrer le reste » de ses jours à contempler les bienfaits » du grand auteur de l'univers, et à lui

» adresser des vœux pour le bonheur des » générations futures. » Avant cet aventurier, jamais on n'avait organisé la tyrannie avec tant d'impudeur; San-Martin, sous le titre assez modeste de protecteur, se donna une puissance qui ne peut se comparer à celle des monarques espagnols les plus absolus. Cet acte de la plus éhontée usurpation devait rester en vigueur jusqu'à ce que l'indépendance nationale pût être déclarée dans toute l'étendue du Pérou.

D'après la nature de tous les gouvernements despotiques, le protecteur eut soin de s'assurer de la fidélité de ses troupes en fermant les yeux sur tous les excès auxquels la licence militaire peut se porter : ces excès forcèrent l'archevêque de Lima et un grand nombre de citoyens de s'exiler ; aussi le protecteur perdit-il tout crédit auprès des naturels du pays.

Pour tenir toujours ses troupes en haleine, il fit, dans le courant de l'année dernière, avec des succès assez variés, diverses expéditions contre le vice-roi Lacerna, qui ayant transporté le siège du gouvernement

à Cusco, comptant encore sous ses ordres une armée de 11 à 12,000 hommes avec lesquels il menaçait à la fois Lima et le Chili.

San-Martin avait l'intention de se faire déclarer roi; mais son ministre d'Etat, confident de ses vues ambitieuses, trahit son maître en travaillant pour lui-même. San-Martin ne perdit point la tête dans une circonstance aussi critique; il dénonça lui-même et fit arrêter le perfide ministre d'Etat : en même temps il prit ses mesures contre la rudesse sauvage de ceux qui ne voulaient point abandonner les libertés publiques à la discrétion d'un usurpateur. Ce fut alors qu'il se rendit à Guayaquil où il eut une importante et longue entrevue avec le président Bolivar. On prétend que la réunion du Pérou à la république de Colombie y fut décidée. Dès que le bruit s'en répandit, il excita dans Lima la plus grande fermentation. Le peuple furieux assaillit le palais protectoral, y mit le feu, et ce vaste édifice fut réduit en cendres.

San-Martin se hâta de revenir : pour ramener à lui l'opinion, il se décida pour la convocation d'un congrès dont lui-même.

nomma les membres ; mais il en suspendit la réunion jusqu'en septembre, tant ce protecteur des libertés publiques était effrayé du fantôme même d'une assemblée législative. Cependant, pour donner le change aux ambitions privées, il établit un ordre *du Soleil*, organisé d'après les bases adoptées pour la Légion d'honneur en France.

Les événements ne parurent pas seconder ces dehors importants dont le protecteur cherchait à s'environner; un corps assez nombreux de ses meilleures troupes fut mis en déroute complète près de Pisco par le général royaliste Lacerna. A la suite de cet avantage, le vice-roi Lacerna put se porter jusqu'aux environs de Lima, avec une armée de 12,000 hommes ; mais la division qui se manifesta parmi les chefs royalistes, les empêcha de profiter de leurs succès. Lacerna, connaissant l'état d'anarchie où se trouvait le gouvernement de la métropole, parut disposé à se soustraire à l'obéissance de maîtres aussi méprisables, et à faire la guerre pour son compte. Les autres généraux ne se montrèrent pas favorables à ses vues. Cante-

rac et Valdès voulurent que les droits de Ferdinand VII fussent toujours respectés comme si ce prince, alors entre les mains des factieux, eût joui encore de toute la plénitude de sa puissance.

Enfin le protecteur convoqua pour le 20 septembre le congrès péruvien dont la réunion se différait depuis le 1.er mai. Le premier jour de la session, il parut une proclamation dans laquelle le général protecteur annonça aux Péruviens qu'il venait d'abdiquer le commandement suprême, suivant la promesse qu'il leur avait faite de rentrer dans la vie privée dès qu'il aurait assuré leur indépendance. Je vous laisse une représentation nationale établie, leur dit-il : si vous lui accordez toute votre confiance, vous pouvez entonner le chant de la victoire; si vous la lui refusez, l'anarchie vous dévorera.

Ensuite de cette décision soudaine, San-Martin, pour ne pas laisser les esprits revenir de leur étonnement, sortit du palais protectoral, s'éloigna de la capitale et se retira à Valparaïso. Mais cette abdication, dont tout le peuple restait émerveillé, eut le résu at

que l'adroit ambitieux avait prévu : la patrie en alarmes redemanda son défenseur. La capitale parut dans la plus grande consternation; il sembla que la fortune publique était désespérée, puisqu'elle n'était plus soutenue par la main puissante du libérateur. Le congrès se vit obligé de suivre le torrent de l'opinion : le protecteur fut rappelé, et sous une forme constitutionnelle on lui rendit le pouvoir dictatorial dont jusqu'alors il avait joui.

San-Martin se croyait affermi pour toujours; mais cet esprit d'opposition dans son propre parti, qu'il avait voulu déconcerter et confondre par l'éclat de son abnégation patriotique, revint bientôt de sa stupeur, et prit dans le sein du congrès la plus active consistance. Désespérant de se maintenir plus longtemps, et voyant les royalistes à la porte de Lima, et près d'y rentrer et de renverser son gouvernement, il craignit pour sa sûreté personnelle. Alors il regarda comme terminée sa carrière politique. C'est avec franchise qu'il parla de sa retraite et qu'il l'exécuta. Don Jose de la Riva-Aguerro, de concert avec

don Jose Bernado Tagle, avait été l'instigateur de toute ces menées : le premier fut nommé président du congrès et de la république péruvienne.

Sur ces entrefaites, Bolivar exécutait les clauses stipulées par le dernier traité de Guayaquil. Il envoyait contre les royalistes du Haut-Pérou, un corps de quatre mille hommes sous les ordres du général Sucre.

Pendant les six premiers mois de l'année 1823, les deux partis se préparèrent à une lutte décisive. Les dissensions dans le parti républicain avaient relevé les espérances des royalistes, et beaucoup augmenté le nombre de leurs partisans. Le nouveau président n'inspirait pas une grande confiance. Bernardo Tagle qui, après s'être uni à lui pour renverser la puissance dictatoriale du protecteur San-Martin, était devenu son compétiteur pour la suprême magistrature, n'était pas fâché de voir les embarras se multiplier autour du nouveau gouvernement.

Toutes ces sourdes intrigues neutralisaient l'énergie des insurgés, et malgré le puissant

secours que leur amenait de Colombie le général Sucre, ils ne firent que de faibles efforts pour empêcher les royalistes d'être maîtres de la campagne.

En effet, ceux-ci, sous les ordres du général Canterac, profitant de l'incertitude qui régnait dans les mouvements des républicains, se portèrent dans la direction de Lima : cette division ennemie était de 7 à 8 mille hommes.

Désespérant de pouvoir défendre la capitale, les indépendants décidèrent d'envoyer par mer une expédition commandée par le général Santa-Crux vers Arequipa, une des villes les plus importantes du Pérou. Le but de cette opération était d'obliger Canterac à revenir sur ses pas ou de pénétrer par ses derrières dans les pays qu'il avait dégarnis de troupes.

En même temps on résolut de transporter le gouvernement à Callao, si Canterac continuait son mouvement sur Lima. En effet, le chef royaliste poursuivant toujours sa marche hardie, la translation eut lieu. Il fut alors créé un pouvoir militaire extraordi-

naire, à l'effet de prendre toutes les mesures convenables au salut de la république. Cette dictature fut offerte par un décret du 21 juin, au général colombien Sucre qui avait été investi du commandement de l'armée combinée.

Le général Sucre remercia le congrès de la confiance qu'il plaçait en lui, mais en même temps il manifesta le désir que toutes les mesures qui seraient adoptées eussent ce caractère de prudence, qui seul pouvait en assurer le succès. Il recommanda surtout la plus parfaite harmonie entre le congrès et le pouvoir exécutif. Le général déclara franchement que ce n'était qu'à cette condition qu'il pouvait prendre sur lui la responsabilité du pouvoir suprême militaire dont le congrès venait de l'investir, et que s'il en était autrement, il bornerait ses soins à conserver l'honneur de la division colombienne qu'il avait amenée.

Pour écarter toutes les difficultés qui pouvaient entraver le général dans ses vues, il fut décrété que le président n'aurait aucun

ordre à donner sur les points du territoire occupés par l'armée combinée.

Cette mesure fit éclater la mésintelligence qui depuis quelque temps se faisait apercevoir entre la majorité du congrès, et le président de la Riva Aguerro. Celui-ci se plaignit hautement d'une pareille disposition et déclara qu'il ne s'y conformerait pas. Cette résistance aux décrets du congrès donna la plus grande force au parti opposé au président; ses ennemis firent prononcer sa destitution, et même ils obtinrent un décret portant que la Riva Aguerro quitterait le territoire péruvien, et serait conduit dans le pays que le général Sucre désignerait.

On peut présumer que ces divisions furent fomentées par le général colombien, chargé de préparer les voies pour la réunion du Pérou à la république de Colombie; les événements suivants vont bientôt justifier cette conjecture. Quoi qu'il en soit, le général Sucre affecta de voir avec une amère affliction ces symptômes de mésintelligence qui se ma-

nifestaient entre les pouvoirs politiques de la république péruvienne ; il en adressa au congrès les plus sévères reproches.

« Je dois vous parler avec franchise, lui » dit-il ; si les différents dont il s'agit con- » tinuent, je regarderai comme mon premier » devoir de ramener dans leur patrie les sol- » dats colombiens, pour leur éviter le dés- » honneur de prendre parti dans une guerre » civile. »

Le congrès dont les meneurs étaient sans doute dans le secret du général colombien, répondit avec une apparente dignité que sa résolution était le fruit des méditations les plus graves, et qu'il s'était arrêté à l'éloignement de son président, comme étant la seule mesure qui pût sauver la patrie des dangers dont elle était menacée.

Le président don Jose de la Riva Aguerro qui avait l'appui d'un parti assez nombreux, se crut en état de braver ses ennemis et refusa formellement d'obéir au congrès. L'assemblée se déclara en permanence jusqu'à l'exécution de son décret de destitution; cette

résolution fut communiquée au général Sucre qui fut chargé d'en seconder l'exécution.

Le Colombien répéta, ce qu'il avait dit dans ses précédentes dépêches, que les troupes alliées n'étaient venues que pour combattre les Espagnols et non des Péruviens; mais en même temps il engagea le congrès à se transporter à Truxillo, où pourraient être terminés les différends élevés entre lui et son président, les conséquences de ces dissensions ne pouvant être qu'aggravées par le voisinage de l'ennemi qui venait d'occuper Lima.

Le congrès, d'après ces représentations du général Sucre, transféra le 27 juin sa résidence à Truxillo, sans cependant vouloir révoquer son décret de destitution qu'il avait prononcé contre don Jose de la Riva Aguerro. Celui-ci s'obstinait à se regarder toujours comme le président de la république, et c'est sous ce titre qu'il avait voulu suivre le congrès dans sa nouvelle résidence.

L'entrée du général Canterac dans Lima, loin de réunir les deux partis, ne fit que les aigrir l'un contre l'autre: des deux côtés on accusa ses rivaux de la dangereuse position où

se trouvait la république. L'occupation de la capitale par les royalistes victorieux, devint le motif des mesures les plus violentes. Aguerro, qui se considérait comme restant investi de la puissance exécutive, crut qu'un coup hardi assurerait le triomphe de sa faction et le salut de la patrie; il prononça la dissolution du congrès, qu'il remplaça par un sénat de douze membres dont il se déclara le président. On peut bien croire que les membres du congrès protestèrent contre un tel acte de violence. La plupart retournèrent à Callao, ils s'y reconstituèrent en congrès souverain, et nommèrent président de la république le marquis Jose Bernardo Tagle.

L'activité du général colombien sauva la république péruvienne de sa ruine, à laquelle devaient la conduire toutes les discordes qui déchiraient son sein et neutralisaient l'action de ses forces militaires.

Mais le nom de l'heureux Bolivar avait jeté un si grand éclat sur les drapeaux de Colombie, que partout où on les voyait flotter, on s'attendait à tous les prodiges de l'héroïsme. Le général Sucre vit donc se rallier autour de

lui, tous les partisans de l'indépendance péruvienne, quelle que fût la faction à laquelle ils appartinssent. Bientôt il fut en état de faire évacuer la capitale aux royalistes, et de les refouler vers les frontières du Nord.

Nous allons rappeler les opérations militaires qui donnèrent lieu à ce grand événement.

L'armée péruvienne, vivement attaquée par le général royaliste Canterac, fut mise en déroute complète à Aréquipa. Elle reçut un nouvel échec à Mocquena. C'est à la suite de ces deux affaires, que le général Canterac se porta rapidement sur Lima, où il entra sans coup férir.

Bolivar, président de Colombie, prévoyant que les vastes desseins de son ambition seraient déconcertés si le parti royaliste prenait décidément le dessus dans l'importante province du Pérou, fit agir l'influence qu'il avait sur le gouvernement du Chili pour l'engager à faire marcher en toute hâte un corps de trois à quatre mille hommes, pour secourir les insurgés péruviens. D'un autre côté, il envoya un corps de Colombiens d'à peu près la même force, dont il donna le commande-

ment au général Sucre, celui de ses lieutenants qui avait sa plus intime confiance. L'arrivée de ces renforts releva le courage des Péruviens, et le général colombien fut nommé commandant en chef de l'armée combinée.

Les choses commencèrent bientôt à changer de face, et les royalistes eurent le dessous dans une affaire assez chaude, qui eut lieu à Spita dans la province d'Aréquipa. Ce fut le chef royaliste Valdez qui fut battu dans cette rencontre. Les suites de cet échec le forcèrent de se replier sur le corps commandé par l'ancien vice-roi Lacerna : mais ces deux généraux royalistes furent encore obligés de battre en retraite devant le général péruvien Santa-Crux. Ce fut d'après ces avantages des forces combinées, que le général Canterac crut prudent d'évacuer Lima. Mais, en se retirant, il permit le pillage à ses troupes; l'hôtel de la monnaie et plusieurs édifices publics devinrent la proie des flammes.

Apprenant l'évacuation de la capitale par l'ennemi, le général Sucre, réuni au général péruvien Santa-Crux, poursuivit les royalistes

Lacerna et Valdez à travers le défilé qui se trouve entre le lac de Chuquitos et les Andes, du côté de Puno. Les royalistes parvenus cependant à gagner le Haut-Pérou, cherchèrent à se mettre en position d'attendre les renforts que la mère-patrie pouvait maintenant leur envoyer.

Dès que la capitale fut libre, le congrès revint y siéger de nouveau; mais don Jose de la Riva Aguerro, persistant dans son schisme politique, restait à Truxillo, et continuait d'y exercer l'autorité souveraine au nom du sénat qu'il y avait créé.

Cet état d'anarchie faisant craindre que la république péruvienne ne pût se soutenir par elle-même, tous ceux que ces dissensions intestines fatiguaient, tournèrent leurs regards vers le président de Colombie, et l'appelèrent pour leur délivrance. Le Congrès avait à se défendre contre le parti de son ancien président, qui l'inquiétait autant que la guerre contre les royalistes, laquelle était loin d'être terminée. Il réclama, dans son embarras, l'assistance de l'heureux libérateur de Colombie. On le pria de venir lui-même à la tête de ses

troupes héroïques, assurer l'indépendance du congrès et le triomphe de la liberté péruvienne.

L'ambitieux Bolivar ne pouvait négliger des circonstances aussi favorables pour étendre sa domination sur une aussi vaste contrée. Il se mit en route pour le Pérou, avec 7 à 8 mille hommes de ses meilleures troupes; ce qui, avec la division du général Sucre, porta à 12,000 hommes, l'effectif de l'armée colombienne au Pérou.

Le président de la république de Colombie, arrivé le 1.er septembre (1823) à Lima, fut reçu par toutes les autorités civiles, militaires et ecclésiastiques, comme l'homme puissant à qui la Providence confiait la destinée des nations américaines.

Par un décret solennel, le congrès déposa le 10 septembre, entre les mais de Bolivar, l'autorité la plus absolue. Le président même du congrès, don Jose Bernado Tagle, dut être subordonné au dictateur, pour toutes les mesures de salut public que pourraient exiger les opérations militaires, ou l'urgence des circonstances. On peut dire que, depuis

ce moment, la république péruvienne ne fut plus qu'une province de l'empire colombien, où règnait l'heureux Bolivar.

Le libérateur crut, avant de poursuivre les restes de l'armée royaliste, qu'il importait de pacifier l'intérieur en soumettant l'opiniâtre Riva Aguerro.

Celui-ci occupant militairement Truxillo, y ayant même établi un sénat, et formé une espèce de gouvernement, pouvait devenir le chef d'un parti redoutable.

Dès son arrivée à Lima, le président colombien essaya la voie de la négociation pour détourner les chances toujours dangereuses d'une guerre civile; mais ses tentatives furent infructueuses. Riva Aguerro persista dans ses prétentions d'être regardé comme le chef suprême de la république. Ce fut alors que, de concert avec le libérateur Bolivar, le congrès résolut de le réduire par la force des armes. L'opération fut heureuse; le parti de Riva Aguerro se vit obligé de se soumettre, et l'ex-président obtint de son vainqueur un honorable exil.

Cependant rien n'est encore certain sur

la destinée du Pérou. Les royalistes sont parvenus à rentrer en possession de la capitale et de Callalo ; Jose Bernado Tagle qui, sous le titre de président, n'était qu'un lieutenant de Bolivar, s'est réuni à eux. Enfin, au moment actuel, tout est confusion dans l'infortunée province du Pérou : les royalistes, comme les indépendants, sont divisés entr'eux. Parmi les premiers, un parti semble ne pas reconnaître l'autorité de Ferdinand depuis sa glorieuse restauration, opérée sous les auspices d'un prince français; et parmi les insurgés, Bolivar trouve bien des jaloux de l'ascendant qu'il a pris.

CHAPITRE LVII.

LE MEXIQUE.

Sa révolution. Rôle important qu'y joue le jeune colonel Iturbide.

Le Mexique, assis au centre du globe, peut communiquer d'une main avec les ateliers de l'Europe, et de l'autre avec les comptoirs de l'Asie. Deux Océans, mouillant 1500 lieues de rivages, s'offrent des deux côtés comme liens, et, s'il le fallait, comme barrières des deux mondes. Cette contrée est la plus vaste, la plus populeuse des possessions espagnoles. On y trouve un grand nombre de riches cités, où

tous les arts de la civilisation moderne commencent à se nationaliser.

L'Espagne a toujours distingué le Mexique parmi ses colonies; elle lui a donné son nom, et presque toutes les villes rappèlent le nom de quelques villes d'Europe. La vice-royauté du Mexique est d'un rang supérieur à tous les autres gouvernements. Pour se faire idée de cette grande province, il faut se rappeler qu'elle renfermait autrefois un empire aussi vaste que celui de Charles-Quint, et la république guerrière de Tlascala, qui ne le cédait point en puissance à celle de Venise.

Les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, lorsqu'ils déclarèrent et conquirent leur indépendance, étaient bien moins peuplés, et comptaient un moins grand nombre de villes.

Augustin Iturbide, en voulant ressusciter l'empire de Montézuma, n'avait point fait un rêve extravagant; il trouvait au Mexique tous les matériaux qui pouvaient servir à la création de l'une des plus belles monarchies que notre globe puisse être fier de porter. Mais le génie du jeune ambitieux recelait-t-il les

éléments de cette création politique, où il faut autant d'audace dans le caractère que de justesse dans les idées, et de modération dans les principes? Le problème est devenu facile à résoudre.

Il partagea quelque temps avec Bolivar l'attention du Nouveau-Monde; aussi c'est dans lui que se réunit tout l'intérêt que peuvent présenter les derniers événements qui viènent de se passer dans le Mexique.

Il est né dans la ville de cette colonie qui porte le nom de Valladolid; quoiqu'à peine âgé de 23 ans, il était déjà colonel d'un régiment lorsque les troubles insurrectionnels se manifestèrent au Mexique. D'un caractère aussi hautain qu'impétueux, il se déclara pour le parti de l'indépendance. Il avait déjà fait auprès du vice-roi, en faveur des droits politiques de la colonie, des démarches qui lui donnèrent une grande popularité: aussi fut-il bientôt reconnu comme chef des troupes insurgées. Le premier acte qu'il fit dans cette qualité fut de publier, le 24 février 1821, à Iguala, un manifeste ou une espèce de charte qu'il fonda sur les dispositions suivantes:

« La religion catholique, apostolique et » romaine serait maintenue à l'exclusion de » toute autre. La Nouvelle-Espagne, deve- » nant indépendante de l'ancienne, forme- » rait une monarchie, dont la constitution » serait faite par des cortès nationales. Le roi » Ferdinand VII, ou à son défaut un des » princes de sa famille, serait proclamé em » pereur du Mexique, et il serait tenu d'y » résider. En attendant son arrivée, une » junte ou une régence gouvernerait au nom » de la nation. La réunion de toutes les mi- » lices formerait une armée, qui serait ap- » pelée *armée des trois garanties*; car elle » aurait pour objet principal, 1.° d'assurer » l'existence exclusive de la religion catholi- » que, apostolique et romaine; 2.° de main- » tenir l'indépendance du Mexique et sa nou- » velle constitution; 3.° de préserver l'union » intime des Américains et des Européens. »

Cette espèce de charte provisoire fut reçue avec enthousiasme par les provinces; cependant, à Mexico, son succès ne fut pas aussi décidé : la multitude, comme partout ailleurs, était disposée en faveur de la révolution;

mais toutes les corporations civiles, militaires et ecclésiastiques, s'élevèrent contre l'entreprise et les prétentions d'Iturbide : les troupes qui se trouvaient dans la capitale ou aux environs, jurèrent de se dévouer pour la cause de la mère-patrie, et le vice-roi Upodaca, comte de Venadito, profitant de ces bonnes dispositions, envoya contre le parti des insurgés quatre à cinq mille hommes de la garnison de Mexico.

De son côté, l'actif Iturbide forma plusieurs petits corps pour rendre leurs mouvements plus faciles et plus prompts; il arma le mieux qu'il put les indigènes, et se contenta de harceler l'armée royale, ayant grand soin d'éviter des batailles générales. Après plusieurs actions partielles, qui n'avaient aucune importance, les royalistes trouvant partout la population soulevée, et ne pouvant se procurer des vivres qu'avec de grands dangers, s'affaiblirent en détail, et se retirèrent dans les principales villes, sans pouvoir tenir la campagne. Aussi deux mois s'étaient à peine écoulés depuis le commencement des hostilités, qu'Iturbide se vit maître de la

plupart des provinces de l'intérieur; quelque temps après, une autre division d'insurgés commandée par Antonio-Lopez Santa-Anna, souleva la province de Santa-Cruz, et la capitale se trouva sans communications avec les autres villes.

Dans les dissensions civiles, le malheur est presque toujours regardé comme un délit, et les revers sont attribués à l'impéritie ou à la trahison; le parti même qui soutient la cause de la fidélité, lorsque la fortune lui est défavorable, se laisse entraîner à cet esprit d'insubordination, contre lequel il a les armes à la main. Les ressorts de l'autorité se détendent, lorsque tout devient contraire à celui qui les dirige; aussi le vice-roi Upodaca, dans la position difficile où il se trouva, cessa d'avoir la confiance des siens, qui l'accusèrent de trahison, et le forcèrent de remettre les rênes du gouvernement, au maréchal-de-camp François Novella. L'infortuné vice-roi, obligé de stipuler pour la sûreté de sa personne, obtint la permission de se retirer à la Vera-Cruz, avec un passe-port du nouveau gouvernement.

Cette place était alors menacée par un parti d'insurgés, qui, ayant tenté plusieurs fois d'y entrer à force ouverte, en avait été repoussé par le commandant d'Avila. On s'y attendait à une nouvelle attaque, lorsque le vaisseau de ligne l'*Asia* y débarqua le général O'donoju, que le gouvernement d'Espagne envoya comme capitaine-général du Mexique, en remplacement du vice-roi Upodaca.

O'donoju, témoin de plusieurs assauts livrés à la ville les 4 et 7 juillet, se trouva dans la position la plus dangereuse, au milieu de tout un pays soulevé. Il n'avait avec lui que l'état-major qu'il avait emmené, et 8 à 900 hommes qui lui étaient arrivés de la Havane. Chaque jour il recevait les nouvelles les plus désastreuses; l'insurrection gagnait de proche en proche toutes les provinces, les villes fortes mêmes ouvraient leurs portes à l'ennemi; enfin, à la fin de juillet, il ne restait aux royalistes que Mexico, Vera-Cruz et deux autres places. L'armée espagnole sous les ordres de Novella, comptait bien encore 7 à 8000 hommes; mais les combats, les

fatigues de longues marches, et les défections l'affaiblissaient chaque jour, tandis qu'Iturbide, ayant déjà réuni de 20 à 25,000 hommes, aguerrissait ses troupes par les combats partiels qu'il engageait avec prudence, et se recrutait au milieu d'une population dévouée à la cause de l'indépendance du pays. Ce recrutement était d'autant plus facile, qu'Iturbide était doué d'un talent supérieur pour exalter les passions populaires.

A l'aspect de ces dangers, O'donoju se croyant dans l'impossibilité de faire tête à l'insurrection, et prévoyant que des milliers de familles opulentes, de l'un et de l'autre continent, seraient ruinées par une guerre dont l'issue ne pouvait être douteuse, vit qu'il ne lui restait d'autre parti que de traiter avec Iturbide. Dans le dessein de s'entendre avec lui, il se rendit à Cordova, où les deux chefs furent reçus le 23 août avec les plus grands honneurs.

Entre deux négociateurs, dont l'un n'avait pour lui qu'un vain titre, tandis que l'autre était appuyé d'une armée nombreuse, la partie ne pouvait être égale; aussi, après

quelques légers débats, O'donoju fut obligé de signer le fameux acte du 24 février, par lequel Iturbide avait audacieusement commencé sa levée de boucliers. L'indépendance du Mexique fut donc reconnue, et une régence fut formée, en attendant que le roi Ferdinand acceptât l'empire du Mexique avec l'obligation constitutionnelle de venir y résider. Par le même traité, O'donoju accepta le titre de membre de la régence, dont Iturbide fut déclaré président.

Cet important arrangement terminé, le capitaine-général O'donoju et le général de l'armée impériale mexicaine se dirigèrent sur la capitale, et notifièrent à Novella une convention à laquelle ce dernier fut loin d'adhérer : il fit ses dispositions pour y répondre par la voie des armes.

Iturbide, quoique bien supérieur en forces, continua de suivre son plan de prudente temporisation, attendant tout du temps et du progrès que faisait l'esprit révolutionnaire. Il évitait donc les combats, et tentait d'augmenter par la séduction le nombre des partisans qu'il avait dans la capitale. Un tel plan,

qui ferait honneur au général le plus consommé dans la tactique militaire, doit étonner de la part d'un jeune homme d'un esprit entreprenant et d'un caractère impétueux, comme Iturbide avait toujours paru avant de s'être élevé au premier rang. Le jeune chef d'insurgés vit ses sages opérations couronnées du succès le plus heureux : Novella fut obligé de capituler; il lui fut accordé que les troupes espagnoles, jusqu'à leur embarquement, seraient entretenues aux frais de la nouvelle régence.

Ce fut après une aussi heureuse négociation, que le victorieux Iturbide fit son entrée dans Mexico, sous des arcs de triomphe, à travers de rues jonchées de fleurs et richement tapissées, au son des cloches, au bruit des salves répétées de toute l'artillerie, et aux acclamations d'un peuple ivre de joie et d'espérance.

Aux portes de la ville, une députation du corps municipal (*l'Ayuntamunto*) lui en avait présenté les clefs; enfin, à l'entrée de la cathédrale, il fut reçu solennellement par l'archevêque, en habits pontificaux, et il alla s'asseoir à sa droite sur le siège des vice-rois.

L'heureux général feignit de ne pas céder à l'ivresse de tous ces honneurs dont il était l'objet; et, comme tous les ambitieux ses devanciers ou ses émules dans la voie de l'usurpation, il fit hommage à l'*égalité*, de cet essor qu'il prenait vers le rang suprême. « Heureux, dit-il dans la proclamation qu'il » fit publier le lendemain de son entrée, s'il » m'était permis, après avoir accompli ma » mission, de retourner au sein de ma fa- » mille, et d'espérer que le peuple se ressou- » viendrait quelquefois de son ami. »

Encore quelque temps, et cet ami du peuple s'en proclamera le maître absolu; car le diadème impérial ceindra bientôt ce front, que la pudeur républicaine n'aura plus besoin de colorer. Au milieu de tous ces honneurs, Iturbide affecta d'accabler de toute sa supériorité le capitaine-général. Nommant les trente-huit membres qui devaient composer la junte, il y comprit O'donoju. Le représentant du roi d'Espagne se trouva confondu parmi les agents subordonnés du généralissime. Enfin, pour lui faire subir toute l'amertume de sa malheureuse position, la junte le

nomma membre de la régence qu'elle forma sous la présidence d'Iturbide. L'âme fière d'O'donoju fut brisée sous le poids de tant d'humiliations, qu'aggravait encore l'idée de ne pouvoir se justifier auprès du roi qui l'avait rendu le dépositaire de toute son autorité. Il mourut subitement, huit jours après avoir vu compromis, avec tant d'indignité, l'auguste caractère dont il était revêtu. Le bruit courut qu'il avait été empoisonné, mais le chagrin profond dont sa correspondance se trouvait empreinte, en rendant compte de l'avilissement auquel il n'avait pu se soustraire, ne laisse aucun doute sur les causes véritables qui le conduisirent au tombeau.

Iturbide, s'étant audacieusement placé au-dessus de toute rivalité, dictait ses volontés à la régence comme à l'armée. Jouissant de toute la plénitude du pouvoir, son ambition n'était pas satisfaite. Il lui manquait un titre qui pût lui faire prendre rang parmi les plus grands monarques du monde. Celui de *Roi* lui paraissait au-dessous de ses prétentions. Le nègre Christophe, dans son île d'Haïti, avait en quelque sorte ridiculisé ce

titre en osant le prendre pour lui-même. D'ailleurs, dans le Nouveau-Monde, le nom de *Roi* n'a rien de bien imposant; on le prodigue à tous les caciques ou chefs de hordes et de tribus sauvages. L'orgueil d'Iturbide n'était pas flatté de parodier le rôle grotesque du roi Christophe, ou d'être assimilé à un chef de peuplade américaine. Il aspirait donc à ce titre d'empereur, qui, même dans le Nouveau-Monde, ne laisse après lui que des idées de grandeur et de majesté; car on n'y parle encore qu'avec respect des anciens souverains du Mexique et du Pérou. C'était ce beau titre d'empereur qu'avait convoité Iturbide dès les premiers instants qu'il avait tiré l'épée pour la prétendue cause de *l'égalité*. On entrevoit son arrière-pensée dans cette proclamation du 24 février, où, rétablissant l'empire du Mexique, il y appèle Ferdinand VII, mais en lui imposant l'obligation d'y venir résider. Il plaçait une déchéance inévitable à côté du titre qu'il offrait, afin de justifier son usurpation par une apparence constitutionnelle.

Les plus heureuses circonstances semblaient justifier les vues ambitieuses d'Itur-

bide. Un mois après son entrée triomphale à *Mexico*, *Vera-Cruz* avait capitulé, et tout le Mexique avait arboré l'étendard de l'indépendance, à l'exception du château de *St.-Jean-d'Ulloa*, où s'était retiré Davila après la prise de *Vera-Cruz*, dont il était commandant.

L'instant parut favorable à Iturbide pour convoquer les cortès qui devaient donner au Mexique une constitution. Il savait que la dignité suprême, déclarée inséparable de sa personne, deviendrait la base fondamentale des institutions politiques du nouvel empire.

Les cortès se réunirent dans les premiers jours de l'an 1822. Elles donnèrent beaucoup d'importance à la discussion de chacun des articles de leur constitution, pour laquelle cependant on leur avait dicté leur thême, dont ces législateurs indépendants n'osaient s'écarter. Ils formèrent leur constitution sur celle des Etats-Unis, qui semble le modèle que se proposent tous les Etats américains. La république de Colombie, comme nous l'avons dit plus haut, en avait donné l'exemple, et les autres colonies espagnoles se montraient jalouses de l'imiter. Les cortès

constituantes de Mexico substituèrent la dignité d'empereur à celle de président. Peu de temps avant la réunion des cortès, on avait appris que le cabinet de Madrid avait fortement improuvé le traité de Cordova, et refusé de reconnaître l'indépendance du Mexique, malgré les offres spécieuses de se constituer sous les auspices de Ferdinand VII, à qui l'on accordait le sceptre impérial.

Les Indiens, parmi lesquels Iturbide avait ses principaux partisans, depuis plusieurs mois parlaient ouvertement de prononcer la déchéance de la dynastie espagnole, et désignaient leur général Iturbide comme digne, par sa valeur et ses services, d'être proclamé le souverain du Mexique. Ce parti des Indiens eut facilement la majorité dans les cortès. Iturbide fut solennellement supplié d'assurer l'illustration et la force du nouvel empire en daignant en devenir le chef.

On s'attend bien aux refus hypocrites que ne manqua pas de réitérer le rusé général. Il fallut les ordres absolus du congrès pour faire violence à sa *timide modestie*. Enfin il se laissa docilement imposer le titre d'empereur, mais

en déclarant qu'il se dévouait pour sa patrie et qu'il offrait en sacrifice à ses concitoyens son bonheur et sa tranquillité. Tel a été, dans tous les temps et chez tous les peuples, le langage des usurpateurs qui veulent pallier ou justifier l'odieux de leur attentat contre l'ordre social.

Cependant cette révolution ne répondit point aux résultats heureux qu'on en avait fait espérer. L'émigration occasionnée par les derniers troubles, avait diminué d'un sixième la population, qui de 6 millions se trouvait réduite à cinq. L'agriculture était négligée : on voyait interrompus les travaux des mines qui, depuis plus de trois siècles, formaient la principale richesse territoriale. La quantité d'espèces frappées à la monnaie éprouvait la plus forte réduction. La valeur de ces espèces, qui dans les temps ordinaires n'avait pas été au-dessous de 24 millions, ne s'éleva jamais, en 1821, au-dessus de 4 millions. Le numéraire disparaissait presque dans la même proportion : la méfiance l'avait fait enfouir par les gens timides, ou il avait été enlevé par les divers chefs de parti.

On voyait cet état de choses dans son effrayante vérité, depuis que l'élévation extraordinaire autant qu'imprévue du jeune Iturbide, avait déconcerté toutes les prétentions ambitieuses, et fait évanouir les espérances de ceux qui professaient sincèrement la doctrine de l'égalité politique. Les uns regrettaient la domination espagnole sous laquelle l'opulence avait pu jouir tranquillement de ses richesses, et l'industrie commerciale se livrer avec sécurité à ses spéculations. Les autres, qui se trouvaient bien plus nombreux, parlaient de l'établissement d'une république, comme du plus noble objet de leurs vœux et du plus digne prix de tous leurs sacrifices.

A peine assis sur le trône qu'il venait d'élever sur le volcan des factions, l'imprudent Iturbide voulut gouverner en prince né sous la pourpre et portant le sceptre héréditaire que lui auraient transmis ses ancêtres; il multiplia les impôts, ordonna la dissolution du congrès, en exila les membres avec l'arbitraire de la plus effrénée tyrannie; enfin, il souleva contre son administration, tous les ressentiments et tous les intérêts.

Plusieurs provinces se déclarèrent ouvertement en insurrection ; celle de Guatimala se prononça surtout avec énergie contre le nouvel ordre de choses : son gouverneur, le général Santa-Anna, reçut l'ordre de quitter son commandement ; au lieu d'obéir il déclara lui-même Iturbide usurpateur et traître à la patrie.

Plusieurs chefs, qui s'étaient distingués dans les dernières guerres, firent cause commune avec le gouverneur de Guatimala : les insurgés levèrent des troupes. Enfin des deux côtés on se mit en campagne. On se battit d'abord avec des succès différents ; l'armée impériale défaite à Guatimala, reprit sa revanche à Xalapa ; mais les insurgés parvinrent à prendre décidément le dessus.

Iturbide alors commençant à craindre les vicissitudes de la fortune, annonça plus de tenue dans sa conduite ; on peut même dire à sa louange, qu'il parut sacrifier son propre intérêt à celui de l'indépendance nationale : car des commissaires envoyés par les Cortès de Madrid voulurent entrer avec lui en négociation : quoiqu'il eût un grand besoin

d'un appui au-dehors, dans la position difficile où il se trouvait, il refusa de les recevoir, à moins qu'il ne consentissent à reconnaître l'indépendance du Mexique.

Iturbide, qui avait pris Napoléon pour modèle dans son administration altière et dans son insultant dédain pour les garanties constitutionnelles, l'imita dans son pharisaïsme politique, lorsqu'il sentit chanceler les bases de son trône éphémère. Comme l'homme du champ de mai en 1815, il ne parla plus que des institutions généreuses qu'il voulait donner à ses peuples. Ne se dissimulant pas combien la dissolution violente du congrès avait aliéné de lui les partisans les plus zélés de l'indépendance mexicaine, il ordonna la réunion d'un nouveau congrès, qui devait compléter le système des institutions organiques de l'Empire. Mais le peuple ne fut pas dupe de cette conversion; les provinces se détachèrent de l'obéissance d'un aventurier, qui s'était joué des espérances, et avait trahi les intérêts de tous ceux qui s'étaient attachés à sa fortune. Cet esprit de défection se répandit parmi les

troupes; les membres du congrès qui venait de se réunir, ne parurent pas disposés à soutenir un jeune soldat si peu digne du rang suprême et où il n'était parvenu que par la plus impudente audace.

Le nouvel empereur voulut profiter de ce que sa position n'était pas encore entièrement désespérée, pour faire de son abdication un objet de négociation.

Le 19 mars, l'arrangement définitif eut lieu; Iturbide remettant au congrès le titre et l'exercice de la souveraineté, dont il n'avait été que le dépositaire, délia la nation mexicaine de la foi qu'elle lui avait jurée.

Ayant déposé le sceptre impérial, il n'eut pas à se plaindre du parti victorieux. Non-seulement il conserva la liberté de sa personne et la jouissance de ses propriétés, mais encore il lui fut alloué une pension de trente mille dollars; la seule condition qu'on lui imposa, fut de sortir du sol américain et de se retirer en Italie; Livourne, fut la résidence que le congrès lui assigna. En effet, un mois après ce changement de fortune, l'ex-empereur, emmenant toute sa famille

et ses trésors, s'embarqua sur un vaisseau anglais (*le Rowley*), et débarqua à Livourne dans les premiers jours de juin; mais, après avoir annoncé toutes les dispositions de s'y établir définitivement avec sa famille, il partit d'une manière inopinée pour l'Angleterre. Plusieurs conjectures se sont attachées à ce départ : peut-être n'eut-il d'abord d'autre cause que cette inquiétude vague, poursuivant toujours ceux qui, après avoir essayé de la suprême puissance, se voient par les événements refoulés dans la vie privée : l'ambitieux disgracié veut toujours changer sa position.

Le congrès, aussitôt l'abdication d'Iturbide, se hâta de revenir aux formes et aux institutions républicaines. Par un décret du 12 avril, il fit disparaître la couronne impériale du sceau et de tous les emblèmes nationaux. Toutes les prisons furent ouvertes aux victimes que le dernier gouvernement y avait entassées; les membres du dernier congrès, que l'empereur Iturbide avait proscrits par son décret du 24 août 1822, furent accueillis au milieu des acclamations publi-

ques, comme les héros et les martyrs de la cause nationale.

Les députés les plus influents du parti populaire voulaient former du Mexique une vaste république dont Mexico serait la cité dominante. Tous les avocats avaient leur intérêt dans un ordre de choses où le parlage de tribune devient un si puissant levier. On se fait une réputation éclatante, au bruit de phrases sonores : alors des harangues bien populaires deviènent des titres aux premières magistratures.

Un premier mois ne s'était pas écoulé depuis que le congrès s'essayait à l'exercice de la souveraineté, que les plus vifs mécontentements avaient éclaté dans la plupart des provinces. Le général Santa-Anna, dont l'énergique opposition avait fait écrouler le trône impérial, ne s'était point soustrait à l'obéissance d'un frère d'armes, pour se soumettre à la domination de tribuns ambitieux. Il contesta donc au congrès ses titres pour la mission législative qu'il s'arrogeait, et le somma de convoquer une nouvelle assemblée à laquelle appartiendrait le droit de faire une constitution.

Le congrès sentit le danger de heurter trop vivement le général dans ses prétentions. L'affaire fut mise en négociation; on flatta l'orgueil du général en réclamant sa protection et lui présentant en perspective la première place dans le gouvernement. Santa-Anna se désista de son opposition, et crut beaucoup faire en promettant sa neutralité. Le congrès parut s'en contenter; car il se voyait sur les bras des adversaires bien autrement opiniâtres.

Les principales provinces, jalouses de l'influence que la ville de Mexico voulait exercer sur elles, se prononcèrent ouvertement pour l'adoption d'un gouvernement fédéral sur le modèle de celui des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale. Le congrès parvint cependant à ramener dans son parti la province de Jucatan, en faisant des concessions aux prétentions locales. Cependant tous les honneurs de la souveraineté, à l'égard de cette province, furent toujours conservés à la ville de Mexico; mais les provinces de Guatimala et de Guadalaxa se mirent en insurrection ouverte, déclarant se constituer en États indé-

pendants. La dernière province même convoqua la réunion de son congrès particulier à Queretaro : ensuite elle s'occupa de se former une armée nationale, de se construire une marine, enfin d'établir des relations directes avec les diverses puissances étrangères.

Ces défections préparaient au Mexique tous les fléaux de l'anarchie et toutes les calamités de la guerre civile qui presque toujours en est le résultat; mais le général Santa-Anna, se reprochant son inaction, crut que les dangers qui menaçaient la patrie réclamaient son influence médiatrice : il mit donc ses troupes à la disposition du congrès, à condition qu'il se rendrait aux vœux unanimes de l'opinion, en s'occupant sans délai des bases d'un système fédéral.

Le congrès se garda bien de se refuser aux propositions du général : se trouvant trop heureux de sortir d'embarras d'une manière aussi honorable, il annonça la prochaine publication de la constitution si vivement attendue par toutes les provinces mexicaines Cette promesse calma les mécontentements,

chaque province s'occupa d'établir ses juntes particulières et d'organiser les formes de son existence politique. Pendant que le congrès parvenait à étouffer les germes de ces dissensions intestines, son existence se trouva menacée dans le sein même de la capitale. Les partisans de l'ancien gouvernement impérial voulurent ranimer la faction d'Iturbide. Le général français Lamothe était à la tête de la conspiration; il avait pour principal complice le comte d'Almeras, portugais refugié. La sagesse du congrès parvint à déjouer ce complot. Plusieurs officiers qui y trempaient furent arrêtés, et on décréta la déportation du général Lamothe et du comte d'Almeras. La tranquillité étant rétablie, le congrès voulut l'affermir sur des bases constitutionnelles en publiant le pacte fédéral que le Mexique attendait. Cette constitution, en 227 articles se divisant par sections et chapitres, semble une copie de celle des Anglo-Américains; chaque province du Mexique formant un État particulier, Mexico est déclarée la résidence du sénat de l'union.

Le commerce anglais, dont les cent yeux

sont perpétuellement ouverts sur toutes les parties du globe, n'a point négligé les spéculations avantageuses que lui offre le Mexique d'après son état actuel.

La compagnie des Indes occidentales a obtenu d'établir des factoreries dans les principales provinces du Mexique; le ministère vient même d'y envoyer des consuls. Leur mission a été d'y reconnaître d'une manière formelle, l'existence politique de la république fédérative, et surtout de protéger les sujets de la Grande-Bretagne dans leurs opérations commerciales.

La solennité de la réception qu'on leur a faite a répondu à la grande importance de cette mission dont ils étaient chargés. Le palais de l'ex-empereur Iturbide fut fixé pour leur résidence, et un décret spécial du congrès régla les cérémonies et les fêtes publiques qui auraient lieu à l'occasion de leur arrivée. On aurait dit que, dans cette circonstance, le gouvernement britannique prenait possession du patronage politique dont il venait d'être investi. En effet toute cette pompe politique pouvait-elle avoir

pour unique objet un consulat commercial ?

Cette médiation britannique peut d'autant plus facilement se substituer aux droits de souveraineté de la métropole, que, dans ces derniers temps, elle s'est acquis des titres bien réels à la reconnaissance du gouvernement mexicain.

Les envoyés britanniques, dès leur arrivée, ont dû faire intervenir leur amical arbitrage entre des généraux insurgés ayant la force armée à leur disposition, et le gouvernement qui n'avait à leur opposer que les lois devenues impuissantes.

Les chefs des mécontents étaient les généraux Lobato et Santa-Anna. L'homme le plus fier et le plus impliable à l'obéissance est le *plébéien parvenu*. Santa-Anna, fils d'un simple artisan, refusa toujours de reconnaître la dignité impériale qu'Iturbide s'était fait décerner. Ce fut lui qui le contraignit à descendre du trône, et à s'exiler d'une république qu'il venait de flétrir par son usurpation. Santa-Anna, chef de la nouvelle révolution mexicaine, prétendit diriger à son gré, mais sous des formes républi-

caines, le gouvernement de sa patrie. Il voulut ainsi tenir sous son influence, le congrès nouvellement réuni, et le pouvoir exécutif qu'on avait établi après la déchéance d'Iturbide. Mais, dans le sein même de la démocratie, le gouvernement le plus populaire est jaloux de la portion de puissance qui vient de lui être déléguée. Le pouvoir exécutif du Mexique ne tarda pas à s'affranchir de cette subordination qu'exigeait l'impérieux Santa-Anna, et bientôt même il lui fit sentir qu'il avait des ordres à recevoir.

L'arrogant militaire portant la main à son épée, en menace le congrès et la magistrature suprême. Associant à son ressentiment le général Lobato, il entraîne dans son parti une partie des officiers et des soldats de la garnison de Mexico.

Ce fut le 23 janvier dernier, qu'éclata ce mouvement militaire. Le factieux Santa-Anna se croyant en position de donner des ordres au congrès, lui envoie un orgueilleux message, où il prescrit d'un ton absolu le renvoi de Michelena et Dominguet, les deux membres du pouvoir exécutif qui avaient

opposé plus d'énergie à ses prétentions hautaines : le rebelle exigea de plus l'expulsion absolue de tous les Espagnols qui pouvaient se trouver encore dans le Mexique.

Le congrès, s'étant appuyé de la puissante médiation des commissaires anglais, ne répondit au message insolent des généraux, que pour leur ordonner de mettre bas les armes, et de se mettre à la discrétion des magistrats de la république. Du 23 au 27 janvier il y eut la plus active négociation entre les factieux et le gouvernement. Les commissaires anglais parvinrent à ramener les deux partis à des sentiments modérés; de part et d'autre on se fit des concessions. Les généraux Lobato et Santa-Anna voulurent bien recevoir les faveurs d'une amnistie; et pour sauver les convenances, on arrêta vingt-deux officiers de grades inférieurs, qui ne tardèrent pas à être mis en liberté. Le congrès, d'accord avec le conseil exécutif, crut qu'il ne pouvait refuser aux vœux de l'armée et à ceux des Mexicains, d'ordonner le rembarquement pour l'Europe, de tous les Espagnols qui se trouvaient encore au nombre de 9000.

La bonne intelligence parut se rétablir entre l'armée et la magistrature. On s'empressa de constituer le gouvernement fédéral. Les suffrages pour la présidence se sont réunis sur le général Bravo. Ce militaire est loin d'annoncer les talents du président de Colombie. Cependant le Mexique, dans son état actuel, aurait besoin de toute l'influence d'un génie supérieur; car cet edifice politique, à peine élevé, semble menacer ruine de toutes parts; plusieurs provinces témoignent de fortes préventions contre les vagues garanties que peut leur offrir le système fédéral. Guadaxalara déclare hautement ses prétentions de se gouverner par elle-même, comme État indépendant.

D'un autre côté les royalistes se fortifient: cette incohérence entre les diverses parties de la république fait beaucoup regréter l'apparence d'ordre, que le gouvernement d'Iturbide avait fait espérer. Aussi le nombre des partisans de l'ex-empereur s'est beaucoup augmenté; peut-être qu'Iturbide eût trouvé peu d'obstacles pour se ressaisir du pouvoir suprême, s'il eut conduit avec plus de

prudence les circonstances de son retour qui eut lieu au milieu de l'an 1824. Mais étant débarqué d'une manière inopinée, et sans s'être ménagé aucunes intelligences dans son propre parti, il a été pris de suite et fusillé.

A l'égard des autres États qui faisaient partie de l'Amérique espagnole, nous ne nous en occuperons pas. L'histoire ne s'alimentant que de ces divers rapports que les peuples ont entr'eux, peut garder le silence sur les nouvelles républiques du Chili et de Buénos-Ayres, qui se trouvent en ce moment hors de la sphère de la politique européenne. Le Buénos-Ayres qui précéda les autres colonies dans la carrière de l'insurrection, semble se livrer, sans aucune distraction extérieure, à toutes les controverses qu'enfante le génie dogmatique des révolutions.

Le Chili s'est placé en quelque sorte sous la suzeraineté de la Colombie: on peut dire qu'il est devenu comme une de ses provinces.

Notre aperçu sur l'état actuel de l'Europe serait incomplet si nous nous taisions sur ces événements de la Grèce qui deviènent un des plus importants épisodes de l'histoire contemporaine.

CHAPITRE LVIII.

INSURRECTION DES PROVINCES GRECQUES.

Premières hostilités. Barbaries exercées par le gouvernement turc.

Les déchirements qu'éprouve l'empire ottoman dans ses provinces d'Europe sont loin d'être étrangers aux principes de la révolution française, dont le germe, depuis quelques années, semble s'étendre de peuple en peuple, depuis Cadix jusqu'à l'isthme de Corinthe. Mais cette courageuse rébellion des Grecs, qui s'arme pour la défense du culte de leurs pères, a pris le caractère d'une

guerre sainte, au succès de laquelle s'attache en quelque sorte le vœu de toutes les nations chrétiennes.

Nous sommes donc certains d'inspirer quelqu'intérêt en présentant le précis des principaux événements dont cette partie de l'Europe vient d'être le théâtre.

Il paraît que l'insurrection a pris sa source dans une association formée à Vienne en 1814, en vue de répandre les lumières et les principes du christianisme dans la Grèce où le clergé n'était guère moins ignorant que le peuple. Des ministres du Seigneur et des savants de toutes les nations souscrivirent pour cet établissement, dont la caisse était à Munich. Bientôt l'association, qui prit le nom d'*hétairie* ou *société d'amis*, compta plus de 80,000 souscripteurs. Quoique la politique dût y être étrangère, cependant le germe des principes de la révolution française ne tarda pas à s'y manifester. Il y eut des écoles, des gymnases, des bibliothèques dans les principales villes, et même jusqu'à Constantinople. Des écoles d'enseignement mutuel s'établirent dans beaucoup de villages, malgré la

répugnance de la Porte ottomane et même du clergé grec.

Dans ce mouvement imprimé aux écrits par toutes ces gerbes électriques d'une civilisation plus éclairée, il était naturel que les jeunes Grecs à qui on rappelait l'indépendance et la gloire de leurs aïeux, portassent des regards douloureux sur l'avilissement de leur situation présente. Le noble désir de l'émancipation passa, des écoles de l'hétairie, dans toutes les classes de la nation.

Plusieurs circonstances étrangères favorisaient alors un tel dessein : la rébellion du pacha de Janina tenait en échec les principales forces de l'empire turc; les Serviens, naguère soumis, après avoir inspiré de si vives inquiétudes sous leur Passwau-Oglou, conservaient encore une attitude séditieuse; les Valaques, épuisés par les exactions de leurs hospodars, témoignaient le plus vif mécontentement; des difficultés très-sérieuses s'étaient élévées entre la Russie et la Porte, sur l'exécution des traités de Kainardji et de Bucharest. Sur ces entrefaites, le prince Alexandre Suzzo, hospodar de Valachie, vint à mourir,

et la Porte lui donna pour successeur le prince Charles Callimachi, de l'une des quatre principales familles grecques auxquelles elle avait réservé l'hospodorat. Ce fut alors qu'on vit éclater la première étincelle de cet incendie qui, depuis quatre ans, s'est étendu dans toutes les provinces européennes de l'empire turc.

Aussitôt la mort du prince Alexandre Suzzo, un Valaque obscur, nommé Théodore, sortit de Bucharest avec une bande d'à peu près 60 Arnautes, soldats de race albanaise, toujours à la solde de celui qui veut les acheter.

Il commença par se jeter dans le monastère de Tisniann, d'où il appela ses concitoyens aux armes; en peu de jours une foule de paysans et de pandours se réunirent à lui. Les troupes envoyées à sa poursuite par la régence des boyards, ou passèrent sous ses drapeaux ou n'osèrent l'attaquer. Enfin il se vit bientôt à la tête d'une armée de 16,000 hommes; maître de cinq districts de la petite Valachie, et pouvant compter sur Bucharest, où il s'était ménagé des intelligences intimes avec Kaminari Serva, chef de 2,000 Arnautes, et chargé de la police de la ville.

L'association de l'hétairie comptait, parmi ses membres, les Grecs les plus distingués par leur naissance, par leur fortune et surtout par la réputation militaire qu'ils s'étaient acquise dans les rangs de l'armée russe pendant la dernière guerre; les frères Ypsilanti, fils du prince Ypsilanti, ancien hospodar de Valachie, réfugiés en Moldavie, pouvaient passer pour les chefs. L'aîné de ces frères, étant parvenu au grade de major-général dans l'armée russe, après avoir perdu un bras à la bataille de Culm, crut le moment favorable de faire éclater la vaste conspiration dont il était l'âme. Il se flattait de trouver un appui dans la politique du cabinet de St.-Pétersbourg, qui semblait toujours caresser l'ambitieuse idée de renvoyer les Musulmans au-delà du Bosphore, et d'arborer l'étendard russe sur les tours de Constantinople. Les autres puissances de l'Europe se trouvaient alors assez embarrassées par les mouvements politiques qui menaçaient les principes du gouvernement monarchique en Espagne et en Italie.

Alexandre Ypsilanti ne voulut pas laisser

échapper une occasion que la révolte isolée de Théodore rendait encore plus propice à ses vastes desseins. Pendant que le Valaque insurgé menaçait Bucharest, Alexandre fit afficher, le 7 février 1821, dans Jassy, capitale de la Moldavie, une proclamation, qui donne la clef de la révolution qu'on méditait.

Il y fait connaître l'accord intime qui existait entre l'association des hétairistes et le prince Michel Suzzo. Rien de plus invraisemblable au premier coup-d'œil, que la conspiration de l'hospodar contre sa propre autorité; mais il faut croire que l'amour de la patrie avait encore plus de charmes sur ses sentiments, que l'amour d'un pouvoir qui dépendait du caprice arbitraire de la Porte. Quoi qu'il en soit, l'effet en fut prompt et terrible. Car, au moment que la proclamation fut affichée, des détachements d'Arnautes et de Grecs se répandirent dans la ville, massacrant tous les Turcs qui témoignaient leur indignation.

Deux jours auparavant, une scène affreuse arrivée à Galatz, sur le Danube, avait ouvert les voies aux desseins d'Ypsilanti, sans y avoir

cependant de rapport. Un capitaine arnaute, nommé Basile Caravia, ayant reçu un soufflet dans une querelle avec un Turc, l'avait tué d'un coup de pistolet. Alors, dans la crainte de la vengeance musulmane, il rassemble tous les Grecs et les Arnautes, leur persuade que sa querelle est la leur, et tombe pendant la nuit sur les Turcs, qui furent sabrés, au nombre de 2 à 300. Pendant ce carnage, le feu prend à la ville: Basile Caravia et ses soldats saisissent les armes des Turcs; ils s'emparent des canons et des munitions qu'ils trouvent sur les bâtiments stationnés aux bouches du Danube, appèlent les habitants à la révolte, et se dirigent vers la Moldavie, sur la route de Jassy où ils furent reçus comme des compagnons d'armes.

La proclamation d'Ypsilanti, répandue à Odessa, y produisit une vive impression. Les jeunes gens, polonais ou russes, voulaient se ranger sous ses drapeaux, et les vieillards contribuer de leur argent à cette noble entreprise. L'un d'entre eux souscrivit pour un million, un autre pour trois cent mille roubles, et tous en proportion de leur fortune.

Ypsilanti put organiser un corps, dont l'uniforme, à la hussarde, était entièrement noir, avec un bonnet à la valaque, portant au-devant une tête de mort posée sur des os en croix; la cocarde qu'il adopta était noire, blanche et rouge. Son drapeau blanc se trouvait traversé d'une croix rouge, avec la fameuse inscription de la bannière du grand Constantin : *In hoc signo vinces*. Son cri de ralliement fut *Vive la liberté*. Le prince Cantacuzène, descendant d'anciens empereurs Grecs, et jouissant dans l'armée russe d'un grade supérieur à Ypsilanti, n'hésita pas, dans son enthousiasme patriotique, à se mettre sous ses ordres.

Ypsilanti avait insinué que l'association avait l'assentiment de la Russie; cependant la dépêche qu'il adressa à l'empereur Alexandre, alors à Laybach, pour le supplier d'accorder sa protection à la nation grecque n'eut pas le succès que les hétairistes en espéraient. C'était l'époque de l'insurrection du Piémont; le moment était peu favorable. L'empereur Alexandre dut voir avec inquiétude les principes d'une révolution populaire s'étendre

jusqu'à ses frontières ; aussi l'empereur, à la réception des nouvelles de Jassy, fit hautement déclarer son désaveu d'une telle entreprise, et rayer Ypsilanti du service russe. Cette décision fut communiquée à la Porte, et l'ambassadeur, le baron de Strogonoff, eut ordre de lui notifier que l'intention de l'empereur de Russie était de rester étranger aux mesures qui pourraient menacer la tranquillité de tout pays quelconque. L'Autriche prescrivit à son internonce d'appuyer une telle déclaration par une note conçue dans le même sens.

Les consuls de Jassy et de Bucharest ordonnèrent aux Russes soupçonnés de favoriser la cause des Grecs, de rentrer dans l'intérieur de l'empire. Mais la politique ottomane n'en fut pas rassurée ; elle ordonna que tous les batiments qui passeraient par les détroits des Dardanelles et du Bosphore fussent visités. Cette mesure avait pour objet d'empêcher la fuite des Grecs sur des navires étrangers, et surtout d'empêcher qu'on ne portât aux insurgés des vivres et des munitions de guerre.

Comme cette mesure était nuisible à la navigation russe, et portait le plus grand préjudice au commerce d'Odessa, elle excita des différents sérieux entre les ministres russes et le reis-effendi.

Rien ne donne une idée plus positive de l'importance que la Porte ottomane mit d'abord à cette révolte, regardée dès lors comme générale, que le hatti-schériff adressé le 30 mars au kiaga-bey (ministre de l'intérieur), où S. H., attribuant l'audace des rebelles à la confiance que les déréglements des ministres et des employés ont inspirée, ordonne à tous les Musulmans : « de renoncer aux agré-
» ments de la vie sociale, de se procurer des
» armes, des chevaux, et de revenir aux
» mœurs de leurs ancêtres et à la vie des
» camps, état primitif de la nation. »

On ne parla de rien moins dans Constantinople, que d'exterminer tous les Grecs, pour expier la mort des Musulmans massacrés en Moldavie et sur le Danube, ou bien de chasser de la capitale tous les Grecs qui ne pourraient pas fournir la garantie d'un Musulman pour leur fidélité; les remontrances

de l'ambassadeur de Russie, des ministres chrétiens et du patriarche parvinrent à calmer cette féroce effervescence.

Mais un firman destitua, comme traître, Michel Suzzo, hospodar de Moldavie; et Janzo Callimachi, nouveau drogman, jugé coupable de n'avoir pas informé assez promptement le gouvernement de la révolte, fut remplacé par le prince Morusi, qu'un sort plus funeste attendait. Un synode fut convoqué à Constantinople, au nom des patriarches de Constantinople et de Jérusalem; les Grecs furent rappelés par leurs chefs spirituels, à leurs devoirs envers la sublime Porte, et les plus terribles anathèmes furent lancés contre Michel Suzzo, et les rebelles de la Moldavie.

Le patriarche agissait de bonne foi; car, loin de favoriser la révolte, il s'était d'abord montré contraire à l'association des hétairistes, et opposé à l'établissement de leurs écoles. Quoi qu'il en soit, l'anathème venait trop tard : le feu de la rébellion éclatait de toutes parts. Les pachas de la Morée entreprirent en vain le désarmement des peupla-

des; et les Maniotes, descendus du Taygète, venaient de répondre avec enthousiasme à l'appel d'Ypsilanti.

Ici commence le tableau d'une révolution féconde en dissidences intérieures, en désordres, en excès de tous genres, en petits combats partiels, dans un pays où il n'y a ni postes, ni communications régulières, ni gouvernement organisé. Aussi l'historien ne peut saisir que les masses et les résultats des événements, d'après des rapports particuliers, faits sans suite, sans méthode, sans critique, et le plus souvent par des gens intéressés à dénaturer la vérité, à exagérer les succès ou les revers, selon la cause qu'ils ont embrassée.

Après avoir indiqué la cause première de l'insurrection, nous passerons rapidement sur les détails qui ne présentent pas des résultats décisifs; car, dans cette guerre, il ne faut pas s'attendre à des opérations concertées d'après un plan suivi, à des batailles rangées, ni à des sièges en règle. Dans les commencements surtout, il ne s'agira que de soulèvements de peuplades, réunies par la

fureur de la vengeance, armées de mauvais fusils, de sabres, de frondes, de bâtons ferrés ou de piques grossièrement fabriquées; leurs combats ne seront que des rencontres, où celui qui disparaît le premier du champ de bataille est censé vaincu, jusqu'à ce qu'il y reparaisse en vainqueur. Leurs sièges ne seront que des blocus entrepris, quittés et repris; enfin, surtout dans les premières campagnes, qu'on ne s'attende pas, dans le parti insurgé, à trouver aucun ordre, ni rien qui réponde à l'idée que, nous autres Européens civilisés, nous avons de la discipline militaire.

Ce sera donc sans surprise que nous verrons cette insurrection de la Grèce, se décorant des noms les plus imposants de l'antiquité, n'offrir que des soulèvements de barbares et semblant méconnaître les droits les plus sacrés de la guerre et ceux de l'humanité.

Les Grecs, habitués à vivre de brigandages, courbés sous le joug du despotisme oriental, s'abandonnent à tous les excès où la vengeance humaine peut les porter. Ils rendent fureurs pour fureurs et crimes pour

crimes. Dans la Grèce occidentale, dans les hautes vallées du Pinde, où l'on croit qu'est encore la race pure des vrais Hellènes, un peuple de pasteurs, de guerriers ou même de brigands, vivait, malgré les efforts tentés pour l'asservir, dans une espèce d'indépendance et d'état républicain, pareil à celui des Cosaques. Ces fiers Amatolis et les Souliotes se sont montrés les plus dangereux ennemis des Turcs. Si leurs succès n'ont pas de suite, leurs revers sont promptement réparés; ils reparaissent en vainqueurs là où l'on croit qu'ils sont détruits, et leurs montagnes sont toujours pour eux un asile assuré.

A l'égard des autres peuplades de la Morée et de la Livadie, elles ont commencé la campagne, en quelque sorte sans armes, et ne sachant faire la guerre qu'en brigands. Une poignée de cavaliers turcs en mettait des milliers en déroute.

Heureusement pour les Grecs, que l'enthousiasme pour une cause environnée de tant de souvenirs glorieux, leur a fait de nombreux partisans dans les divers États de

l'Europe. Aussi leur est-il venu des volontaires de la France, de l'Italie, et surtout de l'Allemagne. Mais, il faut l'avouer, un grand nombre de ces étrangers, dirigés par le désir des honneurs et de la fortune, n'ont trouvé que des peines, des privations, des humiliations, des dégoûts et de la misère ; aussi quelques-uns ont fait des récits peu flatteurs du pays et des habitants. Enfin, dans ces derniers temps, le courage des indigènes s'est fortement retrempé ; au milieu de l'infortune et du danger, le besoin de l'ordre et de la discipline commence à se faire sentir. Dans la saison qui vient de s'écouler, on a prouvé qu'on était devenu capable de former un plan avec sagesse, et de l'exécuter avec une froide intrépidité. Des places ont été prises par capitulation, et l'on s'est montré religieux observateur des conditions accordées aux vaincus : on organise des corps à l'européenne ; enfin aujourd'hui, tout annonce que la guerre prend, de la part des Grecs, un caractère plus régulier et par conséquent moins cruel.

Il faut avouer que la marine grecque s'est

montrée dès son début, sous un aperçu bien autrement intéressant. Dès que son pavillon a flotté sur les mers, il y a excité un sentiment universel d'admiration. On a vu l'ordre, la discipline, la valeur et la science nautique briller à bord de ces vaisseaux légers et fins voiliers, qui allaient braver la foudre, l'ignorance et le féroce courage des Musulmans. Ces marins grecs se sont si rapidement perfectionnés dans l'art nautique, qu'ils sont parvenus à balancer cette supériorité que des vaisseaux de haut-bord ont naturellement sur de petits bâtiments, et ils ont gagné des batailles qui rappèlent presque celles de Mycale et de Salamine. Enfin, la flottille grecque a rempli toutes les espérances qu'on pouvait en concevoir : elle a détruit des flottes musulmanes, qui paraissaient si formidables; elle a vengé les désastres horribles de Chio, par la mort du capitan-pacha; elle a bloqué des ports ennemis, a porté aux siens des armes et des secours de toute espèce; elle a fait arborer l'étendard de la croix sur presque toutes les îles grecques; elle a tenu victorieusement la mer, depuis les côtés de

l'Asie mineure jusqu'à celles de l'Épire. Enfin, la marine grecque a seule pu donner à la fédération hellénienne un ensemble qu'elle n'aurait jamais eu sans ses efforts et ses sacrifices.

Nous allons maintenant présenter un aperçu rapide de cette guerre d'extermination, entre un peuple fier de ses anciennes conquêtes, abusant depuis trois siècles de tous les droits que donne la victoire, et une nation opprimée par tous les genres de vexations, se réveillant de son long assoupissement, pour essayer de secouer un joug qu'elle se montre enfin impatiente de briser.

La province de Magne (l'ancienne Eleuthero-Laconie) fut celle où la proclamation audacieuse d'Ypsilanti produisit le plus grand effet. La levée de boucliers y fut générale. Les habitants de cette province conservaient dans leurs montagnes une éternelle animosité contre les fiers conquérants de la Grèce. On peut les comparer à ces anciens Espagnols des Asturies, qui ne purent jamais se résigner à la domination des Maures. Depuis quelque temps, les chefs du pays,

Colocotroni qui a joué depuis un si grand rôle, Crisosphate et le bey même Mavro-Michalé, entretenaient une correspondance secrète avec quelques prélats et notables de la Morée, et les principaux habitants des îles Ioniennes. Ils avaient caché des armes dans les antres du Tawgète. Enfin, dans les derniers jours de mars 1821, ils se trouvèrent rassemblés au nombre de 7 à 8,000. Au même instant l'insurrection éclata sur plusieurs points de la Morée: on massacra les Turcs dans les districts où, se trouvant en petit nombre, ils n'eurent pas le temps de se jeter dans les villes fermées et dans les citadelles; mais partout où ils purent offrir quelque résistance, l'attaque devint plus sanglante. A Patras, l'archevêque Germanos leva l'étendard de la croix, en signe d'indépendance. Il fut d'abord obligé de sortir de la ville, et de l'abandonner à la vengeance musulmane; mais, ayant soulevé les paysans de l'Achaïe, il ne tarda pas d'y rentrer, avec Procope, évêque de Calawrita, et força les Turcs à se renfermer dans la citadelle, après mille cruautés commises de part et d'autre.

L'étendard de la croix se trouvant ainsi arboré presque sur tous les points, les Musulmans et les Grecs commencèrent les opérations militaires par les plus horribles massacres.

Jussuf Sélim-Pacha, rentrant le 15 avril à Patras, en donna un terrible exemple; car il mit la ville au pillage, et huit cents maisons y furent la proie des flammes. Tous les habitants qui ne purent se sauver dans les montagnes furent impitoyablement égorgés, sans distinction d'âge ou de sexe; quelques malheureux, cependant, trouvèrent un refuge dans la maison du consul de France (M. Hague Pouqueville). Cette violence, loin de comprimer le mouvement révolutionnaire, devint utile à son succès: elle força les plus modérés à y prendre part; aussi, quelques jours après, toute la Morée s'y trouva engagée. Le moine Gregoras, parcourant tout le pays, la croix à la main, venait d'occuper l'isthme de Corinthe avec un corps de quelques mille hommes; dès lors l'Attique, la Béotie, la Phocide, l'Etolie et l'Acarnanie furent agitées du même mouvement.

Les petites îles d'Hydra, de Spezzia et d'Ypsara devinrent les points où l'insurrection grecque offrit les moyens les plus puissants. De simples négociants, devenus facteurs de la France pendant la révolution, y avaient formé une marine marchande considérable. L'ouverture du commerce des grains de la Mer Noire avait augmenté leurs relations et leurs richesses ; ils étaient en possession de fournir des matelots à la marine militaire ottomane et en faisaient la principale force.

Qu'on juge de la force de la marine grecque, puisque M. Pouqueville l'évalue à 615 bâtiments, montés par 17,526 marins et armés de 5,878 canons; on ne comprend pas les polacres et les barques pontées. N'a-t-on pas vu dans la discussion de la loi française sur les grains, en 1817 et 1818, qu'il n'y avait pas moins de 4 à 500 bâtiments grecs employés au transport des grains de la Mer Noire?

Dans les premiers jours d'avril, les habitants des trois îles se formèrent un gouvernement ou sénat provisoire indépendant, dont le siège fut à Hydra. On équipa donc sur-le-champ une flottille de 180 bricks, armés de

10 à 12 canons de 9 livres, et portant le pavillon de l'*Hétairie*. De simples négociants firent des efforts et des sacrifices prodigieux. La seule maison de Konturioty, qu'on dit riche de 4,000,000 de florins, équipa à ses frais 30 navires montés de 15 à 20 canons. Une femme, dont le mari avait été massacré par les Turcs, l'héroïne Boblina de Spezzia, en arma trois, qu'elle conduisit elle-même aux combats. Le sénat d'Hydra commença par ouvrir des communications entre les pays insurgés, pour y porter des munitions, des secours et des armes. Il établit des croisières à l'entrée des Dardanelles, dans le golfe de Lépante, devant Prévésa, où était la flotte du capitan-bey, qui n'en est plus sortie.

Pendant que l'insurrection commençait en Morée, elle approchait de son terme en Moldavie et en Valachie.

La plus malheureuse mésintelligence était survenue entre Théodore et Alexandre Ypsilanti. Le premier fut enlevé et mis à mort par son rival. Ypsilanti que cette perfidie avait rendu odieux aux siens, ne put se

maintenir. Obligé de se réfugier dans les terres de l'Autriche, il y a été fait prisonnier. La domination musulmane s'est alors facilement rétablie dans ces deux principautés.

CHAPITRE LIX.

La guerre continue avec fureur. Ruine totale de l'Ile-de-Chio. Glorieuse vengeance des Grecs.

Depuis qu'à la nouvelle de l'insurrection de la Morée, le sultan Mahmoud avait annoncé que l'islamisme était en danger, les Musulmans de tout âge couraient les rues de Constantinople, en proférant des imprécations de mort contre les Grecs et même contre tous les chrétiens.

Dans ces circonstances le grand-visir fut déposé : *il n'avait pas*, est-il dit dans le firman, *la solidité nécessaire*, aimant trop ses aises et le luxe. On lui donna pour successeur Benderli-Ali-Pacha, qui, se trouvant alors en

Asie, se hâta d'arriver avec une quantité de troupes asiatiques, dont le fanatisme et la férocité remplirent les familles grecques de terreur.

Le grand-visir justifia bientôt la réputation d'homme cruel et impitoyable qui l'avait précédé. Dès le lendemain de son entrée dans Constantinople, c'était le saint jour de Pâques, le patriarche Grégoire, qui avait fulminé de si terribles anathèmes contre les insurgés, fut arrêté à l'issue de l'office divin, lorsqu'il était encore revêtu des habits pontificaux, et de suite il fut pendu à la porte du palais patriarcal. Son corps, descendu du gibet, fut livré aux Juifs, qui, dans cette révolution, se sont montrés les plus cruels persécuteurs des Grecs.

Ils le traînèrent dans les rues; on lui fit mille outrages; on le jeta à la mer, d'où quelques Grecs réussirent à le retirer. Ses misérables restes, religieusement recueillis, furent transportés à Odessa. Le gouvernement russe leur fit rendre les honneurs les plus solennels, dans une fête funèbre où assistèrent toutes les autorités locales.

Ce meurtre sacrilège devint encore le signal d'autres atrocités les plus multipliées. Le patriarche d'Andrinople subit le même sort que celui de Constantinople. L'évêque d'Ephèse, plusieurs autres prélats, les Grecs les plus considérés du (*fanar*), faubourg de Constantinople, furent décapités, ou pendus aux fenêtres et aux portes de leurs maisons.

Ces actes de barbarie parurent abominables au Grand-Seigneur lui-même; il déposa son visir, et sa tête fut clouée aux portes du sérail, avec l'inscription des traîtres. Les esprits étaient trop aigris pour être calmés par cet acte de justice, qui, au contraire, pensa soulever les janissaires, et compromettre ainsi l'existence du Sultan. Les Grecs n'en furent pas moins disposés à se venger de leurs bourreaux, et à s'affranchir de leurs oppresseurs.

Pour apaiser les janissaires, on les admit au divan, où il fut décidé qu'ils seraient représentés par une députation de trois membres: innovation qui donne de nouvelles racines, dans la constitution ottomane, aux prétentions de cette milice audacieuse.

A la nouvelle de l'insurrection du Péloponèse, Chourschid-Pacha, qui tenait Ali assiégé dans Janina, prit aussitôt toutes les dispositions militaires pour comprimer les mouvements des insurgés.

Les Turcs avaient sur les Grecs l'avantage des armes et des positions; mais le désespoir et la vengeance devenaient de puissants auxiliaires pour les insurgés; car, à la nouvelle du massacre du patriarche de Constantinople, les prêtres, les moines et les évêques, se croyant menacés d'une extermination entière, coururent aux armes avec fureur et commencèrent les hostilités, par le meurtre, le pillage, et des excès que l'état de guerre ne peut légitimer.

Aussi, de part et d'autre, on ne fit que brûler des villes, s'emparer des cités ouvertes, et massacrer tout ce qui se trouvait isolé.

Mais la guerre maritime commençait sous de plus mémorables auspices; elle offre, de la part des Grecs, plus d'ordre et d'ensemble. On y voit un plan et des opérations que ne désavoueraient pas nos marins expérimentés. Tout s'y trouvait dirigé par le conseil des

Navarques, espèce d'amirauté qui mit beaucoup de zèle à l'équipement des flottilles, et même à empêcher la piraterie qui commençait à se faire sous son pavillon.

Ce fut en juin que les opérations commencèrent :

Samos s'était déclarée pour l'indépendance, comme plusieurs autres îles. Elle comptait une population d'à peu près 40,000 Grecs, presque tous cultivateurs. La garnison turque ne consistait que dans quelques janissaires; ils y sont aussitôt massacrés, avec les Turcs qui pouvaient s'y trouver établis.

Les exactions qu'ils éprouvaient avaient rendu les Samiens impatients de se venger. Après avoir ainsi constitué leur indépendance par la mort de leurs ennemis, ils se mirent en mesure contre les ressentiments de leurs anciens oppresseurs. Ils établirent un conseil d'anciens pour le gouvernement de l'île : envoyant des députés à Ipsara, ils en reçurent de l'artillerie, avec laquelle ils fortifièrent le port et la ville de Wathi. Enfin ils organisèrent à l'européenne un corps d'à peu près 6,000 hommes, que les émigrations

de l'Asie mineure ont considérablement augmenté.

Lorsqu'on apprit à Smyrne l'insurrection de Samos et ces deux dernières affaires, le fanatisme des Muslmans fut exalté au plus haut dégré : l'on enfonça et pilla les magasins; les Grecs furent poursuivis et massacrés dans les rues; 4,000 d'entre eux se réfugièrent dans la maison du consul de France, M. David; d'autres trouvèrent un asile sur la flotte française qui croisait dans ces parages, sous les ordres du contre-amiral Halgan. Cette croisière laissera des souvenirs plus glorieux que ne pourraient le faire des conquêtes.

Le caractère énergique que déploya le consul de France parvint enfin à rétablir l'ordre pour quelques mois; mais à peine la ville était-elle délivrée de la rage du fanatisme, qu'elle fut désolée du fléau de la peste.

L'insurrection avait gagné les péninsules du mont Athos et de Cassandra; il s'y était subitement formé un noyau de 40,000 hommes. Des forces aussi nombreuses devaient faire espérer de grands résultats; fiers de leur

nombre, quoique dépourvus d'armes pour la plupart, ils s'avancèrent comme un torrent dévastateur jusqu'au pied des remparts de Salonique, qu'ils espéraient facilement emporter; mais le pacha fit armer tous les Musulmans, auxquels les juifs voulurent se joindre, et les insurgés furent battus dans deux actions très-meurtrières, et forcés à se réfugier derrière les retranchements qui défendaient l'entrée de la péninsule de Cassandra. Le pacha de Salonique entreprit en vain de les y forcer; après y avoir sacrifié une partie de son armée, il fut obligé de laisser les Cassandriens dans leur position.

En Livadie, les succès avaient été balancés; cependant, Méhémet-Pacha avait pu se porter sur Athènes, que les Grecs évacuèrent.

Pareil résultat avait lieu en Epire, où Chourschid-Pacha fut alternativement vainqueur et vaincu.

C'est ainsi que le continent de la Grèce était alors un vaste champ de bataille, où vingt petites peuplades chrétiennes disputaient avec acharnement leurs biens, leur vie

et leur religion à des ennemis implacables. Quelques îles de l'Archipel offraient encore un plus horrible tableau. A Cos et à Ténédos, le sang coulait à grands flots; Chypre fut surtout le théâtre de scènes de la plus horrible férocité.

Tant de nouvelles désastreuses arrivant successivement à Constantinople, y portèrent aux derniers excès la vengeance des Turcs; les églises chrétiennes qui restaient encore dans Constantinople furent profanées et détruites; tous les Grecs qui se montrèrent dans les rues y furent massacrés; ensuite, sur la dénonciation des juifs, aussi acharnés à leur perte que les Musulmans, on pénétra dans leurs maisons, et un grand nombre d'entr'eux furent décapités à leurs portes, pendus à leurs fenêtres, ou noyés dans le Bosphore; on vit des enfants et des femmes des meilleures familles, vendus au plus vil prix en plein marché.

Les Turcs, dans leur retraite, furent encore battus à Scitouni, où ils perdirent 400 hommes, 500 chevaux et quelques pièces d'artillerie.

Les Grecs se vengèrent glorieusement de leurs bourreaux en s'emparant de Tripolitza.

La prise de cette place devint un événement important pour la Grèce insurgée; les vainqueurs y trouvèrent des armes, des munitions, et une somme considérable en piastres turques, provenant des caisses de plusieurs pachas qui avaient transporté leurs trésors dans cette place, au moment de l'insurrection. Cette ressource devint d'autant plus précieuse que, ne pouvant encore avoir établi un système régulier d'impôts, on était réduit aux dons volontaires, pour faire face aux dépenses de l'armée. Tripolitza devint le centre des opérations et le siège du gouvernement.

Cette conquête fut bientôt suivie de celle d'Acropole et de Corinthe; mais ces succès furent bientôt balancés par de grands revers.

A Salonique quelque mésintelligence s'était manifestée parmi les troupes grecques; les soldats albanais s'en étaient retirés. Abdul-Cabul-Mohamet, nouveau pacha, profita de ces circonstances favorables, pour tenter

d'emporter cette place par une brusque attaque. Au signal donné par une bombe, les hordes asiatiques, encouragées par la présence du pacha, se jetèrent dans le fossé, escaladèrent si impétueusement les tours et les murailles, qu'ils se trouvèrent maîtres des ouvrages avant que les Grecs eussent pu se mettre en défense. L'ennemi n'en fit plus qu'une boucherie : 3,000 Grecs y périrent; plus de 10,000 femmes et enfants furent vendus comme esclaves sur le marché même de Salonique; tous les villages des environs furent livrés aux flammes.

Au milieu du tumulte des armes, la fédération achevait de donner à son système politique une forme régulière. Les municipalités, juntes ou sénats des divers États insurgés, avaient nommé leurs députés à un congrès général.

Le congrès fut composé de soixante-dix membres, parmi lesquels se trouvaient les prélats et les principaux moteurs de la révolution; présidé par Alexandre Mavro-Cordato, il tint successivement ses séances dans l'antique Argos et dans Epidaure. Ce fut là que,

le 13 janvier 1822, il publia la constitution qui devait lier dans un même système fédératif tous les États membres de l'association grecque; les principes républicains y prévalurent, en opposition aux vues de Démétrius Ypsilanti (frère d'Alexandre), se flattant de voir rétablir le trône de Constantin, qui serait devenu le prix de son dévouement.

La constitution proclamée et généralement adoptée, Corinthe fut reconnue comme le siège du gouvernement général, cette ville étant le point le plus sûr et le plus central de la fédération.

C'est ainsi que se termina cette première année de l'insurrection de la Grèce. On y a vu périr plus de 200,000 chrétiens; le patriarche et les évêques des principaux sièges y ont été mis à mort; la plupart des monastères ruinés ou dévastés; à peine reste-t-il dans Constantinople une seule église qui soit échappée à cette destruction générale.

Avant de présenter l'exposé historique de la seconde période de la guerre insurrectionnelle en Grèce, nous allons offrir un rapide aperçu sur les conséquences politiques

qui, aujourd'hui plus que jamais, s'attachent à ce grand événement.

Lorsqu'une insurrection éclata dans la plupart des provinces européennes de l'empire ottoman, un intérêt aussi vif que prompt s'éveilla en faveur des descendants de l'antique Grèce, marchant, sous l'étendard de la croix, à la conquête de leur liberté. Mais bientôt la tendance des insurgés vers tous les dogmes désorganisateurs, les applaudissements universels et presque fanatiques que leur prodiguèrent les sectes révolutionnaires, tout contraignit les véritables amis de l'ordre et de la religion à suspendre leur jugement sur une révolution qui, malgré les prétextes spécieux qui la couvraient, décélait une si déplorable analogie avec celle dont nous étions ailleurs les témoins.

Aujourd'hui que, pour les contrées insurgées, une crise décisive paraît arrivée, ce n'est point par des illusions poétiques et de vagues théories qu'il faut juger de la situation morale et politique de la Grèce. L'expérience d'événements récents nous montre que partout où une population musulmane considé-

rable se trouve établie au sein des provinces grecques, les efforts des insurgés pour secouer le joug sont inefficaces. C'est ainsi que la révolte de la Romélie et de la Bulgarie a été promptement comprimée, et que le voisinage des Bosniens a suffi pour contenir la Servie. C'est encore ainsi que les Grecs ont été expulsés de presque toute l'Albanie, malgré les commencements assez heureux de l'intrépide chef Diamanty, secondé par la bravoure et les talents d'Odyssée. C'est encore ainsi qu'Ipsara, ce fameux boulevard de l'insurrection, sérieusement attaqué, n'a pu tenir plus de trois jours. Après avoir, par son audace, porté l'épouvante jusque dans Constantinople, elle a disparu devant la furibonde vengeance des Ottomans et n'est plus qu'un amas de ruines.

L'insurrection grecque se voit donc resserrée dans d'étroites limites, en Morée et en Livadie, où les Turcs avaient peu de positions militaires. Les Hellènes sont restés maîtres de la campagne; mais l'habileté reconnue des Ottomans à défendre les citadelles leur a conservé la possession des places les plus impor-

tantes du Péloponèse et de l'Eubée. Dans la Thessalie, les Grecs n'ont pu qu'organiser, dans les montagnes, des guérillas faibles et indisciplinés.

Qu'on n'oublie pas que d'une seule action peut dépendre le sort de toute la Grèce. Ecartons les prestiges des noms et les souvenirs gigantesques de l'histoire. Le théâtre de tant d'événements est bien resserré. Un seul jour peut voir le Parnasse, l'Hélicon et l'Himette, franchis par une armée ottomane. Un seul jour peut conduire le courrier tartare des ruines antiques de Sparte aux ruines encore fumantes d'Athènes.

La puissance ottomane, dont les ressources sont encore immenses malgré son apparente langueur, sait que le principe de son existence est attaqué par la révolte actuelle. Voilà le sentiment qui lui fera retrouver son ancienne énergie. La paix, qui a été conclue avec la Perse, laisse à la disposition du sultan des hordes nombreuses d'Asiatiques qui, brûlant de combattre les ennemis du croissant, peuvent inonder les rives de l'Achéloüs et du Céphise. Ce n'est que dans les îles

qui simplement tributaires de l'empire, augmentaient depuis trente ans leurs forces maritimes, que l'insurrection a trouvé moins d'obstacles. Mais l'ambition du pouvoir et l'impatience du joug de toute obéissance ne tarderont pas à relâcher les liens de la fédération insurgée. Les trois peuplades belliqueuses d'Hydra, d'Ipsara et de Spezzia se sont attribué exclusivement le domaine de l'Egée et ont fait peser sur les Cyclades des tributs plus considérables que ceux imposés par le capoudan-pacha. Aussi ces rochers, qui ne devaient leur existence qu'au commerce, soutiènent presque tout le poids de la guerre maritime. Malgré la supériorité apparente de leurs forces navales, la flotte ottomane vient cependant de traverser l'Egée et la mer Ionienne, d'insulter les côtes de la Morée, et d'entrer dans le golfe de Lépante; on voit donc que sur l'élément qui leur est le plus favorable, les Hellènes n'ont pas encore obtenu un avantage bien décidé.

Le malheur de cette guerre, c'est que chaque succès des Grecs exaspère le ressentiment des Turcs, et fait exercer la plus cruelle

réaction sur les chrétiens innocents disséminés comme des otages au milieu d'une population musulmane beaucoup plus nombreuse. Le caractère vindicatif et violent des Turcs est connu. Les traditions des Assyriens et des Tartares, ces *transplanteurs des nations*, vivent encore dans Constantinople. Si l'armée ottomane qui occupe maintenant la Livadie, était forcée de fuir au-delà de l'Olympe, elle ne laisserait que des cendres sur toute la surface de la région qu'elle abandonnerait pour venir ensuite épuiser sa vengeance sur les Grecs désarmés des provinces septentrionales. Mais, en admettant que le Péloponèse ou l'Archipel parviènent à conquérir leur liberté, quel serait, et pour les Hellènes eux-mêmes et pour les puissances européennes, le résultat probable d'un tel événement? La Grèce cette terre classique des factions, maintenant sans doctrines politiques, tombant du despotime militaire soit dans la démocratie, du gouvernement sacerdotal, soit dans l'aristocratie mercantile, serait condamnée à passer par toutes les vicissitudes d'une révolution. Les convulsions de l'anarchie la conduiraient

à rechercher la protection de l'Angleterre.

Cette puissance britannique, toujours calme au milieu du choc des passions, et toujours attentive aux intérêts de son commerce, observe avec une froide attention les révolutions de l'Orient : elle attend l'instant où les Grecs, naguère si fiers d'une liberté inusitée, mais bientôt fatigués de leurs dissensions intestines, tourneront les yeux vers la flotte britannique comme vers leur unique appui. L'Angleterre, fidèle à sa politique, a été long-temps opposée à l'émancipation des Grecs; aujourd'hui elle peut la désirer, la favoriser même, mais pour créer dans Egée un *nouveau protectorat* et arborer sur les tours de Paros l'étendard qui flotte déjà sur celles de Corfou. C'est d'après cet aperçu qu'il est à désirer que l'Europe, libre enfin des inquiétudes que lui avaient données l'Italie et l'Espagne, accorde une sérieuse attention à la Grèce. Nous désirons alors que l'accord unanime entre les principales puissances, oblige la Porte ottomane à de larges concessions, en même temps qu'il force les Grecs à se soumettre à des transactions modérées. Alors se

trouveront garantis les droits de l'humanité et les réclamations de la politique : telles sont les observations que nous avons cru nécessaires pour mieux faire juger le point de vue sous lequel nous allons présenter les affaires d'Orient, dans cette seconde période qui nous reste à parcourir.

Les Turcs furieux de voir s'échapper une proie sur laquelle ils savouraient en quelque sorte depuis trois siècles les barbares délices de l'oppression et du pillage, méditèrent contre leurs victimes un horrible système d'égorgement en masse. Smyrne et Constantinople furent les deux points principaux désignés pour le massacre. Ces jours de désolation et de mort pour les malheureux Grecs commencèrent à la seconde quinzaine de novembre. Smyrne eut la sinistre initiative de ces scènes d'horreur : elles y eurent lieu dans les journées des 20, 21 et 22 novembre. Les excès en surpassèrent beaucoup ceux qui signalèrent le 16 juin précédent, où plus de 1,000 chrétiens avaient été égorgés.

Une rixe, qui eut lieu à l'entrée de la nuit du 19 entre quelques marins européens et

une garde turque, décida l'affreuse boucherie du lendemain; dès la pointe du jour du 20 novembre, des bandes de massacreurs se répandirent dans le quartier des Francs, et y jetèrent l'épouvante. Une quarantaine de Grecs, retenus dans les prisons de la ville, sous divers prétextes, furent livrés au fer des forcenés, et massacrés; les meurtres furent d'autant plus nombreux, que ce jour funeste étant fêté par les Grecs, ces malheureux se rendaient avec confiance dans leurs églises, ignorant pour la plupart ce qui se passait; bien peu regagnèrent leurs maisons. Il serait trop long de mentionner toutes les horreurs de ce triste jour et du lendemain. Des générations entières ont été exterminées au même moment; on a vu le père, la mère et les enfants portés dans le même cercueil. Enfin, chose d'une atrocité inouïe! on a vu l'assassin de l'époux offrir à l'épouse son affreux ministère pour protéger le convoi de sa victime, moyennant une modique rétribution. On assure que 3,000 personnes au moins ont péri dans ces deux journées.

Cette fermentation dévastatrice, ou plu-

tôt cette fièvre brûlante, appelant la mort et les incendies, s'était manifestée à Smyrne dans ses premiers accès; mais c'était à Constantinople même que devaient éclater ses fureurs délirantes. Tout était disposé pour que les catastrophes dont on avait voulu rendre Smyrne le théâtre, coïncidassent avec les révolutions bien autrement meurtrières et terribles qui devaient avoir lieu dans la capitale de l'empire.

Le 27 novembre était le jour fixé pour le ravage, l'incendie, et le bouleversement entier de Constantinople. Cependant les désastres ne furent pas aussi grands que les séditieux l'avaient espéré. Dès les premières heures de ce jour funeste, la populace se répandant dans toutes les places publiques, se livra à tous les excès de l'anarchie; les vociférations les plus meurtrières se firent entendre contre Haled-Effendi, le favori du Grand-Seigneur, et contre le chef même des Ottomans. Différents incendies se déclarèrent simultanément, et de la manière la plus effrayante dans différents quartiers de Constantinople : car ce n'est qu'à la lueur des flammes dévora-

trices qu'éclatent les conspirations chez les Turcs. Le Grand-Seigneur, son favori, le Kislar-aga et la plupart des principaux de la cour s'étaient renfermés dans la partie la plus retirée du sérail, et les janissaires semblaient les y assiéger au milieu des cris les plus forcenés. Enfin, le 29, le Sultan parvint à calmer les mutins en leur prodiguant tous les trésors de son épargne.

Le mécontentement des janissaires tenait à leur animosité contre les *Rajas* dont ils demandaient l'extermination : c'est ainsi qu'ils désignent les Grecs; ils prétendaient que la Porte agissait à leur égard avec trop de faiblesse. Ce n'était point une guerre en règle qu'il fallait contre eux; les janissaires voulaient que la population musulmane tout entière fût réunie sur tous les points de l'empire, pour envelopper dans une ruine générale les ennemis du saint prophète. (Il ne faut pas négliger l'observation que des renégats se faisaient remarquer parmi les moteurs les plus exaltés de ces mouvements furibonds.)

Cependant les Grecs développaient partout les dispositions d'une courageuse résistance.

Tous ceux du continent se fournirent d'armes que leur envoyèrent les dépôts établis dans les îles de Scyros, Mélos et Sciathos. Il a cessé d'être douteux que les Grecs alors avaient des correspondances actives avec des associations secrètes établies dans plusieurs villes maritimes de l'Italie, qui leur faisaient parvenir des munitions de guerre. Ce commerce est si avantageux, que plusieurs négociants anglais s'y livrent clandestinement. Bientôt il n'y eut plus dans toute la Morée et le Péloponèse, un seul défilé qui ne fût défendu par des hommes armés d'un fusil avec sa baïonnette, ou pourvus d'une lance. Aussi toutes les forteresses du Péloponèse, à l'exception de Coron, tombèrent au pouvoir des Grecs. Celle d'Arta, située près du golfe Ambraquiote, éprouva le même sort : on y fit prisonnier Ismaïl-Pacha.

La Porte revenait de la frayeur que lu avaient d'abord causée les premiers succès des Grecs; car les avantages commençaient à se balancer. Chourschild-Pacha, aidé des Albanais, était parvenu à s'emparer du fameux Ali-Pacha, de ses trésors et de sa for-

teresse. Cet événement pouvait devenir d'une grande importance contre les Grecs; car il rendait disponible toute l'armée de Chourschild-Pacha, qui, forte de 23,000 hommes de vieilles troupes, avait été jusqu'alors occupée par le siège de Janina. Le nom seul du redoutable Ali la tenait en échec. Un seul homme en quelque sorte nécessitait contre sa personne l'emploi d'une armée entière.

La prise d'Ali eut lieu le 2 février, et le 5 du mois suivant, la flotte turque ayant rencontré près de Zante celle des Grecs, la battit, et lui mit 18 bâtiments hors de combat.

Ce nouveau succès donna la plus grande confiance à Chourschild-Pacha: il crut que les Hellènes ne pourraient tenir contre les troupes ottomanes, et qu'il suffirait de joindre les rebelles pour les anéantir. Par cette imprévoyance présomptueuse des Turcs, dont ils n'ont jamais été désabusés, quoiqu'elle leur eût toujours été funeste, le pacha fit marcher ses troupes sur plusieurs directions, croyant accélérer la soumission des pays insurgés: mais il éprouva toutes les fâcheuses conséquences de son impéritie et de son im-

prudence. Ses troupes furent battues en détail sur divers points. Les Albanais mahométans combattaient avec répugnance ceux de leurs compatriotes de la religion grecque, qui avaient pris parti pour les insurgés : voyant ensuite les armes du pacha devenues malheureuses, ils l'abandonnèrent; la plupart même se rangèrent sous les drapeaux de leurs compatriotes : enfin, il ne resta plus que 6,000 hommes de troupes asiatiques à cet orgueilleux pacha qui se flattait dans une seule campagne de châtier les *rajas rebelles*, et ramener la Grèce entière sous le joug ottoman.

Dans le courant d'avril, les Hellènes remportèrent plusieurs avantages en Macédoine et en Thessalie, d'où les Turcs se virent presque entièrement expulsés. Les chefs de ces heureuses opérations étaient, pour la Macédoine, Tassos et Diamanty, et pour la Thessalie, le brave Odyssée et Nicetas.

Le principal avantage remporté par les insurgés de la Macédoine, fut près de la grande et antique ville de Berca, dont ils s'emparèrent. Presqu'en même temps, Odyssée se

couvrait de gloire dans la bataille sanglante livrée entre Zétoni et Néopatra. La victoire des Hellènes fut complète, et le pacha de Dramma s'y fit tuer en cherchant à rallier ses troupes. Enfin la fortune couronna les efforts des Grecs par une nouvelle victoire navale, que remporta, dans les eaux de Patras, leur flotte, impatiente de faire oublier un échec qu'elle avait reçu le 5 mars auprès de Zante.

La position des Hellènes en Thessalie n'était pas moins favorable; ce fut le 12 avril qu'ils y prirent l'offensive. L'armée principale se divisa en deux corps : l'un sous le commandement de Nicetas, et l'autre sous celui d'Odyssée. Le premier corps se porta sur Néopatra, tandis qu'Odyssée se dirigeait vers Zeitoun.

Nicetas battit en deux rencontres les Turcs, qui se retirèrent en grand désordre sur Steliza: poursuivis par le vainqueur, ils furent entièrement dispersés. Le même jour, 13 avril, Odyssée emporta de vive force Sainte-Marine, bourgade d'une position très-importante, près de Zeitoun. Ce fut là que le lendemain les troupes victorieuses sur tous les points

firent leur jonction. Il y eut encore un nouveau combat à l'avantage des Hellènes ; mais un mouvement de l'ennemi vint suspendre pendant quelques jours ces opérations si heureusement commencées.

Un événement bien malheureux troubla les Grecs dans leur triomphe. La ruine complète de la florissante et de l'opulente Chio devint l'échec le plus amer dont pouvait être affligée la cause de l'indépendance grecque. L'île de Chio, florissante par sa position commerciale, était une des plus riches de l'Archipel. Dès le commencement de l'insurrection, les habitants, ne s'occupant que de leurs affaires privées, avaient constamment refusé de prendre part avec les Hellènes ; cependant ils n'en avaient pas moins été sujets à des soupçons continuels, et à des vexations plus ou moins accablantes. La bastonnade punissait la moindre résistance ; et bien souvent leurs femmes et leurs filles étaient victimes de la luxure brutale des Musulmans. Cet état d'oppression disposa les malheureux Chiotes à prêter l'oreille aux cris de la révolte : ils les entendirent bientôt sur leur rivage.

Le 23 mars, à la pointe du jour, une flottille grecque, composée de quarante-cinq bâtiments, portant trois à quatre mille Samiens, sous le commandement de Logothète, descendit dans l'île. Il paraît que les Samiens y étaient attendus, car il se trouva un grand nombre de Chiotes au lieu du débarquement. Les montagnes étaient couvertes de signaux qui l'annoncèrent de village en village; et en peu de temps il se trouva plus de 20 mille paysans armés de fusils et de piques ou d'instruments de labourage.

Les Turcs surpris, et ne pouvant tenir la campagne contre toute cette population insurgée, se renfermèrent dans la citadelle, au nombre de 4,000, entraînant avec eux 80 otages des principaux habitants, parmi lesquels était l'archevêque.

Après quelques coups de canon échangés de part et d'autre, sans beaucoup d'effet, les insurgés firent leur entrée dans la ville à trois heures de l'après-midi. Les popes étaient à leur tête; les airs retentissaient des cris de *vive la liberté*. La ville fut illuminée; la nuit se passa en réjouissances. Mais cet appa-

reil de fête fut souillé par des excès commis contre les Turcs; les mosquées même furent profanées. Le consulat français servit d'asile aux malheureux Musulmans qui s'y réfugièrent.

Les Turcs renfermés dans la citadelle essayèrent quelques sorties qui furent sans résultat décisif. Les Grecs se préparaient à livrer un dernier assaut pour emporter la citadelle, lorsque l'apparition soudaine de la flotte ottomane vint changer l'état des choses.

Ce fut le 11 avril qu'elle parut devant cette île. Les insurgés, pour s'opposer au débarquement, pointèrent contre la flotte tout ce qu'ils avaient d'artillerie; mais ils n'avaient qu'une batterie de petit calibre, élevée sur la colline Turlotti.

Le capoudan-pacha leur envoya offrir une amnistie par une félouque qu'ils coulèrent bas. Alors Ali-Bey donna l'ordre du débarquement. Quinze mille hommes descendent sous le feu des canons ennemis, prènent pied sur le rivage, et s'élancent avec fureur sur les premiers qui osent les attendre; de leur côté les

Turcs renfermés dans la citadelle font une sortie; les Grecs sont enveloppés, repoussés et massacrés pêle-mêle dans les rues de la ville, qui furent en un instant jonchées de cadavres. Les 32 pièces de canon de la batterie de Turlotti sont emportées au bout d'une heure. Le désordre et la consternation règnent parmi les Grecs, qui ne pensent plus à se défendre, et, abandonnant artillerie, munitions et bagages, ils se retirent dans les montagnes. Les Turcs mettent le feu à l'église de Turlotti, et les flammes qui s'élèvent de cette colline deviènent le signal d'un embrasement général et d'un massacre universel. Toutes les maisons et les églises sont pillées et dévastées; le délire du vainqueur ne respecte pas même la cendre des morts; les tombes sont ouvertes, les ossements humains déterrés, foulés aux pieds, jetés au vent. Le fanatisme et la vengeance s'abreuvent de sang toute la nuit, sans pouvoir assouvir leur soif homicide.

Le massacre et la dévastation durèrent plusieurs jours; la maison du consul français devint de nouveau le refuge du mal-

heur. On dirait que le pavillon des lis ne flotte dans des parages étrangers que pour être pour l'infortune un signal de protection efficace. Le consul, M. Digeon, fait ouvrir son hôtel et l'église qui en dépend; 1,500 hommes, femmes, vieillards s'y réfugient. Pendant tous ces temps d'horreurs, deux bâtiments de la marine royale, *la Fleur de Lis* et la corvette l'*Amazone*, ont fourni à la subsistance de ces malheureux.

Quelques Grecs désespérés se défendirent encore dans les campagnes. Aussi, pendant plusieurs semaines, la guerre s'y continua avec un caractère d'atrocité inouie dans nos temps modernes.

Ainsi fut complète la destruction de l'opulente Chio, regardée jusqu'alors comme le paradis de la Grèce. Tous les châteaux de plaisance qui la rendaient si remarquable entre toutes les îles de l'Archipel, les beaux édifices de la ville, l'académie, la bibliothèque, les superbes temples de Saint-Anargirosto, de Saint-Victor, des Apôtres, 90 églises et plus de 40 villages, furent la proie des flammes. Sur une population de

100 mille habitants, plus de 25 mille furent égorgés, noyés, brûlés; plus de 40 mille réduits en esclavage. Pendant plusieurs mois, le marché de Smyrne fut couvert d'étoffes, de vêtements, de meubles précieux provenants du sac de Chio. Les victimes y étaient vendues à côté de leurs dépouilles.

Cet horrible succès des Turcs dans l'île de Chio ne fit que donner un nouvel élan aux Grecs, qui furent loin de désespérer de leur cause et de leur vengeance. Depuis le beau siècle de Miltiade et de Thémistocle, le soleil de la Grèce n'avait point éclairé un enthousiasme pareil. Le fluide électrique des batailles traversa, pour ainsi dire, tous les cœurs. Vieux et jeunes, tous volent aux armes. Habitudes, liens de famille, fortune, toutes les considérations s'évanouissent devant le grand intérêt de la vengeance nationale.

C'était à Ipsara que se concertaient les moyens de vengeance que les Grecs réservaient aux dévastateurs de l'île de Chio; le dessein fut pris d'incendier la flotte ottomane, et 200 braves d'Ipsara s'offrirent pour tenter cette périlleuse entreprise. La marine grec-

que était devenue redoutable par ses brûlots, d'une construction nouvelle, et de l'effet le plus terrible et presque toujours inévitable. Les matières combustibles dont ils étaient pourvus, peuvent se comparer à l'ancien feu grégeois, qui, si long-temps, fut la principale défense des derniers successeurs de Constantin. Il faut aussi remonter jusqu'aux siècles héroïques pour trouver quelque chose qu'on puisse comparer à cet audacieux dévouement avec lequel d'intrépides matelots attachent les brûlots au vaisseau qu'ils veulent incendier.

Deux cents nouveaux *Décius* s'étant, dans le conseil d'Ipsara, offerts en sacrifice aux dieux vengeurs de la patrie, quarante-huit seulement de ces braves furent choisis au sort: ils reçurent la bénédiction et communièrent avant de s'embarquer. Deux fois ils passèrent à travers la flotte ottomane sans être reconnus; mais ils tentèrent inutilement d'accrocher les brûlots, et faillirent être victimes de leur audace.

Enfin, dans la nuit du 18 au 19 juin la flotte turque était au mouillage devant Chio,

ayant en tête de la ligne le vaisseau du capoudan-pacha, qui se trouvait à peu près à une lieue du rivage. Deux brûlots grecs, parviènent à pénétrer, vers minuit, dans le canal, sans être reconnus par les Turcs, qu les prirent pour des batiments de leur flotte; l'un d'eux atteint la proue de l'amiral et s'y attache, l'autre se dirige sur le capitana bey qui portait le trésor; il l'atteint, mais non avec le même succès. Les Grecs qui conduisaient le premier brûlot ne perdent pas de temps, y mettent le feu, et s'élancent dans le *scampavia* que remorquait le brûlot.

A l'instant le feu s'échappe de tous les sabords, et file sur tous les cordages; c'est alors que le vaisseau amiral offre le spectacle du plus horrible incendie; toute la flotte en était éclairée et craignait ses approches. Il renfermait de grandes richesses, et près de 3000 personnes, y compris les esclaves; tout périt. Le capoudan-pacha, après avoir refusé long-temps de quitter son bord, enfin se précipite dans une chaloupe qui sombre, écrasée par la chute d'un mat : l'amiral en a la tête fracassée; cependant quoique per-

dant tout son sang, il parvient à gagner à la nage le rivage de Chio, et vient expirer dans des tourments affreux sous les débris de la ville dont naguère il a été le destructeur. Ainsi la Providence se plaît quelquefois à faire marcher le supplice immédiatement à la suite du crime.

Lorsque le magnifique vaisseau amiral, brûlé jusqu'aux poudres, vint à sauter, l'explosion fut si terrible, que Chio en ressentit une commotion semblable à la plus forte secousse d'un tremblement de terre. Les Turcs spectateurs en furent frappés comme d'un coup de foudre : ils se jetaient à terre en poussant de cris de terreur; les équipages de la flotte, dans la stupeur, ignorant l'étendue du danger qui pouvait les menacer et le nombre des ennemis, coupèrent leurs câbles, gagnèrent le large, et se dispersèrent dans la plus complète confusion. Enfin ils se rallièrent dans le port d'Olivetto de l'île de Metelin, en attendant qu'ils pussent regagner les Dardanelles.

Tandis que devant Chio tout se livrait à la douleur et à la rage, Ipsara, le Gibraltar de

l'Archipel, retentissait des cris de victoire et de joie. Les marins qui venaient d'accomplir un acte d'audace et de dévouement comparable à ce que l'histoire de leurs aïeux offre de plus héroïque, y furent reçus comme autrefois Athènes accueillait ses fils victorieux au retour de Marathon et de Salamine. Les chances de la guerre continuèrent à se balancer pendant le reste de l'année.

Chourschild-Pacha venait d'arriver, sur la la fin de juin, d'Epire en Thessalie; ayant pénétré jusqu'à Larissa, sans éprouver de résistance, il s'y fortifia des troupes fraîches envoyées de la Bulgarie et de la Romanie. Sa première opération fut de s'assurer des Thermopyles, où il envoya un corps de 25 mille hommes presqu'entièrement composé de cavalerie : Odyssée était chargé de la défense de ce passage important. Démentant les espérances attachées à son patriotisme, il avait en quelque sorte déserté le poste des Thermopyles, et laissé pénétrer les Turcs jusque dans l'intérieur de la Morée; on attribua cette conduite étrange au dessein d'une vengeance qu'il nourrissait contre le gouver-

nement suprême, dont naguère il avait éprouvé la disgrâce : il paraît que son intention véritable était de faire sentir davantage son importance, en sauvant sa patrie de la ruine à laquelle il venait de l'exposer volontairement. Sa marche rétrograde n'était donc qu'une feinte ; aussi les Thermopyles étant franchies par l'armée du Pacha, Odyssée écrivit à Colocotroni ces mots dignes d'un ancien Spartiate : *Je vous envoie* 30 *mille Turcs pour les tailler en pièces ; je vous préviens que je ne vous en laisserai point passer davantage.* Quel qu'ait été le véritable motif d'Odyssée, c'était une grande imprudence, que le succès même ne peut justifier.

L'armée des Musulmans, qui venait de franchir si facilement les Thermopyles, se porta sur Thèbes et sur Mégare : une amnistie fut publiée à la lueur des torches incendiaires et au milieu des massacres de la population des campagnes.

La citadelle de Corinthe fut livrée par la lâcheté d'un prêtre grec qui en avait le commandement ; cette place, bien fournie en munitions de tout genre et pourvue de vi-

vres pour trois mois, pouvait faire une longue défense. Les vainqueurs marchèrent sans délai sur Argos : les principaux membres du gouvernement n'eurent que le temps d'en faire évacuer les archives, le trésor, à peu près vide, et de se retirer précipitamment à bord des batiments qui faisaient le blocus de Napoli.

Quelques membres du corps législatif se réunirent à Tripolitza, qui depuis est resté le siége de cette assemblée politique, comme le conseil exécutif choisit Castri pour sa résidence; car les Turcs se sont tellement fortifiés dans Corinthe, que cette place est encore aujourd'hui en leur pouvoir.

Les Ottomans ayant laissé une bonne garnison à Corinthe et dans Argos, se portèrent sur Napoli di Romanie, où ils vinrent à bout de renforcer la garnison. Ce fut leur dernier succès dans la Morée, car ils ne tardèrent pas à ressentir les effets de l'imprudence qu'ils avaient eue de s'engager dans un pays de montagnes sans infanterie, sans vivres et sans munitions. Les capitaines grecs, revenus du premier effroi que leur avait causé cette in-

vasion commencèrent à harceler l'ennemi.

Du 1.er au 8 août, eurent lieu de Napoli à Argos, une série de petites actions, où les Turcs attaqués de jour et de nuit, sans vivres, sans fourrages, obligés de manger leurs chevaux, furent réduits à proposer une capitulation qui leur fut refusée.

De ces 25 à 30 mille hommes qui avaient naguère envahi le Péloponèse, il en restait trois mille dans les environs de Napoli, et 7 à 8 mille du côté de Corinthe, où ils se maintinrent long-temps sous les ordres de Jussuf, pacha de Négrepont.

Ainsi tout prospérait aux Grecs. Odyssée, nommé commandant en chef de l'Attique, faisait travailler aux fortifications de l'Acropole, au pied de laquelle on avait trouvé une source d'eau abondante qu'on allait enfermer dans un bastion. En Morée, les opérations militaires se bornèrent à des combats peu importants contre le corps turc de 7 à 8,000 hommes, unique débris de la grande armée de Chourschild-Pacha, qui se maintenait toujours à Corinthe.

Enfin, cette campagne fut couronnée par

un avantage signalé, et qui donna une bien plus grande consistance au parti de l'insurrection grecque. La forte ville de Napoli di Romanie dont les Turcs avaient fait de ce côté un boulevard qu'ils croyaient inexpugnable, se rendit enfin aux Grecs.

Cette conquête était la plus importante que les Grecs eussent encore faite : ils y trouvèrent plus de 400 pièces de canon de bronze en bon état, des armes et des munitions de guerre en abondance.

Les Turcs ne s'occupaient des moyens de ramener la fortune sous leurs drapeaux qu'en multipliant les actes d'oppression et de cruauté envers les populations grecques qui se trouvaient encore désarmées sous leur dépendance. L'île de Chypre, où il ne s'était manifesté que des sentiments stériles en faveur de la cause des Grecs, sans qu'aucun symptôme d'insurrection eût éclaté, n'en fut pas moins la proie des plus féroces excès : soixante-deux bourgs et villages disparurent ; il n'en resta plus que des ruines. Les Turcs s'exerçaient publiquement à ce qu'ils appelaient la *chasse aux chrétiens* ; c'est princi-

palement sur les ministres du culte qu'ils se plaisaient à diriger leur stupide fureur. On en rapporte des détails horribles. Un commandant turc s'imagina de faire seller et brider des moines comme des bêtes de somme, et de parcourir ainsi les montages avec ses soldats montés sur le dos de ces malheureux. La plupart moururent exténués de fatigue et de coups de fouet.

A Candie (l'ancienne Crète), la barbarie des Turcs ne resta pas impunie. Les belliqueux montagnards de Spharkia s'armèrent contre leurs oppresseurs; en moins de six semaines ils se formèrent une armée de 12,000 hommes, contre laquelle ne put tenir celle des Turcs qui comptait 25,000 combattants : les Sphakiotes en tuèrent 8 à 10,000, et forcèrent les autres à se renfermer dans les places de Candie, Rétimo et la Canée, où ils sont encore. La peste venant ajouter aux horreurs de la guerre, força les vainqueurs à suspendre leurs opérations.

A tous ces malheurs qui se réunissaient sur l'empire ottoman, vint se joindre un fléau encore plus destructeur pour les villes que

les bombes fulminantes de l'artillerie la plus meurtrière. Le 13 août un tremblement de terre renversa presque entièrement Alep et Antioche. La ruine de ces grandes villes fut l'ouvrage de quelques minutes. Dans la seconde, plus de 12,000 individus furent écrasés sous les ruines de leur habitations. Les jours suivants, un grand nombre se trouvant sans asile et sans secours, moururent de faim, dans l'abandon le plus absolu.

Le 30 août, un nouveau tremblement de terre non moins violent que le premier consomma la ruine de la malheureuse ville d'Alep. Tous les habitants de cette partie de l'Asie mineure restèrent jusqu'aux approches de l'hiver dans la terreur d'un bouleversement général.

Le *choléra morbus* vint joindre ses ravages à toutes ces calamités. Ces désastres qui se succédaient si rapidement firent une impression profonde sur les Turcs, malgré leur résignation habituelle à se soumettre à ce qu'ils appèlent *la fatalité*. Pour détourner ces fléaux que le ciel versait dans son courroux sur la nation musulmane, le Grand-

Seigneur fit publier plusieurs ordonnances somptuaires qui ne firent qu'accroître le mécontentement. Il fit interdire l'usage des ornements d'or et d'argent, des bijoux et des cachemires. Un autre firman ordonna de porter au trésor impérial toutes les matières d'or et d'argent, pour être converties en monnaie, avec la perte de vingt-cinq pour cent sur la valeur intrinsèque. Ce fut surtout à Constantinople que ces mesures excitèrent des murmures et des soulèvements : les suites en furent terribles. Le Grand-Seigneur ayant à craindre pour lui-même la fureur des janissaires, fut obligé de déposer le mufti, et le grand-visir Saleh-Pacha. Enfin, il se laissa arracher la sentence de mort contre son favori, le fameux Halet-Effendi, dont les premiers dignitaires de l'empire étaient les créatures. Des destitutions et des proscriptions nombreuses suivirent l'exécution du favori. Cette sédition altéra la forme du gouvernement. Les janissaires devinrent les maîtres absolus de l'administration; les principaux d'entre eux étant introduits dans le divan, toutes les délibérations en furent soumises

à l'assentiment de cette milice insolente : ce fut elle qui dicta le choix du grand-visir et des autres fonctionnaires qui remplacèrent ceux qu'on venait d'exiler ou de mettre à mort.

Nous ne suivrons pas les nombreux détails d'une campagne dont les actions sont disséminées dans tous les cantons de la Grèce et sur chacun de ses rochers. Ces événements, quoique glorieux pour les insurgés, n'offrent cependant aucun résultat décisif. Nous allons terminer par un précis des opérations diplomatiques qui nous laisseront dans la même incertitude.

CHAPITRE LX.

Négociation. Finesse et habileté des Ministres Ottomans.

La Porte, dans cette discussion armée qu'elle soutient contre ses principales provinces européennes, ne se montra pas d'une manière avantageuse sous le rapport militaire. Ses plans d'opération annoncent plus d'acharnement que d'énergie, et ses troupes combattent avec plus d'impétuosité que de courage. Ce n'est que dans la partie politique qu'elle fait voir les raffinements cauteleux de la moderne civilisation. Ses notes diplomatiques annoncent les vues les plus modérées, et l'indulgence la plus conciliatrice

pour ses sujets insoumis; mais elle ne fait pas grâce à une seule des victimes qu'elle a devouées. D'une main elle signe des amnisties fallacieuses, et de l'autre elle agite sa hache exterminatrice. On croit qu'elle va se livrer avec le plus entier abandon à la médiation de ses alliés, et qu'elle revient à la pleine exécution de ses anciens traités avec le cabinet de Saint-Pétersbourg : cependant elle a la finesse d'éluder les obligations qu'elle s'est elle-même imposées, et ne fait pas un seul pas, tout ayant l'air de courir au-devant des puissances médiatrices.

Pour faire juger la souplesse de la diplomatie ottomane, nous allons résumer la fameuse note du 28 février, qui fut remise le 6 mars à l'ambassadeur de la cour de Londres.

Le ministère ottoman y récapitule ainsi ce qu'on lui demande :

« La reconstruction des églises chré-
» tiennes ;

» Le libre exercice de la religion chré-
» tienne ;

» L'évacuation des deux principautés, et la
» nomination des hospodars de ces provinces.

» A ces demandes, la Turquie répond
» qu'elle reconstruira les églises lorsque la
» tranquillité sera rétablie : alors la religion
» du Christ sera protégée comme auparavant.

» A l'égard de la Moldavie et de la Valachie,
» la Porte est loin de dire qu'elle ne veut pas
» évacuer ces provinces, ni nommer des hospodars; elle ne désire que le retour de la
» tranquillité pour faire l'un et l'autre, en
» reconnaissant que la Russie a droit de l'exiger; mais elle laisse au cabinet de Saint-Pétersbourg le soin de décider si elle peut
» exécuter ces stipulations avec quelque sûreté, tant que durera une rebellion aussi
» étendue, ayant commencé dans ces provinces lorsque leurs hospodars y jouissaient
» de la plus entière autorité. La supposition
» que la cessation de la révolte serait la conséquence immédiate de l'évacuation de la
» Moldavie et de la Valachie, est réfutée
» avec assez d'adresse : le ministère ottoman
» soutient qu'il est plus probable que les

» Grecs attribueraient à un sentiment de
» faiblesse et de crainte l'évacuation im-
» médiate des deux provinces; que dans le fait,
» le nombre des troupes turques qui les occu-
» pent est insuffisant pour faire résistance à
» des troupes étrangères, ou pour faire autre
» chose que de protéger ces contrées contre
» les tentatives des mécontents. Mais il est
» un point sur lequel il paroît qu'on n'a
» pas assez insisté : c'est que les deux prin-
» cipautés appartenant réellement à la Porte,
» qui a par conséquent le droit d'y compri-
» mer la révolte, il ne doit pas paraître trop
» déraisonnable de la part du divan de de-
» mander qu'il lui soit permis de rétablir l'o-
» béissance et l'ordre sur un territoire qui lui
» appartient, avant de retirer ses troupes,
» à la réquisition d'une puissance étrangère.

» La Porte rappelle ensuite à la Russie
» qu'elle n'a pas rempli les conditions du traité
» de Bucharest, qui stipulait la remise des
» forteresses d'Asie dans un temps déterminé.

» La demande de l'extradition des réfugiés
» sur laquelle la Porte avait insisté, est
» ajournée et dans le fait abandonnée. Enfin

» la Turquie se considère comme en état de
» paix avec la Russie. »

Tel est le précis de la note du divan, dont on a fait tant de bruit, par les fausses interprétations ou les conséquences forcées qu'on y a attachées. Les expressions ne cessent pas d'en être mesurées, et les raisonnements s'y présentent de la manière la plus spécieuse. Un pareil manifeste ne pouvait devenir le prétexte des dispositions hostiles de la part du cabinet russe. Son inquiétude sur la situation de la partie occidentale de l'Europe, le portait à maintenir la paix sur ses frontières; ensuite, il n'avait pas perdu le souvenir que la Turquie, loin de profiter de l'avantage que lui présentait Bonaparte envahissant l'empire russe avec des forces immenses, s'empressa généreusement de conclure la paix, et mit l'empereur Alexandre en état de diriger toute son attention et son énergie contre ce formidable ennemi.

Telle est la considération qui a eu (nous le pensons) la plus grande influence sur les dispositions généreuses du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Cette note est le développement d'une précédente, du 2 décembre, où la Porte déguisait son aigreur avec moins de subtilité. Elle y prend cependant, dans ses assertions, ce ton absolu de supériorité que donne la confiance la plus entière en ses propres forces. La Porte était alors dans l'ivresse de son triomphe sur le fameux Ali-Pacha, dont la tête était exposée à l'extérieur du sérail, comme le plus glorieux trophée.

M. le comte de Lutzow, internonce autrichien à Constantinople, et lord Strangford, ministre du gouvernement anglais, ayant reçu cette note le 6 mars, réclamèrent auprès du reis-effendi pour lui en faire adoucir les expressions qui pouvaient aigrir le cabinet de Saint-Pétersbourg. L'Angleterre et l'Autriche, chacune peut-être par des vues différentes, ont toujours agi pour détourner la Russie de tout système offensif contre la Porte-Ottomane. Cependant elles n'ont pas cessé de promettre la plus stricte neutralité, si leur médiation pacifique devenait sans résultats. Les cabinets de Paris et de Berlin se trouvant plus intimement liés à la politique du système

russe, manifestèrent hautement l'intention d'adhérer pleinement aux mesures que la Russie jugerait convenables.

Enfin les efforts des deux puissances médiatrices obtinrent le 18 avril du reis-effendi et du favori Halet une note plus concise que celle du 28 fevrier, mais dont l'esprit semblait plus conciliateur. La Porte reconnaissait dans la Russie le droit d'intervenir dans l'administration politique des deux principautés d'après l'ancien traité de Bucharest, où la garantie de la cour de Russie est positivement exprimée. L'évacuation de la Moldavie et de la Valachie par les troupes musulmanes fut promise comme devant être prochaine; et la nomination des hospodars, pris parmi les indigènes, devait suivre sans délai cette mesure. Mais cette condescendance de la Porte n'était qu'illusoire : malgré ses dehors d'une grossiereté barbare et d'une agreste simplicité, elle trompa la politique des cabinets européens, par toute la subtilité de la diplomatie la plus raffinée. Elle porta jusqu'au dernier degré l'art de se jouer de la bonne foi que se doivent les sou-

verains dans leurs transactions mutuelles. L'évacuation des principautés eut réellement lieu au mois de juin, mais elle fut partielle. Les troupes asiatiques eurent seulement l'ordre de repasser le Danube, ce qui eut effectivement lieu. La Porte se ménagea des prétextes pour l'occupation militaire de ces provinces; elle fomenta des troubles qui rendirent nécessaire la présence d'un corps d'armée. Elle y avait laissé en station provisoire 6 à 7000 janissaires ou autres corps de troupes d'Europe. On excita le mécontentement de cette soldatesque turque, toujours disposée à la sédition. Les suites de l'émeute allèrent beaucoup plus loin que ne le voulaient sans doute les instigateurs. Le 10 août, dans la nuit, les habitants de Jassy furent tout à coup réveillés par des cris, des hurlements et le plus grand tumulte. Les janissaires venaient de mettre le feu à la ville en cent endroits différents; en quelques moments elle fut comme une ville prise d'assaut et livrée à tous les excès. Une foule de chrétiens furent massacrés; de deux mille maisons que renfermait la ville, tout fut consumé par les flammes, à l'exception de 150

habitations qui permirent à cette infortunée Jassy de survivre à elle-même. Quelques janissaires qui s'étaient fait remarquer parmi les plus turbulents furent conduits et exécutés à Constantinople. Ce fut toute la réparation qu'on obtint de cet horrible saccagement. Enfin la Porte sentit qu'il lui devenait impossible, dans de telles circonstances, de se refuser à cette nomination des hospodars qu'elle avait promise. Le prince Grégoire Ghyka fut envoyé à Bucharest, le 6 octobre, et le prince Stourdza, dans l'infortunée Jassy, le 19 du même mois. Mais ces princes furent mis sous la garde des troupes qu'on parut leur donner pour leur faire honneur; ensuite ils se virent soumis à l'autorité du séraskier de Silistrie, qui, sous prétexte de leur envoyer des officiers chargés de veiller à la sûreté publique, leur imposa des maîtres, véritables gouverneurs de ce malheureux pays.

Ainsi la politique ottomane, plus habile qu'on ne le croit communément, suivait son système avec persévérance, et ne cédait que dans de vaines formalités aux prétentions et aux demandes de la Russie.

D'après cet état de choses, on est surpris de la longanimité du puissant empereur des Russies, dont l'épée victorieuse a tant de poids aujourd'hui dans la balance de la destinée des nations. On reviendra peut-être de son étonnement, si on considère sous son véritable point de vue la conduite qu'adopte l'empereur Alexandre à l'égard des affaires présentes de l'Orient.

1.° Une déclaration de guerre de la part de la Russie, au lieu de protéger les Grecs, aurait été le signal d'un immense massacre. Epargner à l'humanité souffrante des torrents d'un sang innocent, étouffer le germe de la discorde entre les puissances, obtenir dans l'état de paix les résultats de la guerre, c'était l'unique but des généreux efforts du cabinet russe; c'était là que tendaient les moyens pacifiques, les propositions intermédiaires appuyées par des préparatifs de guerre imposants. La modération seule pouvait atteindre ce but, et tout concourt maintenant à faire espérer un heureux résultat de semblables efforts. Ainsi Alexandre n'abandonne pas la cause des Grecs, mais sa noble pensée est de leur assurer, au

moyen de garanties et par la seule voie de négociations pacifiques, ce que l'humanité, la religion, le droit des nations et des traités exigent.

2.° La Russie se trouve avec la Turquie dans un état de mésintelligence, mais qui ne provient que de la rupture des traités, et de la violation du droit des gens. L'insurrection des Grecs n'a rien de commun avec ces justes griefs que le cabinet russe fait valoir contre la Porte, et elle a fait connaître par la médiation de l'Autriche et de l'Angleterre, au gouvernement turc, de quelle manière les anciennes relations pouvaient être rétablies.

Cet exposé de la politique franche de la cour de Russie jète encore un jour plus défavorable sur la duplicité qui est devenue la base de la diplomatie turque.

Cependant les désastres successifs que les Ottomans ont éprouvés sur terre et sur mer, pendant l'année de 1823, les ont déconcertés dans leurs espérances présomptueuses; ils commencent à craindre pour l'existence de leur empire, et semblent désespérer aujourd'hui de ramener la Grèce sous le joug.

Ils paraissent sincèrement disposés à recourir à la médiation du gouvernement britannique, qu'ils savent intéressé à leur conservation en Europe.

C'est par l'intermédiaire du ministre anglais qu'ils viènent de terminer leurs différents avec la Perse : la paix avec la cour de Téhéran a été signée le 15 juillet.

Cependant on ignore encore quel sera le résultat de cette terrible lutte qui dans ce moment épuise les forces de l'Empire ottoman.

L'année 1824 qui vient de s'écouler est devenue remarquable par les plus mémorables événements ; d'un côté, dans la Grèce, la défection de Colocotroni, qui n'a pas eu les suites fâcheuses qu'on pouvait craindre ; d'un autre la destruction de la fameuse Ipsara, et les combats sanglants pour les deux partis, dont ce rocher est devenu le théâtre.

CHAPITRE LXI.

CONCLUSION.

Tableau général de l'Europe, en 1824. Mort de Louis XVIII, et avènement de Charles X.

Nous n'avons pas étendu nos aperçus historiques au-delà de 1823, notre intention étant de ne pas porter une main téméraire sur l'arche sacrée du temps présent. Cette arche redoutable renferme les foudres de la politique et toutes les espérances du génie de la monarchie, toutes les tempêtes qui peuvent surgir des passions humaines et toutes les consolations que peuvent offrir les paroles d'un bon roi et les maximes

de la philosophie religieuse. Nous nous éloignons donc à une respectueuse distance de cet âge présent qui n'appartient pas au domaine de l'histoire.

Non, l'historien ne doit pas toucher au temps qui s'écoule sous ses yeux; il laisse les faits se grouper, le germe des événements se féconder, et les caractères se dessiner, pour se produire en présence des générations futures. Lorsqu'on écrit pour la postérité, est-il sage de prendre pour pupitre la roue rapide des événements ?

C'est la philosophie méditative qui doit tenir nos tablettes. Aussi nous croyons notre tâche terminée, lorsque l'horizon, d'abord si vaste, du temps passé commence tellement à se rétrécir qu'il s'efface presqu'entièrement devant nous, et que nous ne voyons plus que la scène dont nous sommes les acteurs.

Alors les affections intimes, les intérêts personnels, les préjugés de l'esprit de parti offusquent la raison et nous écartent malgré nous-mêmes de cette impartialité avec laquelle doit s'identifier le génie de l'historien.

Cependant nous ne pouvons résister à la

tentation de jeter un regard fugitif sur les événements qui nous pressent, et au milieu desquels nous vivons.

Ce sera donc d'un pas rapide et craintif que nous traverserons cette année de 1824, qui déjà se trouve entraînée par les flots de cet immense océan, roulant dans ses abîmes tout ce qui exista depuis la création du monde.

Les États-Unis de l'Amérique septentrionale qui depuis plusieurs années semblent peu figurer dans les rapports politiques de notre continent, vont peut-être se produire sur la scène avec un éclat beaucoup plus vif que peut le désirer le cabinet anglais.

Les mouvements dont se trouve agitée la partie méridionale des Amériques, bientôt prolongeront leurs actions bien au-delà du golphe Darien ; car, les Etats-Unis n'abandonneront pas ces gouvernements naissants, sérieusement menacés par leur métropole, dont la Russie paraît plus que jamais épouser aujourd'hui les ressentiments. Le général Jackson, qui s'est acquis une si grande réputation dans la dernière guerre vient, de prendre un grand ascendant sur la politique de son

pays. Il a été porté par un nombreux parti à la présidence, quoiqu'un concurrent plus heureux l'ait emporté sur lui. Cependant le général jouit d'une grande influence dans ce qu'on appèle la partie démocratique des États-Unis. On connaît toute son animosité contre le système anglais ; il fera donc agir tous ses moyens afin de porter le gouvernement fédéral à se déclarer franchement en faveur des colonies insurgées, et surtout pour les soustraire à cette prépondérance que veut s'y créer le cabinet britannique.

Il est encore une contrée du Nouveau-Monde qui fait peu parler d'elle, mais qui pourra jouer un rôle assez important si l'Espagne, secondée par la Russie et la France, tente de sérieux efforts pour rentrer en possession de ses colonies. Saint-Domingue gouvernée par un homme, qui joint la prudence d'un vieillard à l'active fermeté d'un jeune homme, ne laissera pas d'un air tranquille débarquer dans ses parages des armées continentales et surtout des troupes françaises. Boyer, mulâtre qu'on se rappèle avoir vu servir dans nos bataillons français, se montre

digne du haut rang auquel les événements l'ont porté. Il est jaloux de voir Saint-Domingue figurer parmi les puissances du monde les plus considérées. Si la querelle s'engage chaudement entre le nouveau et l'ancien Monde, comme les circonstances présentes le font présumer, Boyer ne s'y montrera pas étranger, ne fût-ce que pour se donner plus d'importance aux yeux du gouvernement français, dont il pense avoir grand intérêt à se faire craindre.

La Russie reste mystérieuse dans ses vues sur la Turquie, et on la voit toujours prétendre à une espèce de prépondérance politique sur tous les Etats du continent.

C'est dans les vues secrètes d'une adroite et vaste ambition qu'elle distribuait naguères les insignes de ses ordres aux généraux français qui se sont le plus distingués dans la guerre d'Espagne. Cette superbe largesse a peut-être rappelé à l'Europe étonnée le souvenir de Napoléon qui, dans l'apogée de sa puissance, et lorsqu'il pouvait se livrer aux prestiges de la domination universelle, paraissait jaloux de voir briller l'aigle de sa Légion.

d'honneur dans les cours de Saint-Pétersbourg, de Berlin et de Vienne.

La conduite de la Russie dans la guerre actuelle des Grecs contre leurs anciens maîtres, est une énigme dont le mot n'est pas difficile à deviner. Mais la prudence ne permet pas de le dire tout haut. Il n'est pas jusque dans le sein du cabinet de Madrid, où son influence ne soit encore sensible, sans cesser d'être énigmatique.

L'Autriche, toujours sur la réserve, continue de marcher dans cette voie de la sagesse, où le souverain, comme un roi pasteur, fait pour ainsi dire paître en paix ses peuples heureux. Puissent les affaires de l'Orient ne pas troubler bientôt cette heureuse tranquillité!

La Prusse montre quelque tendance à revenir à son humeur querelleuse. Elle perd de vue que dix années viènent de s'écouler depuis la bataille de Waterloo, et que la France débarrassée de toute cette lave révolutionnaire qui, pendant trente ans, avait inondé son sol, ses mœurs et ses institutions, reprend cette importante attitude qu'elle avait

dans les beaux jours du règne de Louis XV.

L'Angleterre porte toujours toute son attention sur l'arrière-pensée que peut avoir la Russie dans les contestations sanglantes qui se débattent entre la Porte-Ottomane et les provinces de la Grèce.

Sa jalouse inquiétude se dirige aussi vers l'Espagne, pour en écarter ou en affaiblir la prépondérance que la situation critique de cette monarchie semble y donner au gouvernement français; enfin, le cabinet de Londres, qui connaît toutes les profondeurs et qui soumet à des *calculs* exacts tous les infinis de l'arithmétique de l'ambition, se présente comme neutre ou comme médiateur au Portugal, au Brésil et à toutes les nations insurgées de l'Amérique espagnole : il y fait recevoir ses consuls, y établit ses comptoirs; enfin il étend les conquêtes de son monopole dans des régions neuves encore pour le monde commercial, comme il ramène le Portugal à n'être plus sous lui qu'une simple vice-royauté.

Si nous jetons un coup-d'œil sur la Péninsule hispanique et sur ses colonies, sur la

Turquie et sur la nouvelle confédération des villes grecques, nous ne voyons pour l'année qui vient de s'écouler, que confusion dans les faits, vicissitude dans les chances de la guerre et incertitude dans les conjectures.

Dans la Grèce, toujours d'épouvantables catastrophes succèdent aux plus effrayants désastres. L'Ile héroïque d'Ipsara n'est plus qu'une roche nue, veuve de ses habitations florissantes, de ses flottes formidables et de sa population guerrière. D'un autre côté, le marin Canaris accumule plus de trophées que les Miltiade et les Thémistocle de l'ancienne Grèce.

Les flottes égyptiennes combinées avec celles de la Porte-Ottomane, sont séparées les unes des autres, battues partiellement, et les brûlots des marins grecs ont pour la marine turque l'effet de l'ancien feu grégeois, qui étonne, frappe et détruit sans que l'ennemi puisse pénétrer ou éviter les secrets de son action foudroyante.

Cependant toutes ces nouvelles journées de Marathon, de Salamine et de Platée n'annoncent pas encore la glorieuse paix d'An-

talcidas. Les trésors de la vengeance du grand roi restent toujours inépuisables : les abîmes de sa puissance menacent encore d'engloutir la Grèce avec tous ses triomphes et tous ses héros.

Le Portugal depuis sa délivrance offre plus de scandales que de désastres. Les conspirations avortées s'y multiplient, et la longanimité de son prince semble s'accroître en raison de l'infatigable obstination de cette faction intestine qui déchire le sein de sa famille, attaque ses affections les plus intimes et menace de replonger son peuple dans ces infortunes dont le souvenir est encore si récent.

L'Espagne même, depuis son retour au gouvernement légitime de son roi, ne cesse pas d'être un objet de commisération publique; les proscriptions ont remplacé les guerres civiles, et les fureurs d'une vengeance imprudente font presqu'oublier les excès de la démence révolutionnaire.

Le prince français qui venait de l'arracher par la force des armes à la violence des factieux qui s'y étaient emparés du pouvoir, avait essayé

de faire entendre les conseils de la sagesse à deux partis acharnés à leur perte mutuelle. Mais on a réclamé les obligations acceptées par la France, de s'en tenir strictement au mandat militaire qu'elle avait reçu de la Sainte-Alliance. On a rappelé les solennelles déclarations de Louis XVIII en commençant la guerre; enfin, le généreux décret d'Andujar a été neutralisé.

Le démon des proscriptions a déversé tous ses fléaux dans le sein de la malheureuse Espagne, qui a semblé se complaire dans de tels déchirements, parce qu'elle semblait y voir les titres de son indépendance politique.

Le rétablissement du roi Ferdinand étant le résultat glorieux d'une campagne qui fera époque dans les fastes militaires de l'Europe moderne, le héros libérateur n'a point voulu faire agir une influence qui aurait pu tenir au caractère dominateur d'un conquérant.

Aujourd'hui l'Europe attend de Ferdinand qu'il se montrera digne du sang de Henri IV et de Louis XVIII, rassurant par sa clémence le parti vaincu, et modérant les prétentions de la faction victorieuse. Il ne peut oublier

que les proscriptions deviènent toujours l'aliment le plus actif des animosités intestines : comme dans les dissensions religieuses le sang des martyrs a toujours été une sémence féconde pour la secte qu'on voulait détruire.

Malheur au trône qui ne s'environne que des sombres nuages de la terreur. Plaignons le sort des peuples dont le prince, toujours agité par de malheureux souvenirs, les rappèle sans cesse dans le sein de sa cour, les oppose à la résignation du rebelle désarmé et soumis, et repousse ainsi le repentir qui précède son retour à la fidélité.

La France se trouve livrée aux pénibles sentiments qu'ont dû lui inspirer la mort de Louis XVIII, le 16 septembre à 4 heures du matin; mais la douleur publique cherche sa distraction dans ces espérances que fait toujours naître un nouveau règne. Le *comte d'Artois*, depuis sa première jeunesse a toujours été l'idole de la nation. Son humeur enjouée, son air chevaleresque, son caractère franc et loyal, son exquise galanterie envers les dames, enfin les aimables faiblesses de son jeune âge, et ces brillantes vertus que

lui avaient données de longues adversités, l'ont fait paraître à nos yeux comme un des plus beaux caractères que nous puissent offrir les annales de la monarchie depuis son origine.

La gloire militaire dont venait de se couvrir son fils, son éloignement des affaires pendant tout le dernier règne, l'affreux attentat de février 1820, qui avait pris pour victime le dernier de ses fils; enfin ce noble rejeton qui a fait surgir en quelque sorte du sein du tombeau la joie d'une résurrection presque miraculeuse, toutes ces circonstances faisaient diriger les vœux de la faveur publique vers ce prince qui règne aujourd'hui sous le nom de Charles X.

C'est la troisième fois qu'on voit en France trois frères se succéder sur le trône. Après Philippe-le-Bel, ses fils Louis X, *dit* le Hutin, Charles-le-Bel et Philippe-le-Long, moururent sans laisser d'héritier en ligne droite : alors commença la branche des Valois, qui s'éteignit par le règne des trois enfants de Henri II. Notre histoire caractérise ordinairement par un surnom le jugement qu'elle

a porté sur le personnel des rois; mais il semble qu'elle a dédaigné de chercher une qualification distinctive pour les trois derniers Valois qui finirent cette branche royale par des règnes honteux ou funestes. Cependant elle eût pu les désigner ainsi : François II, *dit* l'Enfant (*), Charles-le Sanguinaire et Henri III l'Indolent ou le Voluptueux. Dejà elle laisse pressentir à l'Europe les noms glorieux qu'elle réserve aux trois fils couronnés du grand Dauphin; l'aîné est surnommé le *martyr* : la désignation de Louis-le-*Philosophe* se présente aujourd'hui naturellement, lorsqu'on parle de Louis XVIII, le prince de la restauration. Charles X ne fait que de monter sur le trône, les commencements de son règne semblent l'âge d'or de la monarchie; mais laissons-lui le temps de gagner ses éperons, pour nous servir des expressions de la chevalerie. Il n'appartient qu'à l'adulation d'anticiper sur le jugement

(1) A peine avait-il dix-sept ans lorsqu'il mourut.

de la postérité. Il est certain que l'aurore de son règne jète le plus vif éclat : c'est en visitant l'Hôtel-Dieu et les Invalides qu'il s'essaie à son métier de roi. Ce fut ainsi que commença Saint Louis. Aucun roi jusqu'alors ne l'avait imité. On avait eu sa sagesse dans les conseils et son intrépidité dans les combats ; mais Louis XII, le père du peuple, et Henri IV dont le nom sera toujours populaire, n'avaient pas osé descendre dans ces affreux abîmes de la misère humaine. Ils avaient désiré la *poule au pot pour le plus pauvre paysan*, mais ils n'avaient jamais confondu la pompe royale avec toutes les douleurs et toutes les souffrances de la maladie et de l'indigence. Un Fénélon eût deviné Charles X dans le jeune et brillant comte d'Artois. Courage, noble fils de Saint Louis, deviens le plus beau modèle de tes successeurs ! le génie de l'histoire te regarde et te destine l'auréole dont brillent encore après dix-sept siècles Titus et Antonin !

On peut dire que l'avènement de Charles X a produit une révolution entière dans les esprits. Les républicains les plus moroses,

qui avaient résisté à toutes les concessions généreuses du dernier roi, n'ont pu tenir contre cette aimable popularité de Charles X; ils ont enfin souri aux séductions de la royauté. Les plus sombres démocrates et les plus rapides libéraux se sont laissé surprendre confondus dans la foule, agitant leurs chapeaux et criant : *Vive le Roi*.

Naguères on n'osait s'avouer publiquement royaliste, le langage de la fidélité semblait un radotage du vieux temps. Aussi paraissait-il du bon ton d'affecter les airs d'un *indépendant*. On dirait que l'aurore du nouveau règne a dissipé toutes ces sombres vapeurs de la révolution qui pesaient toujours sur l'atmosphère de la monarchie. La popularité, si je puis m'exprimer ainsi, est subitement devenue royaliste, et le nom de Charles X est comme une nouvelle Providence qu'invoque celui qui souffre.

L'esprit public de la capitale s'est si fort exalté qu'on serait certain de se faire étouffer dans les halles si on y prononçait un seul mot contre le *bon roi Charles X*.

Cette popularité du nouveau prince est un

grand événement dont on ne connaît pas encore toute l'importance. Il résout toutes ces questions de la moderne idéologie dont les débats semblaient braver la politique habile des cabinets de la Sainte-Alliance. Tous les esprits se sont réunis dans un seul sentiment national d'amour pour le nouveau monarque; alors la France, forte d'une population de 30 millions d'âmes, n'ayant pas oublié les souvenirs de sa grandeur militaire, et récemment victorieuse d'une nation qui n'avait pu encore être domptée, est redevenue la puissance prépondérante du midi de l'Europe.

Cet heureux changement dans l'opinion avait été l'objet de tous les vœux de Louis XVIII.

Mais ce prince essentiellement bon, ne put jamais obtenir cette popularité qu'il ambitionnait comme la récompense de ses anciennes infortunes, de ses nouveaux sacrifices et de ses veilles laborieuses pendant lesquelles il méditait sur les obligations que lui imposait la royauté.

Il faut convenir que la position de ce

monarque n'a jamais cessé d'être difficile.

A son avènement il se trouvait affligé par les infirmités d'une vieillesse prématurée; ses jambes pouvant à peine le soutenir, il recouvrait un trône qu'avait long-temps occupé un soldat actif qu'on voyait toujours militairement à cheval sur les grandes routes de l'Europe, préparant des guet-à-pens aux souverains pour leur dérober leurs couronnes ou les dépouiller de quelques provinces. Cet impétueux capitaine était devenu l'homme des nations du continent. Les peuples le voyaient tantôt sur les rives de la Vistule, tantôt sur celles du Danube, de l'Adige ou de la Seine. Il n'avait en sa faveur que cette espèce de popularité : mais elle faisait grande impression sur l'esprit de la multitude. Dans ses courses lointaines, se heurtant contre les glaces du nord, il tombe et laisse échapper un sceptre dont s'était emparée son audace heureuse. Le sceptre de Saint Louis, après avoir été le butin d'un brillant aventurier, revient à l'héritier légitime de l'infortuné Louis XVI. Mais l'état maladif du nouveau monarque ne lui permettait pas de s'offrir à

toutes ces vives acclamations d'une multitude depuis long-temps affamée du plaisir de voir un pasteur des peuples, du sang patriarcal d'Henri IV.

Tous les quartiers de la capitale l'appelaient pour le bénir; de toutes les provinces, on sollicitait la faveur de sa présence. Mais le fauteuil de la souffrance le retenait captif dans son appartement. Quel contraste avec son prédécesseur ! c'était le calme de la douce philosophie succédant au fracas de passions impétueuses et violentes. Mais tout ce bruit de guerre, tous ces événements qui se précipitaient les uns sur les autres en ébranlant le monde entier, enfin cette succession rapide d'orages, de tempêtes et de naufrages, tout cela faisait spectacle dramatique pour le peuple qui aime toujours les grandes secousses, et qui ne voit dans une grande catastrophe qu'un éclatant coup de théâtre. Attila, Tamerlan et Napoléon courant le monde, une torche à la main, et poussant devant eux les monarques et les nations, déplaçant les empires et donnant à l'univers une face nouvelle : voilà les héros de la multitude. Elle les ap-

plaudit même en voyant des générations entières écrasées sous les roues de leur char triomphal.

Que les rayons tempérés d'une sagesse paternelle paraissent pâles lorsqu'ils apparaissent tout-à-coup après la disparition de ces éclatants météores !

Tel fut le désavantage de la position de Louis XVIII, venant imposer le calme d'un absolu repos à un peuple qui avait pris l'habitude de bouleverser l'univers pour alimenter et récréer son inquiète activité. Les infirmités de ce prince le forçant à la vie la plus sédentaire, firent ressortir davantage toutes les différences que la nature, les institutions sociales et les principes de la civilisation, avaient mises entre lui et ce *falot guerrier* qui portait en tous lieux les vapeurs de sa gloire incendiaire.

Cependant Louis XVIII était véritablement le seul prince qui pût opérer l'ouvrage difficile de la restauration dans la position critique où tant de triomphes précédents et d'infortunes récentes avaient mis la France. Toutes les questions politiques se trouvaient

livrées aux débats les plus passionnés. Des prétentions nouvelles s'élevaient à côté d'intérêts consacrés par une existence de trente années. Le sol français était un volcan vomissant toutes les haines et toutes les fureurs des animosités domestiques et des dissensions particulières.

La Providence n'avait-elle pas pris en pitié notre malheureuse patrie en lui envoyant un prince formé long-temps à l'école du malheur, isolé des plaisirs du monde, et cherchant dans le silence du cabinet une noble distraction à toutes ces souffrances physiques dont la nature l'avait affligé.

Un monarque qui eût pu se laisser séduire par les prestiges de la popularité, en allant chercher des acclamations au milieu des camps, ou en parcourant les nombreuses cités de son empire, aurait peut-être favorisé les prétentions ou les théories de l'une des factions rivales; il eût excité les ombrages de l'Europe tout entière sous les armes, et de l'Europe victorieuse, s'il eût paru flatter avec trop de complaisance les souvenirs si récents de notre gloire héroïque. Il fallait donc, pour

faire oublier au continent toutes ses anciennes terreurs, un roi de France qui fût l'ange de la paix, envoyé par le ciel pour réparer les calamités de la guerre la plus longue et la plus acharnée dont l'histoire fasse mention. Mais il fallait aussi cette physionomie grave, imposante et toute brillante de majesté, telle qu'était celle de Louis XVIII, pour commander le respect à des souverains dont une victoire inespérée avait amené les troupes jusque dans la cour du Louvre. Aussi peut-on dire que Louis, par la seule force de son génie, a relevé la France de sa dégradation militaire. Ce roi désarmé, que ses jambes infirmes pouvaient à peine soutenir, a vu s'incliner devant lui des fronts victorieux. L'épée royale qu'il avait héritée de Saint Louis pèse autant dans la balance de l'Europe que le sabre de ces robustes hommes du nord qui nous ont vaincus à Leipsick et à Waterloo; mais cette épée que portait dans ses débiles mains le souffrant et vénérable Louis, semblait le glaive étincelant de la justice avec lequel le dieu consolateur des peuples scelle pour long-temps l'abîme des tempêtes.

Louis XVIII, parmi les rois qui laissent après eux d'imposants souvenirs, se distingue par un caractère qui lui est personnel. On peut lui reprocher quelques défauts par lesquels, comme plusieurs des sages couronnés, il paya son tribut à la faiblesse humaine; mais ces défauts, comme ceux des âmes héroïques, avaient leur principe dans cette *philosophie* que j'ose dire *royale*, dont il n'avait pas cessé, jusqu'au dernier instant, de faire son étude particulière.

Malgré la longueur de son exil et toutes les circonstances qui faisaient abandonner sa cause par les autres rois, il n'avait pas cessé de croire que la Providence le destinait à cicatriser les plaies de notre sanglante révolution : aussi avait-il, dans sa vie privée, médité toutes les leçons sur l'art de régner que pouvaient lui offrir les théories de nos publicistes et les diverses vicissitudes de l'histoire des nations. Il avait surtout étudié la nature de ces passions de l'homme social, qui sont mises en action par de vifs intérêts et de grands événements. Si ce prince eût voulu, comme les autres philosophes, recueillir par écrit

toutes ses profondes observations sur les principes du gouvernement, il se fût placé au premier rang de nos publicistes les plus considérés.

Mais il se contenta de faire, dans son métier de roi, l'expérience des maximes qu'il s'était créées sur l'art de gouverner un grand peuple à la suite des plus violentes commotions.

Jaloux de suivre lui seul toutes les parties de son système, il parut toujours se renfermer dans les secrets de sa grande âme, et croire que lui seul pouvait suivre la ligne droite qu'il avait tracée devant lui.

Les fréquents changements de ses ministres firent supposer de l'incertitude dans ses plans et du vague dans ses principes politiques; il en serait ainsi de la part d'un caractère altier et brouillon et qui affecterait es formes brusques et absolues du despotisme. Tel devait-être Henri VIII d'Angleterre, changeant subitement ses affections et ses épouses, ses principes et ses ministres, enfin son culte et ses dieux.

Mais Louis XVIII, l'homme le plus la-

borieux, le savant le plus méditatif, et le prince le plus philosophe de son siècle, avait dans le silence de sa profonde pensée, combiné toutes les parties du plan qu'il croyait convenir à la restauration de la félicité publique, après d'aussi violentes et d'aussi longues commotions. Il écartait donc tout ce qui pouvait entraver le jeu de tous ces divers ressorts, dont lui seul paraissait jaloux de diriger l'action.

Dès qu'il découvrait dans la volonté de ses ministres quelques dissidences qui pouvaient le froisser dans sa marche systématique, aussitôt ses affections se taisaient et sa confiance se retirait.

Le favori qu'on croyait tout-puissant tombait subitement dans l'oubli le plus absolu.

Cet esprit ombrageux qu'il portait dans le sanctuaire de la royauté qu'il avait rétablie, et dont lui seul voulait connaître les mystères les plus intimes, est réellement le seul défaut qu'on puisse reprocher à ce grand prince.

Le culte exclusif que Louis XVIII avait voué à cette utopie politique qu'il substi-

tuait aux monstruosités de la révolution, l'emportait sur ses affections privées. Aussi, se mettant continuellement en garde contre les tendres sentiments qu'il ne cessait pas de témoigner à ses proches, il les chérissait comme frère, comme oncle et comme père adoptif; mais, pour mieux rester leur roi, il les isolait de toute initiation à cette action politique dont le secret lui devait être absolument personnel. Menant une vie patriarcale au milieu des siens, sa table était celle de la famille royale. Il se complaisait à voir à ses côtés ses augustes parents, lorsque sa santé lui permettait encore de se produire aux acclamations de ses peuples. Mais jamais il ne leur donna l'entrée dans ses conseils. Il supprima même le titre de colonel-général des gardes nationales du royaume, parce que ce titre donnait à *Monsieur* une espèce d'existence politique dans le gouvernement. Il faut rendre justice aux augustes princes de la Maison de France : ils se résignèrent avec la plus aimable candeur à cette espèce d'inaction qui semblait entrer dans les vues du monarque.

Monsieur ne parut auprès de son frère que le premier de ses sujets. Le duc d'Angoulême, aujourd'hui Dauphin, revient couvert de gloire de cette Espagne qu'il a si promptement soumise et pacifiée. La nation française qui croit revoir ces temps héroïques dont elle ne cesse pas d'être fière, accueille avec ivresse son nouvel héros. Tous les partis se taisent devant l'heureux vainqueur; mais le modeste prince vient faire hommage à son oncle de ses lauriers, et, déposant aux pieds du trône la couronne triomphale, il s'empresse de rentrer dans l'obscurité de la vie privée. Qu'il doit être doux et juste le gouvernement de ces princes qui ont toujours été si fidèles aux devoirs de l'obéissance !

Louis, depuis le premier jour de sa restauration, parut pénétré de l'idée que tous ses instants appartenaient au peuple que la Providence venait de rendre à sa sollicitude paternelle.

Avec quel courage l'a-t-on vu disputer à ses souffrances aiguës les moments qu'il croyait devoir entièrement à l'administration de son royaume !

Comme il brave en philosophe chrétien la mort qui s'approche et qu'il voit bientôt à coté de son lit de douleur ! il refuse de se soumettre à ses angoisses, et tient encore son conseil la veille de son agonie. Un roi de France, dit il, peut mourir, mais ne doit pas être malade : il *faut qu'un empereur meure debout*, avait dit un des plus dignes Césars de l'ancienne Rome. En vérité l'abnégation du plus austère religieux est moins absolue que celle de ces pasteurs des peuples dont cependant on envie la paisible félicité.

Tel fut Louis XVIII dont le règne fera l'illustration du 19.me siècle.

Son nom devient l'éternelle garantie des libertés publiques. Ce nom auguste et populaire ne cessera jamais d'être invoqué par les accents plaintifs de l'opprimé, s'il venait un de ces temps malheureux, tels que la France ancienne en a vu à diverses époques, où le pouvoir, se plaçant au-dessus des lois, déchirerait la Charte tutélaire des Français.

Avant de finir ce chapitre et cet ouvrage, nous devons nous expliquer sur cette désignation de *philosophe* que nous donnons à

Louis XVIII, sans désavouer celle de *Désiré* qu'il a reçue des acclamations de ses peuples.

Le 3 mai 1814, les Français ont accueilli le roi qui leur était rendu, en le proclamant, au milieu des transports de leur allégresse, *Louis-le-Désiré*. Cette désignation restera dans le souvenir de nous tous, qui sommes les contemporains de l'heureuse restauration.

Depuis long-temps, nous étions revenus de ces illusions avec lesquelles nous avait égarés la plus mensongère des révolutions politiques. Nous repoussions donc avec les répugnances les plus vivement senties les dangereuses chimères d'une liberté fantastique, et nos vœux appelaient le rétablissement de ce gouvernement monarchique qui avait été le berceau de notre vieille patrie.

La sanglante tyrannie de Napoléon ne s'était jamais confondue dans notre sentiment national avec cette idée que nous avions de la royauté; un certain pressentiment semblait dire à l'intime pensée de chacun de nous, que ce brillant capitaine n'était point un roi légitime, et que son existence, semblable à celle d'un météore, ne pouvait être que passagère.

Aussi l'opinion nationale ne s'est pas méprise sur les résultats des grands événements du mois de mars 1814. Tous les yeux se sont alors tournés vers le prince que nous offrait cette auguste famille qui avait donné des rois à la France depuis trente-deux générations. Louis est donc venu parmi nous comme *le Désiré* des peuples.

Le génie de l'histoire, dont le jugement solennel doit retentir dans l'immensité des siècles, s'élève au-dessus de toutes les considérations qui tiènent aux circonstances du moment, *lorsqu'il se prononce sur le caractère personnel d'un prince.*

Oui, la sévère et l'impartiale histoire scrute les vertus de l'homme, les qualités de l'administrateur et la conduite de l'homme d'État, pour assigner à la mémoire du monarque qui n'est plus, le rang qui lui convient dans ses fastes immortels.

Quel roi se présente à la postérité avec plus de titres que Louis XVIII, à ce beau nom de *philosophe* qui fut décerné à Marc-Aurèle, à Saint Louis et à Charles V, fils de l'infortuné Jean-le-Bon ? Ce glorieux nom de *philo-*

sophe est resté vierge de toutes les impuretés dont la révolution s'est efforcée de l'environner. C'est ainsi que la pureté du nom de *chrétien* a survécu à la dévastation du Nouveau-Monde, aux scandales d'un (1) Borgia et aux massacres de la Saint-Barthélemy. Faut-il ne plus oser même donner à un prince le nom de *Vertueux*, parce que l'ont si ridiculement porté un *Bussi-Leclerc* dans la ligue, et un Pétion dans nos derniers troubles ? L'exposé historique des dix années qui viènent de s'écouler depuis la restauration, et qui sont les dernières du règne de Louis XVIII, fait assez connaître quelle était la popularité et la religieuse philosophie d'un monarque dont le souvenir va se confondre désormais avec celui du pieux Louis IX, et surtout de ce grand roi Charles V qui, sans sortir de son cabinet, répara tous les désordres des derniers troubles et replaça la France au premier rang des puissances militaires. Pour

(1) Alexandre VI, pape, contemporain de Louis XII.

compléter le rapprochement historique avec cet illustre prince, il ne faut pas perdre de vue que ce plus grand des Valois était de la santé la plus débile. Attaqué par une maladie de langueur qui ne pouvait tarder à devenir mortelle, il fut la terreur de l'Angleterre et commanda l'admiration de toute l'Europe. La mémoire de ce héros n'a-t-elle pas été reproduite sous nos yeux par *Louis-le-Philosophe?*

On peut dire que le feu roi ressemblait à Louis XIV, le plus illustre de ses prédécesseurs pour le discernement exquis qu'il a toujours montré dans le choix des ministres ou des conseillers dont il s'entourait. Un prince qui, dans une condition privée, eût été regardé comme un homme d'un mérite supérieur, pouvait-il accorder sa confiance à l'ineptie et même à la médiocrité? Aussi son ministère, dans les divers changements qu'il a éprouvés, a-t-il toujours été composé d'hommes d'un talent supérieur et dont la grande réputation a survécu à l'éclipse de leur fortune politique. L'époque contemporaine peut citer avec orgueil ceux qui ont

été successivement à la tête des affaires depuis la restauration. Le duc de Blacas-d'Aulps, ministre principal en 1814, n'est-il pas resté au premier rang dans la diplomatie? Ses missions à Rome, à Naples et au congrès de Laybach ont soutenu honorablement la dignité et les intérêts de la noble monarchie dont il était le représentant. Le prince de Talleyrand-Périgord passe encore aujourd'hui pour le diplomate le plus délié de l'Europe. Le duc de Richelieu n'était point au-dessous du grand nom qu'il portait; le beau caractère qu'il avait développé dans l'émigration, lui avait concilié au plus haut degré l'estime et la confiance de l'empereur de Russie. Le duc de Cazes, qui s'est trouvé pendant un assez long espace de temps à la tête des conseils, était un jeune homme de la plus grande capacité et du dévouement le plus sincère: Le roi prenait plaisir à le nommer son élève. Aussi ce prince se croyant, après l'attentat du 13 février 1820, obligé de changer les principes et la marche politique du gouvernement, ne put conserver le jeune ministre; mais long-temps encore il le fit jouir

des entrées intimes et journalières de son cabinet. Enfin le ministère que Louis avait composé les deux dernières années de son règne, présentait en quelque sorte les plus hautes notabilités de l'administration; aussi Charles X s'est-il bien gardé d'y rien changer. Le chef de ce ministère est M. de Villèle qui, depuis huit ans, dans nos législatures, a joué le rôle le plus brillant comme homme d'État ou comme financier.

Tels furent les principaux ministres qui, sous le dernier règne, ont été à la tête des affaires. Autour d'eux on voit figurer des hommes dont certes s'honoreraient les premiers cabinets de l'Europe. M. Chateaubriand dont la réputation, comme écrivain, est devenue européenne, M. Lainé qui prépara les voies de la restauration avec un si courageux dévouement : cet homme d'État passe pour l'orateur le plus éloquent de nos deux chambres. Nous ne pouvons passer sous silence MM. Pasquier, Molé, Roi, Siméon, et de Barente, dont l'expérience et les talents répandent tant de lumière dans les débats de la chambre des Pairs. Comment surtout ne

pas mentionner M. de Chabrol, dernier ministre du choix de Louis XVIII? Ne retrouve-t-on pas enfin cette attention du sage monarque à n'appeler dans ses conseils que des hommes précédés d'une grande réputation dans la carrière administrative? M. de Chabrol est un de nos hommes d'Etat les plus instruits. Dès sa jeunesse, il s'était rendu familière l'étude de l'hébreu et des langues orientales, et depuis vingt ans, il figurait au premier rang des notabilités administratives.

Ce court exposé, sur le personnel du cabinet pendant le règne précédent, doit terminer cet ouvrage que nous abandonnons maintenant au jugement du public impartial.

FIN DU SECOND ET DERNIER VOLUME.

TABLE DES MATIERES

CONTENUES DANS LE TOME SECOND.

CHAP. XXXVI. Suite du Congrès de Vérone. Résultats qui distinguent cette réunion politique de celles qui l'ont précédée. Motifs secrets qui y dirigent la conduite du cabinet anglais..... 5

CHAP. XXXVII. Suite du Congrès de Vérone. Pourquoi les puissances y mettent de côté les affaires de la Grèce. Développement de tous les intérêts qui sont mis en action. La dissidence du cabinet britannique devient sensible..... 16

CHAP. XXXVIII. Intérêts particuliers que la France met en avant..... 31

CHAP. XXXIX. L'histoire du Congrès fait une marche rétrograde. Réunion préliminaire à Vienne pour arrêter les bases principales du Congrès. Etat personnel du corps diplomatique qui s'y trouve réuni. Coup-d'œil sur l'intérieur du cabinet des Tuileries..... 42

CHAP. XL. Premières opérations du Congrès. On y agite la question sur l'intervention armée de la France..... 59

CHAP. XLI. La France au Congrès de Vérone fait connaître les bases de sa politique..... 62

CHAP. XLII. Conclusion du Congrès. Déclarations publiées par les diverses puissances sur les affaires d'Espagne. La question de l'intervention armée est abandonnée à la disposition de la France..... 69

CHAP. XLII. Nouveaux mystères dont s'environne

la politique de l'Europe relativement aux affaires d'Espagne. Fausses espérances des insurgés sur les dispositions de l'Angleterre en leur faveur..... 87

CHAP. XLV. La France se prépare militairement à l'exécution du mandat qu'elle a reçu du Congrès pour la pacification de l'Espagne. Le duc d'Angoulême nommé généralissime. Extravagance des rebelles dans leurs forfanteries et leurs moyens défensifs..... 112

CHAP. XLV. Brillante campagne du prince généralissime; retraite des Cortès dans l'Andalousie, ensuite à Cadix. Affaire du Trocadéro. Soumission de Cadix. Délivrance de Ferdinand. Fin de la révolution..... 128

CHAP. XLVI. Révolution de Portugal. Temps de gloire pour cette monarchie. Son invasion par les Français. La résistance qu'elle oppose force à la retraite les conquérans. Causes des mouvemens révolutionnaires, qui se manifestent. Caractère du roi Jean VI..... 148

CHAP. XLVII. Commencement de l'insurrection. Juntes créées à Oporto et à Lisbonne. Rivalités entre elles. Constitution provisoire..... 163

CHAP. XLVIII. La révolution s'étend au Brésil. Embarras du roi Jean VI. Le palais de sa résidence est forcé; il ne peut refuser son acceptation à la constitution. Son retour en Europe. Instructions confidentielles qu'il laisse à son fils..... 182

CHAP. XLIX. L'escadre royale qui ramène le monarque est en vue de Lisbonne. Condition insolente imposée au prince avant son débarquement. Sa docile résignation aux outrages qu'il ne peut réprimer..... 199

CHAP. L. Résultats que produit le départ du roi. Le prince royal chargé de la régence. La colonie proclame son indépendance de la métropole..... 208

CHAP. LI. Courageuse résistance de la reine. Fin inattendue des troubles. Le Portugal revient de son plein gré à l'obéissance de son roi. 217
CHAP. LII. Evénemens au Brésil, depuis que don Pedro s'y est laissé proclamer empereur. Raisons secrètes de la conduite du prince dans cette occasion..... 238
CHAP. LIII. Amérique espagnole. Considérations préliminaires sur cette intéressante partie du Nouveau-Monde. Mœurs et félicité de ses peuples. Etendue, population, et richesse territoriale de l'Amérique espagnole..... 256
CHAP. LIV. Formation de la république de Colombie. Origine du nom qu'elle se donne. Provinces qui la composent. Bolivar. Ses premières victoires..... 270
CHAP. LV. Suite des succès de Bolivar; ils assurent l'existence de la nouvelle république. Vues ambitieuses du protecteur de la Colombie. 282
CHAP. LXVI. L'insurrection se déclare au Pérou. Elle est encouragée par la conduite pusillanime du vice-roi. L'aventurier San-Martin s'en fait le protecteur. Son hypocrisie politique. Il érige en système sa tyrannie. Sa chûte. Le Pérou se met sous la protection de Bolivar..... 299
CHAP. LVII. Le Mexique. Sa rapide révolution. Rôle important qu'y joue le jeune colonel Iturbide. Il succombe dans ses projets ambitieux. Sa déchéance. Le Mexique se constitue en gouvernement fédéral..... 326
CHAP. LXIII. Insurrection des provinces grecques. Les troubles commencent dans la Moldavie et la Valachie. Premières hostilités. Barbaries exercées par le gouvernement turc..... 326
CHAP. LIX. La guerre continue avec fureur. Massacre du patriarche à Constantinople. Ruine totale de l'île de Chio. Glorieuse ven-

geance qu'en tirent les Grecs. Tremblemens de terre et pertes qui affligent les provinces asiatiques. Mutinerie des Janissaires. Ils se rendent maîtres des délibérations du Divan..... 379

CHAP. LX. Négociation entre la Porte et les ministres d'Angleterre et de Russie. Finesse des diplomates ottomans, qui l'emporte sur l'habilité des négociateurs les plus déliés de l'Europe.. 422

CHAP. LXI. Conclusion de l'ouvrage. Tableau général de l'Europe en 1824. Mort et portrait historique de Louis XVIII. Caractère personnel de son ministère depuis la restauration. Avènement de Charles X..... 434

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES